

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le rôle de l'école en Orientation Professionnelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929

PAR

MADELEINE SALOMÉ VÉNARD

Licenciée ès-lettres

Président : M. MAUNIER

Suffragants { MM. DESCHAMPS
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Professeurs*

PARIS
A. MAILLET
1929

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le rôle de l'école en orientation Professionnelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929

PAR

MADELEINE SALOMÉ VÉNARD

Licenciée ès-lettres

Président : M. MAUNIER

Suffragants { MM. DESCHAMPS
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Professeurs*

PARIS
A. MAILLET
1929

*A la mémoire de notre camarade Charles-
Henri CHAVANET, licencié en droit, diplo-
mé de l'école des Sciences politiques, mort à
vingt ans.*



AVANT-PROPOS

« La musique s'apprend, et, en général, toutes les sciences qui réclament l'usage des mains ? — Sans doute. — Mais quoi, ce qui nous apprend s'il faut ou non étudier telle ou telle de ces sciences, dirons-nous que c'est aussi une science ? — Nous le dirons. »

(PLATON, Dialogue du Politique.)

C'est toute une science, en effet, que l'orientation de la jeunesse vers les professions qui s'ouvrent à son activité, une science particulièrement complexe et point si neuve que semblent le dire les théoriciens modernes.

Mais depuis le début de ce siècle, et plus impérieusement encore depuis la dernière guerre mondiale, les nations civilisées ont vu s'imposer aux législateurs le problème très général de l'utilisation des forces humaines, dans tous les domaines de la production. Ce souci d'obtenir le meilleur rendement possible du capital d'activités nationales a donné naissance à une sélection d'abord empirique, puis de plus en plus méthodique, des éléments disponibles sur le marché du travail. Utilisation rationnelle, optima, du facteur humain dans le domaine économique, telle est la fin, plus ou moins clairement avouée, de cette science difficile : l'orientation professionnelle.

Le problème qui lui est posé est à la fois économique, politique, et (en ce qui concerne spécialement l'orientation des enfants, la plus importante pour l'avenir des nations) pédagogique, au sens le plus large d'éducation sociale. Ses fondements, enfin, sont à la fois psycho-physiologiques et médicaux. Et si l'on considère qu'il ne s'agit pas seulement, pour distribuer sagement les activités humaines, de connaître les res-

sources personnelles du travailleur, mais encore les exigences propres à chaque profession, on s'aperçoit que l'orientation des enfants présuppose la connaissance du marché du travail et la technique des métiers qu'ils y pourront exercer.

Il faut, tout d'abord, reconnaître nettement la complexité même du problème qui se pose. Théoriquement, il est aisé de simplifier toute chose : de très beaux discours ont été prononcés, dans toutes les langues, qui rendent lumineusement claire la question si vaste de l'orientation professionnelle ; elle n'y est considérée, il est vrai, que d'un seul point de vue (celui qui, parmi les autres, a semblé le plus intéressant à chacun des orateurs), mais ils n'en donnent pas moins à l'esprit une satisfaction immédiate et prématurée.

Il ne faut pas oublier que cette science est née du besoin d'agir. Elle est, pourrait-on dire, un art plus encore qu'une science, puisque ses découvertes ne tendent qu'au perfectionnement de sa propre méthode. Quoiqu'on ait voulu dire, il n'y a point de science moins désintéressée que l'orientation professionnelle. Elle tend à un progrès dans le rendement économique et l'épanouissement des forces individuelles. On peut, dès à présent, imaginer son point de perfection absolue : le jour où tous les travailleurs produiront dans les meilleures conditions le plus de choses possibles, alors qu'inversement chaque tâche sera effectuée par celui qui était le mieux fait pour l'accomplir. Eviter les erreurs de distribution, conserver en bonne forme le matériel humain : il s'agit ni plus ni moins de prophylaxie sociale.

Cette tâche est difficile, et l'expérience déjà acquise en cette matière nous montre que l'on n'a pas hésité, pour atteindre le but que se propose l'orientation professionnelle, à employer des moyens de nature très diverse. Non seulement d'une nation à l'autre, mais plus encore, dans un même pays, de ville à ville (selon les opinions personnelles de ceux qui détiennent le pouvoir d'organiser cette institution, initiatives

privées, services publics); nous constatons des divergences très nettes dans le choix des méthodes.

Il s'agit, en effet, après avoir examiné les tendances et les aptitudes naturelles propres à chaque enfant d'engager celui-ci dans la carrière où, en définitive, son rendement sera le plus satisfaisant. Quel est, en l'état actuel de la législation du travail, de l'organisation de l'instruction publique en France, le moyen le plus efficace de réaliser, pratiquement, cet idéal ?

Nous examinerons dans la présente étude, l'une des questions les plus controversées de ce vaste problème : celle de savoir s'il faut, ou non, faire intervenir l'Ecole et, dans l'affirmative, quel rôle strictement défini il convient de lui accorder, dans l'organisation de l'orientation professionnelle. Il ne s'agira, enfin, que de l'enseignement public, le seul que le législateur puisse réglementer aisément dans l'état actuel de nos mœurs. L'examen d'une intervention de l'Etat dans l'orientation professionnelle des élèves sortant des lycées et collèges, bien que, théoriquement, du point de vue pédologique, assimilable, à celui qui domine l'instruction primaire donné dans les écoles communales, se présente, en réalité, sous un aspect social très différent.

En effet, le plus grand nombre des élèves des écoles primaires appartiennent aux classes ouvrières ou paysannes, petits employés, petits commerçants. Lorsque l'enfant, à treize ou quatorze ans, quitte la classe, il est rare que les circonstances lui puissent déjà fournir un avantage particulier à choisir tel métier de préférence à tout autre. Le plus souvent, la cause du choix fait par les parents est tout fortuite et celui-ci peut être modifié par un conseil éclairé sans entraîner l'abandon de facilités spéciales. Donc, pour ces écoliers, l'avis des orienteurs ne peut que substituer à une décision fantaisiste une autre plus rationnelle. La responsabilité morale du diagnostic est assez circonscrite et celui-ci n'apporte aucun changement à l'équilibre des classes sociales.

S'il s'agit, au contraire, de conseiller les enfants

qui sortent des lycées et des collèges, la question posée est infiniment plus délicate. D'abord, l'âge des individus à orienter est déjà plus avancé ; l'intervention de l'Etat et son aide éclairée semblent donc s'imposer ici moins impérieusement que lorsqu'il s'agit d'intégrer dans l'activité nationale des êtres à peine sortis de l'enfance. Enfin, étendue aux élèves de l'enseignement secondaire, l'orientation professionnelle conserve bien son but qui est de voir « the right man in the right place », mais le matériel social qui s'agit d'utiliser n'est plus seulement l'individu, considéré *in abstracto*, avec la seule ressource de ses forces vives : c'est un complexe d'éléments très nombreux qui fait de chaque lycéen une force économique préexistante. Il y a là une réalité sociale, superposée aux facultés individuelles (physiques et mentales), une réalité où certains n'ont voulu voir que la possession d'un capital déjà spécialisé (ce qui, du point de vue économique, n'est certes pas négligeable).

L'orientation professionnelle dès qu'elle dépasse la sphère des écoliers susceptibles de devenir des apprentis, soulève un problème nouveau, d'ailleurs étudié depuis quelques années, sous une forme purement politique, et nettement étrangère au caractère du présent ouvrage : celui-ci en effet n'envisagera les réformes et les améliorations possibles que dans le cadre déjà existant des institutions nationales. C'est pourquoi les développements qui vont suivre ne concerneront que le rôle de l'école publique communale dans l'orientation professionnelle des enfants qui viennent d'y achever le cycle des études primaires.

Le rôle de l'école en Orientation Professionnelle

SECTION I

CHAPITRE I^{er}

Le caractère économique de l'orientation professionnelle. — Son importance sociale. — Orientation et sélection. — Fondement scientifique de l'interventionnisme moderne.

Née du besoin impérieux de compenser l'insuffisance de la main-d'œuvre mondiale par une utilisation optima des activités disponibles, l'orientation professionnelle s'est trouvée réalisée dans la pratique bien avant que les théoriciens se fussent mis d'accord sur les caractères de l'institution nouvelle. A présent encore, celle-ci apparaît comme une nécessité économique bien nette, sans ambiguïté. Et comme le dit très simplement M. Fontègne, inspecteur général de l'Enseignement Technique : « Le problème qui à l'heure actuelle se pose en France, est, avant tout, un problème de qualité : avec peu de sujets, produire beaucoup et bien. » (1)

Et quelles que soient les différences qu'on a pu constater, au début surtout, entre les méthodes appliquées dans les principaux pays d'Europe et les Etats

(1) Article sur l'orientation professionnelle paru dans *La Psychologie et la Vie*, mai 1928.

de l'Amérique du Nord, il semble qu'on s'entende un peu partout pour reconnaître que l'orientation professionnelle est avant tout un effort destiné à améliorer la répartition des travailleurs sur le marché du travail. Il faut donc tenir compte des ressources propres à chaque groupement national autant que des exigences économiques de chacun des pays considéré. Au début, science uniquement empirique, l'orientation professionnelle, adaptée au milieu et aux circonstances, semble aboutir à des fins économiques et sociales tout à fait opposées. Mais à mesure qu'elle se développe, et que les praticiens des différentes nations se communiquent les résultats de leurs expériences, on assiste à une unification progressive des moyens employés. C'est ce qu'exprime M. Christiaens, qui fait remarquer qu'aux Etats-Unis et en Suisse par exemple, le mobile qui semble au début guider les organisateurs est « une pensée d'assistance aux déshérités du sort », conseillés en vue d'une récupération des déficients intellectuels ou physiques ; alors qu'en Allemagne et en Autriche, au contraire, l'orientation professionnelle n'a jamais prétendu à cette apparence moralisatrice et s'est affirmée comme très scientifique. Toutefois, aux yeux de l'auteur, « ces deux mobiles si opposés, nettement accusés à l'origine, s'atténuent et deviennent de moins en moins perceptibles à partir de 1918 ». (1)

Nous sommes donc en face d'une institution qui tend de plus en plus à devenir universelle, sinon dans son adaptation aux exigences de la pratique, tout au moins dans son utilité finale.

Au libre jeu des libertés individuelles, qui s'équilibreraient naturellement entre les débouchés de la production et les offres de main-d'œuvre, il s'agit de substituer un système plus rationnel qui remplacerait l'élimination brutale née de la concurrence par une

(1) Christiaens: Une méthode d'orientation professionnelle. (Ed. Lamartin 1925, Bruxelles, p. 285.)

sélection préalable. Les hommes sont précieux et il faut veiller au bon emploi de leurs forces. Du temps des physiocrates, on considérait sans regret les pertes de temps (donc d'activité efficace) nécessaires à l'ajustement final : lorsque les travailleurs ne convenaient pas à leur tâche, automatiquement ils s'en trouvaient éloignés ; tant qu'ils y restaient attachés, on devait penser qu'ils y étaient bien à leur place, pour tout le temps que durait l'expérience. Les accidents corporels, la misère, le chômage, le sabotage, tout ce qui pouvait naître des erreurs successives commises par chaque individu était en principe considéré comme un mal nécessaire à l'équilibre des offres et des demandes. Il faut d'ailleurs, pour être juste, remarquer que l'économiste classique ne pensait pas devoir attribuer ces désastres aux facultés particulières des individus, mais aux réalités économiques à quoi chacun d'eux se heurtait fatalement avant de découvrir l'emploi qui lui était destiné. Le raisonnement est simple et sans doute encore vrai : chacun cherche, dans la mesure de ses moyens, à réaliser ses désirs, c'est-à-dire à fonctionner selon ses goûts ; s'il se trompe, soit qu'il n'y ait pas de place pour son activité sur un tel marché donné, soit qu'il n'ait pas la force de tenir le rôle qu'il a choisi lui-même, il ne pourra pas persister davantage ; c'est l'élimination à la base dont parlera Taylor.

Dans un pays où le capital humain correspond approximativement aux besoins de la production ou les dépasse, cette dure loi est peut-être la plus « harmonieuse » en ce sens qu'elle ne fausse pas le jeu naturel des forces économiques. N'oublions pas qu'en dépit des interventions du législateur dans un but d'amélioration sociale ou d'assistance (loi de huit heures, réglementation du travail des femmes et des enfants, secours de chômage, importance accordée aux syndicats professionnels, etc...), le marché général du travail reste soumis au régime de la libre concurrence.

Nous devons donc compter avec toutes les conséquences du régime « libéral » qui est encore le nôtre. Mais nous ne pouvons plus rester indifférents devant les dangers qu'il comporte.

Les besoins de la production furent intenses après le désastre mondial de la dernière guerre, qui raréfia, pendant quatre années, les principales sources de richesses, la terre, l'industrie, le commerce international. Les pays belligérants se trouvèrent, au lendemain de l'armistice, devant une tâche si énorme qu'elle rendait encore plus sensible les pertes subies par la population active et le mauvais état des combattants rendus à la vie économique. Nous sommes contraints, par une nécessité qui s'impose à ceux-là même qui sont les plus opposés à toute intervention de l'Etat en cette matière, à ménager notre matériel humain, afin d'obtenir de lui le rendement maximum et dans les meilleures conditions. Depuis dix ans, toute la politique de l'Europe a eu pour fin le rétablissement des richesses nationales. Ce besoin de lutter pour reconquérir les forces dispersées et rattraper le temps perdu, les richesses détruites, a été si général que les traités de paix, eux-mêmes, fixaient, pour tous les pays signataires, des réformes économiques visant l'amélioration des conditions du travail, et cela dans le souci d'équilibrer équitablement la somme des avantages et des sacrifices que ces réglementations nouvelles entraîneraient pour chacun.

Il ne s'agit donc plus de se borner à dégager les lois éternelles du libre jeu des forces économiques pour s'y conformer passivement : il faut les connaître pour s'en servir, voire pour se défendre de celles qui pourraient nous apparaître comme dangereuses.

La main-d'œuvre devenant de plus en plus précieuse, la qualité du travail fourni et le rendement quantitatif obtenu de chaque ouvrier deviennent des facteurs de plus en plus importants de la production nationale. Ceci n'est point vrai seulement pour la France, mais

le phénomène est d'autant plus net que le pays dont il s'agit a souffert davantage. Et le problème de l'orientation professionnelle se pose avec la même acuité alors que la perturbation économique consécutive à la guerre s'est traduite, comme en Angleterre par exemple, non par la raréfaction de la main-d'œuvre, mais au contraire par une longue crise de chômage.

Le soin de faire vivre la Nation en répartissant judicieusement les activités, et la qualité du travail à fournir, exigeront une distribution minutieusement pesée (1).

Pour certaines nations moins éprouvées, le problème ne se pose pas de la même façon :

L'Amérique, écrit Christiaens (2), étant donnée sa position en politique économique mondiale, est le « pays de l'emploi de la main-d'œuvre médiocre », pouvant ainsi se contenter d'un travail d'à peu près. En Europe ce système est devenu impossible. Et revenant à son pays, la Belgique, l'auteur reprend: « L'emploi des médiocres, dans le mode de travail adopté chez nous, a pour résultat d'augmenter le prix de revient, sans compensation aucune, et ce fait peut

(1) Cf. art. de E. Clift in *Revue Internationale du Travail*, avril 1927, pages 587 et suivantes: « L'Orientation Professionnelle en Grande-Bretagne ».

« Le problème de l'orientation professionnelle se trouve compliqué en Grande-Bretagne par tout une série de facteurs d'ordre social et économique dont le plus important est sans doute le chômage... Le pourcentage des chômeurs est trois fois plus élevé parmi les adultes que parmi les jeunes gens. C'est dire que dans l'état présent de l'industrie, les jeunes gens et les jeunes filles actuellement pourvus d'un emploi ne peuvent espérer d'obtenir tous, quand ils seront devenus adultes, une occupation en rapport avec leur âge... Terrorisés par le spectre du chômage, les parents et l'enfant aussi estiment qu'il vaut mieux n'importe quelle place que de rester sur le pavé. L'encombrement du marché du travail, qui tend à avilir les salaires et l'emploi de plus en plus fréquent des machines automatiques..., ont pour double conséquence de multiplier considérablement les possibilités d'emploi qui s'offrent aux jeunes gens non qualifiés ou semi-qualifiés et de raréfier les situations permettant d'acquérir une formation professionnelle. »

(2) *Opus cit.*

mener nos exploitations industrielles à leur perte. »

Dans ces conditions, peut-on attendre de la lutte des individus, guidés, chacun, par leur intérêt personnel (ou plutôt par ce qu'ils croient être leur intérêt personnel) l'ajustement le plus souhaitable du travail humain ? En admettant même que le libre jeu de la concurrence aboutisse à une sélection approximative des capacités en présence, il restera toujours à déplorer le temps perdu en tergiversations, en essais infructueux. De plus, la rigueur du raisonnement classique ne s'applique pleinement qu'aux incapables absolument condamnés au changement. En théorie, le résultat le plus complet du système, c'est la défaite définitive de celui qui n'est pas adaptable à sa tâche : la réalité est plus complexe. Il n'y a guère d'individu absolument incapable d'amélioration dans le domaine d'une activité quotidienne. Ce qui se présente le plus souvent dans la pratique, c'est une adaptation incomplète de travailleurs incapables ou déficients, mais qui peuvent persister dans le métier choisi par eux ou imposé par les circonstances, sans que le jeu de la concurrence normale arrive à les éliminer.

De cette répartition défectueuse résulte en partie le nombre des accidents du travail : une statistique récente (1) établit en effet que sur 100 cas, 43 peuvent être attribués à une mauvaise adaptation de l'ouvrier à sa tâche (notamment pour des causes physiologiques dans la proportion de 15 % — et pour des raisons psychiques de 18 %) (2). Or, il y eut, en 1926, près d'un million d'accidents graves. Cette considération seule pourrait suffire à justifier une protection efficace de la production nationale contre les erreurs fatales

(1) Chiffres cités par M. J. Fontègne dans une conférence préparatoire au 1^{er} Congrès internat. de Psychologie appliquée. (Paris, 5 mars 1929.)

(2) D'après la même enquête, les accidents dus à des causes fortuites ne représentent que 25 % du chiffre global, tandis que 22 % tiendraient à une protection incomplète du travail.

dues au libre choix des individus et au hasard qui souvent les guide. Nous avons peine à considérer ce hasard comme providentiel, alors même que nous aurions pour les théories classiques tout le respect qui, certes, leur est dû. Et puis il ne s'agit plus de théorie, il s'agit d'une action de plus en plus urgente, et l'on peut dire qu'il n'est pas un pays moderne qui l'ait entièrement ignorée, quelle que soit son organisation économique.

Le développement continu du machinisme doit aboutir un jour (si l'on pousse le raisonnement à l'extrême) à un nivellement des capacités individuelles : chaque travailleur devant se trouver amené à accomplir des gestes sinon identiques, du moins très semblables, quelle que soit sa profession en présence de machines n'exigeant plus l'emploi ni de la force ni de l'habileté humaines, mais simplement une surveillance soutenue et l'accomplissement de quelques gestes simples.

Les perfectionnements industriels devraient donc arriver à supprimer la spécialisation des travaux, réserve faite des services de recherches scientifiques et industriels et des travaux dits « d'entretien ». Mais, dans l'état actuel de la science, le machinisme a pour effet, au contraire, de substituer aux « producteurs de forces » de l'ancien temps, des « conducteurs de forces » ; les qualités exigées de chaque spécialiste deviennent de plus en plus psychologiques et se différencient d'une spécialité à l'autre, selon le degré de perfection et le maniement particulier du type de machine considéré (attention concentrée, dispersée, rythmée, dextérité, accuité de la vue, sang-froid...). Enfin, notre production comporte encore des métiers de force et il est souhaitable qu'ils soient exercés par ceux qui peuvent le plus aisément en supporter la fatigue (le nombre d'hercules atteint de tuberculose est plus grand qu'on ne pense généralement).

Le remède aux inconvénients connus du régime de libre concurrence, c'est donc d'éviter aussi souvent

qu'il sera possible les erreurs individuelles dans la distribution des activités au sein de la société. Et cela dans l'intérêt, à la fois, des travailleurs eux-mêmes et de la collectivité dont ils font partie. Car, en l'occurrence, l'intérêt particulier se confond avec l'intérêt général. Toutefois, ainsi posé, il est aisé de voir que le problème se présente sous deux aspects très différents sinon opposés ; deux thèses qui donneront naissance à deux courants bien distincts dans l'évolution mondiale du mouvement d'orientation professionnelle.

Le point de départ est le désir d'adapter aux besoins des professions les aptitudes de ceux qui les remplissent. Mais, étant donné que, dans l'état actuel des choses, l'équilibre créé entre ces deux éléments économiques n'est pas satisfaisant et doit être modifié, sur quelle force devra-t-on en définitive agir pour obtenir une production meilleure ?

Va-t-on, en prenant pour base la « vocation » naturelle de chaque individu, diriger les énergies humaines vers leur plein épanouissement, au risque d'influencer le développement relatif des métiers déjà existants ?

Au contraire, s'efforcera-t-on de distribuer, au mieux des besoins du marché, les capacités possédées par les travailleurs disponibles ?

Dans le premier système, nous sommes en présence d'une « orientation » objective et désintéressée, qui, prenant l'individu pour point de départ, n'attend une amélioration économique que de la qualité optima du travail obtenue de chacun. La production se trouvera augmentée du seul fait que tout producteur, placé dans la condition qui lui convient le mieux, fournira son rendement maximum.

La seconde hypothèse, au contraire, aboutit à une « sélection », parmi les forces humaines, des plus aptes à accomplir telles tâches déterminées. C'est le point de vue qui a prévalu dans tous les pays pendant la guerre ; c'est celui qui domine encore la pratique

de l'orientation professionnelle aux Etats-Unis, et, dans une certaine mesure, domine les principes de l'Institut de Barcelone. Dans le centre espagnol, en effet : « A côté de l'orientation professionnelle *individuelle*, il y a l'orientation professionnelle *collective*, qui tient compte non seulement des aptitudes de l'enfant, mais aussi de l'état des industries ou du genre de travaux qui peuvent, à un moment donné, se trouver en décadence ou avoir un excès de personnel ; de celles qui prospèrent ou de celles qui manquent de main-d'œuvre. Il importe donc, tout en faisant la part des goûts personnels et des aptitudes de l'enfant, ou de l'aspirant apprenti, de mesurer l'importance d'une bonne distribution des forces sociales dans l'intérêt de l'industrie nationale. » (1)

En France, malgré un certain éclectisme dû aux exigences pratiques de la situation, nous nous sommes toujours défendu, en principe, de poursuivre un but intéressé. Au contraire, il semble, à lire les ouvrages les plus célèbres (2) et les mieux documentés, que l'intérêt seul de l'enfant soit en jeu et que les bienfaits d'ordre collectif qu'on peut attendre de l'orientation professionnelle ne soient que la conséquence indirecte du perfectionnement individuel. On examine, scientifiquement, le sujet présenté et on le conseille en tenant compte de ses goûts, de ses capacités, des ressources de sa famille. C'est que nous sommes profondément individualistes et que nous avons gardé un respect passionné de la liberté civique. En fait, nous sommes loin, déjà (quand ce ne serait que par notre législation du travail) des grands principes de la Révolution de 1789 ; mais nous y restons quand

(1) Borremans-Ponthière, J. Maquet, Mlle Monchamps et G. Vandervest. (Bruxelles 1923, p. 269.)

(2) Les nombreux travaux de M. Fontègne, ceux de MM. Piéron, Mauvezin et Duffieux, des D^{rs} Simon, Laufer et Paul Boncour par exemple.

même attachés avec toute la passion de l'indépendance qui est un des traits de la race latine.

C'est ce qui explique notre position assez curieuse devant le problème de l'orientation professionnelle. En pratique, nous allons voir qu'il s'est agi au début de procéder à une répartition plus intelligente des apprentis suivant leurs capacités et leurs goûts naturels, et que depuis lors, quel que soit le genre d'activité des Offices, les orienteurs (1) ont surtout en vue de donner la contre-indication indispensable pour éviter les erreurs les plus flagrantes dans le choix déjà fait par les parents (2). Il semble donc que nous entendions pratiquer l'orientation professionnelle en gardant toute la rigueur scientifique de la première méthode : celle qui considère l'individu comme fin et non comme moyen.

Mais nous verrons que ce point de vue est trop étroit et qu'à l'expérience il s'avère en contradiction avec la notion même de l'intérêt individuel.

Christiaens (3) formule plus clairement que nous l'avons jamais fait cet idéal d'intervention bénévole : « Nous ne pouvons admettre, écrit-il, que l'individu soit sacrifié à la collectivité, nous nous refusons à voir en lui du matériel humain, même en soutenant que c'est pour son plus grand bien. Pour nous, la société est faite pour faciliter la pleine évolution de l'individu et doit être organisée à son profit. » Par conséquent, en vertu de ce principe, l'orientation professionnelle

(1) Il serait plus correct de dire: orientateur; mais le mot orienteur, adopté par tous (parce que plus court sans doute) a acquis droit de cité et malgré sa forme imparfaite c'est lui que nous emploierons.

(2) Nous citons au hasard les chiffres concernant l'activité de l'office de Strasbourg durant l'année 1922. Sur les 623 enfants examinés à l'office, 382, soit 62 %, ont été orientés conformément à leur choix. Dans 96 cas (15 %), un métier similaire a été conseillé, 178 candidats (soit environ 12 %) ont été nettement déconseillés. (Cf. in *Revue Int. du Travail* du mois de mai 1923, p. 451.)

(3) *Opus cit.*, p. 284.

doit rester objective et uniquement chargée de découvrir les qualités intrinsèques des futurs apprentis : un rôle en somme de réceptivité passive devant l'enfant présenté, à qui l'on dira seulement : « *Tu es fait pour ce métier-ci et non pour celui-là.* »

Il est certain qu'à son point de perfection absolue (supposant des moyens d'investigation rigoureusement sûrs), l'orientation ainsi comprise opèrerait, par la force des choses, une sélection indirecte (1). Mais dans la pratique, n'est-on pas obligé, et cela dans l'intérêt même des sujets, de prendre en considération d'autres éléments d'appréciation, extérieurs au contenu original de l'individu ? Ne doit-on pas fatalement se préoccuper de l'état du marché sur lequel on va lancer un nouveau travailleur ? Qu'arriverait-il si tous les enfants voulaient être mécaniciens (cette hypothèse n'est pas absurde et l'expérience a montré que la proportion représentée par cette carrière parmi celles qui sont librement choisies est de plus en plus impressionnante). Faudrait-il n'éliminer que ceux qui sont scientifiquement inadaptables à une profession de ce genre ? Comme les débouchés de l'industrie mécanique ne sont pas indéfiniment extensibles, il arriverait que l'importance de l'offre de main-d'œuvre eu égard à la demande de plus en plus réduite, serait fatale à tous ceux qui, après s'être spécialisés, ne trouveraient pas l'emploi de leurs capacités.

Ce raisonnement ne fait que grossir une réalité parfaitement vivante. Et il suffit que le danger du système soit révélé pour qu'on doive s'en défendre. L'individu n'est pas une entité isolée, son activité ne sera fruc-

(1) Telle est d'ailleurs l'opinion exprimée par M. Claparède : « Le problème de l'orientation est destiné à absorber peu à peu celui de la sélection : en effet, si l'orientation joue bien, forcément il ne se présentera plus aux places vacantes que des individus qui y sont aptes. » Mais, ajoute-t-il prudemment, « cet idéal est assez éloigné et, en attendant qu'on l'atteigne, on verra coexister la sélection et l'orientation ». (*L'Orientation Professionnelle, ses problèmes, ses méthodes.* Genève, octobre 1922.)

tueuse que si elle peut s'exercer dans un milieu adéquat. Il est donc matériellement impossible de s'en tenir au contrôle scientifique désintéressé : celui-ci devient dangereux pour l'individu lui-même et met en péril le plein épanouissement, la « pleine évolution » dont on nous a parlé.

D'une part, les besoins économiques d'un pays sont multiples et variables ; d'autre part, les dispositions naturelles des hommes sont variées et complexes. Si l'on excepte le génie artistique qui s'impose, et déforme une personnalité au point de la rendre inapte à tout autre chose, il n'y a pas (surtout au sortir de l'enfance) de vocation si impérieuse qu'elle ne puisse être endiguée ou déviée sans inconvénient pour la réussite du sujet. On ne peut donc, sans aveuglement, nier la part de sélection sociale qui arrive fatalement à compléter la pratique de l'orientation professionnelle.

Malgré tous les efforts des théoriciens (psychologues, physiologistes plus souvent qu'économistes), pour conserver à l'institution son caractère de progrès humanitaire, il est impossible de dissimuler davantage le fondement réel du mouvement qui s'affirme : il s'agit d'une réaction utilitaire contre le système d'anarchie économique né au XVIII^e siècle en France et que notre Révolution, en abolissant toutes les barrières qui comprimaient la liberté individuelle, a légalement couronné.

Si l'on excepte la période d'individualisme systématique qui a, pendant un siècle environ, suivi l'abolition de l'ancien régime et de ses institutions corporatives, on constate que l'organe détenant le pouvoir social a toujours eu pour rôle principal de distribuer au mieux des intérêts de la collectivité (Etat ou Clan) les activités détenues par chacun des membres. Certes, la forme de cette intervention et l'idéal même à quoi se référait pour agir cet élément de coercition varie à travers les âges. Mais on retrouve le même besoin,

à tous les degrés de la civilisation, même la plus restreinte. « Les actions économiques sont le produit de deux mentalités qui se succèdent, ressortissant à deux logiques différentes : l'une collective et sentimentale, agissant surtout chez les peuples primitifs, l'autre rationnelle et individuelle agissant chez les peuples les plus élevés. Mais comme il n'est point de société qui ne suppose une conscience collective, la seconde mentalité n'éliminera jamais la première ; la pensée individuelle ne se dégagera jamais complètement de la pensée collective et jamais, par conséquent, les calculs rationnels qu'invoquent les économistes ne seront une explication de la réalité économique. » (1) Et Monsieur le professeur Maunier, à qui nous empruntons ce passage, ajoute : « Ce ne sont pas les calculs et les désirs des individus qui sont le ressort caché des actions et des institutions économiques : c'est la société qui les établit, les maintient et les sanctionne. »

Or, dans notre société actuelle, nous constatons un relâchement certain de cette force centralisatrice indispensable : c'est contre cette fantaisie sociale que le mouvement d'où naquirent les premiers essais d'orientation professionnelle, réagit tout d'abord, mais sans révéler ouvertement le but qu'il allait atteindre. Comme le remarque vigoureusement M. Labbé, directeur général de l'Enseignement Technique : « Les traditions domestiques ont perdu leur pouvoir, toutes les barrières sont tombées et la faculté de choisir, qui est aussi la faculté d'erreur, a un domaine illimité. » (2) C'est contre cette « faculté d'erreur » qu'il faut lutter et cela, non seulement dans l'intérêt immédiat de chaque individu, mais dans le sens profond des besoins économiques de la collectivité toute entière.

(1) René Maunier : Vie religieuse et vie économique, la division du travail. (In Revue de Sociologie, année 1908, p. 105 et suivantes.)

(2) Extrait du discours prononcé le 9 novembre 1928 à l'occasion de l'inauguration de l'Institut national d'orientation professionnelle.

Il n'est plus possible de nier qu'il s'agisse ici d'un interventionnisme social. C'est ainsi qu'il est nécessaire de considérer cette institution si l'on veut qu'elle reste féconde. C'est également parce que nous sommes en présence d'une action économique positive qu'il faut peser soigneusement la portée nationale d'une telle institution. La considérer franchement comme elle s'affirme c'est aussi se mettre en mesure de limiter strictement son domaine. Si le principe en est bon (et notre pensée n'est pas de le combattre puisqu'il s'impose à l'heure actuelle comme une nécessité pratique), il faut en étendre l'application jusqu'au point de le rendre pleinement efficace. Or, nous pouvons déjà nous rendre compte, par l'enseignement que nous apporte l'expérience des autres nations, que cette arme est une des plus redoutables qu'on puisse mettre entre les mains de gouvernants avertis. Dans un article récent (1), M. Boukholtz relate un essai d'application des textes scolaires dans les écoles de Moscou et de la province. Une première tentative, faite en 1926, s'inspirait presque complètement des méthodes américaines ; mais l'année suivante, l'Institut pour l'étude des méthodes pédagogiques s'est empressé de mettre au point des tests mieux adaptés aux besoins pédagogiques de l'U.R.S.S. (2). En Russie Blanche, également, l'application des méthodes d'orientation professionnelle dans les écoles comporte des tests d'*instruction civique* dont les résultats sont certainement précieux pour les autorités du pays (3).

Devant un tel usage d'une institution aussi scientifique, peut-on refuser encore à celle-ci l'importance

(1) *Les Tests* sous la rédaction de MM. Bernstein, P. Blonski, Zaretzki, A. Smirnow et A. Choubert. (Publication non périodique. Moscou 1928. Cf. compte rendu in *Année Psychologique* 1928, t. II, p. 800.)

(2) Dans le même article, l'auteur signale que près de 13.000 écoliers du 1^{er} degré ont été testés de cette façon.

(3) Consultez à ce sujet le compte rendu très détaillé de l'étude de S. Rives publié par l'*Année Psychologique* (même année).

économique qu'elle présente, dès à présent, pour toutes les nations qui se préoccupent de son organisation pratique ?

Il faut pouvoir contrôler minutieusement la répartition des travailleurs dont les capacités personnelles ont été examinées objectivement. Pour cela, il est indispensable d'entourer l'examen des enfants qu'il s'agit d'orienter de toutes les garanties possibles et veiller à ce que la personnalité de chacun soit déjà assez développée, assez « révélée » pour être utilement canalisée vers l'activité sociale d'une vie professionnelle. Au début de l'année 1920, l'Institut Jean-Jacques Rousseau, à Genève, a procédé à une enquête qui a démontré « le désaccord flagrant qu'il y a entre les désirs des enfants qui vont quitter les écoles, quant au choix d'une profession et les besoins, partant les possibilités des cadres économiques dans lesquels ils vont entrer » (1).

C'est justement ce désaccord qu'il s'agit de combattre, non seulement en rectifiant les vocations des sujets, mais en éclairant les familles et les enfants eux-mêmes sur les réalités économiques à quoi vont se heurter leurs projets.

Le problème apparaît de plus en plus complexe à mesure qu'il s'affirme et se précise.

On pense au vœu de Fichte (2) : « L'Etat veillerait à ce que le nombre des personnes de chaque profession ne fût ni trop grand, ni trop petit. » Cette tâche politique doit s'ajouter à la discrimination psychophysiologique des travailleurs futurs ; elle en est le complément indispensable. Sans ce réajustement, dont Fichte nous suggère la formule extrême, il est à craindre que le fonctionnement de l'orientation profession-

(1) Cf. Borremans-Ponthière, J. Maquet, Mlle Monchamps, etc. (Op. cit., p. 244.)

(2) Fichte. L'Etat commercial fermé. (Œuvres complètes, t. III, 1845, Berlin), p. 409 et suivantes.

nelle, malgré toute la confiance qu'on peut accorder aux procédés scientifiques sur quoi elle s'appuie, ne soit fatalement condamnée à un échec final.

Il faut donc considérer cette tendance actuelle comme une nouvelle forme de l'interventionnisme économique. Mais sur quels procédés, plus sûrs que le jeu des intérêts particuliers, va s'appuyer cette intervention des pouvoirs publics ? D'une part, sur la connaissance des sujets à orienter, d'autre part sur celle encore plus complexe des exigences particulières à chaque métier considéré, et, enfin, sur une appréciation exacte de la situation de chaque profession dans l'ensemble de la production nationale.

L'examen psychotechnique et médical, auquel on soumet les enfants avant leur entrée en apprentissage est-il suffisant pour concilier toutes les difficultés d'une tâche aussi délicate ?

C'est en étudiant le fonctionnement actuel de l'orientation professionnelle, tant en France qu'à l'étranger, qu'on pourra comparer les résultats obtenus avec ceux que l'institution se propose. Il faut se demander dans quel sens doivent évoluer les organismes déjà existants pour concilier les deux tendances que nous avons dégagées : le désir de donner à l'individu son épanouissement le plus rationnel ; le besoin de distribuer dans le cadre de notre activité nationale les éléments les plus propres à réaliser l'équilibre économique et social.

CHAPITRE II

La pratique de l'orientation professionnelle en France.

— *Son caractère désintéressé et facultatif. — L'objectivité des examens dans les offices publics. — Les initiatives privées.*

De quelle façon a été réalisée cette réforme chaque jour plus étendue ?

Notre intention n'est point de présenter une étude détaillée des organismes créés en France pour l'orientation professionnelle de la jeunesse. Deux ouvrages, celui de Mlle Clément (1), paru en 1924, celui de Mlle Odette Simon (2), trois ans après le premier, ont rassemblé très minutieusement les documents concernant cette question. Et depuis la parution de la dernière de ces thèses, le caractère de l'institution n'a pas subi d'évolution très marquée. La création à la fin de l'année 1928 d'un Office national d'orientation professionnelle destiné principalement à la formation des orienteurs (et dont nous examinerons plus longuement les attributions, le programme et l'extension possible dans notre dernière partie) (3) ne fait que centraliser l'action future de l'administration publique : œuvre particulièrement importante, il est vrai, puisqu'elle consacre officiellement (et de la façon la plus active, par un travail permanent) le rôle de l'orientation professionnelle dans la préparation de l'avenir du pays.

(1) Mlle J. Clément : Le Mouvement d'orientation professionnelle. (Thèse pour le doctorat en droit. Aix 1924.)

(2) Mlle Odette Simon : L'orientation professionnelle. (Thèse pour le doctorat en droit. Paris 1927.)

(3) Cf. 2^e partie, sect. II, chap. VIII du présent ouvrage.

Nous voyons, tout au début du mouvement, les premières initiatives prises par les Chambres de Métiers elles-mêmes, en vue d'opérer une sélection parmi les enfants qui se présentent aux offices de placement. C'est ce qui arriva à Strasbourg, par exemple, où dès 1906 (1) un service d'orientation professionnelle fonctionnait déjà sous la direction de M. Friedrich, dans le but d'encourager et de guider les futurs apprentis. C'est encore sous le patronage de la Chambre des Métiers d'Alsace et de Lorraine que fut organisé, en 1921, l'office actuel qui fut placé sous la direction originale et active de M. Julien Fontègne.

A Bordeaux, autre centre d'orientation, nous constatons la même origine à la création des premiers offices. Dès le 24 décembre 1919, un décret reconnut l'utilité publique de la « Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest pour favoriser et développer l'apprentissage », organisée par M. Mauvezin, ingénieur de l'Ecole Centrale. Cette Chambre était composée de conseils de métiers (conseil mixte formé pour chaque métier d'un petit nombre de patrons et d'ouvriers, représentés en proportion égale) (2). Depuis lors, nombre d'offices ont été créés dans toute la France. D'après une statistique (concernant l'année 1927-28) qui nous a été communiquée par le Ministère de l'Instruction publique, 78 offices publics subventionnés par l'Etat fonctionnent de façon régulière. Dans ce chiffre sont compris à la fois les offices départementaux et les offices créés dans huit arrondissements de la Ville de Paris, ainsi que les bureaux d'orientation adjoints à d'autres organismes administratifs (Service d'orientation du laboratoire de Psychologie de l'Ecole des Hautes Etudes, Union des comités de patronages des apprentis de Paris).

Le problème s'est posé dans notre pays, sous sa

(1) Cf. Mlle Clément. Opus cit., p. 94 et ss.

(2) Cf. Mlle Clément, p. 108 et ss.

forme la plus pratique et la plus urgente : augmenter le nombre des apprentis qui seront plus tard des ouvriers spécialisés en diminuant, par là même, celui des manœuvres et de tous les emplois qui n'exigent pas de connaissances spéciales ; enfin, du point de vue de la qualité des travailleurs de l'avenir, s'efforcer de découvrir les dispositions naturelles de chacun afin de préparer sa formation professionnelle dans les meilleures conditions.

A ses débuts, notre orientation professionnelle s'est donc étroitement rattachée à l'apprentissage dont elle semblait être le perfectionnement scientifique et quelques fois le complément « social » (1). Cette origine de l'institution se retrouve également dans d'autres pays, en Allemagne par exemple, où, dès 1919 (le 18 décembre) un décret ministériel bavarois établissait la liaison entre les services de placement et ceux d'orientation professionnelle. Puis, d'après la loi du 22 juillet 1923 (précédée par l'ordonnance du 12 mai de la même année) c'est l'Office Fédéral de placement qui détient la direction générale de toute l'institution. Si l'on compare les chiffres fournis par les statistiques successives que nous avons pu consulter, il semble qu'au lieu de s'atténuer, cette interdépendance de l'orientation professionnelle par rapport aux bureaux de placement s'est encore accentuée. Voici les chiffres pour 1922 et ceux pour 1925 (2).

(1) Il est d'ailleurs à remarquer que ces deux aspects ont chacun servi de directive aux différents réalisateurs, et que, par exemple, tandis que l'Office de Strasbourg s'attache surtout à une discrimination très minutieuse des individus orientés (méthode désintéressée et scientifique), la Chambre de Bordeaux, au contraire, a conçu son rôle comme beaucoup plus vaste et discursif, travail de propagande en vue d'une meilleure adaptation aux besoins de la région et fondé sur des moyens d'investigation, au début surtout, plus empiriques.

(2) *Ingendund Beruf. I. 1. 1926.* Docteur Lichtenberg, directeur de l'Office d'orientation professionnelle de Berlin.

Nombre des offices :	1922	1925
I. — Autonomes.....	71	10
II. — Annexés à :		
1° Offices publics de placement	397	556
2° Offices de prévoyance.....	79	9
3° Offices de jeunesse.....	14	1
4° Ecoles diverses	14	2
5° Organisation d'orphelins de guerre	5	1

De 397, en 1922, les offices annexés à des bureaux de placement publics sont donc passés, en 1925, au chiffre de 556, tandis que les offices autonomes sont sept fois moins nombreux qu'au début.

Nous avons cru intéressant de signaler ce phénomène, bien qu'il se passe dans un pays étranger, pour prouver précisément, que loin d'être particulier à la France (1), il est le signe très caractéristique d'une des faces économiques de la question qui nous intéresse.

Dans notre pays, il est vrai, tandis que les bureaux de placement dépendent du Ministère du Travail, les Offices d'orientation professionnelle au contraire, sont laissés sous le contrôle du Ministère de l'Instruction

(1) Signalons également qu'en Belgique la création du premier office d'orientation professionnelle, en 1911, n'a été que la transformation d'une Société de placement et d'apprentissage qui fonctionnait à Bruxelles depuis 1909. Cf. Clément op. cit., p. 164 et ss., ainsi que les ouvrages de M. Christiaens, directeur de l'office.

En Angleterre, enfin, des bureaux de placement sont adjoints aux écoles elles-mêmes: « Nombre d'écoles primaires ont institué depuis longtemps des bureaux de placement privés... Le plus souvent c'est en vertu d'un arrangement à l'amiable entre le directeur de l'école et certains employeurs que les élèves sont aiguillés vers tel ou tel métier déterminé, en tenant compte, d'une part de leurs goûts et de leurs capacités, d'autre part des conditions générales et des chances de développement de chaque industrie (R.I.T., avril 1927, p. 587).

Publique. Mais un décret du 9 mai 1925 (1) prévoit dans son article 9 que : « Dans le cas où un service d'orientation professionnelle n'est pas adjoint à l'Office départemental de placement, celui-ci doit se tenir en relation avec le ou les services voisins existant en dehors de lui. » La liaison entre les deux services reste donc encore très étroite et l'on conçoit aisément la sagesse d'une telle organisation : économiquement nous avons vu, en dégagant les fondements profonds de l'orientation professionnelle, combien celle-ci est intimement liée au sort de la production nationale. Elle n'a de raison d'être que si elle concourt à une meilleure répartition des activités humaines et si elle entraîne une préparation plus complète des travailleurs mieux doués pour leur métier.

- Indépendamment de cette question (assez technique, en somme) (2), une autre raison plus pratique a déterminé cet aspect de l'orientation professionnelle dans notre pays. C'est que la « clientèle » des futurs apprentis qui se présentent dans les offices de placement était toute prête à recevoir des conseils touchant leur avenir. En effet, ils sont non seulement conseillés, mais immédiatement placés, soit chez un patron, soit dans une école d'apprentissage, et cela bien entendu, dans le sens des directives données par l'office d'orientation. Ce que viennent chercher les parents, c'est une place pour leur enfant (la meilleure preuve qu'ils n'ont pas trouvé eux-mêmes d'occupation pour celui-ci, c'est qu'ils s'adressent à un bureau public), ils accepteront donc très facilement des suggestions de

(1) Décret portant règlement d'administration publique rendu pour l'application de la loi du 2 février 1925 relative à l'organisation des bureaux de placement publics.

(2) Cf. Bull. du Min. du Travail: janvier, février, mars 1922, p. 43-52. L'Orientation professionnelle en 1921 par les Offices publics de placement. Article de M. Gauthier.

celui qui résoud le problème en même temps qu'il le pose (1).

Il n'y a là aucun obstacle moral, ni même social ; et c'est ce qui explique la rapidité du développement d'une telle institution, si bien faite cependant pour heurter, par son principe même, l'attachement de notre peuple aux libertés individuelles et aux prérogatives familiales.

On peut se demander si, sous une autre forme plus directe, l'intervention d'un organe administratif aurait pu avoir lieu, alors que rien n'avait préparé l'opinion publique à une telle incursion dans le domaine des devoirs impartis aux chefs de famille. L'autorité paternelle est à la base de l'organisation juridique de la famille : on ne saurait y porter atteinte, dans son activité traditionnelle, c'est-à-dire lorsqu'aucun délit, aucune indignité particulière ne déchoit les parents de leurs droits de puissance paternelle (2), sans mettre en cause le fondement moral de notre société, soit l'autonomie de la volonté des individus dans la mesure où celle-ci ne porte pas atteinte à l'ordre public et aux lois.

Or, rien n'est plus légitime que de confier au chef de famille le soin de diriger ses propres enfants ; moralement, nul mieux que lui ne semble compétent pour défendre leur intérêt, puisqu'en principe il les aime comme aucun autre ne peut les aimer ; socialement, enfin, la famille étant l'unité de notre collectivité nationale, il est juste et souhaitable que toute évolution des mœurs prenne naissance à la source profonde de notre solidarité.

C'est pourquoi l'on peut dire que sans préparation préalable du milieu familial, l'orientation profession-

(1) Sur la nécessité du placement, consulter la *Revue Internationale du Travail*, mai 1922, p. 772.

(2) Cf. Dispositions de la loi du 24 juillet 1889, modifiant les art. 371 et ss. du Code civil et prévoyant les cas où les tribunaux peuvent prononcer la déchéance des droits de puissance paternelle.

nelle n'aurait jamais pu s'organiser si elle n'avait été présentée avec une extrême prudence et sous une apparence ostensible de respect et d'assistance. C'est pourquoi, non seulement il ne s'agit que de prodiguer des « conseils » (sans aucune force de coercition) mais c'est de leur plein gré que les parents amènent à l'office l'enfant en âge de choisir un métier. Double caractère facultatif, et du recours à l'orienteur, et du résultat de l'examen. Remarquons dès à présent que ce double aspect pose en réalité deux problèmes de réalisation pratique nettement distincts l'un de l'autre et qu'on a pu concevoir des réformes tout à fait opposées suivant qu'elles entendaient modifier le premier ou le second de ces points (voire encore l'un et l'autre).

Ainsi donc, on peut dire que le moyen de propagande qui a semblé le plus efficace aux premiers instigateurs du mouvement d'orientation professionnelle a été le placement des enfants orientés et que, à l'heure actuelle encore, même lorsque les offices existent en dehors des œuvres publiques d'apprentissage, ils sont organisés pour opérer la liaison qui donnera aux candidats toutes facilités à cet égard. Ceux qui sont atteints par un mode d'encouragement quelconque (1) viennent très volontiers, alors même qu'ils n'ont pas compris la valeur scientifique des épreuves grâce auxquelles on pourra les conseiller. En réalité, ils n'ont même pas besoin de savoir « pourquoi » l'orienteur décide que leur fils ou leur fille ne doit pas exercer telle profession mais plutôt telle autre. Dans la pratique il est plus sage de ne pas donner les raisons véritables (elles peuvent être de nature à froisser l'amour-propre de parents susceptibles et les amener à réagir sottement dans le sens opposé au conseil reçu). Et comme nous le verrons plus loin, l'avis du médecin

(1) Le plus souvent c'est l'instituteur qu'on charge de prévenir les enfants à la fin de la scolarité. Il encourage aussi quelquefois les parents qu'il connaît personnellement.

attaché à l'office est non seulement le plus important dans la décision prise en définitive par l'orienteur, mais il est également le plus formel dans l'esprit des parents : l'on ne discute pas un diagnostic médical, on le subit avec respect.

Plaçons-nous à présent au point de vue de l'enfant. En quoi consiste cet examen d'orientation et dans quelles conditions a-t-il lieu ?

Les écoliers, accompagnés ou non de leurs parents, se présentent à l'Office. Parfois, des conférences faites dans les grands centres ont encouragé les familles à s'y rendre et leur ont fait comprendre l'importance des conseils qui leur seront donnés; malheureusement, il n'est pas toujours possible d'organiser une propagande aussi étendue que la souhaiteraient les organisateurs, et bien souvent c'est l'enfant lui-même qui est chargé de convaincre les siens. Des tracts sont distribués (mais lit-on toujours les « prospectus » ?). Finalement, ceux qui ont été touchés et convaincus, viennent, reçoivent un avis et l'offre d'une aide efficace dans le placement du candidat apprenti.

Il y a des différences très nombreuses dans le détail de l'examen, suivant l'office considéré. L'outillage est très variable : certains comités sont mieux pourvus en matériel psychométrique, et, d'autre part, les méthodes d'investigation varient avec les orienteurs eux-mêmes, à qui on laisse forcément une certaine initiative dans le choix des procédés. C'est pourquoi il ne peut être question que d'un aperçu général, rien n'étant encore systématisé de façon uniforme.

On peut cependant dégager les principes directeurs. L'examen consiste à observer le sujet tant du point de vue mental que du point de vue physiologique, à déceler les traits caractéristiques de chaque individu et, après les avoir confrontés avec le « type professionnel » d'un métier donné, à décider si le premier correspond au second et si l'enfant a des chances de réussir en choisissant précisément ce métier-là. Deux cas, en pra-

tique, peuvent se présenter, et chacun d'eux rend la tâche du conseiller un peu différente : Si l'enfant (ou les parents) ont déjà choisi une profession, il s'agit de voir s'il n'y a pas d'incompatibilité entre la personnalité du candidat et les exigences du travail considéré. Dans ce cas, le conseil consiste, soit en une approbation, soit dans un verdict négatif ; mais, dans ce dernier cas, il faut tout de même orienter positivement le sujet, et la deuxième opération consiste à lui trouver un métier (ou un groupe de métiers) susceptible de lui convenir. Cela se confond avec la seconde hypothèse, celle où l'enfant est indécis et n'a pris encore aucune décision. Au lieu de s'attacher à contrôler strictement les points sur lesquels reposent les compétences nécessaires et connues, pour tel travail donné, il s'agit de découvrir toutes les dispositions personnelles de l'enfant. Puis, devant ces données objectives, de voir quelle carrière semble correspondre davantage à ses capacités (1).

Généralement, on confronte les résultats de l'examen final avec une fiche scolaire qui a été remplie par l'instituteur de la dernière classe suivie par l'enfant. Ces fiches, encore peu répandues, sont conçues sur des modèles assez différents les uns des autres ; elles s'accompagnent quelquefois d'une référence médicale consignée par le médecin de l'école. Enfin, le conseiller de vocation doit tenir compte de la situation sociale de la famille. Son rôle est celui que pourrait avoir un ami « éclairé ». Et là est le point important de l'orientation professionnelle : elle est scientifique et non empirique. C'est la connaissance des dispositions *naturelles* de l'enfant, qu'elle poursuit. On considère celui-

(1) Dans le premier cas on utilisera de préférence des tests professionnels ou « synthétiques » portant sur les principales fonctions du métier choisi et quelquefois reconstituant schématiquement les gestes que celui-ci comporte.

Dans le second cas on en sera réduit aux tests psychologiques fragmentaires portant sur des aptitudes isolées.

ci dans sa structure intime, on isole les éléments de sa personnalité qui ont pu ne jamais se révéler (quel est le genre et le degré de son attention; comment fonctionne sa mémoire; son intelligence est-elle abstraite ou pratique; est-il imaginatif, observateur ?...) et c'est d'après tous ces éléments qu'on dégage les signes de sa personnalité future. Or, pour révéler ces signes profonds, la psychométrie utilise les réactions de l'individu soumis à des épreuves minutieusement combinées. Quelques minutes devant une feuille remplie de signes qu'il s'agit de barrer, par exemple, en observant un certain ordre, en apprennent plus sur le fonctionnement mental d'un enfant que plusieurs années d'observation discursive : tel est le fondement de la méthode des « tests » et le postulat de la nouvelle science psychologique (1).

Nous verrons dans quelle mesure nous pensons qu'il est sage de reposer le conseil de vocation sur une étude aussi rapide; pour l'instant, ajoutons seulement ce caractère de discrimination scientifique à ceux que nous avons déjà reconnus à l'institution elle-même et nous arrivons à cette définition de l'orientation professionnelle telle qu'elle est pratiquée en France, par les offices publics. Elle est née en marge du problème de l'apprentissage, elle reste facultative et l'examen auquel on soumet les sujets est objectif et désintéressé.

Telle qu'elle est conçue et réalisée dans notre pays, l'orientation professionnelle répond-elle déjà aux services qu'on en peut attendre? De toute façon, nous

(1) On consultera utilement à ce sujet : Binet et Simon. La mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants (Paris 1917). — J. Fontègne, L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes (Paris et Neuchâtel. Edit. Delachaux et Niestlé, 1921). — Ed. Claparède: Des diverses catégories de tests mentaux. (In Archives suisses de neurologie et de psychologie, vol. III, 1918), et du même auteur: L'Orientation professionnelle, ses problèmes, ses méthodes. Ces travaux nous semblent être parmi le plus clairs et les plus complets traitant cette question délicate.

devons déjà prévoir que, n'ayant pas atteint son complet développement, elle est appelée à évoluer encore. Par conséquent, des perfectionnements y seront apportés, et la question qui se pose à l'heure présente est celle de savoir dans quel sens les pouvoirs publics doivent adapter son fonctionnement, tant aux nécessités économiques qu'aux progrès réalisés dans la technique de la science nouvelle.

On peut penser que le meilleur moyen de développer le rôle et l'influence de l'orientation professionnelle des jeunes gens soit simplement de multiplier le nombre des offices de façon que tous les centres agricoles, toutes les grandes villes industrielles se trouvent pourvus d'orienteurs compétents et de laboratoires installés. Question de crédits, sans doute; et il est souhaitable que les pouvoirs publics ne soient pas en reste avec les initiatives privées (1), les patronages, œuvres laïques ou associations cultuelles, adjointes tant aux écoles confessionnelles qu'aux ateliers d'apprentissage qui ont déjà pris nombre d'initiatives heureuses. C'est sous cette forme réduite, réalisant le contact direct et fréquent des conseillers avec les familles, que l'institution présente le plus de garanties morales, sinon de rigueur scientifique. Cette raison d'influence sociale, plus profonde que la propagande faite par l'administration de l'enseignement technique, fait sans doute le succès de ces œuvres, malgré l'organi-

(1) Nous citerons parmi les œuvres privées dont le fonctionnement est le plus actif: à *Paris*, Bureau diocésain d'orientation et d'enseignement professionnel (9, rue de Bagnaux, et 76, rue des Saints-Pères); Commission d'apprentissage de la Société de Saint-Vincent de Paul (filles et garçons), 6, rue de Furtenberg; Office central des Œuvres catholiques d'apprentissage, 368, rue Saint-Honoré; Société de Patronage des apprentis et ouvriers israélites, 4 bis, rue des Rosiers; Association protestante de patronage des apprentis, 4 bis, rue Titon; Comité de patronage des apprentis des Eglises réformées de Paris, 4 bis, rue de l'Oratoire. — *En Province*, Marseille, comité diocésain d'O.P.; Orléans, Office d'O.P. et de placement d'apprentis créé par la Société Saint-Vincent de Paul.

sation très incomplète des services qu'elles ont créé en vue d'une sélection plus rigoureuse. Dans l'ensemble, bien qu'il ne rentre pas dans le cadre du présent ouvrage d'analyser minutieusement leurs méthodes, on doit signaler que celles-ci sont beaucoup plus empiriques que les moyens d'investigation utilisés par les offices publics. D'autre part, il serait impossible de dégager de ces essais multiples et dispersés une doctrine d'orientation professionnelle nettement affirmée. Il s'agit seulement d'aider les familles dans le choix qui s'impose à elles à la fin des études scolaires de leurs enfants. L'influence exercée et le caractère même de cette influence sont essentiellement liés à la personnalité des orienteurs bénévoles et à l'intérêt que ceux-ci peuvent porter aux enfants qui leur sont confiés. Est-ce à dire que cet exemple, dénué de la rigueur objective qui reste l'idéal théorique de l'orientation, soit entièrement négligeable pour le législateur? En cette matière nous pensons qu'aucune observation n'est inutile. A côté de la psychotechnie, il y a l'observation directe, presque quotidienne de l'enfant, voire même l'expérimentation de sa nature profonde par des procédés qui provoquent des réactions vraies (punitions, lectures choisies dans un but déterminé, expériences de travail libre dans des ateliers manuels, essais d'organisation et de hiérarchie au sein du petit groupe). Les moyens grâce auxquels les promoteurs de ces œuvres arrivent à la connaissance de chaque enfant sont nombreux, mais dans l'ensemble, on peut constater qu'ils ont plus de souplesse que l'examen, même très scientifique, qui place pendant quelques instants (et pour la première fois de leur vie) des écoliers impressionnés, devant un conseiller inconnu.

Le développement du nombre des offices publics est donc souhaitable, mais nous ne pensons pas qu'il suffira à conférer, à l'institution elle-même, toutes les garanties qu'on peut attendre d'elle.

D'une part, malgré l'extention sociale qui en résul-

terait par le fait même de la multiplication des interventions possibles, le caractère actuel de l'orientation professionnelle n'en serait pas modifié. D'autre part, la véritable préparation morale à la vie professionnelle continuerait à être dirigée par l'initiative de groupements privés (ateliers d'apprentissage fonctionnant sous l'égide des gros industriels, syndicats ouvriers à tendance politique, dont l'action est efficace pour les mêmes raisons que nous avons signalées au sujet des œuvres confessionnelles) et cette concurrence inévitable finirait par changer la portée sociale d'une institution liée à la vie économique de la nation tout entière (1).

On pourrait opposer à cela que la question n'est point si grave, à l'heure présente, et que, fatalement, l'extension progressive des services publics d'orientation entraînera une évolution parallèle de l'opinion publique, dans tous les milieux intéressés. La seule chose qu'il faille éviter (autant qu'il sera possible) c'est de voir des organismes « non contrôlés » par l'Etat prendre le pas sur les offices publics, grâce à leur adaptation plus habile à l'état d'esprit des familles.

C'est en vue de prévenir ce danger (2) que certains

(1) MM. Mauvezin et Duffieux font remarquer à ce sujet que « Les dirigeants officiels de l'orientation professionnelle n'ont vu au début dans ce problème nouveau que l'une des données secondaires de sa solution : l'enfant masculin débutant dans un métier commercial ou industriel », alors que, ajoutent-ils, « dans quelques localités, des militants voient là une excellente occasion de mettre la main sur la jeunesse débutant dans la vie active... encore un sujet de discordes sociales ». — In Bulletin de la Société Alfred Binet (octobre-novembre 1928).

(2) « Tout enfant, quel que soit l'endroit qu'il habite, ville ou village, doit pouvoir trouver à proximité de cet endroit un conseiller de vocation *autorisé* et susceptible de lui donner, *sous le patronage de l'Etat*, un conseil relativement à son orientation professionnelle... » et en note : « Il faudrait éviter de voir s'établir en France des officines comme il en existe aux Etats-Unis, qui, contre espèces, donnent des conseils de vocation, basés sur un examen phrénologique fait au besoin par correspondance. » (Projet

ont pensé à rendre l'orientation professionnelle obligatoire et entièrement soumise à l'administration publique.

de loi sur les Chambres de métiers, in: Comment se pose le problème de l'orientation professionnelle. Bordeaux 1922. — (Extrait du Bull. de la Ch. des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, décembre 1921.)

CHAPITRE III

Le problème de l'orientation obligatoire

Grâce au caractère facultatif du recours à l'office, la disposition d'esprit des parents qui confient leurs enfants au diagnostic de l'orienteur est généralement favorable. Deux cas, avons-nous vu, peuvent se présenter : ou bien, pour des raisons personnelles ils ont déjà choisi pour ceux-ci un métier déterminé, mais, dans la crainte de commettre une maladresse, ils désirent recevoir un avis plus éclairé (et sont, par conséquent, résignés à être contredits); ou bien, n'ayant aucune idée sur l'état que pourrait adopter l'enfant, ils sont prêts à se conformer à un avis officiel, présentant toutes les garanties.

Nous rappelons enfin que dans ce dernier cas, où l'indécision des parents est complète, ceux-ci comptent bien trouver, par l'intermédiaire de l'office, un patron, voire une école municipale où l'apprentissage du métier conseillé aura lieu dans les conditions les plus avantageuses.

C'est pourquoi tous les comptes rendus d'examen d'orientation professionnelle révèlent les deux ordres d'observations suivants :

D'une part, la forte majorité des cas où le rôle positif de l'orienteur est surtout de contre-indication (ce qu'on appelle le caractère négatif de l'orientation professionnelle) et où, contrairement à ce que nous voyons en Amérique et, dans une certaine mesure, en Allemagne, la décision du médecin est plus décisive que la note du psychologue (1), les incompatibilités

(1) Il est à remarquer que la France est de tous les pays un de ceux où le point de vue médical a dominé le plus nettement

physiologiques paraissant plus graves pour l'avenir de l'individu que les caractéristiques d'un fonctionnement mental susceptible d'évolution et surtout d'adaptation. Enfin, faut-il ajouter ce que les spécialistes, dans ces cas, n'avouent pas toujours : que les résultats de l'examen médical sont plus formels et plus sûrs, dans l'état actuel de la science, que les indications fournies par la psychométrie ? (1).

De plus, dans les classes populaires, la petite bourgeoisie, le docteur a conservé le caractère sacro-saint du sorcier primitif. C'est donc le médecin qu'on vient consulter, plus que le psychologue, et il faudra sans doute une longue éducation du public pour conférer la même « popularité » à l'orienteur professionnel (2).

L'autre observation révélée par le fonctionnement des offices d'orientation professionnelle, tels qu'ils ont été créés, en marge des institutions d'apprentissage, c'est la docilité des parents consultants, docilité si grande que le pourcentage des interventions inutiles

les expériences d'orientation professionnelle, alors que l'Amérique, au contraire, a accordé la plus large place au contrôle psychométrique. Cf. in *l'Orientation professionnelle*. Bruxelles 1923, l'étude du D^r Borremans-Ponthière, J. Maquet, etc... op. cit. — 2^e Revue Internationale du Travail, janvier 1926, p. 53.

(1) Cette façon de voir semble devoir persister assez longtemps encore dans notre pays, et principalement dans les milieux politiques. Nous relevons dans le discours prononcé par M. Dubreuil, secrétaire de la section administrative de la C.G.T., à l'occasion de la séance d'inauguration de l'Institut national d'orientation professionnelle (9 novembre 1928), cette phrase caractéristique : « En ce qui concerne les tâches de l'orientation professionnelle, il faut mettre au premier rang la contre-indication médicale : c'est une chose tellement évidente qu'il est inutile d'y insister... » et il ajoute : « mais il y a un autre terrain où l'on devra, par la suite, conserver la plus extrême prudence, c'est ce qui concerne l'examen psychologique des jeunes enfants que l'on aura à diriger ». (Bull. de l'Institut, décembre 1928, p. 11.)

(2) Sur ce sujet, consulter l'étude du D^r Deeroly : Le rôle du médecin dans l'orientation professionnelle, in *La Psychotechnique*. (Bruxelles, 1^{er} août 1914, N^o 15).

est presque négligeable dans la statistique des résultats vérifiés (1).

Si l'on élargissait le champ d'activité de l'orientation professionnelle au point de la rendre non seulement générale, mais *obligatoire*, à la fois organisée dans toutes les régions (véritable complément de l'enseignement public) et s'imposant à toutes les familles comme l'obligation de fréquentation scolaire, ne serait-il pas à craindre que l'institution ne perdît la plupart de ses caractères actuels?

C'est absolument certain.

La question est donc de savoir si, pour fonctionner dans les meilleures conditions de rendement, l'institution doit rester facultative, soit rigoureusement, soit même dans une certaine mesure qu'il conviendrait de fixer. Le problème qui se pose ici n'est plus d'ordre pédologique, mais politique et social : c'est des parents qu'il s'agit, c'est eux qu'il faut atteindre; et comme il ne saurait être question de leur imposer le choix effectué en dernière analyse, par l'office d'orientation, il faut organiser cette sélection (qui est par définition la plus souhaitable) dans des conditions telles que les parents soient convaincus qu'elle est en effet la meilleure et qu'il est dans l'intérêt de leurs enfants de s'y soumettre. Est-ce qu'une loi imposant du jour au lendemain une obligation de cet ordre serait actuellement efficace ? Bien que la question soit controversée, la majorité des auteurs sont opposés à la sanction légale. M. Soulier, en réponse à une demande du Bureau International du Travail: « Estimez-vous que l'orientation professionnelle doive faire l'objet d'une loi pour deve-

(1) Cf. R.I.T., mars 1928, p. 551. Un compte-rendu de l'activité de l'Office de Strasbourg. On signale, en ce qui concerne les conseils donnés à la population rurale, que 2 % (deux pour cent) seulement des enfants examinés n'ont pas été dirigés, ensuite, dans le sens de l'indication fournie par l'office.

nir obligatoire ? », répondit (1) : « La simple indication qui vient d'être donnée du rôle que doivent remplir les offices d'orientation professionnelle et des qualités de ceux qui doivent les diriger suffit, il nous semble, pour montrer que l'opportunité d'une loi rendant obligatoire l'orientation professionnelle, fixant des règles rigides et créant un corps de fonctionnaires pour les appliquer, n'est pas à envisager. Le public français est très défiant; il croira volontiers que ces conseils qu'il pourra recueillir dans les offices d'orientation sont des conseils intéressés; on a de la peine dans les quelques offices déjà créés en pleine liberté, à attirer les pères de famille, pour les aider bénévolement à choisir une carrière pour leurs enfants; que serait-ce donc s'il s'agissait d'une orientation d'Etat ? » et M. Soulier ajoute : « Il ne nous paraît d'ailleurs pas possible de donner, au nom de l'Etat, un *conseil obligatoire*, et ce serait certainement le meilleur moyen d'enterrer l'orientation professionnelle que de la rendre obligatoire au moyen d'une loi. »

On peut prévoir, d'autre part, que la statistique des résultats obtenus par l'intervention de l'orienteur serait moins impressionnante si les calculs portaient sur tous les écoliers français, obligatoirement soumis à l'examen d'orientation post-scolaire. Ceux qui ont été présentés aux offices depuis ces dernières années peuvent nous donner, par leur chiffre moyen annuel (2) une idée approximative des orientations efficaces, en admettant que l'opinion publique reste la même. (Nous avons vu en effet que dans la presque totalité des cas, le conseil

(1) Bulletin de la Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest (numéro de décembre 1928).

(2) D'après les chiffres qui nous ont été communiqués par le Ministère de l'Instruction publique, durant l'année 1927, 17.057 enfants sortis des écoles communales primaires ont été examinés par tous les offices fonctionnant sous le contrôle et avec la subvention de l'Etat. Sur ce nombre global, 7.561 ont été placés en apprentissage par l'intermédiaire des orienteurs.

donné était suivi.) Mais qu'advierait-il de tous les autres écoliers, ceux qui ne seraient pas venus spontanément se présenter à l'office, et que l'autorité administrative contraindrait à subir cet examen ? Rien ne permet d'inférer qu'ils suivraient aussi volontiers la décision conseillée par l'office. La proportion des échecs serait, *à priori*, bien plus forte. On peut même supposer, dans l'état actuel des choses, que le plus grand nombre des familles qui seraient, demain, contraintes à recevoir un avis sur l'avenir de leurs enfants se révéleraient très hostiles à une intervention aussi indiscreète de l'Etat.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que cette opposition morale semble justifiée par les principes généraux de tout notre droit familial et les dispositions les plus formelles du code civil français (1). C'est bien ainsi que MM. Mauvezin et Duffieux, également opposés, sur ce point, à l'intervention législative, arrivent à conclure : « Il importe cependant que la question soit posée et que les pères et mères de famille décident s'ils entendent abandonner à l'Etat le soin de décider de l'activité professionnelle à donner à leurs enfants (c'est le système employé dans la Russie des Soviets), ou s'ils revendiquent au contraire cette responsabilité, comme faisant partie intégrante de leurs devoirs et de leurs droits » (2).

L'individualisme est trop profondément établi dans nos mœurs pour que nous puissions espérer une docilité générale des chefs de famille.

Or, ce qui importe, ce n'est pas le nombre d'enfants orientés : c'est la proportion, parmi eux, des enfants qui suivent effectivement la carrière conseillée. Si donc on veut voir l'orientation professionnelle toucher des écoliers de plus en plus nombreux, sans pour cela

(1) Cf. art. 203, 371, 372 et 1.334.

(2) Mauvezin et Duffieux : in. Bulletin de la Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest (numéro de mai 1927, p. 17).

dispenser l'action efficace des orienteurs, il faut que les familles qui détiennent, en fait, le pouvoir de rejeter ou d'accueillir favorablement l'avis de l'office soient, à l'avance, disposées à recevoir des conseils éclairés sinon, toujours, à les suivre.

Cette question est, pratiquement, aussi importante que la mise au point des procédés techniques de l'orientation professionnelle : ses données psychométriques, son contrôle médical. Certes, l'aspect scientifique du problème posé conserve toute son importance, et comme il s'agit d'une science relativement jeune, tous les efforts doivent être dirigés vers le perfectionnement de nos moyens d'investigation. Mais si l'on considère que, du point de vue expérimental, l'orientation des enfants ne sera jamais parfaite, telle qu'elle est actuellement pratiquée par les offices, elle tend déjà à fournir le maximum des garanties possibles.

Le rôle du législateur, abandonnant aux spécialistes le soin de découvrir des méthodes de plus en plus précises et sûres, est donc de rendre l'application de ces mêmes méthodes de plus en plus efficiente. Si le principe est bon, il faut s'en servir le plus largement possible. Si, pour la production nationale, l'orientation professionnelle est une source de progrès économiques, c'est à l'Etat qu'échoit la tâche d'adapter cette arme aux besoins du pays, à lui de fixer la portée sociale de l'institution nouvelle.

Quels sont, sans détourner l'orientation professionnelle de son but, qui doit rester objectif, sinon tout à fait désintéressé, les moyens de propagande susceptibles de convaincre les parents de ne plus se fier à leur seul sentiment pour choisir la carrière de leurs enfants ?

Malgré les objections signalées plus haut, il a semblé à certains que le moyen le plus simple et le plus rapide de toucher la nation entière était de sanctionner légalement l'obligation de présenter aux offices les enfants

qui viennent d'achever leur instruction dans les écoles primaires communales.

Mais une telle sanction supposerait, pour être applicable, une très grande extension administrative des offices. Cette réforme ne serait possible que lorsque tous les centres seraient pourvus d'un comité permanent ou visités, à la fin de chaque année scolaire, par une commission temporaire détachée d'un office voisin. C'est là une raison à notre avis suffisante pour écarter, pratiquement, une loi de portée générale, tout au moins pendant quelques années.

D'autre part, nous tenons à mettre en garde contre l'engouement humanitaire qui peut saisir les membres d'un gouvernement, certes modéré, mais porté aux réformes ayant caractère d'amélioration sociale. Nous ne pouvons, dans cette étude, entrer dans le détail des répercussions politiques qu'entraînerait une telle disposition. Mais il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup sur les réactions violentes qu'elle déclancherait dans les partis extrémistes. L'on peut envisager, dès à présent, la campagne virulente qui serait faite, dans les milieux ouvriers, par exemple, contre cette intervention abusive organisée, dans l'intérêt des gros industriels, par un gouvernement bourgeois. Or, il ne faut pas oublier que, dans les centres importants (industriels ou agricoles), là où l'orientation professionnelle se présente avec la plus grande portée économique, les familles qui envoient leurs enfants à l'école communale sont presque uniquement ouvrières, et que c'est sur elles qu'il faudrait agir, malgré leur hostilité bien connue envers tout ce qui est administratif.

L'opposition politique des masses ouvrières serait, sans doute, plus à craindre encore que l'intransigeant individualisme des milieux plus bourgeois.

Or, il y a là une réalité sociale dont le législateur doit tenir compte, sous peine de voir rester inopérante la loi la plus saine.

A quoi bon prendre tant de peine à sélectionner et à orienter des enfants dont le sort dépend, en définitive, de la volonté de parents indifférents ou hostiles ?

Comme il ne saurait être question, dans l'état présent de notre civilisation, de transformer en décision formelle ce qui n'est qu'un conseil bénévole, c'est l'opinion publique tout entière qu'il faut gagner, et cette tâche n'est pas la moins délicate qui reste à accomplir. Ce problème se pose d'ailleurs avec le même caractère d'urgence, que le recours aux offices reste facultatif ou qu'il devienne obligatoire ; mais nous avons voulu attirer l'attention sur ce fait qu'une extension du mouvement d'orientation professionnelle ne sera fructueuse que si l'effort des orienteurs aboutit à une action positive sur les individus à orienter.

Et, dans l'état actuel des choses, nous ne pensons pas que ce soit l'orientation qu'il convienne de rendre obligatoire, mais la pré-orientation.

SECTION II

CHAPITRE I^{er}

La pré-orientation

L'orientation a pour fin, étant donné un enfant en âge de commencer à travailler, la détermination du métier susceptible de convenir le plus parfaitement à ses aptitudes, compte tenu de l'état de la main-d'œuvre pour la profession envisagée.

Si l'enfant a déjà manifesté son désir d'embrasser une carrière déterminée, et si aucune contre-indication sérieuse ne peut être opposée à sa volonté, le conseiller de vocation se ferait un scrupule d'aller à l'encontre des goûts du candidat, alors même que l'état choisi par celui-ci ne serait pas en harmonie avec les besoins économiques de la région (voir du pays lui-même). La base de l'orientation restant tout objective et les considérations touchant le marché national du travail ne venant apporter qu'un correctif purement pratique dans les cas incertains, l'action de l'office contre une vocation raisonnable est paralysée. La *restriction* cependant signalée par l'orienteur n'aura le plus souvent aucune influence sur la décision finalement prise par la famille.

Or, les cas de contre-indication formelle (médicale ou psychologique) sont très rares. Il faut donc convenir que, même à présent, même dans les centres où des offices publics fonctionnent régulièrement et augmentent chaque jour l'étendue de leur activité, l'avenir des écoliers dépend le plus souvent de leur propre

initiative ou de celle, plus importante, prise déjà par leurs parents. Et l'on ne saurait attendre une très grande amélioration à cette situation, du fait des perfectionnements ultérieurs des méthodes utilisées en orientation. Ce serait d'ailleurs par une connaissance plus minutieuse des caractéristiques de chaque profession, plutôt que par une plus complète appréciation des aptitudes individuelles, qu'on arriverait à l'adaptation rigoureuse des demandes de travail aux débouchés de la production.

Les exigences, tant physiologiques que mentales, propres à chaque emploi qualifié sont en effet des notions parfaitement stables. Mun's de monographies professionnelles détaillées, précises et assez nombreuses, les orienteurs trouveraient, certes, plus facilement, des incompatibilités propres à évincer les trop nombreux candidats à une carrière déjà encombrée, par exemple. La connaissance des métiers est chose lente et difficile à réaliser dans la pratique (1); il est permis

(1) Il n'entre pas dans le plan de la présente étude d'examiner au fond la question si vaste de la mise au point des monographies professionnelles. Nous signalons seulement ici combien elle est encore incomplètement résolue — même quant à la méthode. Jusqu'à présent on a accepté tous les genres d'études dès l'instant qu'elles aboutissaient à des résultats utilisables; généralement, on s'adresse aux ouvriers eux-mêmes ou aux patrons pour connaître les principaux gestes, les diverses qualités qui caractérisent chaque profession. On a également préconisé les stages effectués, dans les ateliers, dans les boutiques, là où la tâche s'élabore, par des psychologues spécialisés, chargés de noter eux-mêmes les résultats de leurs expériences et de leurs observations; on peut espérer que des progrès sérieux sont encore réalisables dans ce domaine nouveau, mais bien précis. Toutefois nous signalons cette observation du D^r Simon (conférence à la Société Binet) : « L'analyse des qualités telles que les fournissent les monographies n'est pas celle des ouvriers ou employés qui sont dans la profession, c'est celles qu'on souhaiterait leur voir posséder. » (In Bull. des comités de Patronage des Apprentis de Paris et du Département de la Seine). Nous ne pensons pas qu'il faille s'en plaindre: en effet, si l'on veut arriver par une sélection (même indirecte) à améliorer le rendement et la qualité du travail national, il ne faut pas s'en tenir aux pratiques défectueuses dues à la mauvaise répartition des capacités. C'est bien en effet les conditions du rendement optimum qu'il faut minutieusement déterminer, et cela n'est pas pour simplifier la tâche des spécialistes.

cependant, d'espérer qu'elle augmentera chaque jour l'étendue d'une documentation précieuse (1).

Mais l'autre terme de la comparaison: le sujet lui-même ? Pense-t-on sérieusement qu'il soit possible de posséder un jour sur le mécanisme mental d'un enfant de douze à quinze ans des notions assez précises, des moyens d'investigation assez sûrs pour embrasser, dans un examen de quelques instants, les détours les plus secrets de sa personnalité profonde ? On pourrait nous dire qu'il ne s'agit pas de la « personnalité profonde » (celle de la vie intérieure), mais au contraire de la « personnalité sociale », ou tout au moins « d'extériorisation ». C'est *l'action* de l'individu qu'on a en vue, non sa pensée désintéressée, et, en fait, sa vie intellectuelle n'intéressera le conseiller de vocation que dans la mesure où elle sera le signe d'un comportement habituel ou possible. Il s'agit donc d'obtenir par réaction, artificiellement, une notion rapide et sûre de ce que sera l'attitude du sujet devant fournir un effort connu. C'est *la mesure*, non d'un ensemble psychique, mais du rendement qu'on en peut obtenir, dans des conditions déterminées.

Et ce qui est bien l'objection la plus grave, c'est que ces conditions sont « déterminées ». C'est-à-dire que le phénomène mesuré est celui que l'on a obtenu grâce à une excitation factice. Alors même qu'on puisse conserver la certitude que rien ne vient fausser les résultats de l'expérience, comment faire la preuve que l'état mental mesuré dans des circonstances particulières se répètera fidèlement lorsque le sujet sera

(1) Signalons en passant, parmi les ouvrages français les plus intéressants: « Monographies professionnelles », par M. Julien Fontègne, Paris 1926. La « Rose des métiers », par M. Mauvezin, Paris 1922. Enfin, des monographies spéciales, ne concernant qu'un seul métier: « Le livret du cordonnier » (par M. Mathis); du coiffeur (par MM. Kaufmann et Barth); du typographe et de l'imprimeur (par M. Barrière); de l'ouvrier textile (par M. Week), etc..., tous ces travaux étant édités par « Le livret du métier », encyclopédie d'enseignement professionnel, publié sous la direction de M. Roux et de M. J. Fontègne, inspecteurs généraux de l'enseignement technique.

placé dans un milieu différent ? (Et l'on sait que pour les enfants aucune ambiance n'est plus « fausse », n'est plus exceptionnelle, que celle où il se trouve lors d'un examen quelconque). Lorsqu'il s'agit d'épreuves portant sur des connaissances scolaires, on peut déjà craindre que le résultat final ne se trouve déformé par l'état d'instabilité émotionnelle du candidat : quelle ne doit pas être notre circonspection lorsque le rendement personnel du sujet observé doit porter sur des facultés isolées (et cela plus ou moins arbitrairement) de l'ensemble d'un état psychologique, celui-ci ne représentant lui-même qu'une phase passagère de toute une personnalité ? D'une part, en effet, on se fie à une seule épreuve pour caractériser le type d'idéation d'un enfant, et, d'autre part, les tests auxquels on soumet celui-ci auront pour but de révéler le comportement successif de chaque fonction mentale (1).

Notre intention n'est pas de condamner toute la psychologie expérimentale, ni même cette branche nouvelle qu'est la psychométrie ; il faut bien, pour

(1) Il y a là, à notre avis, une survivance fâcheuse des théories liées à la psychologie classique et qui considéraient l'esprit humain comme un faisceau de facultés distinctes fonctionnant séparément les unes des autres : mémoire, imagination, volonté, sensibilité, attention, etc... Les études de M. Bergson, du D^r Janet nous ont fait pressentir une réalité mentale infiniment plus complexe et plus vivante. Aux compartimentations factices, nous devons à l'école moderne la révélation d'un mode de pensée continue comme l'écoulement d'un fleuve : ce qu'on a appelé le « courant de la pensée » — conception elle-même critiquable dans les conclusions qu'elle entraîne, mais néanmoins beaucoup moins artificielle que celle qui voulait voir dans notre esprit une sorte de champ clos où lutteraient des entités psychiques. La seule vérité que nous puisse révéler l'étude de la pensée humaine (par introspection ou par observation extérieure), la seule réalité que nous puissions saisir, c'est la succession continue d'états psychologiques complexes, portant le signe de multiples caractères où nous voulons voir (pour la commodité du raisonnement et sans nous méprendre sur ce que cette abstraction peut contenir de danger), des fonctions mentales assez permanentes pour être individualisées. Certes, notre intelligence est faite de telle sorte que nous sommes obligés de diviser pour classer et de définir pour comprendre, mais il faut nous garder d'une illusion facile, lorsque nous croyons pouvoir mettre un seul nom sur un phénomène multiple. Il est sage, en psychologie de se méfier des mots trop simples.

juger, nous fier à notre observation humaine ; si pauvres que soient nos moyens d'investigation, nous sommes bien obligés de nous en servir, à défaut d'une connaissance intuitive et parfaite. Ce qui nous semble dangereux dans la méthode qui nous occupe, c'est que les conséquences qu'on pense pouvoir déduire de ces observations de laboratoire vont beaucoup plus loin que ne permettrait la moindre prudence scientifique. « La psychométrie est une psychologie de gens pressés : » (1)

En attendant même que les conditions de l'expérience aient offert toutes les garanties possibles et que le phénomène révélé ait été mesuré rigoureusement, ce que nous voulons signaler, c'est seulement le danger de se fier à une telle épreuve (isolée et réalisée dans des circonstances si différentes de celles qui s'imposent au sujet dans la vie réelle) pour cataloguer définitivement une petite âme encore inachevée, elle-même incertaine et mouvante.

Or, que demande-t-on à l'enfant avant de le soumettre aux épreuves de l'examen d'orientation professionnelle ? « Que veux-tu faire ? » S'il a une idée personnelle, tout ce qui va suivre sera conditionné par sa réponse, puisqu'il faudra confronter ses aptitudes véritables (ou ce qu'on croit être ses aptitudes véritables) avec le goût qu'il a manifesté. Mais quelle est la valeur qu'on peut attribuer, dans ces circonstances, à la vocation invoquée par le sujet lui-même ? C'est

(1) Cette réflexion est de R. Lacombe. On lira avec intérêt une très minutieuse étude de cet auteur : « Mesure-t-on les fonctions intellectuelles », paru dans la revue philosophique C IV 1927, p. 407 à 446. Nous en extrayons ce passage :

« Pour découvrir les fonctions élémentaires, s'il en existe, et déterminer quelles épreuves les peuvent manifester, il faut partir des tâches particulières de la vie, qui seules sont accessibles à l'observation, et d'épreuves empruntées à la vie courante et non construites artificiellement. Nombre de ces actions ne peuvent être transposées en épreuves de laboratoire ». Et autre part cette sévère critique : « Cette psychologie expérimentale semble plus soucieuse d'inventer et d'étalonner des tests que de déterminer ce qu'ils mesurent. »

en se fondant sur ce qu'il aura entendu dire autour de lui, par ses camarades déjà placés, par ses parents, qu'il se sera fait une idée, le plus souvent partielle, de tel ou tel métier. Il faut aussi tenir compte des romans que l'écolier a pu lire, des films cinématographiques qu'il a pu voir ; enfin du prestige de certaines carrières qui flattent davantage que d'autres l'ambition des jeunes gens. Faut-il signaler enfin le rôle immense et mal connu encore de la rêverie chez les enfants, et l'importance secrète qu'elle peut prendre chez les adolescents, garçons aussi bien que fillettes, à l'âge de leur développement sexuel ? Ce serait une erreur de croire que tous les rêves de jeunesse sont empreints d'une mégalomanie ridicule. Si, à huit ans, le petit garçon se voit général, l'observation progressive de la vie sociale, le contrôle qu'il prend sur lui-même et le sens du ridicule, qu'il acquiert peu à peu, l'amènent bien vite à des ambitions plus raisonnables. C'est évidemment sans joie, et avec un sérieux retard sur la maturité de son esprit révélé dans la vie quotidienne, que l'enfant de douze ou treize ans se résigne à descendre des sphères où sa pensée, libre et victorieuse, réalise pour lui seul l'image de ses désirs secrets. Mais, arrivé à cet âge, les fillettes savent qu'elles ne sont point des princesses, non plus que les garçons des bandits. Insensiblement, nous les voyons arriver à l'âge où l'imagination ne joue plus avec le présent, mais commence à envisager un avenir possible. La réalité brutale, mal comprise encore, non adaptée au social, mais la réalité tout de même, c'est-à-dire le contrôle imposé à l'esprit par les choses du dehors, rectifie et transforme les rêves insensés. Aux rêveries vaines succèdent les projets d'avenir. Mais il ne faut pas s'abuser alors sur la valeur objective de ces idéals successifs, tumultueux, qui prennent d'assaut les âmes enfantines : il s'agit encore d'un jeu de l'esprit. Parmi toutes les possibilités que la vie, peu à peu découverte, offre à l'adolescent, celui-ci

choisit successivement celle qui lui paraît la plus plaisante, la plus flatteuse et bientôt la plus avantageuse.

Puis, au moment où on l'arrache à la fructueuse nonchalance des premières années (celles qui permettent le jeu et le rêve), brutalement, il faut que l'enfant d'hier devienne un homme raisonnable, à qui l'on vient demander quel métier il veut apprendre !

Et l'on s'étonne de la fragilité des raisons données au conseiller d'orientation, pour justifier la réponse qu'on a faite à sa question énorme (absurde pour l'enfant qui ne *sait* pas): « Et à présent, que veux-tu faire ? » Au fond, il y a bien des choses qu'il voudrait faire, mais il sait qu'elles sont impossibles, alors, puisqu'il faut être sérieux, il choisit un métier modeste, que beaucoup ont choisi, afin de ne point faire rire. Et quand il a ainsi agi en petit homme, l'enfant est très content de lui, et comme il a de l'orgueil (tous les enfants sont orgueilleux, et d'autant plus qu'ils ont le sentiment d'être inachevés, *inférieurs*), il changera très difficilement d'avis, ou bien à contre-cœur (1).

Comment, alors qu'on a un tel souci de dépister les aptitudes naturelles du futur apprenti, ne songe-t-on pas davantage à éveiller ce qui sera en lui la *vocation* véritable, c'est-à-dire le complexe qui réunit l'adaptation du goût aux dispositions natives. Aux Etats-Unis, au contraire, où on a un grand respect du développement de la personnalité de l'enfant, M. Beuver, directeur du Bureau of vocational Guidance, ne croit pas au déterminisme du caractère, et des aptitudes ; celles-

(1) Rappelons cette observation judicieuse de M. Mauvezin: « Ce serait une erreur de ne s'inquiéter de rechercher les aptitudes et les faiblesses de l'enfant qu'au moment où il va être question de décider de son orientation professionnelle. On constate, en effet, que lorsque l'enfant a « prononcé ses vœux », c'est-à-dire déjà fait son choix en vue d'une profession, il est trop tard pour l'amener à changer d'avis, même si on peut lui faire une démonstration à peu près irréfutable qu'il a les plus grandes chances de se fourvoyer. » (Opus cit. p. 6.)

ci ne sont à ses yeux que le produit de l'éducation et de l'intérêt (1).

Sans adopter entièrement cette opinion, à notre avis trop absolue, nous pensons cependant qu'il y a en effet, dans l'épanouissement d'une personnalité, une grande part qui revient au milieu dans lequel l'enfant a pu apprendre à « vivre ». Et en ce qui concerne principalement l'adaptation de l'écolier à la tâche professionnelle, nous ne croyons pas que la seule discrimination des aptitudes innées (alors même que le contrôle exercé soit rigoureusement probant) saurait suffire à déterminer un choix aussi délicat que celui du métier.

En ce qui concerne les dispositions physiques, l'examen médical, complété par l'observation consignée par le docteur de l'école, est la garantie la plus sérieuse et d'ailleurs la seule qu'on puisse utilement prendre dans l'orientation professionnelle considérée du point de vue physiologique. Mais il ne s'agit pas de s'en tenir à ce contrôle, exclusivement (2). Le corps est de plus en plus subordonné à l'esprit dans notre civilisation compliquée. Il faut donc, pour que l'orientation professionnelle aboutisse à un progrès véritable, que l'examen psychologique et moral s'entoure des mêmes garanties qu'on voit à peu près réunies en ce qui touche le contrôle médical.

N'a-t-on pas fait faire à l'enfant du sport et de la gymnastique ? N'a-t-on pas soigné les maladies qu'il avait contractées et ne s'efforce-t-on pas de prévenir les maux dont la nature a déjà déposé le germe dans le jeune organisme ?

Ce souci qu'on a eu de la préparation de son corps, pourquoi ne l'a-t-on pas étendu à son intelligence ?

Tel qu'on le prend à la sortie de l'école, où il a,

(1) Cf. article de Sechahaye in Bull. de la Société Alfred Binet (août-octobre 1928).

(2) Telle était cependant la seule base de l'orientation professionnelle pour l'école de Harlem (Hollande). Cf. Christiaens, Une méthode d'orientation professionnelle (édition Lamertin 1925, Bruxelles).

durant six ou sept ans, meublé sa mémoire et exercé son jugement sur des choses abstraites, l'enfant est absolument inadapté à la vie sociale et plus encore à la vie de travail qui sera demain la sienne.

On veut l'éclairer sur ses aptitudes et concilier celles-ci avec ses goûts. Mais qu'a-t-on fait pour faire naître ce goût, éveiller cette curiosité des choses professionnelles ?

L'enfant de treize ans n'a pas encore acquis (par son expérience personnelle) une opinion adaptée, consciente et claire de la vie économique. Bien des hommes adultes, spécialisés dans leur tâche quotidienne, n'ont pas eux-mêmes à cet égard des notions très précises, comment s'étonner qu'un être nouvellement entré dans la vie (et peu mêlé encore à la vie sociale quand il n'en est pas resté complètement éloigné) se fasse sur le travail des idées fausses, ou ne se fasse pas d'idée du tout ?

Certains individualistes, qui n'admettent le principe de l'orientation professionnelle qu'à condition que celle-ci reste entièrement passive et réceptive (c'est-à-dire rigoureusement scientifique) ne veulent pas étendre le rôle de l'orienteur au-delà de l'examen désintéressé (1). On peut mettre une étiquette à l'individu, mais il faut le laisser libre de se développer tout seul.

Nous avons vu ce qu'il fallait penser en pratique de ce système. Il est impossible de s'y tenir, dans l'intérêt même du sujet à orienter. Alors, pourquoi hésiter à préparer cette orientation en adaptant l'esprit de l'enfant à sa tâche future d'apprenti, puis de travailleur ?

Il ne faut pas s'abuser sur les limites où commence l'interventionnisme. L'Etat n'intervient-il pas dans le développement des individus lorsqu'il se charge de les instruire ?

L'instruction est obligatoire.

Il faut que l'Etat se préoccupe de l'éducation sociale,

(1) M. Christiaens par exemple. Cf. op. cit. p. 280 et ss.

économique, des jeunes citoyens, avec le même soin qu'il veille à les initier aux choses de l'histoire, et des sciences humaines.

Il faut préparer l'enfant à être orienté un jour. C'est ce qu'on entend par ce mot déjà connu : la pré-orientation. « Placer l'enfant dans une sorte d'ambiance professionnelle, créer en lui une mentalité, un esprit professionnel, susciter en lui un idéal professionnel », comme l'a défini M. Julien Fontègne. (1)

C'est seulement lorsque l'enfant saura ce qu'on attend de lui que l'orientation professionnelle sera vraiment efficace. Le but qu'il faut atteindre, nous l'avons déjà dit, c'est non pas la multiplication intensive des consultations, mais leur efficacité finale. Or, nous pensons qu'il n'est pas possible d'obtenir des résultats aussi satisfaisant en imposant l'examen de l'Office public à des enfants indifférents, guidés par des familles hostiles à l'intervention des orienteurs. Lorsque tous les enfants arrivés à l'âge où se pose la question de l'apprentissage auront eux-mêmes développé leurs goûts et senti naître en eux une vocation à peu près solide (ou pour le moins sincère) à l'égard d'une catégorie de métier ou pour un travail déterminé, alors, le contrôle du conseiller d'orientation pourra s'exercer sérieusement. Et puisque l'institution doit conserver (pour ne pas heurter des susceptibilités trop légitimes) une apparence indéfectible de respect des personnalités, l'élément primordial de l'examen restera la volonté exprimée par l'enfant lui-même. Seulement, l'intervention raisonnable aura, par une éducation appropriée, préalablement fait naître et modelé cette volonté fragile.

A la connaissance du sujet nous devons ajouter le

(1) Extrait notamment de la préface au livre de MM. Henri Lefevre et Marcel Henry. Paris 1928. « La préorientation professionnelle à l'école primaire. »

développement du sujet. Il est dangereux de dépister les aptitudes naturelles au moyen d'épreuves factices. Il faut avoir pu observer le commencement au moins d'une action spontanée pour juger d'un caractère. La vie sociale, et principalement la vie professionnelle, est un comportement (c'est-à-dire une action complexe et continue), et non une suite de réactions fragmentaires.

L'adolescent devra donc être préparé et, au cours de cette préparation (qui semble devoir remplacer, schématiquement, et sans perte d'énergie, l'adaptation progressive par essais infructueux, voire la « papillonne »), il sera déjà orienté. Mais cette orientation ne sera que préalable à l'examen scientifique.

Nous avons dégagé déjà les deux rôles, en apparence opposés, en réalité complémentaires, de l'orientation professionnelle : la connaissance du sujet et l'intervention dans le choix du métier. La pré-orientation, pour être complète, devra, elle aussi, préparer ces deux tâches, en réalisant à la fois l'observation de l'enfant et sa formation sociale.

N'est-ce point, transposée par son lyrisme habituel, la même pensée qu'exprimait Proudhon ? : « Le travail, écrit-il (1), un et identique dans son plan, est infini dans ses applications, comme la création elle-même. Rien n'empêche donc que l'apprentissage de l'ouvrier ne soit dirigé de telle sorte qu'il embrasse la totalité du système industriel, au lieu de n'en saisir qu'un cas parcellaire. Les conséquences d'une semblable pédagogie seraient incalculables, abstraction faite du résultat économique, elle modifierait profondément les âmes et changerait la face de l'humanité. »

(1) La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise, t. III.

CHAPITRE II

Discussion théorique. — Différentes conceptions de la pré-orientation. — Le préapprentissage

Quel organisme sera chargé de ce rôle de pré-orienteur ?

Il s'agit d'une part d'une préparation morale, d'une éducation qui étendra son influence non seulement sur l'enfant lui-même, mais également sur sa famille. Bien que sous l'active pression exercée dans les milieux compétents par quelques partisans de cette réforme, la pré-orientation ait fait l'objet de vœux nombreux (1), voire d'essais intéressants (2), aucune mesure d'ensemble n'a encore été prise en vue d'organiser les services et leur fonctionnement régulier.

(1) Par exemple, dès 1920, le Conseil Municipal de Paris, dans sa séance du 18 juin, avait, à la suite d'un rapport de M. Ambroise Rendu, émis le vœu suivant :

1° que les éducateurs, assistés de conseillers techniques et d'un médecin, examinent les enfants de 10 à 13 ans pour connaître leurs dispositions et leurs goûts ;

2° qu'ils les préparent au métier envisagé comme leur convenant, par des devoirs, des conseils, des visites, etc..., après conférences avec les parents. »

Cette suggestion différerait déjà, on le voit, de la conception révélée par le fonctionnement des offices publics.

(2) Indépendamment des initiatives privées dont il a été parlé plus haut et qui ont, presque toutes, réalisé à la fois l'orientation et l'éducation préalable des jeunes gens, signalons à Paris l'école de pré-apprentissage créée par M. Kula (Cf. l'Education, janvier 1921, p. 400) et dans la Médecine Scolaire (septembre 1924, p. 195), l'étude des résultats obtenus sur 204 garçons et 18 filles de 12 à 14 ans sur le point de quitter l'école et appartenant soit au groupe scolaire de la rue Saint-Charles, soit à diverses écoles des XV^e et XVII^e arrondissements. La préadaptation scolaire, article des docteurs Laufer et Paul Boncour. Ces deux expériences seront utilement rapprochées, l'une ayant eu lieu en dehors, l'autre au sein de l'école primaire communale.

D'autre part, à côté de cette préparation sociale, la pré-orientation doit permettre, à notre avis, une première sélection des capacités, ou, tout au moins, une étude préalable du sujet, non plus rapide et définitive, comme celle de l'examen final, mais conçue au contraire comme une œuvre de longue haleine. C'est un rôle plus complexe encore que celui de l'orienteur puisqu'il comporte une véritable pédagogie professionnelle. On peut donc penser qu'il n'est pas nécessaire de confier à une seule et même personne (ni même à une seule institution) le soin de préparer l'enfant à être orienté.

En Angleterre, par exemple, où le caractère moralisateur de l'institution prédomine très nettement, toute la partie éducative est confiée à des collaborateurs bénévoles, les « helpers », membres de comités scolaires de patronage qui suivent les enfants après leur sortie de l'école jusqu'à l'âge de 17 ans. Durant la dernière année de scolarité, et principalement les trois derniers mois qui précèdent la sortie des élèves, les helpers viennent dans les classes, s'entretiennent avec les écoliers, devant le maître et avec l'appui de ce dernier. Ils se mettent également en rapport avec les parents afin d'attirer leur attention sur les dangers d'un choix fait au hasard des circonstances et leur donnent de sages conseils sur la façon d'envisager l'avenir de leurs enfants. Ces visites sont accompagnées de distribution de tracts rédigés avec un souci très évident de développer la conscience professionnelle des futurs apprentis. Dans l'ensemble, on voit qu'il s'agit ici d'une action sociale diffuse et peu scientifique : propagande plutôt qu'intervention systématique.

La pratique anglaise réalise bien une pré-orientation et s'exerce à l'école même, mais elle reste sous la direction et l'initiative de groupements scolaires indépendants : les instituteurs ne participent qu'indirectement à cette tâche.

Aux Etats-Unis, au contraire, où la place faite à

l'éducation économique et sociale est particulièrement intéressante, c'est aux membres de l'enseignement eux-mêmes qu'est abandonné le soin d'observer et de guider les écoliers dans le choix de leur future carrière.

Dans un grand nombre d'écoles, l'organisation des études est conçue de telle manière que la culture désintéressée (cours théoriques) n'occupe qu'une partie des heures de fréquentation scolaire (c'est le système du « part-time work »), parfois la moitié seulement, le reste du temps étant réservé aux exercices manuels, travail du bois, du fer, constructions mécaniques, culture de la terre, — indépendamment des exercices de gymnastique et du sport en plein air. Dans le programme de préparation à la vie professionnelle entre également l'étude théorique des métiers (1). Mais nous devons signaler que cette initiation, évidemment très rapide puisque l'enfant doit connaître dans ses caractères généraux les spécialités les plus répandues, a un aspect tout particulier. C'est une culture plus civique que proprement économique qu'il s'agit de donner aux jeunes gens : c'est pourquoi on initiera les enfants, dès leur jeune âge, à la compréhension de l'interdépendance de toutes les activités humaines, établissant entre celles-ci une hiérarchie utilitaire, en raison des besoins du marché. Le travail est présenté sous son aspect le plus « social » — et cela dans le but d'habituer les jeunes intelligences à la notion directe de besoins, de rendement efficace. M. Brewer (2) insiste beaucoup sur l'importance de cette compréhension des choses sociales : à son avis, malgré l'opinion courante, les 2/3 des renvois sont dûs à des causes d'inadaptation sociale, alors que le 1/3 seulement devrait être attribué à l'incompétence technique. Or, c'est à l'école que se fera cette initiation progressive,

(1) Cf. in Bull. de la Société Alfred Binet, op. cit. article de Sechehaye.

(2) Cf. plus haut 1^{re} partie.

grâce à une pédagogie toute spéciale et principalement guidée par le souci de « *faire naître* » les vocations.

L'interventionnisme, dans le domaine de l'orientation professionnelle, est donc bien plus développé dans la conception américaine que dans le système anglais ; toutefois il est, aux Etats-Unis, tellement incorporé aux méthodes d'instruction publique, qu'il est peut-être moins apparent que dans les pays où un corps indépendant, spécialisé dans ce genre de propagande, va catéchiser jusque dans leurs foyers les écoliers plus ou moins disposés à écouter la bonne parole.

En Russie, nous l'avons signalé, c'est à l'école également que s'opère la pré-orientation, mais la pédagogie instaurée par le régime soviétique est entièrement dirigée vers un but de formation sociale. Si les maîtres s'occupent eux-mêmes d'orienter les écoliers, c'est en vertu de principes très généraux qui leur sont imposés par l'autorité centrale. On doit donc distinguer la pratique particulière au régime soviétique, et ne pas la confondre avec celle des pays qui ont introduit la pré-orientation au sein de l'instruction primaire mais en laissant à l'école elle-même une certaine initiative.

Nous avons cru devoir arriver à cette conclusion que, tant dans l'intérêt économique général que dans le souci de perfectionner les moyens d'investigation scientifiques (fondement et méthode), il était souhaitable de voir l'examen sur quoi repose l'orientation professionnelle précédé d'une formation et d'une sélection préalable des futurs travailleurs. Mais jusqu'ici nous avons étudié les cas où l'intervention de l'office avait lieu dès la sortie de l'école primaire et, le plus souvent, par un examen unique. On peut encore concevoir un autre système où, après une première orientation provisoire (séparant les uns des autres les écoliers qui se spécialiseront dans un métier qualifié nécessitant une formation technique et ceux qui, au contraire, continueront leurs études ou travailleront immédiate-

ment chez un patron : employés de commerce, domestiques, etc...), les jeunes gens, placés dans des écoles professionnelles, suivront durant quelques mois des cours se rapportant à plusieurs métiers différents. Après ce stage étroitement surveillé, les jeunes apprentis auront pu, réellement, révéler dans le travail leurs aptitudes naturelles et, chose non moins importante, sentir naître en eux une vocation véritable infiniment plus sérieuse que tous les caprices d'une imagination enfantine. Cette sorte de pré-orientation, ou pour mieux dire de pré-apprentissage, serait suivi d'un examen technique plus approfondi (à la fois psychologique et médical), après quoi les enfants seraient définitivement orientés vers telle branche déterminée d'activité sociale. Dans l'Etat de Luxembourg, par exemple, à l'Institut Emile Metz (1), c'est au laboratoire physiologique adjoint à l'atelier d'apprentissage qu'ont lieu les dernières expériences individuelles destinées à guider le choix des candidats. Ainsi l'orientation professionnelle n'est plus considérée comme un aiguillage scientifique en vue du placement des apprentis, mais au contraire comme un contrôle établi dans le prolongement de l'expérience.

Evidemment cette dernière méthode (2) est moins

(1) Clément op. cit., p. 171.

(2) C'est dans cet esprit qu'était conçu le projet de M. Mauvezin publié en 1922 (op. cit.). On y distingue l'orientation professionnelle au premier degré, qui serait faite par les maîtres de l'enseignement; d'une orientation au 2^e degré confiée à des spécialistes. Enfin, l'auteur prévoit encore une orientation au 3^e degré qui « pourra avoir lieu en ce qui concerne les métiers commerciaux et industriels à la fin du stage d'essai », et, ajoute-t-il, « ce n'est qu'après l'approbation par ces membres (les mêmes qui ont déjà examiné l'apprenti au 2^e degré) que pourra être signé le contrat d'apprentissage ».

Le système, on le voit, est un peu plus compliqué que celui que nous suggérons, mais il est intéressant d'y remarquer que, pour les candidats aux métiers agricoles, de même que pour les candidates aux professions ménagères, M. Mauvezin pense que la première sélection opérée, au 1^{er} degré, par l'instituteur ou l'institutrice, est bien suffisante, sans qu'il y ait lieu d'avoir recours à des spécialistes et la raison de cette distinction doit être soulignée

rapide que celle de l'examen post-scolaire et elle nécessite deux interventions au lieu d'une. Mais, à notre avis, l'objection ne doit pas être retenue sérieusement lorsqu'il s'agit de réaliser une telle amélioration pratique. Le seul défaut de ce système, c'est qu'il rencontre une plus grande opposition des parents qui désirent voir leurs enfants immédiatement placés et, le plus vite possible, rétribués (1). Cette période d'incertitude et de tâtonnements passée à l'atelier peut leur déplaire : il faut donc que le premier triage opéré parmi les écoliers dès leur sortie de la dernière classe, soit dirigé par des personnalités très influentes, douées d'un grand pouvoir de persuasion. L'instituteur assisté du médecin scolaire, pourrait sans doute, mieux que l'orienteur, mener à bien cette tâche délicate, et plus morale que scientifique, puisque le véritable examen

à cause de son caractère très évident d'interventionnisme économique :

« Il n'y a, en effet, aucune crainte de voir ces deux genres de professions trop encombrées, et, pour ces motifs, nous pensons que lorsque l'instituteur ou l'institutrice aura donné un premier conseil en vue de ces professions, *il n'y aura aucun intérêt à faire dans ce cas une sélection au 2^e degré.* » (p. 7).

(1) Pour essayer de pallier à cet inconvénient, l'école des Métiers, créée à Lyon, s'efforce de rétribuer quelque peu les jeunes gens. « L'élève peut avoir la première année des primes et des gratifications... quelquefois la direction organise des concours pendant l'année. Les lauréats obtiennent des récompenses spéciales. Les jeunes élèves ont donc beaucoup d'encouragements. Si on compare l'école des Métiers à l'école professionnelle, elle a sur cette dernière un avantage considérable : elle intéresse directement l'élève à sa réussite puisqu'il est payé progressivement suivant les succès qu'il a obtenus. En même temps qu'il apprend un métier spécialisé... l'élève gagne quelques petites sommes qui évitent aux parents certains sacrifices. » (Cf. L'orientation professionnelle et l'apprentissage à Lyon in : Questions pratiques; août, septembre, octobre 1926, p. 114 et ss).

n'aura lieu qu'après la période de préapprentissage (1).

Le problème de la pré-orientation pourrait-il être entièrement résolu par la généralisation du pré-apprentissage ?

Nous ne le pensons pas. Au contraire, nous croyons que le pré-apprentissage doit venir *renforcer*, du point de vue éducatif, la pré-orientation scolaire, et, du point de vue scientifique, l'examen d'orientation professionnelle proprement dit, sans toutefois supprimer la nécessité d'une éducation préalable et d'une orientation étroitement contrôlée. Nous dirions, volontiers, avec Stevens (2), « sans une préparation de l'enfant par l'école primaire, il n'y a pas d'enseignement professionnel possible », ce que Van Hleeke (3) complète

(1) Ce programme avait été en partie réalisé en Belgique par la création, quelques années avant la guerre, d'un « quatrième degré primaire » réservé à l'enseignement technique. Signalons également que depuis le 14 juillet 1925 le pré-apprentissage a été introduit en Italie et fonctionne durant les quatre dernières classes primaires, la dernière étant quittée par l'enfant ayant atteint l'âge minimum de 14 ans. (Cf. art. de Maria Diez Gasca, p. 33 et ss., in compte-rendu du Congrès Internat. d'Orientation professionnelle féminine pour l'organisation de l'enseignement en Italie.)

Signalons qu'à Paris 50 classes de pré-apprentissage ont été organisées (dans tous les arrondissements, sauf 5). D'un tableau qui nous est communiqué par la Direction de l'Enseignement technique, nous extrayons les chiffres suivants :

Pour l'année 1926-1927, il y eût 1.349 élèves inscrits.

En fin d'année, 917 ont été orientés vers un métier manuel, de la manière suivante :

Ecoles professionnelles	16
Cours complémentaires professionnels	37
Cours d'apprentis	93
En apprentissage	771

917

En octobre 1927: 1.234 élèves ont été inscrits, parmi lesquels 503 seulement étaient pourvus du certificat d'études primaires.

Comme on peut le voir, un grand nombre de ces enfants ont pu être immédiatement placés en apprentissage chez des patrons.

(2) In Bulletin de la Société Belge des Ingénieurs et des Industriels 1921, t. II, n° 1, juin 1921, p. 10 et ss.

(3) Idem.

en ces termes : « C'est à l'école primaire que l'enfant doit sentir s'éveiller le « goût d'un enseignement professionnel ».

Par conséquent, même en admettant le fonctionnement régulier d'un pré-apprentissage plus ou moins obligatoire (1), l'enseignement primaire aurait encore une tâche à remplir dans l'orientation professionnelle, si l'on admet, toutefois, qu'il est possible et désirable d'associer l'instituteur au conseiller de vocation. A ce sujet, bien des opinions ont été émises, certaines contradictoires, d'autres parfaitement conciliables. Nous allons, sommairement, indiquer les deux grands courants d'idées qui opposent encore quelques théori-

(1) Une des réformes les plus intéressantes en vue du développement de ce pré-apprentissage serait certainement la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. Question fréquemment soulevée et qui n'a pas encore abouti à une décision législative. Nous reproduisons cependant ce passage du discours prononcé le 6 février 1921 par M. Gaston Vidal, alors Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, à l'Association des Anciens Elèves des Ecoles Nationales professionnelles :

« Tout d'abord, nous devons nous préoccuper du recrutement des apprentis.

« Or, ce recrutement ne peut s'opérer que par la prolongation de l'école primaire, c'est-à-dire par la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans.

« Cette prolongation de la scolarité pendant deux ans va permettre le développement physique de l'enfant, trop faible pour entrer à l'atelier, même pour le travail de la demi-journée.

« L'allègement du programme primaire par suite de la répartition en sept années des connaissances indispensables à l'enfant nous donnera ainsi toute facilité pour l'éducation physique si nécessaire; nous pourrons surtout, dans cette période que nous appellerons le « pré-apprentissage », envisager l'orientation professionnelle, c'est-à-dire provoquer un premier « triage » parmi les enfants se destinant au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture. Et ce sera, *presque résolue*, la question de l'avenir de l'enfant, d'après son degré d'aptitude aux différentes catégories de métiers. »

Comme on peut le voir, ce projet est inspiré de cette même idée que nous examinons plus haut: la nécessité d'un *stage* où l'activité de l'enfant soit observée dans un milieu vivant et non factice, un milieu où il soit mis non en face de données abstraites parlant à sa seule imagination, mais devant une réalité extérieure, à laquelle il s'adaptera dans la mesure des ressources profondes de son tempérament. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur l'importance de cette *action vraie* opposée à l'étude des réactions artificielles.

ciens : les uns ne voulant absolument pas faire pénétrer l'orientation professionnelle dans les classes d'enseignement public, les autres considérant au contraire l'école comme le milieu le plus favorable pour observer et diriger l'enfant et l'instituteur comme l'orienteur naturel le plus compétent. Bien que théoriques, les observations des uns et des autres sont souvent ingénieuses et même pour s'en tenir, dans la pratique, à un système intermédiaire, adapté aux besoins et aux mœurs présentes de notre pays, il est indispensable de les bien connaître et de les peser.

CHAPITRE III

Thèse positive

On n'a pas songé seulement à faire du maître d'école le collaborateur le plus qualifié des offices d'orientation, on a voulu voir dans chaque instituteur le seul conseiller d'orientation, à l'exclusion de toute intervention extérieure. L'orientation professionnelle étant considérée alors comme le résultat d'une éducation sociale donnée parallèlement à la culture scolaire et le produit d'une sélection raisonnée pratiquée à la fin de la scolarité, par ceux-là même qui avaient été en contact journalier avec l'enfant.

C'est le système de l'orientation à l'école et par l'école, tel qu'il est le plus généralement pratiqué dans les Etats de l'Amérique du Nord, par exemple.

Or, dans notre pays, et tout récemment encore, certaines personnalités, opposées à la pratique de l'orientation professionnelle telle qu'elle est conçue (désintéressée, scientifique et post-scolaire), ont préconisé la méthode que nous appellerons « pédagogique », en ce sens qu'elle fonde l'institution elle-même sur une véritable éducation sociale.

Telle est l'opinion, par exemple, de M. Ducos, député de la Haute-Garonne (extrait du rapport portant fixation du budget général de 1928) (1).

« L'orientation professionnelle, écrit-il, doit être réservée à l'école ; c'est le maître qui, avec les parents, étudie l'intelligence de l'enfant. Il la voit se développer, évoluer d'après les impressions qui lui sont données, il lui inculque les premières notions des connais-

(1) Journal Officiel, p. 1649 à 1667.

sances humaines ; il la suit et la surveille dans la marche du progrès.

« Dès lors, qui donc, mieux que lui, est susceptible d'en connaître et d'en vanter les tours ? Substituer à celle du maître une influence étrangère serait nuire à la nature et à la portée de l'orientation professionnelle. »

Si nous avons cité ce passage, c'est qu'il est parmi les plus formels et les plus énergiques qu'on puisse rencontrer dans une littérature déjà abondante (1) et sans cesse enrichie d'observations nouvelles, d'expériences multiples et, malheureusement, contradictoires.

On peut, d'ailleurs, observer deux courants dans la thèse que nous examinons : il y a, d'une part, la critique des méthodes psycho-métriques et de leurs moyens d'investigations (tests, appareils de mesure psycho-physiologique), et d'autre part, la tendance, que nous avons déjà mise en valeur, à considérer de plus en plus l'orientation professionnelle comme une intervention non déguisée des pouvoirs publics sur les volontés individuelles.

Or, cette dernière action doit s'effectuer avec beaucoup plus de souplesse et d'efficacité au cours des années de fréquentation scolaires que pendant les quelques instants que durent les examens par l'orienteur de l'office. On peut enfin ajouter que cette influence

(1) Nous nous abstiendrons de rien emprunter aux périodiques édités sous l'égide des groupements et syndicats de l'enseignement public : les articles les plus intéressants y sont rédigés, le plus souvent, par des instituteurs, et les opinions qu'on y trouve exposées, bien que souvent judicieuses, ne peuvent être entièrement impartiales. Nous signalons, cependant, à toutes fins utiles, *L'école et la vie* (notamment numéro du 24 novembre 1928, p. 152, article de M. Templier ; N° du 16 juin 1928, p. 621, article de M. Riou ; N° du 2 mai 1925). *La Revue de l'Enseignement primaire et primaire supérieur* (16 octobre 1927, p. 37, article de M. Fontègne, celui-ci parfaitement impartial). *Le Manuel Général* (N° du 3 juillet 1926, p. 820 ; N° 23 en date du 25 février 1928 ; N° du 19 mai 1928, p. 609, et dans le N° du 4 juin 1927, p. 616, l'article de M. André Buly, « le rôle de l'instituteur »). *L'Education* (de Lausanne), N° du 25 juin 1927, p. 234, article de M. Rousseil.

est d'autant plus profonde qu'elle reste plus discrète. Un conseil donné par l'office doit essentiellement rester objectif et désintéressé (surtout en apparence). La moindre pression qui pourrait sembler systématique tournerait bien vite l'opinion publique à l'encontre de l'institution elle-même. Les parents accuseraient volontiers les conseillers de vocation d'être à la solde des gros industriels d'un pays s'ils pouvaient discerner dans les avis donnés à l'office une propagande ostensible en faveur de telle industrie qui « manque de bras », ou de tel métier nouvellement importé dans la ville par quelque négociant en quête de personnel. Il y a là un danger si évident que les partisans d'une orientation professionnelle pratiquée sous la seule direction d'organes spécialisés et distincts, n'envisagent même pas la possibilité d'un interventionnisme à base économique et collective, si ce n'est pour s'en défendre avec vigueur.

Dans nos grandes villes, il y a peu de rapports entre les familels et les maîtres d'école. La tâche de ces derniers reste donc uniquement scolaire et leur influence ne dépasse pas le seuil de l'école, à moins d'une emprise personnelle, directe, de tel instituteur sur tel élève déterminé (questions de préférences, d'affinités ou quelquefois de circonstances fortuites). Et de tels cas ne peuvent servir de base à un raisonnement impartial : dans l'ensemble du système, ils devraient, en effet, inciter plutôt à réduire la portée du rôle social confié au maître, si l'on veut amener l'école à constituer un premier groupement homogène et actif. Si la pédagogie « professionnelle » de l'école primaire devait être captée en faveur des seuls privilégiés qui auraient le don de plaire à leur maître, on ne pourrait espérer de cette méthode nouvelle aucune amélioration à l'état de choses actuel.

Nous constatons donc, dans les agglomérations importantes, quels efforts seraient nécessaires pour obtenir une interpénétration entre les membres de l'en-

seignement public et les parents des élèves. Dans les campagnes, au contraire, et même dans les petites villes de province, que voyons-nous ? L'instituteur connaît tout le monde et tout le monde connaît l'instituteur ; alors même qu'il n'y a pas de relations amicales entre eux, parents et maîtres se connaissent, se jugent, s'estiment. Et l'instituteur, à cause de son instruction, à cause aussi de la formation morale assez sévère qu'il a reçue, est l'objet d'un respect général, pour peu qu'il conserve dans ses mœurs une certaine dignité (et personne ne conteste la parfaite correction des membres de notre corps enseignant, dont la moralité et la conscience professionnelle sont bien connues). Du point de vue politique, le rôle de l'instituteur est bien plus efficace qu'on n'ose l'avouer. Le maire est souvent un des plus riches de la commune, il n'est pas forcément choisi parmi les plus instruits : le secrétaire de la mairie est très souvent l'instituteur public. Toutes ces circonstances placent les maîtres d'école dans les meilleures conditions pour exercer une influence véritable sur les familles comme sur les enfants. Avec le médecin et le curé, l'instituteur est le grand homme du village. Il ne faut pas oublier que la France est faite de nombreux villages.

A cause justement de la dispersion et de la multiplicité des petites agglomérations françaises, l'orientation professionnelle pourra difficilement fonctionner si elle exige une trop grande centralisation administrative.

Comme le fait observer M. Sellier, conseiller général : « Dans le seul département de la Seine, il est sorti de nos écoles, pendant ces années de déficit de natalité, plus de 30.000 enfants chaque année. En période ordinaire, il en sortira plus de 60.000. Pensez-vous qu'il serait possible de soumettre ces enfants à des recherches de laboratoires et de leur appliquer les règles si précises soient-elles, qu'auraient déterminées les sa-

vants ? » (1) Nous touchons ici à la difficulté *pratique* de réalisation : La question administrative pourrait-on dire. Mais voici des objections plus graves, qui nous ramènent au premier ordre de critiques que nous avons signalé contre le système de l'orientation professionnelle réservée aux offices publics :

« Il ne s'agit pas de cela, il ne peut être question de prétendre introduire dans la pratique quotidienne les formules et les possibilités de recherches du laboratoire, dans un domaine où la détermination des lois absolues ne serait possible que si l'on connaissait tous les éléments du problème. »

Et M. Sellier ajoute :

« ...nous ferons appel au concours du corps enseignant parce que c'est à l'école que les maîtres devront orienter leur pédagogie vers les formules nouvelles, avec toute l'autorité morale que l'on peut concevoir ».

Cette tendance à fonder l'orientation professionnelle sur une observation de longue haleine, plus empirique qu'expérimentale, ce désir de voir la pédagogie professée dans nos écoles primaires évoluer vers une plus large compréhension de la vie économique, semblent bien être, encore à l'heure actuelle, les caractéristiques du mouvement dans notre pays :

« L'orientation professionnelle a subi une évolution qui l'a éloignée des affirmations outrées de son enfance. Après avoir fait à la psychologie expérimentale — dont elle est née en partie — et à des techniques voisines un crédit excessif et un peu naïf, ne semble-

(1) Discours prononcé lors de l'inauguration de l'Institut national d'orientation professionnelle le 9 novembre 1928.

t-il pas aujourd'hui qu'elle abandonne tout ce matériel ? » (1).

Et ce n'est pas seulement ce « matériel » scientifique que certains entendent abandonner, c'est, d'une manière générale, tous les moyens d'investigation rapide et définitive. Tout autant que les tests et autres systèmes de mensuration psychologique, c'est également la méthode des questionnaires qui se trouve attaquée à son tour :

« Tout en reconnaissant la nature des services que peuvent rendre les examens guidés par des questionnaires, écrit le Docteur A. Collin (2), nous voudrions, dès maintenant, insister sur ce fait qu'à notre avis une patiente et lente observation, basée sur l'ensemble des réactions connues et observées d'abord à l'école maternelle, puis à l'école, puis lors des premiers contacts avec la vie sociale, doit être à la base de toute documentation et qu'un examen de quelques heures, de quelques semaines même, en sollicitant des réponses à un questionnaire précis, ne peut donner que des renseignements souvent factices et très incomplets. »

A quelle conclusion aboutit cette critique ? A l'adoption de « la méthode psychiatrique de l'école française, en observant beaucoup, en sollicitant peu ».

On peut voir que, même parmi les partisans de l'utilisation de l'école dans l'œuvre d'orientation pro-

(1) Extrait de la conférence faite par le Docteur Simon, à la Société Alfred Binet (Cf. op. cit.).

Nous devons ajouter pour ne pas trahir la pensée de l'auteur, que cette évolution n'est pas sans effrayer un peu le D^r Simon qui ajoute : « Ayant fait litière de leurs exagérations du début, les auteurs qui écrivent aujourd'hui sur l'orientation professionnelle relient la psychologie expérimentale au magasin des accessoires où ils l'enterrent d'ailleurs sous les formules les plus élogieuses. L'ajustement que cherche l'orientation professionnelle, elle le cherche, d'une part, avec une conception fictive et, d'autre part, elle refuse le peu d'aide que la psychologie expérimentale lui apporte effectivement. »

(2) Cité par MM. Mauvezin et Duffieux, in. *Bullet. de la Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest* (avril 1927, p. 3).

fessionnelle, la raison de cette préférence peut varier infiniment ; tous s'accordent pour reconnaître la supériorité de l'observation de l'enfant durant les années de fréquentation scolaire, sur l'examen synthétique et rapide. Cependant, les moyens d'investigation, au sein même de la classe enfantine, sont très variés. Et ce qui fait bien souvent l'opposition de quelques praticiens envers le fonctionnement d'une orientation scolaire, c'est l'emploi de certaine méthode déterminée plus encore que l'observation par le maître.

En Amérique, par exemple, où toute l'orientation professionnelle est amorcée et réglée au cours des études de l'enfant, on applique encore presque exclusivement le système de Parsons, véritable organisateur de la sélection des écoliers. Aussi bien, les reproches adressés à l'orientation « américaine », strictement scolaire, concernent-ils le genre de moyens employés plus que l'organisation elle-même.

La théorie de Parsons (1) peut se résumer en trois propositions : le principe de toute direction de l'individu est la connaissance de soi-même. Le deuxième élément du problème est la connaissance de la profession vers laquelle on se sent attiré par son goût. Enfin, c'est de la comparaison entre les deux premières données que jaillira la lumière, c'est-à-dire le choix judicieux.

C'est donc entièrement sur l'individu que l'orientation repose. On lui fait confiance une fois pour toutes : c'est à lui de se connaître, on ne l'aidera à « s'orienter » que dans la mesure où lui-même se sera donné la peine de rechercher ses goûts et ses aptitudes. Quant une belle tâche est laissée à des enfants encore très jeunes, elle semble présenter moins de garanties encore que le fonctionnement anarchique de la liberté individuelle. Cependant une telle conclusion serait superficielle. En effet, l'orientation professionnelle,

(1) Voir l'exposé in « *Choosing a Vocation* », Boston 1910.

telle qu'elle est conçue par Parsons, tend à donner à l'enfant (par tout un système d'éducation qu'on pourrait comparer à la pédagogie spartiate) une autonomie capable de le défendre lui-même contre l'emprise malsadroite et aveugle des familles. On fait, tout de suite de l'enfant un homme ; de l'écolier, un futur travailleur.

La théorie américaine, qui pourrait nous paraître bien dangereuse, à nous, latins, est parfaitement adéquate à la mentalité, je ne dirai pas anglo-saxonne (car cela ne veut pas, socialement, dire grand chose quand il s'agit du comportement des Américains chez eux), mais tout simplement à la mentalité claire, pratique, brutale qui est celle des *Yankees*. Les enfants des Etats-Unis sont sérieux, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient prématurément vieillis, mais qu'au contraire ils sont « adaptés » aux réalités de la vie bien plus tôt que ne le sont, par exemple, des petits Français. C'est pour toutes ces raisons que la méthode américaine peut reposer sur l'introspection des sujets et non sur l'observation objective.

L'orientation est donnée d'après les réponses faites par l'enfant lui-même à un très long questionnaire écrit (ou plus exactement d'après l'examen de plusieurs questionnaires de ce genre remplis par chaque écolier au cours de ses études).

Parsons ne croyait (pas plus qu'aujourd'hui M. le Docteur Collin et quelques autres) à la rigueur des procédés d'investigation scientifique. Mais là où le pédagogue américain utilise la méthode directe du questionnaire, la critique française substituerait plus volontiers l'observation du sujet par un tiers (en l'occurrence de l'élève par le maître).

Doit-on conclure que l'intervention de l'école est mauvaise parce que le procédé du questionnaire écrit est défectueux, ou celui de l'observation peu sûr ? Il faut se garder soigneusement de confondre les systèmes employés dans la technique de l'orientation,

avec les méthodes scolaire ou post-scolaire entre lesquelles nous voulons choisir.

Les partisans de l'orientation professionnelle à l'école fondent leur opinion la plus sérieuse sur deux ordres d'observation : D'abord, le besoin d'observer l'enfant dans des conditions de fonctionnement, tant psychologique que moral ou physiologique, plus « normales », plus spontanées surtout que ne peut les sauvegarder l'examen psychométrique effectué par l'office.

Ensuite, élément également important, c'est la nécessité de préparer (moralement, scientifiquement) chaque enfant, non seulement à être orienté, mais à savoir lui-même ce qu'il veut faire. Et là, nous devons reconnaître que la méthode de Parsons, malgré tous ses dangers, peut nous inspirer de judicieuses réformes.

L'application de l'orientation professionnelle dans les classes primaires suppose donc une sensible modification des programmes d'enseignement public. Ceux qui sont partisans de cette réforme la conçoivent comme une évolution du système pédagogique officiel vers une compréhension plus sociale des choses qu'il s'agit de faire apprendre aux enfants. *Non scholæ, sed vitæ discimus* ; voilà la vraie formulé de l'instruction des masses populaires. Ce que M. F. Buisson exprime en ces termes fort clairs (1) : « L'école n'est pas faite pour l'école, elle est faite pour la vie. Elle doit fournir des hommes à la société de demain... De là l'idée, qui partout a si vite pris faveur, qu'il faut prévoir une notable extension du rôle social de l'école, qu'il y a toute une série de nouveaux services à réclamer d'elle. Le premier de tous est de surveiller le passage de la classe à l'atelier. »

L'idée d'intervention dans le sens de « direction » morale avait été soulignée plus formellement encore

(1) Préface au livre de M. Julien Fontagné. *L'orientation professionnelle, etc.*, op. cit.

par M. J. A. Puffer (1), directeur du Beacon Vocation Bureau, à Boston. Mieux que tous les discours prononcés en France, mieux que tous les livres écrits en Allemagne ou en Angleterre, il nous semble que la phrase que nous reproduisons ci-dessous précise le nouveau rôle « tutélaire » dont on veut confier la responsabilité aux maîtres des écoles publiques. Voici comment s'exprime J. A. Puffer (1) : « L'enseignement professionnel, ce n'est pas assez : il doit être associé à l'orientation professionnelle. Le maître *doit lui-même apprendre* à découvrir les signes des talents en germe, à éveiller chez l'enfant la propre connaissance de ses capacités spéciales (2) et à se mettre en devoir d'exercer ces capacités pour la vie à venir. Les écoles ne doivent pas seulement apprendre, elles doivent aussi *encourager et diriger*. Ainsi seulement nous rendrons à la classe d'école le *sens tonifiant du contact avec la réalité*. »

(1) Vocational Guidance, New-York, 1914, p. 27.

(2) Nous retrouvons ici l'influence générale du système préconisé par Parsons.

CHAPITRE IV

Thèse négative

Nous avons vu quelles raisons à la fois techniques, sociales, et même économiques peuvent engager au développement de l'orientation professionnelle au sein des écoles publiques. Mais ce système n'est pas sans présenter quelques inconvénients, et ceux-ci ont semblé si graves à certains théoriciens qu'ils entendent laisser l'institution nouvelle entièrement en dehors de toute collaboration du personnel enseignant. C'est ce que nous appellerons la thèse négative, par opposition avec la première thèse dont nous avons énoncé sommairement les arguments principaux.

Le premier reproche fait au système de l'orientation à base pédagogique, c'est, évidemment, de fausser l'objectivité des examens post-scolaire, et de donner à l'intervention des pouvoirs publics un caractère trop systématique. Si l'enfant est « formé » selon les exigences d'un plan d'ensemble plus ou moins précis, ce ne sont plus ses aptitudes naturelles qu'il s'agit de diriger ensuite vers une activité qui leur convienne, et la sélection scientifique (seule garantie d'impartialité) est entièrement au service de l'économie nationale, c'est-à-dire de l'État.

C'est au nom de la liberté individuelle, que s'insurgent certains orienteurs qui entendent affirmer le caractère philanthropique, ou pour le moins désintéressé, de l'orientation professionnelle. Non seulement du point de vue des mœurs actuelles de notre pays mais du point de vue strictement juridique, il semble

que toute atteinte à la responsabilité confiée par la loi elle-même aux chefs de famille est mauvaise, par le seul fait qu'elle fausse l'harmonie de notre système législatif dont le Code civil reste le monument central. Or, s'il est permis de donner des conseils aux parents, dans le seul intérêt de leurs enfants, il est odieux de s'immiscer dans la formation morale des écoliers au point de les influencer sur une question strictement réservée aux opinions personnelles de leur père, à l'expérience qu'il croit avoir, à l'avenir qu'il entend préparer lui-même pour son fils ou sa fille.

Il semble, en effet, que l'objection soit grave : Pour que l'école ait un rôle utile, qui mérite d'être fixé, il faut que ce rôle soit positif. Or, si l'instituteur est réellement chargé de diriger l'écolier dans le sens et vers la carrière qui lui semblent les plus favorables et à l'épanouissement de la personnalité du sujet et à son utilisation la plus opportune (en considération des besoins économiques qui auront été signalés), il ne s'agit plus d'une aide bénévole apportée aux parents pour leur éviter des erreurs possibles, mais d'une sorte de prédestination des individus à une tâche déterminée.

Et ce dernier résultat est en contradiction évidente avec le fondement même de l'orientation professionnelle telle que nous l'avons définie au début de cet ouvrage, telle qu'elle a été conçue et organisée dans notre pays.

De plus, confier un rôle si important, et si complexe, à tous les membres du corps enseignant, n'est-ce point un danger, non seulement social, mais plus encore administratif. Les instituteurs sont des fonctionnaires dont la tâche est bien définie. Comme ils sont fort nombreux, que leur situation morale, leur prestige ont été soigneusement préservés et augmentés par le contrôle des pouvoirs publics, dont ils sont en quelque sorte les émanations, il leur a toujours été soigneuse-

ment interdit de faire, dans leur classe (et même en dehors de l'école) de la politique.

En leur donnant, précisément, à exercer une influence sur la formation sociale de leurs petits élèves, en les chargeant d'organiser une propagande susceptible d'atteindre les pères à travers les enfants, ne va-t-on pas entraîner les maîtres à faire preuve d'une personnalité indiscrete et dangereuse ? Ne va-t-on pas mettre au service de la conviction, propre à chacun (voire de certains intérêts personnels) une arme très puissante dont il sera difficile de contrôler l'usage ? Quelle surveillance exercer sur une action aussi dispersée, aussi généralisée que celle qui serait demandée aux membres de l'enseignement ? On est obligé de reconnaître, en effet, que c'est une façon non déguisée de porter atteinte à la liberté des citoyens dans l'exercice d'un devoir particulièrement sacré : l'éducation des enfants (et non leur seule instruction) et que cette intervention est rendue d'autant plus redoutable qu'elle reposera forcément, dans la pratique, sur la responsabilité et l'initiative personnelle de quelques individus.

On pourrait dire qu'ainsi conçue, l'orientation professionnelle serait, dans chaque commune, à la mesure de l'instituteur chargé d'éduquer, de former et d'orienter la jeunesse. Danger politique, danger moral dont il est inutile de souligner l'importance, et qui sont à peu près évités dans le premier système où toute l'action de l'Administration de l'Etat est placée sous la seule responsabilité des agents de l'office public.

Bien qu'une des plus graves, cette objection n'est pas la seule qu'on puisse opposer à l'école. Il y a encore la question de compétence technique. Nous avons vu que la tâche de l'orienteur reposait à la fois sur la connaissance du sujet et sur celle des métiers. Or, en admettant que l'instituteur puisse, avec des moyens plus ou moins empiriques, arriver à découvrir les aptitudes de ces jeunes élèves avec la même garantie

que présenterait un conseiller de vocation spécialisé, comment confier au corps enseignant, qui n'y est pas préparé, l'étude des exigences professionnelles propres à chaque emploi envisagé ? (1) L'office est toujours au courant et de l'état du marché du travail, et des découvertes récentes dans le domaine de la technologie des professions. Les monographies ne sont utilisables et précieuses que si elles sont perpétuellement contrôlées et renouvelées. Remettre aux maîtres d'école des documents qui risquent de n'être plus d'actualité après quelques mois, leur confier, pour guider leur sélection, des statistiques dont les chiffres sont destinés à être modifiés perpétuellement, n'est-ce pas s'exposer à obtenir une propagande faussée à la base, et par là même plus dangereuse que l'abstention ? Dans les villes, dans les grands centres agricoles, on peut imaginer un contrôle permanent et une mise au point suffisante ; mais dans les villages éloignés, comment guider utilement le maître-orienteur qui risque, de la meilleure foi du monde, les erreurs les plus flagrantes ? (2) Plutôt que de renseigner véritablement les familles

(1) Clift soulève la même objection en ce qui concerne les organes d'orientation créés au sein même de certaines écoles anglaises : « Les services créés auprès des écoles ne résolvent que partiellement le problème, car, d'un fonctionnement très sommaire, ils ne peuvent enregistrer suffisamment d'offres d'emploi pour satisfaire à toutes les demandes... De plus, il est extrêmement rare qu'un directeur d'école ou de club connaisse suffisamment les conditions générales de l'industrie pour être à même de guider en toute connaissance de cause les jeunes gens qui s'adressent à lui... ; il n'est ni assez familiarisé avec l'organisation commerciale et technique, des entreprises industrielles de types si divers, ni assez au courant des modifications qui interviennent constamment dans leurs méthodes, pour donner à coup sûr des conseils absolument judicieux. » R.I.T. L'orientation professionnelle en Grande-Bretagne, avril 1927.

(2) Pour M. le D^r Th. Simon, par exemple, seuls les offices publics offrent des garanties suffisantes dans une tâche si complexe : « Les bureaux d'orientation professionnelle tiennent un état du marché du travail. Locaux, ils savent les métiers qui se présentent dans le milieu immédiat où se trouve l'enfant... » « ils ne peuvent tout prévoir mais savent mieux que tout autre les métiers qui apparaissent en voie de prospérité et ceux qui périclitent. » Bullet. Soc. Alfred Binet (octobre-novembre 1928).

indécises, les instituteurs ne substitueraient-ils pas au caprice des parents une opinion tout aussi subjective et qu'il n'y aurait, dans ce cas, aucune raison de préférer à celle des intéressés ?

Certes, il s'agit toujours de donner un simple conseil. Mais puisqu'on s'entourera de toutes les précautions pour rendre ce conseil efficace, puisqu'on aura préparé l'enfant dès son jeune âge, et la famille elle-même, à choisir telle carrière de préférence à une autre, il est à craindre, évidemment, que le résultat définitif de toute cette propagande ne soit pas celui que les pouvoirs publics ont prévu. Car il n'est pas possible d'empêcher les instituteurs d'agir selon leur idéal personnel. Si on ne leur laisse aucune initiative, cette lourde tâche ne les intéressera pas et ils la négligeront systématiquement. Pour obtenir un zèle suffisant il faut donc les laisser juges, dans une assez large mesure, d'apprécier eux-mêmes l'intérêt futur des enfants qui leur sont confiés. Aucun des adversaires de l'orientation professionnelle scolaire, nous tenons à le dire, ne mettent en doute la bonne volonté du corps enseignant dont la conscience civique est bien connue, mais il y a (et c'est un fait déjà constaté) certains préjugés assez répandus chez les instituteurs, et qu'il est bien difficile de combattre.

Ayant eux-mêmes dû travailler beaucoup pour obtenir les diplômes qui leur permettent d'exercer leur état, les maîtres d'école ont une certaine propension à mésestimer les carrières manuelles et à considérer comme plus élevées, plus flatteuses aussi, les carrières intellectuelles, et principalement les carrières administratives. Ils seront donc tentés « d'orienter » leurs meilleurs élèves vers les professions libérales, les emplois de bureau, le commerce même, alors qu'ils draîneront vers les métiers spécialisés (mais d'une hiérarchie sociale jugée inférieure : ouvriers, cultivateurs, etc...) tous les enfants qui n'auront pas fait preuve de « dispositions » particulières au cours de leurs

études. Une telle propagande serait d'autant plus regrettable qu'elle s'appuie sur une idée tout à fait fausse ; il faut autant d'intelligence (plus peut-être) pour devenir un bon ouvrier que pour accomplir la besogne automatique d'un employé subalterne. Comme le fait observer très judicieusement M. J. Fontègne (1) : « De bons élèves bien doués intellectuellement feront aussi bien des ouvriers spécialisés intelligents que des fonctionnaires médiocres. »

Des statistiques ont été faites, en Allemagne notamment, sur la corrélation qu'on peut établir entre le rendement scolaire et le travail à l'atelier. Elles apportent généralement la preuve du grand intérêt qu'il y a, pour l'orienteur, à tenir compte de l'intelligence (même théorique) dont les élèves destinés à l'apprentissage d'un métier manuel ont pu faire preuve durant leur passage à l'école. Voici les résultats d'une étude effectuée par Lamparter (2) : « Le rendement scolaire aux cours théoriques, côté par un système de notes soigneusement étudié, a donné, dans un groupe de 28 apprentis, une corrélation de 72 %, avec le travail d'atelier apprécié objectivement sur une pièce d'épreuve. Les quatre apprentis qui se classent derniers au cours sont aussi les derniers à l'atelier. Les 15 premiers le sont aussi, ici et là, sauf six divergences. »

Il faudrait donc se méfier de toute hiérarchie arbitrairement établie entre les métiers accessibles aux écoliers en âge de choisir leur carrière, et l'introduction de l'orientation professionnelle au sein de l'école risque de diminuer le recrutement des ouvriers intelligents.

L'importance donnée à la culture pratique dans un

(1) *Op. cit.*, p. 219.

(2) *H. Lamparter. Untersuchung über Zusammenhänge Zurschen. Schulleistung und Werkstattleistung am Lehrlinger der Maschinenfabrick Weingarten*, in *Psychot. Z.* II. 2. 1927, p. 37141. Rapporté in *Année Psychologique* 1927, t. II, p. 796.

tel système a également effrayé les adversaires que celui-ci rencontre. Il s'agit, en effet, de rapprocher l'école de la vie économique, de l'activité professionnelle. Pour armer les jeunes enfants contre les difficultés qu'ils sont appelés à rencontrer dès la fin de leurs études primaires, pour gagner leur vie, l'enseignement devra initier les écoliers aux réalités pratiques de l'existence. A côté du savoir théorique et touchant des matières qui ne trouvent pas dans la vie d'utilisation immédiate, il faudra introduire toute une formation nouvelle. Or, le danger que peut présenter un tel système, c'est l'abandon progressif de la culture désintéressée, qui reste en définitive notre idéal pédagogique. On doit en effet fournir au futur citoyen un minimum de connaissances indispensables à la compréhension et à la jouissance des plaisirs de l'esprit auxquels chacun a droit. Les années de l'enfance sont justement réservées au développement libre des jeunes intelligences ; si, dès l'âge des jeux et de l'insouciance, on impose aux écoliers un contact immédiat avec les problèmes les plus pénibles de la vie sociale, il est inutile d'organiser le fonctionnement d'une instruction obligatoire, nationale, autant laisser les parents libres de placer leurs enfants en apprentissage dès que ceux-ci en ont la force. Le meilleur enseignement est celui de l'expérience, il deviendrait donc inutile de garder les écoliers sur leurs bancs jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de treize ans.

Mais doit-on sérieusement craindre que le souci de l'orientation professionnelle absorbe à ce point le temps réservé à l'instruction générale ? Cette critique ne serait à retenir à notre avis que s'il s'agissait d'utiliser de nouvelles méthodes de travail où l'enseignement désintéressé se trouvât complètement sacrifié. L'introduction dans les programmes d'une initiation progressive à la vie économique et sociale aurait plutôt pour effet d'élargir la portée de l'instruction publique

et non de la restreindre (1), toutefois l'objection méritait d'être signalée, à cause des précautions d'ordre pédagogique qu'elle peut suggérer.

Du point de vue de la connaissance de l'écoulier enfin, on a considéré la méthode scolaire d'orientation professionnelle comme défectueuse, et voici les principales raisons invoquées en ce sens.

D'abord, l'appréciation de l'intelligence de l'enfant : le maître est-il si bien placé qu'on a voulu le dire pour donner à cet égard un avis éclairé ?

« Les renseignements fournis par ceux qui sont en contact journalier avec l'enfant sont bien souvent insuffisants (2).

« Les parents, les mamans surtout, sont de bien mauvais juges. Pourrons-nous estimer davantage les renseignements fournis par l'école ? Peut-être, mais tant de facteurs étrangers à la valeur intellectuelle peuvent influencer le rendement scolaire, que celui-ci ne peut servir de critérium certain à ce sujet. » Et plus loin, est signalée la divergence possible entre le point de développement mental atteint par l'enfant d'âge scolaire et l'évolution qui suivra ce premier développement évidemment transitoire. « L'enfant, nous dit-on (3), peut être arriéré ou retardé, soit par suite de changements fréquents d'école, soit aussi à cause de maladie, de l'inertie de parents ou même d'indiscipline. » Il faut donc se méfier de certains déficients mentaux ou sensoriels parfaitement adaptables à une activité non scolaire. De même, l'instituteur pourra encore se tromper sur la valeur réelle de

(1) Selon l'expression de Christiaens (op. cit., p. 33 et ss.), l'instruction... « n'est en ordre principal qu'une occasion de faire l'éducation des enfants et ne devient un but que *subsidiatement*. »

(2) Cf. Ouvrage de MM. Borremans-Ponthière, J. Maquet, Mlle Monchamps, etc., op. cit., p. 279.

(3) Idem pages suivantes. Les causes d'arriération mentale chez les écoliers ont été minutieusement étudiées, d'autre part, par le D^r Decroly. Nous ne saurions reprendre ici en détail une telle étude, dont l'ouvrage précité s'inspire d'ailleurs largement.

précoces instables, ou d'enfants doués d'une très grande mémoire, susceptible de donner le change sur leur compréhension des choses qu'on leur enseigne. Le premier de la classe n'est certes pas un paresseux, mais il n'est pas forcément le plus intelligent et, cependant, il sera très difficile au maître de discerner la part attribuable au mérite ou, au contraire, à la facilité. Les indisciplinés, enfin, dont le rendement scolaire est rendu presque nul, n'est-il pas à craindre que l'instituteur n'ait tendance à les considérer comme déficients et à les orienter vers les métiers les plus bas, celui de manœuvre même ou tout autre, non spécialisé ? Et cependant, à côté de la turbulence, il faut également pouvoir tenir compte de l'inadaptation de certains enfants à la vie proprement scolaire (sujets inaccessibles au sentiment d'émulation, rêveurs ou bien tout simplement mauvais caractères). Ces écoliers médiocres sont insaisissables pour l'instituteur qui, de très bonne foi, se trompera sur les causes profondes de l'insuffisance du rendement obtenu.

C'est pour toutes ces raisons que nos auteurs concluent : « Les notes de l'instituteur, tout en fournissant des renseignements utiles, sont toujours incomplètes et ne donnent aucune caractéristique vraie de la valeur intellectuelle de l'enfant. » Il faut donc ramener l'orientation professionnelle sur des bases plus scientifiques en la « munissant de procédés d'investigation mentale rapides et sûrs » (1).

C'est à la fois condamner l'observation scolaire et développer le rôle de l'office public dans le sens de la psychométrie. Nous remarquerons donc que cette opinion est bien circonscrite, dans l'ensemble des critiques relevées contre l'introduction de l'orientation professionnelle à l'école primaire. On peut en effet s'opposer à une telle réforme pour la seule raison que la classe ne présente qu'un milieu factice, tout aussi

(1) D^e op. cit.

éloigné de la vie qui attend l'apprenti, que celui de la famille où il grandit, par exemple. Et l'on peut encore, même dans ce cas, concevoir un examen post-scolaire, dirigé par des orienteurs spécialisés, mais dont les méthodes d'investigation relèvent de l'observation, du questionnaire, voire de seules mesures physiologiques (et non mentales).

Certaines réserves faites à l'impartialité ou à la compétence du maître d'école en matière d'orientation professionnelle relèvent au contraire de critiques si générales, qu'on pourrait les opposer avec la même justesse à tous les conseillers d'orientation.

C'est pourquoi nous allons essayer de dégager, de toutes ces observations, dirigées tant contre l'utilisation de l'école publique qu'en sa faveur, une formule pratique susceptible de concilier les deux thèses, et cela, non dans le but d'apporter une théorie nouvelle dans une controverse déjà longue, mais dans le seul désir d'adapter aux nécessités économiques et sociales une réforme dont le perfectionnement n'est pas achevé.

CHAPITRE V

Conciliation

Deux points, nous semble-t-il, doivent être retenus de ces critiques. Le plus important est l'incompétence inévitable des membres de l'enseignement en matière de technique professionnelle. Même en supposant qu'il leur fût donné une culture spéciale à cet effet, celle-ci ne saurait être ni assez étendue, ni assez variée pour répondre à tous les besoins d'une industrie nationale. Les orienteurs pourront connaître parfaitement les métiers intéressant la région où ils exercent ; les instituteurs, eux, sont des fonctionnaires susceptibles d'être déplacés ; leurs occupations, d'autre part, les retiennent matériellement, à leur domicile, et l'on ne saurait raisonnablement leur demander de rechercher et de rassembler eux-mêmes tous les renseignements pouvant, dans la région, intéresser l'avenir professionnel de leurs jeunes élèves.

L'autre critique également sérieuse, adressée à l'orientation professionnelle uniquement scolaire, c'est le danger d'une partialité incontrôlable et d'autant plus grave qu'elle serait, dans la plupart des cas, involontaire. On s'imagine quelle influence ce serait donner aux maîtres d'école que leur confier à la fois la formation sociale des jeunes gens et le soin, ensuite, de les engager définitivement dans une carrière déterminée. En admettant que l'influence morale exercée à l'école ait été intelligente et sensée, rien de plus naturel que de prendre en considération l'avis de celui qui a participé si activement à la formation du goût et de l'idéal professionnel de l'enfant. Mais si l'impulsion donnée est mauvaise ; si le sujet, ou la famille

de celui-ci, n'ont pas reçu docilement l'enseignement du maître et ses conseils ; si une incompatibilité, échappée à vigilance de ce dernier, doit rendre bientôt l'enfant inadaptable à la tâche envisagée : dans tous ces cas, et dans bien d'autres que nous pourrions prévoir, il existe un conflit possible ; est-il prudent de donner le dernier mot à l'instituteur ? (1).

Nous croyons donc nécessaire au bon équilibre de l'institution que l'orientation professionnelle soit fondée sur une préparation scolaire des futurs apprentis, mais que cette œuvre d'éducation sociale et de sélection soit étroitement contrôlée. Pour cela, les directives devront être données par les pouvoirs publics en ce qui concerne la formation économique des jeunes générations et, d'autre part, l'objectivité et l'impartialité du conseil finalement donné aux familles sera sauvegardée par un examen minutieux, dirigé par des hommes spécialisés dans le rôle et n'appartenant pas à l'Enseignement Public.

C'est par ce compromis entre les deux formules précédemment énoncées qu'on obtiendra une organisation complète et durable. Nous ne revenons pas sur les inconvénients du système de l'orientation pure et simple, par l'office public. Il est indispensable que l'on connaisse mieux l'enfant et qu'on l'ait mis à même de comprendre les caractères particuliers des métiers entre lesquels on devra bientôt l'aider à choisir.

C'est pourquoi nous pensons pouvoir dire que la récente évolution des services compétents vers une conception plus complète (et plus modeste aussi) de

(1) « Tous ceux qui, pratiquement, s'occupent d'orientation professionnelle — qu'il s'agisse de la France ou de l'étranger — écrit M. Fontègne, estiment que le rôle de l'école ne peut et ne doit être qu'un rôle de pré-orienteur. Sauf de rares exceptions sur lesquelles il ne nous paraît pas opportun de parler ici, ils demandent à l'instituteur, qu'il soit directeur ou adjoint, d'être non un orienteur, mais un pré-orienteur. » Préface du livre de MM. Henri Lefeuve et Henry. La préorientation professionnelle à l'école primaire, Paris 1928. Voir dans le même sens « L'éducation », n° 5, février 1929, p. 305.

l'orientation professionnelle est tout à fait opportune.

Voyons, dans cet ordre d'idées, quelles choses ont déjà été faites et sous quelle forme se présentent les projets officiels d'une pré-orientation scolaire.

Dans le département de la Seine, par exemple, une circulaire préfectorale en date du 10 mai 1927 est ainsi conçue :

« La question de l'orientation professionnelle s'impose à tous les éducateurs.

« Un rôle des plus importants appartenant, dans cette organisation, à l'Ecole primaire, le moment semble venu de définir l'action qu'elle peut exercer dans le domaine de l'orientation professionnelle.

« Le but à atteindre est de conseiller l'enfant au sortir de l'école, d'une manière désintéressée et gratuite, sur les professions qui s'offrent à lui et qui répondent à ses aptitudes et à ses connaissances.

« L'instituteur est conduit tout naturellement à préparer l'orientation professionnelle de ses élèves, d'abord en les habituant, dès les petites classes et jusqu'aux plus hautes, à ne pas séparer l'éducation de l'esprit de l'éducation manuelle, la valeur et la dignité des travaux manuels apparaîtront d'autant mieux que leur enseignement sera davantage incorporé à l'éducation générale. D'autre part, l'instituteur, qui connaît bien la nature de ses élèves, peut, au cours de la dernière année de scolarité, comme le recommande la Commission nationale d'orientation professionnelle, s'appliquer à observer spécialement leurs goûts et leurs aptitudes à l'égard des diverses professions. Enfin, il a de nombreux moyens pour les amener à réfléchir sur leurs occupations futures ; commentaires de monographies professionnelles ; visites d'ateliers, d'usines, de chantiers, de bureaux, d'écoles, de musées, d'expositions du travail, etc...

« Les renseignements personnels relatifs à chaque enfant, que fourniront le maître et le médecin inspecteur, seront un élément essentiel d'appréciation et

conduiront souvent à des contre-indications impérieuses, parfois à des indications utiles. » (1)

Suivent des détails d'organisation intérieure que nous aurons l'occasion d'examiner plus loin (2).

Cette circulaire nous a paru particulièrement intéressante, non seulement parce qu'elle constitue un premier pas vers la réalisation pratique de la pré-orientation scolaire, mais parce qu'elle est inspirée très nettement du rapport présenté à la section pédagogique de la Commission nationale d'orientation professionnelle, et adopté par celle-ci le 8 février de la même année (3). Et c'est là précisément qu'on trouve l'expression la plus formelle de cette nécessité sociale : la préparation professionnelle des travailleurs de demain dans le sens des besoins économiques de la France.

Certes, la circulaire préfectorale dont nous avons reproduit les plus importants passages ne fait encore qu'émettre un vœu, mais une réforme du genre de celle dont nous parlons ne saurait avoir lieu sans essais et sans une adaptation progressive. La question qui se pose est celle de savoir si, parmi toutes les tendances divergentes existant encore, tant dans la doctrine que dans la pratique, la tendance marquée dans le texte que nous reproduisons est celle qui, définitivement, doit fixer l'organisation officielle de l'orientation professionnelle en France.

C'est le même désir de sélection et d'adaptation à la vie pratique que nous retrouvons dans le discours prononcé quelques mois plus tard par M. Piéron, professeur au Collège de France, lors de l'inauguration de l'Institut National d'orientation professionnelle : « C'est encore, dans toutes les écoles, dans tous les établissements d'enseignement, que le souci de l'adap-

(1) Paru au Bull. de l'Instruction prim. du département de la Seine, N° 5, août-septembre-octobre 1927, p. 557.

(2) Cf. II^e partie, section II, chapitre VIII.

(3) On trouvera le texte in-extenso reproduit dans le Bulletin de l'Instruction primaire ci-dessus désigné, p. 627 et ss.

tation sociale optima des individus devra se répandre, que devra régner la double préoccupation de permettre aux insuffisants sensoriels et mentaux de fournir dans des conditions convenables un rendement tel, qu'ils aident réellement la collectivité au lieu de lui être à charge, et à l'élite de donner toute sa mesure. » (1)

Ainsi, à côté du rôle désintéressé de l'orienteur, le maître d'école exercera, sur l'enfant, une action véritable, une action pédagogique, mais compliquée du soin d'en adapter la portée et le sens aux tendances de chaque personnalité.

Dans un tel système on peut se demander quelle part effective reste au conseiller de vocation. En un temps où il n'était pas encore question, à proprement parler, de « pré-orientation » scolaire, Claparède nous en donnait déjà une définition assez complète: « L'examen du psychologue-orienteur a pour objet, dit-il, de contrôler d'une façon objective les renseignements provenant des autres sources et, dans le cas où il n'y aurait pas concordance, d'entreprendre un supplément d'enquête. L'orienteur a encore pour mission de rechercher *certaines aptitudes spéciales* que l'école n'était pas à même d'observer. » (2)

C'est encore, actuellement, la limite qu'on peut accorder à l'intervention de l'Office Public : lorsqu'il y aura conflit quelconque entre l'instituteur, le médecin, l'enfant lui-même et sa famille, et quelle que soit la divergence d'opinion qui les sépare les uns des autres, l'orienteur sera là, précisément, pour être juge des raisons invoquées. Dans tous les cas, au contraire, où l'avis résultant des observations faites à l'école, concordera avec le goût de l'enfant approuvé par les lorsque le genre du métier choisi pourra présenter parents, le contrôle de l'office ne sera efficient que

(1) Voir compte-rendu in Bull. de l'Inst. Nat. d'orientation professionnelle, décembre 1928, p. 22.

(2) Claparède. « Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers » (Paris 1924), p. 26.

quelque difficulté spéciale, et la seule recherche de cette contre-indication possible devra faire l'objet de l'examen final.

On voit donc que loin de s'exclure l'un l'autre, le pré-orienteur et le conseiller de vocation s'associent et se complètent. C'est sur cette base qu'on peut concevoir une organisation significative et durable de notre orientation professionnelle.

DEUXIÈME PARTIE

SECTION I

CHAPITRE I^{er}

La collaboration des maîtres et des orienteurs

Des études qui précèdent nous avons tiré cette conclusion que l'orientation professionnelle ne devait pas être entièrement remise entre les mains des membres de l'enseignement public, mais qu'il était, toutefois, désirable d'élargir la portée de l'institution nouvelle en lui adjoignant le concours obligatoire (et non plus seulement bénévole) de ceux qui sont chargés, à l'école, de l'instruction et de l'éducation des enfants.

Cet effort devra donc tendre, d'une part, vers une connaissance plus approfondie, d'autre part, vers une formation sociale rigoureusement surveillée, du sujet à orienter. Soit deux rôles bien définis et distincts l'un de l'autre : celui d'observateur impartial et désintéressé, celui d'éducateur professionnel. Or, cette double tâche serait confiée, en principe, au même individu, l'instituteur communal.

Nous avons vu qu'en introduisant l'orientation professionnelle dans les classes primaires, certains pays avaient adopté le système des « visiteurs » (1) étrangers à l'Enseignement, chargé de préparer moralement l'écolier au choix d'une carrière. D'autres organisations, au contraire, réservant étroitement l'orientation proprement dite aux offices autonomes ne demandent aux maîtres d'école que leur collaboration pédagogique

(1) Les « Helpers » en Angleterre, cf plus haut 1^{re} partie.

(étendue aux matières économiques et professionnelles, il est vrai), mais sans sélection préalable des aptitudes (1), les conseillers des centres d'orientation professionnelle s'inspirant directement des questionnaires écrits, des examens psychotechniques et du contrôle médical.

On pouvait donc concevoir une pré-orientation, destinée à guider les enfants, alors qu'ils fréquentent encore l'école primaire et ne reposant pas *entièrement* sur les organes déjà existants de l'enseignement public.

Mais dans l'état actuel de notre organisation administrative, il nous semble plus simple et plus logique d'organiser une pré-orientation incorporée à l'enseignement primaire et comme lui légalement obligatoire. Ce système purement scolaire présente à nos yeux cet avantage incontestable de rester discret : en effet, les familles sans avoir à se prononcer pour ou contre cette intervention progressive, verront leurs enfants initiés dès leur jeune âge, aux questions professionnelles ; elles-mêmes s'intéresseront tout naturellement aux goûts éveillés chez les écoliers, et au moment de décider d'un avenir immédiat, à la fin de la dernière année de fréquentation scolaire, personne ne s'étonnera plus que les maîtres, dans l'intérêt même de leurs petits élèves, engagent ceux-ci à se soumettre au contrôle de l'office le plus proche. L'opinion publique, si difficile à gagner, si vite déçue et souvent inconstante, serait insensiblement gagnée à l'orientation professionnelle et cela sans qu'aucune charge administrative nouvelle soit demandée à l'Etat.

De toutes les propagandes, celle qui s'exercera au sein même de l'école sera certainement la plus efficace et la moins coûteuse.

Donc, pas de cadres de pré-orienteurs à créer, ni pour la formation, ni pour la sélection des écoliers.

(1) C'est notamment la pratique suivie en Allemagne, cf. l'étude publiée par E. Shindler, *Berufsberatung*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

Mais il reste à définir la tâche qui incombera aux instituteurs, c'est-à-dire limiter, aussi nettement que cela est possible dans une étude générale comme est la nôtre, l'étendue de la collaboration indispensable entre les maîtres et les orienteurs.

Pour plus de clarté, séparons dès à présent les deux ordres d'intervention qui se posent.

En ce qui concerne la *connaissance de l'enfant*, quelle responsabilité accorder aux instituteurs ? Le résultat des observations faites par les maîtres au cours des années de fréquentation scolaire sera-t-il, pour chaque élève, transmis en détail à l'office chargé d'étudier les documents fournis par l'école ; ou bien, au contraire, le dernier instituteur qui s'est occupé de l'enfant conclura-t-il lui-même, afin de donner au conseiller de vocation une opinion synthétique que ce dernier n'aura qu'à contrôler ?

En d'autres termes, dans la première hypothèse, l'école fournit à l'office des documents dont l'étude viendra compléter l'examen individuel du sujet présenté. Dans la seconde, le maître est un premier orienteur : son avis, soumis à la critique des membres de l'office, indique déjà une voie proposée à l'enfant, et l'orienteur n'aurait plus comme tâche que de confronter cette orientation scolaire, et avec l'état actuel du marché du travail, et avec les résultats du contrôle médical. Comme on peut le voir, cette méthode simplifierait la tâche de l'office public. Mais en pratique, elle reviendrait presque à laisser à l'école toute l'initiative de l'orientation professionnelle, car, nous l'avons vu, les cas où l'office intervient par un veto formel sont assez rares. Le choix fait par l'instituteur, d'accord avec le sujet (après avoir consulté les goûts de celui-ci et surtout, après avoir lutté pour rendre ces goûts raisonnables) aurait infiniment plus de poids que la prétention, souvent fantaisiste, de l'enfant lui-même. L'office ratifierait presque toujours, et seul le contrôle médical resterait absolument propre à l'office

(même si le médecin scolaire a été consulté déjà à l'école par l'instituteur attentif). Cette méthode aboutirait donc, en fait, à une orientation principalement scolaire.

Mais si, d'autre part, le maître doit consigner minutieusement, par écrit, le détail de toutes les questions qui seront proposées à sa perspicacité, si les observations d'ordre moral, mental, affectif, physiologique, social, sont transmises « à l'état brut », au conseiller d'orientation, ne risque-t-on pas de rendre la tâche de ce dernier non seulement très complexe, mais bien artificielle ? Le dépouillement de tels documents serait long et fastidieux. De plus, est-il raisonnable de demander à une tierce personne de **se faire une opinion claire et juste** du sujet examiné après avoir compulsé le dossier constitué par un autre ? Il ne faut pas oublier qu'une des premières règles à observer dans toute science expérimentale, c'est l'observation directe de l'objet considéré. Le travail de seconde main, dans une matière aussi délicate, aussi complexe que celle dont nous nous occupons, ne serait-il pas exposé aux critiques les plus sévères et les plus justifiées ?

A notre avis, celui qui observe doit pouvoir conclure, mais comme il y a intérêt à diriger, économiquement, l'orientation professionnelle dans un sens qu'il convient de surveiller étroitement ; comme, en définitive, les instituteurs déjà chargés d'un lourd travail, ne sauraient posséder toutes les connaissances techniques d'un conseiller spécialisé, l'intervention de l'office doit rester effective et ne pas être diminuée par la pratique de la pré-orientation.

L'opinion personnelle, synthétique, du dernier maître, devra être communiquée à l'orienteur et celui-ci la considérera comme la base même de l'examen qu'il fait subir à chaque écolier. Si l'enfant lui-même désire embrasser la carrière indiquée par l'instituteur, ces deux choix concordants viendront mutuellement se renforcer. Et, dans ce cas, il faudra une contre-indica-

tion grave pour inciter l'office à opposer un *veto* sérieux. Si, au contraire, le maître ne pense pas devoir appuyer le projet de l'écolier (ou de sa famille), les raisons qu'il fournira pour justifier son opposition personnelle, mettront l'orienteur sur la voie des recherches à faire et des faits à contrôler. Mais la conclusion des observations faites à l'école ne doit en aucun cas être définitive, ni tendre, indirectement, à l'être dans la pratique.

C'est pourquoi nous concluons à un avis motivé, accompagné d'une fiche très succincte.

Reste la question de la pré-orientation proprement dite, c'est-à-dire de la *formation professionnelle* introduite dans l'instruction de l'enfant. Cet aspect du problème est, d'ailleurs, intimement lié au premier que nous ayons considéré : car l'étude de l'enfant se poursuivra utilement au cours des exercices tant scolaires que manuels auxquels les futurs apprentis seront soumis dès l'école primaire, et, d'autre part, c'est grâce à la connaissance du caractère, des goûts, des dispositions, marqués par l'enfant, que le maître orientera son action sur lui, le dirigeant déjà vers l'étude du genre de profession qui semble lui convenir le mieux. C'est donc pour la facilité de notre étude que nous distribuons ces deux programmes en deux sections distinctes. En fait, la pré-orientation est une œuvre dont l'unité apparaît davantage à mesure qu'on examine plus profondément sa réalisation pratique.

C'est cette connexité des deux tâches qui nous engage à choisir le système de la pré-orientation entièrement confiée aux maîtres d'écoles, et non scindée en deux services distincts.

Avant d'examiner plus longuement la participation des membres de l'Enseignement à l'œuvre d'orientation professionnelle, nous devons signaler une difficulté administrative, d'ordre pédagogique, que nous avons déjà suggérée dans la critique générale du système. L'instruction publique, organisée dans toutes

les communes de France, a pour fonction de fournir à tous les futurs citoyens un certain niveau de culture intellectuelle indispensable à leur vie sociale. Il faut donc qu'en six ou sept années de fréquentation scolaire les enfants apprennent non seulement à lire, à écrire, à compter et à calculer, mais à dessiner, à réciter, à coudre lorsqu'il s'agit des petites filles. En plus de ces connaissances (que j'appellerais fonctionnelles) il doit encore retenir des notions élémentaires concernant l'histoire nationale, la géographie, les sciences physiques et naturelles. C'est un programme énorme et déjà si chargé de cours et d'exercices que certains auteurs ont pu craindre, nous l'avons vu, que l'introduction d'un élément nouveau de formation pédagogique ne puisse être réalisée qu'au détriment de la culture désintéressée. Il est certain que la réforme ne jouera pleinement que le jour où, suivant l'exemple qui nous est donné par quelques pays étrangers tels que l'Italie, la Belgique, nous prolongerons la limite de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à la quatorzième année. Alors, il n'y aurait aucun inconvénient à charger les programmes de matières supplémentaires, puisque l'ensemble de l'enseignement serait réparti dans un temps plus long. Mais dans l'état actuel de notre organisation légale, on peut déjà établir un projet de pré-orientation scolaire parfaitement conciliable avec les besoins de l'instruction primaire. En effet, c'est à notre avis, plutôt une méthode nouvelle d'enseigner et de faire comprendre les choses, qu'à proprement parler une matière nouvelle à introduire dans les programmes. Il ne s'agit, évidemment pas de bouleverser la pédagogie traditionnelle, mais seulement de l'adapter à un besoin nouveau. Dans l'ensemble, on peut dire qu'il s'agira d'utiliser tous les exercices scolaires à la préparation des futurs apprentis. Et cela, non seulement dans le but de connaître l'écoulier, mais avec le désir d'ouvrir son esprit aux réalités de la vie professionnelle. C'est l'esprit de l'en-

seignement public qu'il faut modifier plus encore que les programmes d'études.

Nous avons voulu poser dès à présent ce principe général qui inspirera la plupart des suggestions qui vont suivre. Nous pensons que c'est en instruisant l'enfant qu'il faut éveiller sa curiosité des choses de la vie sociale, notions qui doivent avoir sur le développement de sa personnalité une influence bien plus profonde et plus immédiate que les connaissances théoriques dont on encombre trop souvent sa mémoire indifférente.

Certes, cette initiation à la vie pratique est tout naturellement réservée à la famille où l'enfant grandit. Mais il est malheureusement trop vrai que dans les classes populaires on n'a souvent ni le goût, ni, surtout, le loisir, de fournir une réponse satisfaisante à toutes les questions qui préoccupent les jeunes intelligences : celles-ci suppléent au besoin d'expérience par une construction tout imaginative et ce n'est pas à l'école que l'explication utile est fournie.

C'est en considérant cette solitude de l'enfant devant sa pensée anxieuse que des éducateurs ont préconisé la conception de l'école dite « active » où l'initiative des études est, pour une large part, laissée aux petits élèves, de qui le maître ne fait que suivre les suggestions (1). C'est en s'inspirant du même principe que le nouveau programme des études publiques a été édifié en Autriche depuis la réforme de 1926. Nous aurons l'occasion d'étudier plus en détails ces expériences pleines d'intérêt. Toutefois, notre intention n'est pas de proposer cette méthode nouvelle à l'administration française, mais seulement de signaler le besoin auquel répond un tel système. Ce besoin existe aussi dans notre pays et même en employant d'autres moyens (moins... révolutionnaires), il est certainement possible d'en tenir compte. La pré-orientation, tout en

(1) Voir Ferrière: « La pratique de l'école active ». (Ed. Forum, Paris 1294.)

visant un but plus nettement intéressé (c'est-à-dire économique et professionnel) aura néanmoins pour effet de réaliser une évolution heureuse de notre pédagogie dans le sens d'une compréhension plus intelligente de la vie pratique. Cette éducation sociale viendra vivifier les notions abstraites qu'il est indispensable à l'enfant de connaître, mais qui restent trop souvent pour lui lettres mortes. C'est pourquoi nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement d'étendre et de compléter les programmes de l'enseignement donné dans les écoles communales, mais encore et surtout de les modifier dans leur esprit. C'est le sens de cette transformation morale que nous essayerons de préciser.

CHAPITRE II

La question de la méthode en pré-orientation

Les instituteurs publics devront-ils se conformer à un programme strictement fixé par l'autorité administrative, ou bien sera-t-il laissé à leur initiative personnelle le soin de préparer les élèves à se faire orienter par l'office — comme celui d'éclairer le conseiller de vocation dans son diagnostic ?

Jusqu'à présent, les rares initiatives prises dans certaines écoles communales (et le plus souvent à la demande de l'office fonctionnant dans la région) n'ont été soumises à aucun contrôle. Des fiches scolaires toutes préparées sont distribuées aux maîtres qui y consignent leurs observations et, d'autre part, certains comités d'orientation professionnelle font distribuer dans les écoles des tracts de propagande destinés à être communiqués aux parents par les enfants eux-mêmes (1).

Le jour où l'école serait officiellement associée à l'œuvre d'orientation, il faudrait donc préciser la forme et la portée d'une telle réforme. Et la méthode désormais applicable dans toutes les écoles communales devrait, dans une certaine mesure, être imposée au

(1) « L'office d'orientation professionnelle de Lyon a fait une enquête sur l'apprentissage afin d'éclairer le choix des parents. Tout d'abord il s'assure le concours des membres de l'enseignement qui sont chargés de distribuer des tracts à leurs élèves. L'enfant a son attention éveillée et remet le plus souvent les tracts aux parents. Ensuite les parents eux-mêmes reçoivent des bulletins de renseignements sur les professions, sur la durée de l'apprentissage, le gain procuré, etc..., cela a pour but de faire connaître l'existence de l'office aux parents. » (Questions pratiques op. cit., p. 115 et ss.) Nous prenons comme exemple l'organisation propre à la ville de Lyon, mais la plupart des offices procèdent de la même façon.

corps enseignant de façon à maintenir l'unité dans une œuvre dont nous avons essayé de dégager l'importance nationale.

Pour obtenir cette unité, il faut concilier les besoins d'une discipline nouvelle aux traditions de l'enseignement public. Il faut, enfin, laisser (malgré la précision des règlements indispensables) la liberté que comporte une souple adaptation aux circonstances. La possibilité d'action ouverte aux maîtres dépendra, en effet, tant du milieu où s'exercera leur mission que de leur influence personnelle. Nous avons vu que la tâche du pré-orienteur est délicate et complexe (autant si ce n'est plus que celle du conseiller de vocation). Ce serait donc une faute à notre avis de rendre trop systématiques les directives qui lui seront données.

En ce qui concerne la formation de l'enfant, nous pensons que les « moyens d'action » (causeries, devoirs sur des sujets professionnels, promenades, visites d'ateliers, projections, etc...) devront être laissés sinon à l'entière initiative des maîtres, tout au moins au soin des inspecteurs et des directeurs de l'enseignement primaire. Il s'agit, en effet, d'une utilisation toute opportuniste des facilités rencontrées dans chaque région. La pratique de la pré-orientation scolaire ne saurait être la même dans les grandes villes et dans les villages des campagnes. Il s'agit, nous le répétons d'une action à caractère national : ce qui importe surtout, ce n'est pas la façon d'y parvenir, c'est le sens dans lequel on la dirigera.

C'est donc un contrôle économique plus qu'un contrôle pédagogique qu'il est désirable d'organiser.

En restant étroitement en rapport avec l'office régional, chaque instituteur recevra les directives générales de son enseignement pré-professionnel. Il saura vers quelles carrières il doit essayer d'orienter le goût des enfants dans la mesure où il peut intervenir, et suivant la situation économique du moment. Mais nous ne croyons pas qu'il soit suffisant de l'instruire de la

situation économique dans toute sa complexité. Il n'est pas assez spécialisé en la matière pour en tirer lui-même des conclusions pratiques concernant son action personnelle. Celle-ci sera liée par des sortes de consignes. Lorsque le maître (spécialement préparé à cette nouvelle tâche, ou s'y étant intéressé) aura des connaissances techniques suffisantes, il complètera de lui-même les indications du directeur de l'office par les observations qu'il aura faites sur place, par tout ce qu'il saura des besoins industriels ou agricoles de la région. Lorsque, au contraire, plus indifférent ou moins documenté, il craindra de commettre des erreurs, il s'en tiendra simplement au programme de culture générale qui lui aura été fourni.

Mais comme une action maladroite serait à craindre, nous répétons qu'il est indispensable de prévoir un système de surveillance administrative (sous les auspices de l'enseignement technique, de l'enseignement primaire, ou encore des offices d'orientation professionnelle) dont la mise au point sera examinée à la fin du présent ouvrage. L'essentiel est de poser dès à présent le principe du contrôle fréquent et minutieux. Seuls les *moyens choisis* pour réaliser ce programme resteront l'œuvre personnelle de l'instituteur à qui nous devons faire confiance, quand ce ne serait que pour lui laisser la possibilité de perfectionner, par son expérience quotidienne, la pédagogie particulière à la pré-orientation.

La question de la méthode se pose enfin pour la recherche, dès l'école, des aptitudes psycho-physiologiques des enfants. Du point de vue de l'organisation administrative, on peut là aussi se demander si toutes les écoles auront recours à une technique uniforme, établie conformément à un principe posé par le pouvoir central (sinon incorporé dans la loi). Autorisera-t-on les instituteurs à employer pour arriver à la connaissance de leur classe tous les moyens déjà connus ou nouveaux, d'investigation psychologique ? Les sou-

mettra-t-on, au contraire, à l'observation de certaines règles bien déterminées ?

Nous pensons que cette question est plus pédagogique que législative. C'est en faisant l'éducation des futurs maîtres d'école, en les préparant à leur tâche nouvelle qu'on arrivera à fixer une sorte de tradition pratique, assez large, assez variée pour permettre les initiatives heureuses et cependant assez scientifiques pour éviter les fautes trop lourdes. Il est pour l'instant impossible de déterminer rigoureusement de quelle manière l'instituteur devra s'y prendre pour arriver à se faire de chaque élève cette opinion minutieusement pesée, dont nous avons parlé au précédent chapitre, opinion qui servira de point de départ à l'examen de l'enfant par l'office. La psychologie expérimentale, surtout lorsqu'on l'applique à l'étude de l'enfance, reste un domaine scientifique encore très nouveau et les savants sont loin de s'être mis d'accord sur les méthodes. C'est ce qui rend cette science particulièrement intéressante et vivante, mais aussi ce qui rend dangereuse toute systématisation prématurée.

Il faudra donc instruire les maîtres de tous les moyens qu'on peut mettre à profit pour arriver à un jugement vraiment utile à l'orientation professionnelle, les mettre en garde contre certaines pratiques dont les résultats peuvent être dangereux (1); enfin développer en eux, en même temps que la curiosité scientifique, la prudence indispensable à ce genre de recherches.

Certes, nous ne cherchons pas à dissimuler la difficulté d'une telle formation intellectuelle, que certains considèrent comme très éloignée de la mentalité acquise par les membres du corps enseignant au cours de leurs études. Il y a dans « l'esprit pédagogique » une systématisation qui rend difficile l'adaptation à

(1) Nous pensons, par exemple, à la phrénologie, à la graphologie plus encore qu'à l'emploi de certains tests ou épreuves d'une rigueur douteuse.

une tâche aussi complexe et délicate. Mais il y a également, déjà, dans l'enseignement reçu à l'école normale une *discipline* morale particulièrement forte. Le dévouement de nos instituteurs au rôle qu'ils ont accepté, le sentiment qu'ils ont, tous, de la grandeur du devoir qui leur incombe, sont des garanties certaines de leur bonne volonté à l'égard de cette nouvelle charge, dont l'importance ne peut leur échapper.

Il s'agira donc d'un simple ajustement des connaissances qu'ils acquerront en pédologie, d'une part aux besoins de l'instruction générale et d'autre part aux exigences multiples d'une orientation professionnelle sagement conçue. Il n'y a que par l'expérience que pourra se fixer, dans tous ses détails, une méthode de recherches à peu près conforme aux fins de la pré-orientation. Nous ne pouvons encore qu'esquisser, dans ses grandes lignes, le plan d'une étude d'ensemble et reprendre ensuite, pour les examiner plus attentivement, les points les plus importants du problème.

C'est en voyant l'enfant vivre devant lui, dans la classe, que le maître devra se faire une opinion sur le genre d'activité qui lui conviendra plus tard. On peut tout de suite, distinguer deux façons de parvenir à cette connaissance du sujet : par l'observation des manifestations spontanées, par l'étude des réactions volontairement provoquées. Soit, épier l'écolier sans qu'il s'en doute, ou bien solliciter franchement la révélation de son caractère.

Peut-être pourrait-on s'en tenir à l'un ou à l'autre seulement de ces deux systèmes. Certains prétendent que le premier est incomplet, les autres que le second est artificiel. Nous croyons qu'il y a là une question de mesure plutôt que de principe.

En réalité, non seulement les deux modes d'observation et d'expérimentation ne sont pas incompatibles, mais à notre avis, ils se complètent. Seulement chacun

d'eux comporte des moyens multiples, entre lesquels on peut choisir.

Pour l'étude de l'activité spontanée de l'enfant, le maître utilisera aussi bien le comportement de celui-ci au cours des leçons, ses dispositions personnelles pour telles ou telles matières de l'enseignement, la façon dont il apprend, dont il se souvient, dont il récite (1), que le caractère qu'il révèle durant les récréations, les sorties, les visites faites aux ateliers et aux usines (ces dernières faisant surtout partie de la formation professionnelle de l'écolier, mais servant, en même temps, à le placer dans un milieu plus vivant que l'école, sous les yeux du maître qui l'observe en l'instruisant).

Il sera facile de choisir des sujets de compositions françaises susceptibles de révéler certains goûts, certaines formes d'esprit. Cependant nous tenons à signaler combien il serait dangereux de se fier entièrement, en les prenant à la lettre, aux rédactions de ce genre : l'enfant s'efforce d'y apparaître sous le jour qu'il croit devoir plaire davantage au correcteur et la valeur psychologique des devoirs (ceux qui sont à tendance moralisatrice en particulier) doit être pesée très minutieusement. Mais aucun pédagogue ne s'abuse sur ces choses ; chacun choisira donc les sujets, les occasions, les circonstances particulières qu'il croira les plus propres à lui révéler la nature profonde de ses jeunes élèves (2).

Le principe, c'est l'observation *directe* et autant qu'il est possible, *secrète*, de tous les modes d'activité

(1) Comme le fait remarquer Christiaens : « L'instruction est surtout indicative par la manière dont les résultats acquis ont été obtenus. » (op. cit. p. 150 et ss.)

(2) Une analyse logique des phrases de la dictée, certains problèmes d'arithmétique ou de géométrie seront plus significatifs, quant au fonctionnement mental de l'écolier, que tous les devoirs de style, mais nous ne saurions entrer plus avant dans le détail de cette étude, qui regarde les pédagogues et non le législateur.

personnelle révélés par chaque élève durant les années de fréquentation scolaire.

Pour se faire une opinion plus scientifique, le maître pourra enfin mettre à profit, avec toute la prudence nécessaire, les découvertes de la psychotechnie et agir sur les écoliers dans un sens tel qu'il permette une mesure soit plus étendue, soit plus réelle de leurs aptitudes et de leur caractère.

Parmi ces expériences, il faut distinguer les tests proprement dits, des interrogatoires et des questionnaires écrits, toutes ces méthodes concourent à provoquer la révélation de l'enfant par lui-même. Mais elles sont nettement différentes, en ce qui concerne tant leur utilisation pratique que leur valeur psychologique par rapport à l'orientation professionnelle. L'emploi du questionnaire, nous l'avons déjà signalé, caractérise la méthode américaine. En France, il est combattu assez vivement, comme donnant peu de garantie de sincérité et exactitude. Les tests, au contraire, semblent plus objectifs ; mais ils demandent, pour être utilisés scientifiquement, une pratique fréquente chez ceux qui les corrigent et toute une formation particulière pour leur mise au point. Il semble difficile d'exiger ces qualités des maîtres d'école et par conséquent dangereux de leur permettre un contrôle qu'ils ne sont pas capables de mener à bien, sauf de rares exceptions. L'interrogatoire oral, c'est-à-dire les causeries (libres ou données sous forme de leçons) peuvent donner des résultats à peu près sûrs, à condition que le maître soit habile et qu'il ait su conquérir la confiance et l'amitié de ses élèves. Son caractère empirique le fait considérer comme peu sérieux : cependant le seul reproche qu'on puisse pratiquement lui faire est de ne pas laisser de trace et d'être entièrement incontrôlable. Mais nous avons dit ce que nous pensions du contrôle possible des préorienteurs par des hommes dont la compétence fût plus sûre que la leur : le jour où il est trop étroit le maître ne s'intéresse plus à sa

mission ou la remplit mal et c'est l'échec fatal de toute l'institution.

Comme on le voit, ces moyens d'investigations touchant et l'activité spontanée et l'activité provoquée des écoliers constituent tout un art à la fois pédagogique et expérimental, un art difficile et complexe dont l'initiation et la pratique quotidienne seront le plus souvent à la mesure de chaque observateur. Comment les instituteurs noteront-ils, pour eux-mêmes, leurs observations ? On pourrait imaginer un système de fiches comme certains directeurs d'école communale en ont établi. Sur le rapport périodique (transmis ou non à l'Administration centrale) les fiches individuelles ont cet avantage d'être plus facilement contrôlables et de pouvoir être complétées, corrigées à tout moment (lorsqu'une occasion s'en présente) par l'instituteur lui-même, qui y note ses observations à mesure qu'il entre plus avant dans la connaissance de chaque enfant. Nous ne pensons pas que la composition de ces notes personnelles doive être uniforme ; chaque maître peut, sans inconvénients, consigner ses observations dans l'ordre et sous les rubriques qui lui conviennent : l'essentiel est qu'il fournisse une opinion cohérente et visiblement impartiale à l'orienteur. Ces petits dossiers concernant le développement intellectuel de chaque élève ne doivent pas, évidemment, être confondus avec les « Fiches scolaires » que nous étudierons à la fin de cette section première et qui sont remises en définitive à l'office public. Nous nous occupons en ce moment de la méthode de préorientation au sein même de la classe, nous cherchons à établir un plan de travail pour l'instituteur lui-même. Et si nos suggestions restent volontairement très générales et quelque peu imprécises, c'est que nous ne croyons pas qu'elles doivent jamais être plus rigoureuses, même lorsqu'une organisation officielle viendrait coordonner les efforts seulement persuasifs de

ceux qui se préoccupent d'introduire la pré-orientation dans l'enseignement primaire.

Nous avons vu que, suivant le vœu formulé par la Commission nationale d'orientation professionnelle, le maître devra observer l'élève au cours de la dernière année de scolarité. Pour toutes les raisons exposées précédemment, nous pensons que cette observation pourrait s'exercer utilement dès que l'enfant atteint l'âge de dix ou onze ans, c'est-à-dire durant les trois dernières années de préparation au certificat d'études. Le profit tiré de la pré-orientation active et la formation progressive des goûts intéresseront le dernier maître et l'orienteur et pourrons les aider à conclure sur la valeur réelle des vocations. Le développement du sujet est aussi symptomatique (plus, parfois) que son caractère actuel.

Mais comment s'établira la liaison nécessaire d'une classe à l'autre ? Deux systèmes peuvent être envisagés : ou bien les maîtres recevront en même temps que le nouvel élève le dossier où seront consignées les observations des précédents professeurs et la connaissance de l'expérience des autres pourra simplifier la sienne propre en préparant le chemin des recherches ; ou bien chaque instituteur constituera une fiche personnelle et secrète dont la divulgation ne sera faite qu'au moment de diriger l'enfant vers l'office d'orientation professionnelle. Cette dernière méthode est préconisée par le D^r F. Roels, qui est partisan, non seulement de la préorientation depuis l'entrée de l'enfant à l'école publique jusqu'à la fin de sa fréquentation scolaire, mais aussi de l'indépendance absolue des maîtres qui auront successivement instruits et observé l'enfant. Les raisons que donne le D^r Roels nous semblent judicieuses : « Il leur coûtera très peu (aux instituteurs) de faire fructifier pour le choix futur de la profession des enfants qui leur sont confiés leurs expériences quotidiennes. Le fait qu'en changeant de classe l'enfant passe la plupart du temps sous la direction d'un

autre instituteur... n'empêche aucunement d'appliquer la méthode avec succès.

« Au contraire, des avantages considérables sont attachés à cette collaboration de plusieurs instituteurs et professeurs à la description de la personnalité psychologique d'un enfant ; elle écarte en grande partie le danger d'une trop grande subjectivité. Pour garantir au jugement le caractère personnel nécessaire, il est à désirer de plus que tous ceux qui collaborent ou ont collaboré à l'observation restent sans connaissance de leur appréciation mutuelle. » (1) (Remarquons, en passant, qu'aux Etats-Unis, d'autre part, les maîtres se communiquent leurs observations.)

Mais comment, dans le système du Docteur Roels, les notations successives consignées par des maîtres aboutissent-elles en définitive à un diagnostic final concernant l'orientation professionnelle de chaque enfant ? Par la concentration des documents entre les mains du dernier qui se soit occupé du sujet : « Si l'examen, dit-il plus loin (2), se poursuit d'une année à l'autre, le professeur qui est chargé de la manipulation des résultats a finalement, sous les yeux, une série de données qui lui permettront de déterminer avec une assez grande certitude, pour chaque élève, quelle branche répond le mieux à ses aptitudes. »

Il est toutefois à noter que cette série d'observations indépendantes et secrètes pourrait aussi bien aboutir à la remise des documents rassemblés, après la dernière année, entre les mains du conseiller de vocation lui-même. Mais nous avons dans le précédent chapitre souligné déjà les inconvénients graves d'une telle pratique (qu'il s'agisse des notes fragmentaires émanant d'un seul maître ou des rapports successifs de tous les maîtres, la difficulté est la même pour celui qui tire des uns ou des autres un diagnostic final).

(1) Docteur F. Roels. *Aanleg en Berœp* (Predispositions et professions). Boek, Centrale, Amsterdam, 1920, p. 121 et ss. et p. 239.

(2) Idem.

Nous croyons qu'il est préférable de remettre le dossier complet de l'écolier au dernier maître qui sera, en définitive, le collaborateur direct de l'office. D'abord, c'est lui qui juge de l'enfant lorsque celui-ci est sur le point de devenir apprenti, son opinion est donc la plus récente, partant la plus intéressante. D'autre part, — et nous insistons sur ce dernier point, — comme c'est principalement au cours de la dernière année de fréquentation scolaire que la pré-orientation économique et sociale touchera l'enfant, le maître qui aura exercé sur lui la dernière influence (fructueuse ou vaine) sera le plus capable d'envisager dans son ensemble l'évolution psychologique de son élève. C'est donc bien lui qui devra faire l'œuvre synthétique de coordination et aboutir à un jugement personnel dont l'office n'aura plus qu'à contrôler le bien fondé.

Enfin, cette organisation indispensable est déjà fort complexe, il nous semble bon de disperser le moins possible les initiatives et les responsabilités. Ces principes étant bien établis, il nous reste à examiner en particulier certaines questions de détail qui nous sont apparues parmi les plus délicates et les plus importantes dans la pratique de la sélection scolaire en vue de l'orientation professionnelle.

CHAPITRE III

La connaissance de l'enfant. — Observation de son activité spontanée. — Détermination de l'intelligence générale. — Importance du rendement scolaire.

La première tâche de l'instituteur sera donc d'observer chaque enfant, non pas seulement d'un point de vue scolaire, pour surveiller les progrès de son instruction (il n'est pas question de science), mais pour suivre le développement de son intelligence, la nature de son caractère. Le maître d'école doit être un pédagogue, au sens le plus large du mot, il doit se pencher sur l'enfant et chercher à comprendre son âme. Certes, on a toujours recommandé aux jeunes instituteurs, lorsqu'ils sont encore à l'Ecole Normale, de s'intéresser à leur classe ; et il faut également reconnaître que la plupart d'entre eux étudient les petits êtres qui leur sont confiés, les connaissent et les aiment. Mais le rôle qu'ils auront à jouer si l'école est officiellement chargée de préparer l'orientation professionnelle de la jeunesse, demande une rigueur, une persévérance, dont l'importance nouvelle ne peut échapper à personne.

« Avant tout, la connaissance de l'enfant, écrit Dottrens (1). Cet enfant n'est pas un type interchangeable dans une série donnée de ses semblables, qui s'appelle une classe ; c'est un être vivant avec ses défauts, ses qualités, son intelligence à lui... Vous voulez l'enseigner ? Observez-le d'abord. et apprenez à le connaître, c'est là votre premier devoir. » Et cette étude est d'autant plus délicate que le maître sera plus scrupuleux,

(1) Dottrens : « L'éducation nouvelle en Autriche ». (Neuchâtel, Suisse), 1927.

plus difficile envers lui-même. Trop de finesse, trop de minutie dans l'observation peuvent aboutir à une grande incertitude. Il ne faut pas se dissimuler la difficulté qu'on propose, difficulté qui semblera d'autant plus effrayante que l'instituteur comprendra davantage le sens et la portée du service qu'on lui demande : voir dans ses petits élèves de futurs travailleurs et deviner en eux les richesses qu'ils possèdent déjà en puissance.

Binet raconte (1) qu'un instituteur lui avait avoué : « Deux mois après avoir commencé la classe, nous nous imaginons que nous sommes capables de donner à tous une note d'intelligence ; mais il arrive ce fait paradoxal que plus nous les étudions (les élèves) moins nous sommes sûrs de notre appréciation. L'augmentation du nombre des cas embarrassants provient surtout des cas contradictoires, qu'une étude prolongée permet de relever. » Voilà une confession honnête, où bien des maîtres reconnaîtraient leurs propres scrupules et leurs déceptions fréquentes.

Est-ce à dire qu'il ne faille rien attendre de l'observation de l'enfant à l'école ? Nous ne le pensons pas du tout : les objections que la pratique soulève, les difficultés qu'on rencontre en cette matière ne tiennent point au milieu où évoluent les sujets, mais elles sont vraies de toutes les observations psychologiques. Les parents qui voient leurs enfants grandir près d'eux et qui les étudient avec amour et crainte ne les connaissent pas mieux que ne saurait faire le maître. Un jugement est d'autant plus difficile à donner sur un individu qu'on a pu enregistrer un plus grand nombre de circonstances où celui-ci s'est révélé. Plus on étudie une âme, plus elle s'avère insaisissable et complexe. C'est une vérité trop générale pour être relevée contre la pré-orientation : il faudrait faire, en même temps, le procès de la psychologie tout entière.

(1) Voir *Ann. Psych.* XVII, p. 169 et ss.

Mais la difficulté du problème est certaine et doit nous inciter à une grande prudence dans la détermination du niveau mental d'après l'expérience scolaire (1).

Le premier écueil que les instituteurs devront soigneusement éviter, c'est l'appréciation du développement intellectuel en raison directe du rendement pédagogique. Le plus intelligent de la classe n'est pas forcément le premier, on pourrait même dire que dans la plupart des cas, celui qui tient le premier rang est le plus travailleur plutôt que le mieux doué. Il est également assez rare en suivant un enfant dans toutes ses études, de le voir conserver à peu près le même rang. L'éveil de certains esprits peut être plus lent que celui des autres et bien des écoliers ne révèlent leurs facilités pour l'étude qu'après avoir fait pendant plusieurs années le désespoir de leurs maîtres. Enfin, la précocité peut être influencée par bien des facteurs indépendants de l'intelligence proprement dite, et, par contre, certains défauts, qui tiennent au caractère ou à l'éducation familiale, peuvent retarder l'épanouissement d'une personnalité. L'appréciation par l'instituteur du degré d'intelligence, fondée sur la seule observation du comportement et du travail de l'enfant devra donc être reçue avec de grandes réserves et les maîtres eux-mêmes devront garder dans leur jugement une certaine prudence.

D'ailleurs, nous ne pensons pas qu'il faille, autant qu'on l'a dit, prendre en considération le « degré » de l'intelligence infantine en pré-orientation. Il faut, en effet, établir une discrimination entre les métiers envisagés. Pour les carrières de genre libéral, celles

(1) Christiaens fait très justement observer que « Le succès scolaire va surtout aux enfants bien doués sous le rapport de la mémoire verbale des mots et des phrases toutes faites; les autres paraissent inintelligents, ce qui n'est pas exact. Cette confusion de l'intelligence avec l'instruction a amené ce préjugé: si un enfant est peu brillant à l'école, il n'est bon qu'à devenir ouvrier. » (op. cit. page 33 et ss.)

d'employé de banque, de vendeur, de placier, etc..., certains succès scolaires peuvent éclairer le choix d'une profession (si l'on tient compte bien entendu des autres indications indispensables). Mais pour les métiers de maçon, de mécanicien, par exemple, la réussite ou l'échec dans le travail scolaire ne peuvent réellement pas servir d'indication utile (1). Le Docteur Th. Simon nous fournit, d'autre part, le résultat d'une enquête effectuée d'octobre 1924 à juillet 1927, sur des élèves ayant quitté l'école et s'étant, spontanément (c'est-à-dire sans orientation officielle) engagés dans un état. Il s'agissait de 175 fillettes ayant fait leurs études dans une école primaire de la Ville de Paris (2). Il a été possible de noter ce qu'étaient devenues 112 d'entre elles.

Les professions étant divisées en 4 catégories :

1° Elèves de cours complémentaires, employées de bureau, sténo-dactylos, commerçantes ;

2° Métiers demandant un apprentissage : couture, mode, maroquinerie, etc...

3° Fabrique de chaussures ;

4° Professions sans apprentissage ou manœuvre, domestiques, etc...

On constate que parmi les élèves ayant continué leurs études, 11 étaient d'un niveau supérieur à celui de leur âge, 3 d'un niveau moyen (2 de ces 3 n'ont pu rester) ; que parmi les employés et les manuelles avec apprentissage toutes étaient d'un niveau au moins moyen. Dans la catégorie, enfin, des manœuvres, aucune enfant n'avait un niveau supérieur ou égal à celui de son âge.

Le Docteur Simon conclut de cette expérience qu'un certain ajustement s'opère entre la valeur des enfants et le métier qu'ils exerceront plus tard. Nous pensons

(1) C'est l'opinion de Binet: voir à ce sujet Christiaens (op. cit. p. 12).

(2) Th. Simon. Bull. de la Société A. Binet N° 1 et 2, 29^e année, oct.-nov. 1928.

que cela est vrai, sans doute, dans une certaine mesure, mais nous ne croyons pas qu'il faille, lorsqu'il s'agit d'orienter activement un enfant, considérer (dans l'appréciation psychologique) le « niveau » seul de son intelligence actuelle, mais plutôt la « forme » de cette intelligence.

C'est dans ce sens que Stern entend insister sur « l'appréciation » de l'intelligence (Intelligenzschätzung) qu'il oppose à la « mesure » de l'intelligence (Intelligenzprüfung) (1). A son avis, le diagnostic de l'intelligence d'un écolier, fondé sur la libre appréciation de ses maîtres, doit être le complément indispensable du diagnostic de l'intelligence par les tests.

Du point de vue purement scolaire, l'instituteur est tenté de classer ses élèves selon une hiérarchie qui va du mieux doué pour les études à celui dont le rendement est le plus bas. En admettant même qu'il ne commette pas l'erreur de se fier seulement au rang occupé par chacun relativement à ses notes, il est cependant tout disposé à prendre comme critérium le résultat obtenu sur chacun par son enseignement. il faudra, très soigneusement, mettre les instituteurs (et les futurs maîtres) en garde contre cette tendance qui ne correspond pas exactement à l'esprit de la pré-orientation scolaire.

Nous remarquons, en étudiant les recueils où quelques monographies sont déjà rassemblées, combien on se préoccupe peu du degré d'intelligence. Par exemple, nous trouvons dans le livre de J. Fontègne, « Monographies Professionnelles : Métiers de cordonnier (2) : aptitudes psychiques et intellectuelles. Intelligence normale. Attention et mémoire normales, une certaine imagination désirable, etc... Connaissances scolaires : bonnes notions en calcul mental et calcul écrit, bonnes notions de dessin, etc... » Et pour le

(1) Stern. Die Intelligenz der Kinder, p. 196-200.

(2) Op. cit. p. 48.

métier de fourreur (1'), comme aptitudes intellectuelles, l'auteur signale : « Beaucoup d'initiative, beaucoup d'imagination. Sens des formes et harmonie des teintes. Sens de l'utilisation économique de la matière (2), Sens de l'ordre. Nous recueillons, toujours dans le même ouvrage, ces autres indications concernant le développement intellectuel :

Ajusteur mécanicien : Intelligence pratique avec compréhension technique. Sens de l'observation, etc...

Relieur : Coup d'œil, aptitude à mesurer, etc... Bonne mémoire en général. Sens artistique assez prononcé.

Placier : Intelligence ouverte, beaucoup de bon sens, une grande mémoire. Aptitude à se faire des relations, etc...

Coiffeuse pour dames : Type d'attention soutenue et esprit d'observation. Sens artistique et sens des formes assez prononcés. Pouvoir d'imitation et de combinaison, etc...

Bien que ces caractéristiques soient assez variées et se réfèrent dans le détail à la révélation de certaines « aptitudes » particulières, il est aisé de se rendre compte, par ce court aperçu, de l'importance très grande accordée au « type d'idéation » propre à chaque sujet, et non comme on pourrait le croire, au développement général de la compréhension. C'est qu'en réalité le rendement d'un travailleur intelligent est toujours plus satisfaisant, dans l'ensemble, que celui d'un travailleur stupide. Mais comme il faut tirer le meilleur profit de tous, quelle que soit leur intelligence, c'est sur d'autres bases de discrimination que le futur apprenti sera sélectionné.

(1) Il est certain que pour un renseignement de cet ordre, le

(2) Op. cit. p. 50.

maître sera particulièrement guidé dans son observation par l'activité spontanée de l'enfant à l'atelier-école ou durant les classes de travaux manuels, dont nous parlerons plus loin lorsqu'il s'agira de la « formation de l'enfant ». Mais nous tenions à signaler combien la « connaissance » de l'écolier sera aidée par l'introduction de nouvelles méthodes d'initiation économique.

Quand le maître d'école connaîtra bien, dans leurs grandes lignes, les exigences particulières aux métiers les plus répandus (c'est une culture du jugement et du bon sens plus encore, à notre avis, qu'une initiation méthodique à un grand nombre de connaissances techniques, qu'il est souhaitable d'obtenir), il considèrera tout naturellement les enfants, qu'il voit vivre chaque jour devant ses yeux, avec le souci constant de juger la *qualité* de leur intelligence; la *forme* de leur jugement, enfin les caractéristiques personnelles de leur comportement. C'est ce point de méthode que nous tenions à signaler tout particulièrement dans cette étude trop rapide sur l'observation par le maître, de l'*activité spontanée* des écoliers.

CHAPITRE IV

La recherche des vocations. — Le goût et les aptitudes.

L'éducabilité. — La formation du goût.

On pourrait définir la vocation : la coïncidence, chez un même individu, du désir d'embrasser une carrière et des aptitudes qui précisément sont requises pour l'exercer dans les meilleures conditions. C'est l'heureuse concordance des capacités et des goûts. Or, quelle est la tâche principale de l'orienteur et le fondement du conseil qu'il donne, sinon la recherche de cet équilibre psycho-physiologique ?

Mais à douze ou treize ans, s'il y a peu de vocations véritables chez les enfants, c'est que, d'une part les aptitudes non encore révélées par l'exercice sont difficiles à discerner et que, d'autre part, le goût (cet élan involontaire vers une activité déterminée) s'est développé par caprices successifs, instables et souvent contradictoires.

La pré-orientation n'aidera donc utilement l'orientation professionnelle définitive que le jour où elle fournira à l'office spécialisé, non seulement des renseignements fragmentaires et sur les désirs manifestés par l'enfant devant son maître, et sur les aptitudes révélées au cours du cycle des études primaires, mais encore et surtout une notion synthétique (plus intuitive peut-être que rigoureusement scientifique) de l'équilibre existant entre ces deux signes de chaque personnalité.

Lorsque l'enfant viendra trouver le conseiller de vocation et lui déclarera « Je voudrais être électricien », il faut que celui-ci, qui voit le sujet pour la première fois, sache exactement quel crédit on peut accorder

à cette « vocation » formelle, et quelle place on doit lui donner dans l'orientation finale. Nul mieux que l'instituteur (s'il s'est donné la peine d'observer l'enfant) ne sera capable de fixer une valeur au choix déjà fait. Du point de vue plus spécialement psychologique, le pré-orienteur devra donc donner une appréciation personnelle sur la concordance ou, au contraire, l'opposition existant entre les désirs de l'enfant et ses capacités connues.

Quelles sont d'après l'expérience quotidienne les manifestations les plus fréquentes des goûts professionnels révélés par les adolescents ? On serait tenté de croire que ceux-ci désirent suivre la carrière de leur père, comme cela se voyait si fréquemment dans l'ancien temps. En réalité, il est assez rare, à l'âge où les écoliers ont terminé leurs études primaires, de constater ce phénomène, à moins qu'il ne soit le résultat d'une pression familiale de plus en plus rare. Cette admiration pour l'activité sociale du père est très nette vers la huitième année. Et la raison de cette inclination est simple : l'enfant qui s'éveille à la compréhension des choses pratiques exerce sa curiosité et son observation avide sur les objets et les êtres qui l'entourent ; en voyant son père travailler ou bien en écoutant celui-ci parler, le soir, de ce qu'il a fait durant la journée, le petit garçon, qui se voit « homme », ne se voit pas vivant autrement que vit son père qui est pour lui le premier idéal de « la grande personne ». Pour la petite fille, même tendance, vers le même âge, à s'intéresser à l'occupation particulière de la mère ou des sœurs aînées si elle en a.

Mais plus tard, lorsque la personnalité de l'enfant s'est affirmée davantage, physiquement et moralement, un revirement très net se produit qui peut, par réaction, entraîner le jeune garçon ou la fillette vers les métiers opposés à ceux qu'on pratique dans sa famille. Il y a là une espèce de vengeance contre l'emprise sociale qui s'avère si pesante, si douloureuse, à l'épo-

que des transformations sexuelles. Sans nous prononcer ici sur le crédit qu'on peut accorder aux « explications » psychanalytiques de la haine inconsciente contre le père, et des tendances infantiles à caractère regressif, nous sommes obligés de signaler combien, dans les périodes de crises, ce sentiment peut souvent se traduire par un revirement soudain de la personnalité. Nous serions d'ailleurs tentés de croire que cette lutte sourde est la première réaction de défense individuelle de l'être subordonné (que l'enfant a toujours été) contre l'autorité paternelle. Se différencier est déjà faire acte *d'homme*, car c'est le moyen le plus spontané et le plus simple d'affirmer sa personnalité. Une autre nuance dans cette opposition envers l'activité professionnelle des parents, c'est également le désir de les surpasser. Et nous trouverons alors chez nombre d'écoliers l'ambition d'accéder à un grade supérieur, dans l'état paternel : c'est le fils de l'ouvrier qui veut être ingénieur.

Le goût peut enfin être éveillé par les lectures, le cinéma, les courants d'idées transmises par les fréquentations des jeunes enfants avec leurs camarades, leurs frères plus âgés. Il est non seulement un phénomène psychique souvent secondaire et artificiel, mais il est de nature plus sociale qu'individuelle. Et c'est sur ce fait que nous voulions insister pour montrer combien il serait dangereux et superficiel de s'y arrêter en orientation professionnelle, lorsqu'il est né du caprice de l'enfant plus que des forces de sa nature profonde.

Le maître devra donc chercher à connaître les goûts de ses élèves, mais ce sera à notre avis pour les guider et au besoin pour les combattre, enfin, dans la mesure où un tel ajustement est possible, pour essayer de les faire évoluer dans le sens des aptitudes véritables.

Claparède définit l'aptitude « tout caractère, psychique ou physique, considéré sous l'angle du ren-

dement » (1). Or, quel rapport peut-on s'attendre à trouver entre l'aptitude et le goût ?

D'après Fryer (2) « goûts et aptitudes ne coïncident que dans la moitié des cas environ et le calcul des corrélations donne une probabilité d'environ 50 pour 100 de tomber juste en inférant de l'aptitude d'après le goût exprimé » (3).

Et si l'on en croit la théorie du Dr Adler, de Vienne (Théorie dite de l'insuffisance organique), l'enfant serait précisément tenté par les professions où il est obligé de lutter contre les déficiences de sa nature. C'est, sous une forme un peu spéciale, une application de la loi psychologique des « compensations », et bien qu'une telle affirmation semble un paradoxe tout à fait opposé au principe d'utilisation des aptitudes pré-existantes, elle n'en est pas moins le fruit d'une observation très juste et dont les maîtres, autant que les orienteurs, peuvent faire leur profit. En admettant même que cette généralisation soit excessive, ce phénomène, lorsqu'il existe, pourrait s'expliquer par un instinct de défense des déficients (les plus travailleurs étant aussi les moins bien doués, etc...).

De ces remarques nous pouvons tirer cette conclusion que le goût doit être minutieusement contrôlé, alors même qu'il ne semblerait pas né du hasard des influences extérieures.

Les docteurs Laufer et Paul Boncour suggèrent un critérium plus sûr peut-être que la tendance positive : c'est la recherche des tendances négatives, de la répulsion, du dégoût. « En ce qui concerne le goût, écrivent-ils (4), nous avons le regret de nous séparer de tous ceux qui le mettent en avant : en effet, lorsqu'on

(1) Voir ann. Psych. XVII, p. 169 et ss.

(2) D. Fryer. Predicting Ability from Interest (in Journ. of Applic. Psych. XI, 3, 1927, p. 212-225).

(3) Les cas observés ont été pris dans les écoles primaires et les collèges après orientation professionnelle.

(4) Voir article paru dans « La médecine scolaire » du 1^{er} octobre 1924, p. 220 et ss.

analyse encore à cet égard les réponses fournies à nos enquêtes, on constate que les enfants de 12 à 14 ans ne manifestent guère, en général, de goûts véritables, profonds. Les raisons qu'ils invoquent pour expliquer leur choix le prouvent suffisamment : sous l'expression de leurs goûts on ne trouve le plus souvent que des tendances plus ou moins vagues ; mais ce qu'il faut retenir de préférence et ce que les enfants expriment d'une façon nette lorsqu'on les interroge, ce sont plutôt leurs *dégoûts* ou leurs *répugnances* pour certaines occupations, et c'est ce dont il importe de tenir le plus grand compte. »

Il y a là une indication très sérieuse en effet. Et plus encore que les désirs de l'enfant, dont le conseiller de l'office pourra aisément obtenir la confiance, ses « répugnances » devront être dépistées dès l'école, et le maître, mieux qu'aucun autre, s'il sait se faire l'ami et le confident de ses élèves, pourra les étudier et chercher à en comprendre le sens profond. Si, par exemple, l'enfant s'oppose à apprendre le métier que précisément les parents ont cru devoir lui choisir, il sera trop tard pour juger d'un tel différent, lorsqu'on procèdera à l'examen d'orientation professionnelle. Mais l'instituteur, doué de tout son prestige, pourra tirer une conclusion pratique : par exemple orienter l'enfant vers une occupation similaire qui puisse être agréée par la famille, mais qui se présente aux yeux du sujet comme très différent du métier qu'on voulait lui imposer. Il y a là une question de doigté et de délicatesse où l'étude quotidienne de chaque enfant par un homme qui s'intéresse personnellement à lui présente des garanties à notre avis plus sûres que tout examen rapide. Or, la réalité psychologique est faite de ces détails et c'est eux qu'il faut atteindre.

L'observation du goût révélé par chaque écolier ne devra donc pas être seulement une discrimination psychologique, une « étiquette » accrochée au nom d'un des élèves de la classe, mais une connaissance

critique destinée à faciliter cette autre tâche du pré-orienteur : la formation de l'esprit pratique de l'enfant et sa préparation intelligente à la vie professionnelle.

Les docteurs Laufer et Paul Boncour, dans le même article, cité plus haut, font encore observer : « Si les motifs du choix des métiers sont le plus souvent des plus superficiels, l'explication est en partie la suivante : ici apparaît une des plus sérieuses lacunes de l'éducation de l'enfant au moment où il doit se déterminer pour une carrière ; il ignore en effet à peu près complètement les voies qui peuvent s'offrir à lui et la plupart des parents sont dans la même ignorance. Ils n'ont des métiers qu'une expérience partielle ou partielle. »

L'éducateur devra désormais observer pour mieux instruire, et comme une action n'est efficace que si toutes les ressources du sujet sont connues, la recherche des vocations enfantines (si fragiles, et déjà si graves pour l'avenir) devra s'accompagner d'un contrôle attentif des aptitudes profondes.

CHAPITRE V

Recherche des aptitudes et sélection scolaire

C'est donc à la recherche des aptitudes que devra, en définitive, s'attacher le maître pré-orienteur. Pour contrôler le fondement véritable des vocations précoces, pour développer, enfin, grâce à son action pédagogique, la personnalité de l'enfant dans le sens de l'utilisation optima des ressources de sa nature, l'instituteur surveillera son élève non plus seulement en tenant compte de son rendement, mais en se plaçant au point de vue du fonctionnement habituel.

On entend par « aptitude », la mémoire, l'imagination, la ténacité, l'endurance, le sens des mathématiques, les dispositions artistiques, la facilité d'adaptation, l'élocution, l'habileté manuelle, — à quoi nous devons ajouter les qualités plus spécialement physiologiques concernant le développement sensoriel (ouïe, goût, odorat, vue, distinction des couleurs, appréciation des longueurs, des poids, des volumes ; ce qu'on appelle « coup d'œil » dans les monographies professionnelles). Pour ces dernières aptitudes nous pensons que le médecin scolaire pourra fournir à l'instituteur des indications précieuses, qui viendront corroborer les observations qu'il aura faites sur le comportement du sujet.

Faut-il distinguer entre « aptitudes natives » et « aptitudes acquises » ?

Si l'on admet le déterminisme physiologique des fonctions mentales, il semble que la question n'ait pas lieu d'être posée ; car dans cette hypothèse, toutes les aptitudes sont « natives ». C'est en orientation professionnelle un grave problème, car il est lié à celui,

non moins important, de la perfectibilité, c'est-à-dire de l'éducation professionnelle. C'est pourquoi nous croyons devoir l'examiner ; selon l'élasticité qu'on accordera aux ressources psycho-physiologiques des individus, la pré-orientation devra se contenter d'enregistrer *passivement* les dispositions révélées par les écoliers ou bien, en se fondant sur ces données objectives, elle permettra d'opérer, dès l'école, une sélection préalable des capacités en vue d'une *formation* immédiate.

D'après la théorie belge, spécialement défendue par Christiaens (1), toutes les aptitudes sont natives. Il ne saurait donc être question de les faire naître, tout le soin de l'orienteur devant seulement s'attacher à les connaître. Si l'on rapproche sa définition de celle, beaucoup plus large, de Claparède (que nous avons reproduite plus haut) (2), l'on constate que la thèse de Christiaens est toute physiologique, le mot aptitude devant être interprété comme la représentation « d'un état spécifique des tissus dû à l'hérédité, état qui est la véritable cause première de la possibilité d'une adaptation rapide, facile et parfaite, aux exigences de professions qu'on ne saurait exercer si l'on n'est pas doué ».

Les orienteurs américains, au contraire, qui ont fait de l'orientation professionnelle une question surtout pédagogique, sont bien près de considérer les capacités professionnelles comme toujours acquérables à condition que l'adolescent soit lui-même conscient de ses « goûts » et qu'il reçoive une éducation appropriée. Nous ne pouvons nous prononcer ici sur la valeur scientifique de ces théories. D'ailleurs, ce qui nous semble important, ce n'est point tant de savoir si les aptitudes sont ou ne sont pas natives, mais de

(1) Voir son ouvrage fondamental « L'orientation professionnelle en Belgique ».

(2) Cf. chapitre IV de la Section I (II^e partie).

connaître, dans chaque cas particulier, la mesure où l'on peut espérer les développer et les canaliser vers un genre d'activité déterminée. Car à dix ou treize ans (en admettant que tous les éléments de la personnalité de l'homme à venir soient déjà, en puissance, chez l'enfant) il s'agit de tendance très générale, ou mieux, d'une prédisposition à évoluer dans un sens plus sûrement que dans un autre (esprit pratique, habileté manuelle, sociabilité, sensibilité artistique...); ce que le pré-orienteur devra étudier c'est plus encore que les multiples aptitudes d'un écolier, celle qui semble tellement développée qu'elle doive entraîner soit la disparition, soit la transformation des autres, le jour où la personnalité sera parvenue à son plein épanouissement.

Mais les cas où le tempérament est nettement caractérisé sont très rares. De même que le goût est chose capricieuse et fragile, la vocation profonde est encore mal déclarée, à l'âge où nous considérons les sujets. Par conséquent, même sans adopter le fondement des théories de Parsons, nous devons conclure, dans la pratique, à l'efficacité probable de l'éducation qui achèvera l'évolution de l'enfant et le disposera à tel genre d'activité professionnelle qui semble le plus opportun.

Nous savons quelles difficultés l'instituteur rencontrera pour déterminer avec rigueur « toutes » les aptitudes déjà manifestées par un même enfant. Le sujet peut être doué pour infiniment de choses — pour des choses même bien opposées. Par exemple un enfant d'une bonne intelligence spéculative, marquant des dispositions pour les études et un esprit studieux (à qui l'on songerait à faire préparer une carrière libérale), peut être également d'une force herculéenne, ce qui semblerait devoir le faire orienter vers des travaux manuels pénibles. Si le père de cet enfant est forgeron, ne vaut-il pas mieux le laisser devenir un forgeron intelligent, qu'en faire un intellectuel beso-

gneux ? C'est une question d'appréciation complexe, et comme il faut toujours sacrifier quelque chose, c'est le choix du sacrifice le plus raisonnable qui sera la tâche initiale du pré-orienteur. Mais dans cette responsabilité terrible, il sera souvent aidé par quelque élément nouveau qui peut se révéler par hasard (et lors de l'initiation aux travaux manuels, en particulier). Reprenons, par exemple, le cas que nous avons choisi : si l'enfant intelligent et fort se trouve avoir des dispositions pour le modelage et du goût pour le dessin, il faudra essayer d'attirer son attention sur les carrières de statuaire, de tailleur de pierre, de mouleur, de marbrier (où il pourra développer sa personnalité artistique s'il a réellement un tempérament, et où, cependant, il apprendra un bon métier manuel s'il lui manque le génie). Cet enfant devra être conduit dans les écoles professionnelles spécialisées dans ce genre d'enseignement.

Par ces considérations trop rapides, nous voyons cependant se dégager la façon dont, en pratique, le problème de la recherche des aptitudes chez les écoliers devra être posé pour servir utilement à l'orientation professionnelle.

Le goût est incertain et souvent en contradiction avec les capacités de l'enfant. Il faut donc ne l'admettre et ne l'encourager que dans les cas où il coïncide avec des aptitudes très marquées. Or, les aptitudes sont elles-mêmes multiples, mal évoluées encore et souvent incompatibles. C'est donc une sorte d'équilibre entre toutes ces qualités profondes ou acquises, physiologiques et sociales, qui formera finalement la tendance la plus caractéristique de l'écolier. C'est cette notion complexe qui devra être dégagée par le maître. Il est impossible d'espérer une exactitude infaillible dans ce genre de diagnostic, même si l'on apprend aux membres du corps enseignant à utiliser les moyens d'investigation plus précis que nous offre la psychologie expérimentale. Mais comme l'opinion des parents

est encore plus aléatoire, le jugement du conseiller de vocation spécialisé encore moins souple et plus dangereux, il faut bien admettre que l'instituteur est encore le mieux placé pour observer l'enfant et, si besoin est, pour exercer sur celui-ci une influence opportune.

Même incertaine et provisoire, une sélection peut se dessiner déjà, parmi les élèves d'une classe primaire, et de plus en plus précise à mesure qu'on parvient aux divisions supérieures. Durant la dernière année de fréquentation scolaire, il doit être possible d'établir une discrimination tout au moins très générale entre les différents genres de métiers qui semblent devoir convenir à tels élèves déterminés. Même en ne considérant que l'activité spontanée de l'enfant, les maîtres auront pu se faire une opinion assez complète sur les aptitudes les plus marquantes chez chacun des écoliers. Mais à côté de cette méthode empirique, il existe plusieurs procédés particulièrement étudiés par les spécialistes de l'orientation professionnelle, et qu'on peut songer à introduire dans la pratique de la pré-orientation et qui, peut-être, seront susceptibles d'apporter plus de précision dans le diagnostic du maître lorsque celui-ci sera embarrassé par quelque problème psychologique. A côté de l'intuition souple et complexe, nous devons également placer l'expérimentation, sous ses formes les plus adéquates à la sélection scolaire.

CHAPITRE VI

Etude des réactions provoquées. — Les questionnaires, les interrogatoires, les tests

Ne devra-t-on recourir à l'expérimentation que dans les cas où l'observation seule semblera incomplète ou tout à fait infructueuse ?

Il nous semble qu'il vaut toujours mieux mettre à profit la méthode directe, surtout lorsqu'il s'agit d'étudier l'enfant, toujours si réticent, souvent mythomane (et cela non par vice, mais pour le seul désir de se créer une personnalité qui satisfasse, mieux que ne saurait faire une réalité médiocre, les aspirations de son amour-propre). Pourquoi avons-nous dit que les compositions de style ne révélaient aucunement les sentiments ni les goûts véritables de l'écoulier ? Ce n'est pas que celui qui les rédige ait l'intention formelle de tromper le maître. Mais c'est qu'on a inculqué à l'enfant un idéal moral si loin de la vérité psychologique que celui-ci n'ose pas dire ce qu'il pense : c'est de la pudeur plus encore que de l'orgueil. L'enfant aura donc, toujours tendance à se montrer tel qu'il « veut être » et non tel qu'il « est ».

Pense-t-on obtenir des réponses plus sincères en demandant aux écoliers de remplir un questionnaire écrit, dans le genre de ceux qu'on utilise aux Etats-Unis ? M. Paul Lapie, dont l'avis doit être considéré comme particulièrement décisif, ne le pense pas. « Pour l'élève, écrit-il (1), la composition qu'on l'invite à faire est pour lui une œuvre d'imagination ; il n'est pas défendu d'y embellir la vérité. D'autant plus que

(1) P. Lapie. *L'école et les écoliers* (Félix Alcan, p. 112 et ss.)

le souci de « réussir à l'examen » prime à ce moment tous les autres. Or, l'enfant de douze ans croit volontiers que pour réussir il faut dire, non pas ce qu'on pense, mais ce qu'on sait. Beaucoup de livres dans les écoles vantent certaines professions, au détriment de certaines autres... Ils faussent donc l'expérience. »

Le questionnaire viendrait donc, au lieu d'éclairer le maître, lui donner une idée fausse concernant la portée réelle de son action. Il faudrait craindre que bien souvent l'écopier ne déclare vouloir embrasser telle profession (qui lui est personnellement indifférente) que, dans le désir d'utiliser des souvenirs particulièrement circonstanciés sur une leçon d'enseignement économique faite à l'école. Pour faire de « bonnes » réponses et paraître s'intéresser aux questions exposées au dernier cours, l'enfant parlera de la profession qu'il « connaît » le mieux et non de celle qui lui « plaît » le plus.

Il y a là un danger si net et si grave que nous croyons devoir écarter complètement de la pratique scolaire ce moyen d'investigation. La pré-orientation ne doit pas être fondée sur l'emploi des questionnaires directs, remplis par l'enfant. Remarquons que cette méthode est employée non seulement en Amérique, mais en France même, dans un grand nombre d'offices. Elle est défendue, notamment, par M. Mauvezin, Directeur de l'Office de Bordeaux, qui, dans son ouvrage « La Rose des Métiers » (1) donne le texte de son questionnaire. Celui-ci comprend plus de cent questions. Comme le fait observer M. Claparède (2), « n'est-ce pas trop de demander à un enfant s'il a de l'imagination, s'il dort la bouche ouverte » ?

En admettant même que les enquêtes portent sur des points plus facilement accessibles à l'introspection enfantine, nous pensons que le maître ne devra uti-

(1) Paris 1922.

(2) Claparède. L'orientation professionnelle. Opuscule paru en octobre 1922.

liser le questionnaire que dans des circonstances exceptionnelles. Par exemple, lorsque, au cours de la dernière année de scolarité, la classe aura pris part à une causerie sur des sujets professionnels comme il en sera souvent organisé, et que certains élèves auront déjà semblé, spontanément, s'intéresser à un genre d'activité qui leur est connu, pour contrôler plus en détails l'opinion émise, l'instituteur pourra proposer certaines questions se rapportant au sujet. Il y a moins à craindre alors les réponses de pure fantaisie. Mais de toute façon, ce n'est pas l'Office qui peut déterminer le choix des questions. L'Office peut, de cette façon, à la rigueur, recueillir l'avis des maîtres, mais en ce qui concerne l'étude des enfants, c'est à l'instituteur ou aux professeurs qu'il appartient de choisir les occasions les plus propices et surtout le contenu des questionnaires à utiliser.

Malgré les vives critiques qui ont été adressées à ce système, nous croyons l'interrogation orale, directe, bien plus sûre et surtout plus efficace. Le Docteur Simon, très opposé à ce moyen d'investigation, y voit un danger d'influence morale : « La première condition, écrit-il (1), et la plus essentielle, est d'éviter absolument d'avoir recours au langage parlé, trop révélateur d'approbation ou de critique. La personne qui contrôle doit observer un silence absolu. » Cette considération est peut-être judicieuse lorsqu'il s'agit de confronter l'enfant avec un conseiller de vocation inconnu, mais à l'égard du maître, il peut y avoir, et il y a le plus souvent, une certaine intimité qui permet à celui qui interroge de ménager la timidité ou la suggestibilité du sujet. L'école de Zurich, qui a de l'orientation professionnelle une conception originale et vivante (2), fait une large place à l'interroga-

(1) Th. Simon, Bull. Société A. Binet (oct.-nov. 1928).

(2) Cf. à ce sujet Carrard : Le développement de la psychotechnique en Suisse. (Edit. Hofer et Cie, Zurich.)

toire oral, qui permet de laisser une plus grande souplesse aux questions du conseiller, — elle se fonde principalement sur l'appréciation et l'intuition de l'examineur.

S'il le faut, le maître aura des entretiens particuliers avec chacun de ses élèves : car nous croyons dangereux d'obliger l'enfant à révéler sa pensée devant toute la classe.

L'usage de ce dernier procédé constitue essentiellement une question de mesure et d'opportunité. Aucun règlement, même intérieur, ne doit en fixer les limites; le seul contrôle efficace et souhaitable sera celui des directeurs et des inspecteurs, et dans une certaine mesure celui du directeur de l'office de la circonscription. Les maîtres devront être conseillés et dirigés dans leur tâche, mais ils conserveront une grande liberté. Il n'y a d'ailleurs, qu'en cas de réclamation des parents, si, par exemple, les questions posées par l'instituteur étaient trop indiscrètes et prenaient une allure d'inquisition, que l'autorité administrative aurait à intervenir, mais cette hypothèse ne constitue pas une menace sérieuse : les maladresses de ce genre étant peu à craindre.

La question de l'emploi des tests et des mesures psychologique est bien plus grave.

Nous avons vu combien la seule observation, même éclairée par les questions directes (écrites ou orales) était incertaine lorsqu'il s'agissait de déterminer non plus les goûts, mais les aptitudes des enfants. Devra-t-on permettre aux maîtres d'école de préciser les résultats de leurs recherches par une expérimentation plus scientifique?

La première objection, et l'une des plus graves, s'adresse à la psychotechnie en général. Nous ne pouvons, dans cette étude, engager une critique psychologique contre les procédés d'expérimentation directs et rapides qui tendent à révéler les formes du fonctionnement mental grâce à des épreuves spécialement

étudiées à cet effet. Au lieu de considérer les faits psychiques dans leurs manifestations complexes, comme la vie elle-même les présente, la psychotechnie tend à isoler des autres une seule fonction de la pensée (mémoire, imagination, attention, compréhension, etc...). Et non seulement le *test* révèle le développement de la faculté considérée, mais il peut permettre (ce qui en orientation professionnelle est particulièrement intéressant) l'étude et la mesure de certaines formes particulières et souvent confondues dans l'action complexe, de ces mêmes fonctions mentales. Prenons, comme exemple, la discrimination des formes de l'attention. D'après Piorkowski, il faut distinguer cinq formes principales :

- 1° L'attention continue ;
- 2° L'attention rythmique (ou par oscillations) ;
- 3° Conjuguée (c'est le terme employé par M. Decroly) où
Distribuée (terme préféré par M. Fontègne) ;
- 4° Concentrée (qui suppose un effort volontaire) ;
- 5° Papillonnante (celle qui atteint le maximum d'objet dans le minimum de temps).

Cette classification nous amène à une remarque très importante : c'est qu'il sera très difficile de distinguer, par le seul comportement de l'enfant sur les bancs de la classe, à quel type d'attention le maître fait allusion en jugeant celui-ci : attentif. Scientifiquement un tel qualificatif ne veut pas dire grand chose et ne sera d'aucun secours au conseiller de vocation qui doit savoir si la forme d'attention possédée par le sujet correspond bien à celle que le métier choisi ou proposé exige. Certains métiers, en effet, mettent en cause une seule espèce d'attention bien marquée (celui de téléphoniste : distribuée ; celui de fleur : rythmique ; ceux de portier, de policier : papillonnante, etc...) ; d'autres réunissent l'existence de plusieurs sortes d'attention.

Il y aura donc intérêt à déceler, par des épreuves

isolées et rigoureuses, à quel type mental correspond la fonction considérée. Faut-il que, dès l'école, le maître procède à ce contrôle scientifique ? Toute la question est là, car si l'on refuse aux instituteurs les capacités nécessaires à une pratique rigoureuse de la psychométrie, cela ne veut pas dire qu'on refuse en tous cas le secours des tests dans l'orientation professionnelle des enfants. On peut très bien concevoir une organisation où les offices seuls procéderaient à ces expériences ultimes, alors que l'école leur fournirait les résultats d'une connaissance empirique. On peut, d'autre part, établir une discrimination judicieuse entre les épreuves les plus connues, et utiliser, en pré-orientation, certains genres de tests d'un usage facile et dont les résultats ne prêtent pas à interprétations dangereuses.

A Moscou, par exemple, et à Samara, plus de cinq cents enfants de 4 à 8 ans ont été « testés » d'après une méthode inspirée de Binet et Simon (1). Parmi les 10 tests employés, signalons : 1° une épreuve concernant la mémoire immédiate des chiffres ; 2° une autre semblable pour les phrases ; 3° la comparaison de deux objets de souvenir ; 4° une épreuve de compréhension portant sur 10 images absurdes ; 5° une autre consistant en 10 phrases inachevées à compléter (2). On conçoit que des procédés de ce genre soient susceptibles d'aider efficacement les maîtres incertains sur le niveau mental réel de leurs élèves. Certes, nous ne croyons pas que ce moyen d'investigation soit suffisant pour conclure à une capacité professionnelle caractérisée (et c'est ce qui nous fait penser que l'examen effectué par l'Office public est trop fragmentaire et notoirement incomplet). Mais puisqu'il s'agit, au contraire, en pré-orientation, de venir fixer quelques points de détails que l'activité scolaire est impuissante

(1) Au sujet de cette méthode, consulter l'ouvrage de Fr. Baumgarten : « Les tests de Binet Simon et la technique moderne ».

(2) Cf. article de A. Netschajeff in ann. psychologique 1927.

à révéler, nous ne croyons pas devoir maintenir une critique qui s'adressait à la façon de procéder plus qu'à la méthode elle-même. Comme le fait observer Carrard (1), si une aptitude sensorielle (révélée par un examen physio-psychologique) peut à elle seule donner un avis *négatif* suffisant, pour un avis *positif*, il est nécessaire de connaître l'ensemble de l'individu. L'examen psychométrique seul, est dangereux ; quelques tests choisis de façon à compléter l'observation quotidienne peuvent être d'un grand secours dans la connaissance de l'enfant.

Mais, à l'école même, l'usage qu'on en pourra faire restera accessoire et les résultats obtenus devront, pour plus de garanties, être très exactement consignés dans le dossier personnel concernant chaque élève, de telle façon que le conseiller de vocation puisse à son tour vérifier les conclusions qu'en aura tirées le maître. Un autre avantage de cette espèce de comptabilité obligatoire sera de modérer le zèle peut-être excessif que pourraient avoir certains instituteurs qui, avec les meilleures intentions du monde, appliqueraient les méthodes expérimentales à tout propos.

Car nous touchons là à un danger que nous devons signaler : celui que présente la perfectibilité des écoliers par rapport aux épreuves elles-mêmes. En effet, pour que le test reste réellement symptomatique, il ne faut pas que le sujet acquière l'habitude de réagir convenablement (ou dans un sens déterminé) aux expériences. C'est pourquoi, non seulement, au cours de la pré-orientation, les tests devront être peu fréquents, toujours nouveaux, mais, après accord avec l'Office de la région, les maîtres devront soigneusement éviter d'utiliser les épreuves qui seront mises à profit lors de l'examen final. Il ne faut pas risquer de fausser le diagnostic du conseiller de vocation par une sorte

(1) Carrard, le Développement de la psychotechnique en Suisse. Schweizer Schriften Für Rationellen Wirtschaften N° 8 (op. cit. Ed. Hofer et Cie, à Zurich).

d'entraînement fictif sans aucun rapport avec les aptitudes naturelles de l'écolier (1).

Toutes ces réserves faites, quelles épreuves pourraient être utilisées au cours des études primaires ? Il est difficile d'opérer un choix définitif, attendu que, chaque jour, des améliorations sont apportées par des expériences multiples. Il ne s'agit donc pas de conseiller telles épreuves déterminées mais plutôt des genres d'épreuves. Les tests destinés à révéler les qualités de coordination psychologique et d'habileté manuelle, les tests de bon sens (voir Méthodes de Binet-Simon, restée classique ; celle de Termann, portant sur des tests verbaux) seront particulièrement précieux. Il faut signaler enfin les tests de dessin qui révèlent facilement et d'une façon moins artificielle que la plupart des mesures provoquées, les dispositions des enfants même très jeunes (on s'inspirera utilement pour leur choix des travaux de Decroly et Buyne) (2). Enfin un certain nombre de jeux, d'exercices éducatifs (sans être à proprement parler des tests) peuvent également servir d'épreuves et spécialement en ce qui concerne l'attention et la fatigabilité. A ce sujet, le Docteur Decroly et M. Monchamps (3) nous donnent les formules heureuses de jeux de formes et de couleurs, d'épreuves dites « d'objets manquants ». Signalons, à titre d'exemple, ce test destiné à révéler l'intelligence pratique et qu'on pourra utiliser au cours d'une récréation ou d'une classe de travail manuel, sans éveiller la méfiance des enfants ; c'est l'épreuve de Heider : elle consiste à dégager une pièce de bois glissant dans les rainures d'une planchette et ne pouvant être enlevée qu'après déplacement convenable des autres pièces du

(1) Au sujet des probabilités d'erreurs dans la pratique des méthodes psychotechniques, on consultera utilement l'étude de M. Fessard : « La précision et la cohérence des résultats dans les examens par tests » (in ann. Psych., t. 28, p. 204 et ss., chez Alcan, Paris).

(2) Cf. R.I.T. janvier 1923, p. 130. Compte-rendu et critique.

(3) Cf. « L'initiation à l'activité intellectuelle et motrice ».

dispositif qui en empêchent le mouvement. On note le temps de la réussite, les tâtonnements, les gestes inutiles, la compréhension du mécanisme, suivie de l'exécution des gestes appropriés.

Les membres de l'enseignement pourront être mis aisément au courant des méthodes les plus usuelles et initiés au contrôle de ces épreuves faciles. Déjà, ceux d'entre eux qui s'intéressent à l'étude de l'enfant ont procédé dans leur classe même à des expériences intéressantes. Lorsque des cours plus complets de psychologie et de pédologie seront compris dans les programmes des écoles normales, les instituteurs seront tout aussi capables que les orienteurs spécialisés (le plus souvent recrutés parmi les maîtres d'écoles et directeurs en retraite), d'utiliser à bon escient les moyens d'investigation offerts par la psychométrie.

Enfin, à côté des tests, nous devons insister sur l'utilisation des exercices scolaires eux-mêmes, qui seront, bien souvent, révélateurs de certaines dispositions naturelles, à condition de les faire porter sur des matières particulièrement suggestives. Les Docteurs Laufer et Paul Boncour préconisent cette méthode simple et accessible à tous les pré-orienteurs : « Pourquoi, demandent-ils (1), ces exercices (lectures, dictées, rédactions, portant sur des questions professionnelles) ne seraient-ils pas choisis, au moins par périodes, afin de fournir des données approfondies sur les aptitudes ? Nous avons pu ainsi, dans une classe de certificat d'études, déterminer facilement les « visuels », les « auditifs » et les « moteurs ».

Dans l'étude de l'enfant, en vue d'orienter celui-ci vers une activité professionnelle conforme aux ressources de sa nature, le pré-orienteur devra donc rechercher surtout à saisir le caractère le plus saillant de la personnalité du sujet. Pour cela, il s'attachera tout d'abord à l'observation de l'activité libre, spon-

(1) Cf. article paru in *Medecine scolaire* (octobre 1924, p. 221 et ss.

tanée de l'écolier telle qu'elle se révèle à lui dans la vie de chaque jour. Afin d'obtenir sur les enfants des détails concernant leurs préoccupations, leurs goûts, leur caractère, le maître pourra procéder à des enquêtes fragmentaires auprès des enfants eux-mêmes, qu'une éducation morale plus sévère et plus large à la fois, aura initiés à la connaissance de soi. Sans envisager une pédagogie inspirée des principes de Parsons, il est certain qu'un instituteur avisé pourra obtenir de sa classe une grande sincérité et plus d'exactitude dans les réponses s'il sait former comme il convient l'esprit de ses jeunes élèves. A cette condition, questionnaires directs, interrogatoires oraux, exercices spécialement composés viendront, avec quelques tests simples et bien choisis, préciser ce que la seule intuition aurait pu conserver d'incertain.

CHAPITRE VII

La sélection des bien-doués et des arriérés mentaux

Nous avons, jusqu'à présent, considéré l'étude de l'écolier en vue de la pré-orientation proprement professionnelle et devant aboutir, par conséquent, à l'orientation finale par l'office public. Mais nous ne pouvons passer sous silence les conséquences pédagogiques et sociales de cette observation continue du développement intellectuel et moral de l'enfant.

Non seulement l'instituteur, comme nous l'avons dit, cherchera à découvrir les aptitudes spéciales de chacun de ses élèves afin de pouvoir diriger convenablement leur évolution vers l'apprentissage d'un métier, mais au cours de cette observation quotidienne il sera amené à une discrimination plus rapide et plus sûre du niveau mental de chacun. La seule classification relative au rendement scolaire ne peut donner une mesure exacte du développement de l'intelligence et moins encore du retard ou de l'avance manifestés par chaque écolier en considération de son âge. Cette notion de l'intelligence est beaucoup plus complexe que les pédagogues n'ont tendance à le croire lorsqu'ils se fondent sur les résultats de leur enseignement. Lorsque les maîtres verront vivre leurs élèves devant eux et qu'ils ne les considéreront plus seulement comme des machines à réciter, on pourra réellement s'appuyer sur leur diagnostic.

Une des utilisations les plus immédiates de la pré-orientation scolaire sera sans aucun doute la sélection, d'une part, des enfants particulièrement précoces et, d'autre part, des arriérés mentaux.

Notre enseignement public prévoit des concours en

vue de l'obtention de bourses permettant aux meilleurs élèves des classes primaires de poursuivre des études secondaires et supérieures. Même en conservant ce système, on conçoit combien une observation méthodique pourrait améliorer le recrutement des boursiers ou plus exactement des *candidats aux bourses*. Ce sont les écoliers réellement doués et capables de tirer profit d'un enseignement nouveau qu'il faut sélectionner, ce ne sont pas forcément les premiers des classes élémentaires. Nous ne faisons d'ailleurs qu'indiquer sommairement le sens d'une réforme possible, réforme visant l'application même des mesures existantes et non une transformation légale. Car il est bien entendu que le principe du concours doit rester rigoureusement observé afin de respecter l'impartialité des résultats. Mais ce qu'il faut obtenir du corps enseignant, c'est un choix plus judicieux des écoliers envoyés aux concours.

C'est à l'Allemagne que revient le mérite d'avoir organisé la première un système d'enseignement spécialement organisé pour les enfants « bien doués » (1). Ecoles ou gymnases classes spéciales furent créés pour isoler de leurs camarades les écoliers susceptibles de recevoir une culture plus avancée. Dès 1917, Piorowski, Moede et Wolf procédèrent à l'examen psychologique d'enfants considérés par leurs maîtres comme bien doués ; puis ils en choisirent 60 qui furent mis dans un gymnase spécialement créé pour recevoir les élèves des écoles primaires particulièrement brillants (2). Comme on peut le voir, il ne s'agit pas de changer le genre et le type d'enseignement et de faire passer les élèves d'une méthode à une autre, mais seulement de permettre à ceux qui sont mieux doués des progrès plus rapides en ne les retardant pas avec l'ensemble d'une classe inférieure à leur niveau. Plutôt

(1) Cf. Peter et Stern. Die auslese befahigter volkschüler in Hamburg (Leipzig 1919).

(2) Cf. à ce sujet J. Fontagne : « L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes », p. 210 et ss.

que de notre système de bourses, le système allemand se rapprocherait de ce qu'on a appelée la méthode de « l'enseignement sur mesure », inspirée de la Pédagogie expérimentale du Dr Simon (1).

La pré-orientation doit faciliter la mise en valeur des enfants non seulement très précoces (de ceux-là il faut se méfier à cause du développement souvent excessif de leur mémoire mécanique), mais plutôt de ceux dont l'esprit est très tôt ouvert aux choses de la vie et qui sont attirés vers les études par une curiosité intelligente.

Enfin, question plus importante, sans doute, à notre époque de récupération des forces productives, l'étude des écoliers devra servir au dépistage sérieux des arriérés mentaux et des anormaux. La loi du 15 avril 1909 prévoit « pour les enfants qui ne peuvent être admis ou maintenus dans les écoles publiques », la création de classes annexées ou d'écoles de perfectionnement. Mais cette création est laissée au bon vouloir des communes et des départements (2). En attendant que le pouvoir législatif décide de l'allocation de crédits suffisants pour créer et entretenir une organisation plus complète et plus étendue (comme nous pouvons en constater le fonctionnement dans les pays qui nous entourent, la Belgique, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis), il semble qu'un effort pédagogique puisse être déjà effectué dans les écoles primaires en vue de la rééducation des enfants seulement arriérés et le traitement méthodique (dans les centres déjà existants par exemple) des petits être anormaux, absolument inadaptés à la vie scolaire.

(1) Consulter à ce sujet l'étude de Mlle M. Rémy : « Un essai d'enseignement sur mesure » (Paris, A. Colin, 1926), qui nous rapporte l'expérience d'une classe dirigée dans l'intention d'approprier l'enseignement collectif à l'individualité de chaque élève. Il y a là une révélation intéressante de l'initiative qu'on obtient d'un maître intelligent et cultivé.

(2) Pour consulter la liste la plus récente de ces écoles ou établissements privés et publics, voir celle publiée dans « L'éducation », N° 5, février 1929, p. 274.

Or, la question qui se pose ici n'est pas philanthropique, comme on pourrait le croire : elle est économiquement une des plus importantes qui se posent à l'heure actuelle et les pays étrangers que nous citons plus haut en ont compris la gravité. Mieux que tous les raisonnements, les chiffres en cette matière sont éloquentes. En 1927, l'office national d'Hygiène sociale a procédé à une enquête portant sur 2.910.631 enfants inscrits dans les écoles publiques (la totalité, moins l'effectif de trois départements : le nombre global de toute la France s'élevant à 3.091.052). Parmi les enfants examinés, 45.969 (garçons 27.459, filles 18.510) ont été déclarés anormaux. Or, sur ce chiffre, l'enquête a révélé que 32.552 (garçons 20.085, filles 12.467) étaient perfectibles ou curables. Par conséquent, nous savons qu'il existe près de trente-quatre mille enfants (en établissant le chiffre global probable pour les 90 départements) à qui le séjour à l'école primaire ne servira aucunement et qui, judicieusement éduqués, pourraient fournir au pays des ouvriers adaptés à un travail profitable.

Car le danger, dans la conception d'une pré-orientation trop théorique et superficielle, est de voir automatiquement tous les enfants inadaptés au régime scolaire dirigés vers les carrières non spécialisés (manœuvres, ouvriers non qualifiés, etc.), où ils iront grossir le nombre des instables, des chômeurs volontaires, des grévistes qu'on pourrait presque appeler professionnels, en ce sens que n'étant attachés à aucun travail, ils s'affilient à tous les syndicats révolutionnaires qui ont besoin d'effectifs en période d'agitation. Or, c'est une erreur de croire que les faibles d'esprit ne sont pas capables d'une besogne régulière, mécanique, alors même que celle-ci nécessiterait un réel apprentissage. Maxweiler prétend qu'avec l'outillage moderne et le principe de la division du travail, on peut obtenir un rendement satisfaisant en employant des individus très inférieurs, et qu'au contraire, la

monotonie et l'automatisme de certaines occupations rend adaptables et de plus en plus perfectibles.

Mais nous ne nous dissimulons pas les difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit d'obtenir des maîtres eux-mêmes la dénonciation de ces individus tarés. Dans les grands centres, le diagnostic sera aisément formulable, mais dans les petites villes, dans les villages, comment l'instituteur osera-t-il désigner à l'attention du public (si une mesure de protection doit s'en suivre) des élèves dont les parents, par exemple, occupent une certaine situation sociale ? Il y aura souvent des réticences ou des erreurs volontaires, tout aussi dangereuses que l'aveuglement de l'ignorance, dans les renseignements fournis par l'école. D'autre part, comme le fait remarquer M. Wellens (1) : « Si l'on excepte quelques maîtres doués d'un sens clinique affiné par une longue expérience, la plupart des instituteurs des classes ordinaires sont incapables de reconnaître un véritable anormal. D'aucuns prétendent qu'il n'existe pas d'anormaux ; que les enfants « qui ne marchent pas, ne sont que des paresseux », et bien des inspecteurs de l'enseignement sourient quand on excuse les succès scolaires par une présomption d'anomalie. D'autres au contraire voient un anormal dans tout enfant qui s'adapte mal au régime scolaire. » Et l'auteur conclut : « Il s'ensuit que le pédagogue ne peut porter son diagnostic qu'a posteriori après que l'enfant, ayant passé deux ou trois ans sur les bancs de la même classe, aura échoué à tous les examens. Cependant, l'instituteur avisé peut rendre de grands services au psychologue en notant, chaque fois, qu'elles se présentent, les réactions particulières à l'enfant. »

Grâce à quels procédés, assez simples pour être utilisés par des gens non spécialistes en la matière, et toutefois assez complets pour fournir des renseignements utilisables, les pré-orienteurs s'acquitteront-ils

(1) « Le diagnostic de l'anormalité chez les écoliers », par L. Wellens (de Liège). *La Psych. et la vie*, juin 1928.

de cette tâche délicate, facilitée il est vrai par toutes les observations qu'ils feront sur leurs élèves en vue de l'orientation professionnelle ?

Au sujet de l'anormalité infantile, des classifications ont bien été proposées par Esquirol, par Sollier, par Seguin et d'autres psychologues. Elles dénotent une connaissance souvent profonde des enfants et de leur pathologie si complexe, mais elles n'offrent pas de base systématique en permettent l'application généralisée. Elles s'adressent à des cliniciens et nous croyons devoir mettre en garde, au contraire, contre les dangers qu'elles présentent, les membres de l'enseignement animés d'un trop grand zèle. En vérité, c'est surtout sur l'observation et le bon sens des instituteurs qu'il faut compter. Toutefois, « l'échelle métrique de l'intelligence », due aux recherches de Binet et de son collaborateur le Dr Simon, reste encore à l'heure actuelle un des instruments de travail les plus pratiques pour le dépistage des enfants anormaux et l'usage en est assez simple pour convenir aux observations scolaires.

Enfin, il est à noter qu'il ne s'agit pas tellement de l'arriération intellectuelle, mais que l'anormalité comprend des maladies de l'affectivité, du caractère, qui ne sont pas incompatibles avec un niveau mental assez élevé. Les enfants qui présentent ces signes pathologiques ne pourront jamais s'adapter à la vie sociale s'ils n'ont pas été rééduqués et surveillés avec une attention toute particulière. On conçoit quel secours pourra apporter à cette tâche l'instituteur vigilant qui signalera d'abord au médecin, puis à l'inspection des écoles (et pour les cas moins graves, directement à l'office), les élèves qui lui seront apparus comme nettement mal équilibrés.

Pour ces éléments destinés à rester plus ou moins à la charge de la Société, un enseignement professionnel approprié, donné alors que le sujet est encore curable, pourra aboutir à une utilisation économique très satis-

faisante. Cette récupération est incomplètement organisée en France. On peut espérer que l'extension, jusqu'au sein des écoles, des méthodes de contrôle propres à l'orientation professionnelle, réalisera en ce sens un progrès pratique efficace et rapide.

CHAPITRE VIII

Les Fiches scolaires. — Différents types proposés et utilisés. — La supériorité des fiches brèves. — La question du secret professionnel. — Rapport psychologique et rapport médical.

Comment l'orienteur qui examinera définitivement l'écopier à la fin de la scolarité sera-t-il mis au courant des observations et des conclusions personnelles des maîtres qui, successivement, auront eu le soin d'éduquer le sujet ?

Nous avons vu que, d'une classe à l'autre, les instituteurs constitueront librement sur chacun de leurs élèves une sorte de petit dossier et nous sommes arrivés à cette conclusion pratique que le dernier maître aurait seul le soin d'examiner et de comparer ces documents rassemblés : c'est donc à lui que reviendra la tâche de donner un avis sur la vocation professionnelle qu'il aura cru discerner chez chaque enfant. Il s'agit d'adopter un mode pratique, suffisamment accessible et souple, permettant l'édification rapide des examinateurs de l'Office public.

C'est la « fiche pédagogique » ou plus exactement la « fiche scolaire » qui est le moyen le plus répandu, tant en France (où cette matière a toujours été laissée à l'initiative dispersée des offices régionaux) qu'à l'étranger. Le plus souvent, des imprimés sont préparés à l'avance, que les maîtres d'école n'ont qu'à remplir en répondant aux questions posées.

Au début, et à présent encore dans certains pays, ces fiches étaient très longues, très complètes, ne laissant dans l'ombre aucun détail scolaire ou psychologique. Certes, l'instituteur était libre de n'y pas

répondre complètement, mais ce qui était plus grave, il pouvait répondre légèrement sur les points qui n'avaient pas attiré spécialement son attention, mais qu'il ne voulait pas avoir l'air de négliger.

Actuellement, un des exemples les plus typiques de ce système est celui de l'Autriche (1). A Vienne, notamment, les écoles publiques adressent d'abord aux parents un long questionnaire ne comprenant pas moins de 40 questions visant le développement physique de l'enfant (les infirmités, la nourriture et la boisson, voire les alcools qu'il consommerait habituellement), la vie intellectuelle (et même religieuse), sentimentale, sa volonté et son action (cette dernière rubrique comprenant des considérations très intimes qui sembleraient plutôt ressortir de la physiologie) (2). Nous ne savons si cette pratique obtient un grand succès en Autriche, mais il est peu probable que les familles françaises se montrent jamais très dociles devant une inquisition aussi systématique. Autant les entretiens avec les parents nous semblent souhaitables — et nous reviendrons sur ce sujet — autant l'emploi de questionnaires de ce genre nous semblerait inopportun et maladroit.

Enfin, toujours à Vienne, la fiche scolaire d'aptitude « accompagne l'élève dès son entrée à l'école et devient, année après année, un recueil toujours plus précieux d'observations et de renseignements », comme le souligne R. Dottrens (3) ; cette fiche (*Schüler beschreibung*) a été préparée par la Division des Réformes qui a, en même temps, édité un petit guide pour aider les maîtres à remplir avec exactitude les différents questionnaires. Malgré cette utile précaution on peut

(1) Nous verrons plus en détail, dans la section II, la réforme scolaire effectuée en 1926 dans ce pays.

(2) Article de M. J. Fontègne, paru in *Bull. de l'Institut Nat. d'orientation professionnelle* (janvier 1929, p. 27). On y trouvera la reproduction intégrale de ce document.

(3) R. Dottrens. *L'éducation nouvelle en Autriche* (Neufchatel, Suisse, 1927, p. 92).

se demander, comme M. Fontègne, « comment les instituteurs et les institutrices ont pu, convenablement, remplir les dits livrets scolaires » (1). Dans le texte (reproduit *in extenso*, en appendice) on ne trouve, en effet, pas moins de 72 questions distinctes. Si l'on réfléchit à ce fait que les six ou huit maîtres qui s'occuperont successivement de l'écolier y donneront chacun une réponse personnelle, on est un peu effrayé par la difficulté de tirer une conclusion cohérente et synthétique d'un tel document.

Ce n'est pas que ce questionnaire ne choisisse avec une grande finesse les points où, justement, l'attention du maître devra se porter, en principe : Une grande place est faite, par exemple, à l'étude du comportement de l'enfant dans la communauté scolaire, à la dynamique du travail (par exemple, celle-ci : Le meilleur rendement de l'enfant est-il dû à des influences extérieures ou bien l'enfant travaille-t-il bien de lui-même). Mais nous croyons dangereux d'interroger les maîtres sur des sujets aussi particuliers, aussi délicats que ceux-ci : « Montre-t-il (l'écolier) une certaine compréhension pour les rapports d'espace, de temps et de cause ? » ou encore : « Y a-t-il prédominance d'un domaine sensoriel quant à la façon de saisir, de retenir, de rendre une impression ? » C'est de la psychologie, à notre sens, bien approfondie et une très sérieuse culture scientifique est indispensable à l'interprétation juste et à l'utilisation de telles données.

Ces documents, trop complets, trop touffus, ne sont certes pas des modèles qu'on doive considérer comme pratiques. Cependant, c'est un peu dans le même esprit qu'ont été conçues les « listes personnelles » alle-

(1) J. Fontègne, *op. cit.*, p. 29.

mandes (1), celles qui avaient été composées par Hylla (à la requête de la « Zentralstelle für Volkswohlfahrt : Service central pour le bien-être populaire) pour les écoles primaires de Berlin, ne faisaient, au contraire, aucune mention, dans les listes, des questions pouvant concerner l'application, l'amour de la vérité, le sentiment du devoir, soit des qualités morales, en considération de ce fait que « ce genre de qualités est requis, dans une mesure à peu près égale pour presque toutes les professions... » Il est certain qu'il y a dans la remarque de Hylla, une grande justesse. Il nous semble également superflu de poser à l'instituteur des questions précises à ce sujet. Non point que la moralité de l'enfant doive être négligée par le maître, mais il suffit d'être sûr qu'il signalera à l'office, dans les cas où une discrimination plus approfondie s'impose (par exemple, en cas d'anormalité affective : perversions infantiles, régressions, etc..., vaguement diagnostiquée lors de la fréquentation scolaire), les caractéristiques sentimentales et morales de certains enfants. Mais nous croyons préférable de laisser l'instituteur libre de se taire lorsqu'il n'aura rien constaté de remarquable à cet égard. A quoi bon lui suggérer des difficultés qu'il n'avait pas vues et sur lesquelles il ne peut que reconstituer des souvenirs vagues ? Donc, une rubrique générale concernant la « moralité de l'enfant » nous semble bien suffisante et toujours préférable (2).

(1) « La liste personnelle » est le principal document dans l'examen du talent et pour l'avis sur le choix de l'école et de la profession. A côté des questions sur le rendement scolaire (orthographe, rapidité et sûreté dans le calcul mental, aptitude pour le dessin et le travail manuel, etc...), elles contiennent *un grand nombre* de questions concernant les propriétés et les aptitudes physiques, psycho-physiques et psychiques les plus disparates, requises pour les professions supérieures... » Docteur F. Roels; *aanleg en Beroep* (prédispositions et professions. Boek centrale, Amsterdam, p. 121 et ss. Cf. également Borremans-Ponthière, J. Maquet, etc., op. cit.

(2) Dans « La Médecine scolaire » (oct. 1924, p. 237-238), MM. les Docteurs Larcher et Paul Boncour ont publié un rapport fort intéressant, soumettant une fiche scolaire concernant précisément

Nous arrivons ainsi à cette conclusion que la meilleure fiche scolaire appartient au type des « fiches brèves ». Bien qu'un peu longue encore, mais claire et accessible à tous les maîtres, nous signalons le questionnaire adopté en Belgique pour l'orientation professionnelle des orphelins de la guerre (1.).

En France, chaque Office a, jusqu'à présent, rédigé et adopté le texte des imprimés destinés aux écoles primaires, si bien qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas « une fiche » officielle, mais un grand nombre de fiches très différentes et conçues suivant des méthodes variées. Toutefois, lors de la réunion de la section pédagogique de la Commission nationale d'orientation professionnelle (le 8 février 1927) (2), on s'entendit sur le principe suivant : savoir, que ces documents devaient être le plus concis qu'il est possible, de telle façon que chaque instituteur puisse faire preuve, lorsque il en aura acquis les éléments, d'une observation personnelle et d'un travail original. On trouvera reproduit également, en appendice, le texte adopté suivant ces directives et qui nous a été communiqué par le Ministère de l'Instruction Publique.

Mais si l'on se range à cette opinion, par mesure de prudence, ne va-t-on pas risquer d'obtenir sur l'enfant des indications très incomplètes ? Nous avons fait remarquer, au cours de notre étude, combien il était vain de considérer chaque fonction mentale prise « in abstracto ». Nous avons vu que l'attention, par exem-

le caractère et la moralité de l'enfant. Mais il s'agit surtout de données psychologiques sur la sensibilité, l'humeur, la volonté, et les critiques que nous faisons aux fiches autrichiennes et allemandes, en particulier, ne s'adressent pas à cette étude où l'on peut trouver des suggestions très précieuses et que nous nous plaisons à signaler, bien que nous ne pensions pas que les fiches doivent être aussi « subtiles ».

(1) Voir en appendice, à la fin du présent volume, la reproduction de ce texte, publié dans l'ouvrage de MM. Borremans-Ponthière, Jules Maquet, Mlle Monchamps et G. Vandervest, Bruxelles, op. cit.

(2) Cf. Rapport *in extenso* publié dans le Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine n° 5 (août, septembre, octobre 1927), p. 627 et ss.

ple, devait être signalée à l'orienteur non par son intensité, mais par sa « qualité », c'est-à-dire le sens dans lequel elle s'exerce et se manifeste. Comment sur un libellé aussi sommaire le maître pourra-t-il rendre compte de son observation intelligente ? En réalité, si l'instituteur, personnellement, s'est intéressé à la pré-orientation autant qu'il est souhaitable, si, d'autre part, il a su tirer profit de son étude plus attentive, il est capable de tirer, des éléments d'une expérience complexe, des conclusions intéressantes. Dans ce cas, il importe peu qu'il fasse un long rapport dans le cadre d'un interrogatoire minutieux (et sans doute très différent de son travail ?) Il suffit que, d'un mot, il caractérise la fonction psychologique en question. Par sa conclusion et le conseil qui en résulte, l'orienteur est suffisamment éclairé.

Si, au contraire, le questionnaire est rempli par un maître plus négligent ou moins bien disposé à l'égard de cette tâche délicate, moins il y aura de questions, plus elles seront simples et moins on risquera de se tromper en interprétant ensuite les réponses.

Les fiches scolaires vaudront ce que valent les maîtres et c'est pourquoi nous conseillons de laisser une large place aux « observations personnelles ». Là, les instituteurs, selon les cas, exposeront plus ou moins en détails les raisons principales qui ont déterminé leur choix sur l'orientation la plus souhaitable du sujet (1). Les fiches doivent donc rester concises alors que la pré-orientation objective doit au contraire devenir extensible et de plus en plus approfondie, à mesure que le personnel enseignant y sera plus complètement préparé.

Une question délicate est celle du secret profession-

(1) C'est dans cet esprit qu'a été établie tout récemment la fiche scolaire utilisée par l'Office de Charleville et dont M. Lepoivre, son actif directeur, a bien voulu nous communiquer le texte. On en trouvera la reproduction, en appendice, à la fin du présent volume.

nel, qui fut déjà soulevée par certains membres de l'Enseignement. En effet, ceux-ci peuvent avoir à révéler des détails tout à fait intimes sur la mentalité des élèves, leurs tares morales ou mentales, la situation des familles, toutes choses qui n'entrent pas strictement dans leur rôle pédagogique tel que l'a fixé la loi.

C'est pourquoi il sera bon de préciser la valeur administrative de ces enquêtes et la mesure dans laquelle leurs résultats demeureront secrets.

Aux Etats-Unis, dans certaines écoles publiques (1), les élèves ont deux fiches : 1° une fiche académique et physique ; 2° une fiche sociale ; ces fiches ne sont jamais communiquées aux élèves ; elles sont des « rapports officiels » intéressant uniquement les personnes qualifiées pour s'occuper du sort des jeunes gens, c'est-à-dire les membres des bureaux de vocations, qui dépendent eux-mêmes de l'Inspection Générale des écoles.

Si l'on observe scrupuleusement une telle prudence et si les fiches scolaires, documents confidentiels, sont remis par les directeurs de l'enseignement primaire aux directeurs des offices publics d'orientation, sans sortir des mains de ceux qui en tireront immédiatement parti, la question du secret professionnel perd tout intérêt pratique.

Il en sera, d'ailleurs, des instituteurs comme il en est des médecins scolaires ; ils répondront clairement aux seules questions qui ne leur sembleront pas de nature à trahir leur conscience professionnelle et laisseront en blanc les rubriques indiscretes. Mais comme ils donneront finalement leur opinion (positive ou négative) concernant le choix du métier déjà fait par l'enfant, leur verdict impliquera une concordance entre tous les éléments de leur appréciation. Il suffira de leur faire confiance quand ils s'abstiendront de donner

(1) Par exemple celles de Cincinnati (voir *Manual of Instruction*), et pour les détails complémentaires concernant cette ville, l'étude Borremans-Ponthière, etc., op. cit.

des détails. On ne peut, d'ailleurs, exercer aucune pression efficace en la matière : il suffit que la réticence des pré-orienteurs ne soit pas systématique.

La fiche scolaire comporte également un rapport (séparé ou incorporé au même fascicule), émanant du médecin inspecteur qui a suivi le développement physique de l'enfant.

Il est bien certain que le maître devra, au premier chef, être renseigné sur l'opinion du docteur touchant les aptitudes physiques du sujet. Il y a une collaboration de fait indispensable entre tous ceux qui ont observé l'enfant durant la fréquentation scolaire. C'est le résultat de leur entente, ou l'examen du conflit existant entre eux, qui servira de base au contrôle de l'Office.

SECTION II

CHAPITRE I^{er}

*Utilité d'une formation scolaire en vue de l'orientation.
Sens de cette pré-orientation active*

Nous avons vu sur quels points particulièrement importants porterait la recherche des aptitudes chez les écoliers ; nous avons pu, en même temps, découvrir quelle difficulté présentait une telle étude, même guidée par la méthode la plus souple, et la plus prudente. La connaissance de l'enfant est chose d'autant plus délicate que celui-ci varie sans cesse, se transforme, évolue, se stabilise pour changer à nouveau. Et lorsque le moment de choisir une carrière est venu, l'évolution morale et mentale du sujet n'est souvent pas achevée ; à douze ou quatorze ans, l'adolescent se dégage à peine de l'enfance et cependant les circonstances l'obligent à choisir une activité dans cette vie sociale qu'il ignore encore (ou dont il s'est fait l'idée la plus fantaisiste). A l'âge où l'enfant riche songe encore aux jeux, aux livres d'aventures et à la façon de se faire dispenser de la version latine, le jeune apprenti connaît déjà le souci d'accomplir une tâche grave : dans un temps plus ou moins long être capable de gagner sa vie. Or, ce ne sont pas les obligations de la vie professionnelle qui, du jour au lendemain, changeront l'écolier en homme. L'enfant qui sort de l'école est encore un enfant, et pendant plusieurs années il le restera, en dépit de ses occupations sérieuses.

Dans ces conditions, comment laisser cet être inachevé, inconstant, choisir seul la voie qu'il doit suivre? Certes, les parents sont là pour le guider. Nous ne reviendrons pas sur cette constatation étrange, mais cependant réelle, que la famille où grandit l'enfant ne le connaît pas (ou, ce qui est pis, le connaît mal, se contentant de le définir), et que de plus, elle a une conception fautive de son intérêt. Il faut donc instruire l'enfant des choses de la vie pratique et l'amener ainsi insensiblement et sans qu'il s'insurge contre cette influence, comme il le fait souvent contre celle des siens, à une compréhension des choses professionnelles.

Puisqu'on prend en considération le goût de l'écopier, il faudra faire en sorte que ce goût repose sur une connaissance exacte de l'activité vers laquelle le sujet se sent attiré et qu'au lieu de l'être sans raison ou pour des raisons fausses, il sache de quoi il parle et vers quoi il s'engage.

Comme, d'autre part (nous l'avons signalé), l'enfant ignore ses aptitudes profondes et prend pour une tendance naturelle ce qui n'est le plus souvent qu'un caprice passager, lorsque l'instituteur au cours de son enseignement, sera parvenu à discerner les dispositions les plus marquées de l'enfant, il s'efforcera, par son influence personnelle, d'éveiller le goût de son élève pour le genre d'activité susceptible de lui convenir le mieux. C'est ce qu'exprime Claparède, frappé, comme tous les psychologues, par la divergence souvent très nette qui existe chez un même être, entre ce qu'il veut faire et ce qu'il est capable de faire : « C'est dans ce cas, écrit-il (1), que l'école pourrait utilement intervenir en cherchant, *par un artifice quelconque*, à donner à un écolier le goût des travaux pour lesquels il a de l'aptitude et le détourner de ceux pour lesquels il marque une passion stérile. »

(1) Opus cit.

Par quel *artifice* obtenir ce résultat ? En vérité, nous pensons qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un artifice, mais de toute une méthode pédagogique appropriée à cette transformation progressive. Il ne nous semble pas opportun de concevoir la pré-orientation comme une intervention directe et brutale de l'instituteur sur chacun de ses élèves : il ne faut pas que, systématiquement, un maître puisse orienter tel élève vers tel métier donné, en employant pour cela une persuasion purement subjective. Le pré-orienteur devra mettre l'enfant à même de choisir lui-même en connaissance de cause. Il s'agit, par conséquent, à côté de la surveillance personnelle toujours prête à rectifier les vocations fausses ou dangereuses, d'un véritable enseignement à la fois professionnel et social.

C'est sous ce double aspect que devra se présenter dans les écoles publiques l'œuvre de préparation à l'orientation professionnelle.

Cet ajustement progressif des directives données aux résultats de l'observation quotidienne, pour être rigoureusement réalisé, présenterait dans la pratique des difficultés d'autant plus redoutables que la formation finale de l'enfant dépendrait entièrement de la valeur personnelle du maître et du talent pédagogique de ce dernier. Certes, même à l'heure actuelle, l'instruction des écoliers dépend bien de la qualité des leçons qu'ils reçoivent ; toutefois, la question de « personne » est moins grave lorsqu'il s'agit surtout d'apprendre des choses : les élèves seront d'autant plus brillants que l'instituteur s'acquittera plus intelligemment de sa tâche et qu'il y mettra plus de zèle, mais les matières enseignées ont un contenu si théorique, si abstrait même, que leur influence sur le développement intellectuel de l'enfant est, le plus souvent, très faible.

Mais, lorsque le maître est chargé de former chez ses élèves et d'orienter dans un sens minutieusement choisi la compréhension même des choses de la vie réelle, sa responsabilité morale acquiert une impor-

tance telle que les pouvoirs publics, en même temps qu'ils lui confient ce rôle, se doivent d'exercer un contrôle sévère sur l'action sociale qui résultera du système.

D'ailleurs, à notre avis, cette action sociale est le but même vers quoi tendent tous les efforts déjà réalisés en vue de l'orientation professionnelle de la jeunesse. Il est donc normal que cette formation constitue, dès la prime enfance des futurs travailleurs, une œuvre d'économie sociale nécessairement cohérente et fermement dirigée.

Mais la solution du problème est d'ordre psychologique. La pré-orientation consistera en un choix judicieux d'une des aptitudes déjà manifestées par le sujet. Nous avons vu d'une part que les tendances d'une personnalité enfantine sont incoordonnées et multiples ; d'autre part, que le seul souci de ne pas contrarier l'inclination volontaire de l'enfant ne saurait servir de règle dans la détermination de la voie à choisir. Il y a donc une certaine marge entre les ressources futures décelées chez un écolier et l'utilisation finale de ces mêmes ressources. C'est ce qui rend possible l'intervention du pré-orienteur et qui la justifie.

Cette nécessité d'une intervention économique ne tient pas tant au caractère de l'orientation professionnelle elle-même (1), comme à ce fait que l'enfant, à l'âge où on le considère, est un être encore inachevé, dont l'évolution définitive est incertaine. Puisqu'il doit y avoir fatalement une part d'arbitraire dans une sélection si prématurée, ne vaut-il pas mieux *former* l'enfant dans le sens d'une activité désirable, plutôt que le *définir* alors qu'on le connaît mal ?

(1) On conçoit très bien qu'une orientation professionnelle destinée à classer des adultes s'attache uniquement aux capacités possédées par chacun, avec, pour faciliter le choix du placement, la prise en considération des débouchés *déjà existants*. Mais si cette objectivité scientifique est possible lorsqu'il s'agit d'orienter des individus dont la valeur professionnelle est une chose acquise, ce même désintéressement aboutit à une fantaisie dangereuse lorsqu'on croit pouvoir évaluer le rendement futur de jeunes écoliers.

Cette formation à la vie professionnelle est elle-même une œuvre très vaste et dont les possibilités de réalisation pratique réduiront sans doute la complexité.

Il s'agit, d'une part, de suggérer à l'écolier sur la vie économique des idées simples, plus saines que ne les conçoit le public : le goût et le respect du travail manuel, le désir de se spécialiser grâce à un apprentissage préalable (1), enfin, dans les régions agricoles où quelques centres industriels attirent la jeunesse rurale, une notion plus sage des avantages réels des travaux de la terre. Il s'agit là d'une culture très générale et que les maîtres pourront entreprendre dans les petites classes, reprenant les mêmes thèmes agrémentés de notions plus techniques à mesure que l'enfant s'instruit et s'intéresse à la vie. Dans les classes de préparation au certificat d'études, l'instituteur pourra fournir à ses élèves des statistiques susceptibles de les convaincre : concernant par exemple les salaires

(1) « En période de chômage, il faut le dire aux enfants, les manœuvres sont les premiers frappés. Si nous consultons un des rapports qu'adressait journellement l'office municipal de placement de Strasbourg à l'office d'orientation professionnelle de la même ville, nous constatons qu'en février 1921, sur 717 chômeurs hommes, 391, soit près de 55 %, c'est-à-dire plus de la moitié, appartiennent aux groupes professionnels : manutention, manœuvres et terrassements, c'est-à-dire aux groupes d'ouvriers non qualifiés, n'ayant fait aucun apprentissage. Par contre, les industries du livre, du bois, le travail des métaux, qui occupent surtout des ouvriers qualifiés, n'accusent qu'un maximum respectif de 2, 13 et 43 chômeurs (pour cent)...

Ce sont encore les manœuvres qui, dans toutes les industries, fournissent la plus grosse part des instables. Un auteur américain a montré que, pour augmenter de 700 unités le personnel de 12 usines, il fallait embaucher près de 43.000 ouvriers. La dépense occasionnée par ces mutations étant, en moyenne, de 50 dollars par unité, il s'ensuit que les frais s'élèvent à plus de 2.000.000 de dollars. Le docteur Collis, professeur d'hygiène à Cardiff, estime que l'instabilité du personnel coûte à l'Angleterre plus de 100 millions de livres par an...

Des entretiens sur des questions de cet ordre seraient propres à éveiller l'attention d'enfants de 12 à 13 ans, à les préparer au choix raisonné d'une profession, si le choix se pose pour eux ; à leur montrer l'obligation d'acquérir des connaissances techniques, si, ruraux, ils doivent demeurer à la terre. »

(In Bulletin de l'Instruction primaire du Département de la Seine, août-septembre-octobre 1927, p. 634 et ss.)

payés dans tous les métiers aux ouvriers qualifiés, et ceux bien inférieurs que ne dépassent jamais les manœuvres ; des renseignements (qui, à l'heure actuelle, ne manqueraient pas d'être édifiants) sur la supériorité des gains réalisés par les ouvriers, par rapport aux traitements des petits employés de bureaux, des fonctionnaires publics ou privés. Il y a, malheureusement, dans la petite bourgeoisie, une tendance très nette à mépriser le travail manuel : les enfants, même lorsqu'ils sont nés de parents modestes, acquièrent cette même prévention que rien ne vient combattre dans leur entourage ; pour peu qu'ils se montrent studieux, le maître (qui, au lieu d'apprendre un métier manuel, a préféré lui-même entrer dans l'enseignement public, carrière intellectuelle...) aura également tendance à encourager ces enfants dans la voie des professions libérales, sans songer qu'il serait peut-être préférable d'en faire de bons techniciens.

C'est donc tout un nouvel état d'esprit qu'il s'agit de faire naître et d'encourager dès l'enfance chez les futurs citoyens. Autour de nous, depuis longtemps, les pays voisins ont essayé d'enrayer ce mouvement social qui s'accroît de jour en jour malgré tous les avantages économiques consentis tant aux ouvriers qualifiés qu'aux cultivateurs (1).

(1) Pour l'Angleterre, consulter R.I.T. (sept. 1927, p. 421) relativement à l'application d'une loi de 1921 qui crée un système de bourses destinés aux enfants (garçons et filles) des travailleurs agricoles. Ces bourses ouvrent l'accès dans des écoles vétérinaires, des collèges d'agriculture, des fermes-écoles.

Une propagande économique dans le sens que nous indiquons a été engagée en Suisse. Dans l'*Annuaire de l'Instruction publique en Suisse* 1918 (Lausanne, Payot, même année), on trouve le texte d'une circulaire, en date du 5 janvier 1916, émanant du comité central de la Société Suisse d'utilité publique, qui priait les départements cantonaux d'instruction publique :

« D'engager les autorités scolaires locales et les membres du corps enseignant à entrer en rapport avec les associations professionnelles et les divers corps de métiers pour chercher d'un commun accord à détourner les jeunes gens d'un travail de bureau purement machinal ou de l'une de ces occupations quelconques qui, entreprises sans apprentissage sérieux, ne mènent à rien de stable? Il faut absolument gagner à un travail manuel fécond les forces vives qui se perdent. »

Nous pensons qu'une pré-orientation bien comprise et régulièrement appliquée constituerait encore l'un des moyens de propagande les moins coûteux et les plus efficaces. Les programmes contiennent bien des leçons de morale et d'instruction civique ; on donne bien, également aux écoliers, des « leçons de choses » : des cours de pré-orientation économique, même traités de façon très générale, pourraient être aisément adjoints à l'une ou à l'autre de ces branches d'étude, sans préjudicier aux connaissances formelles qu'il est nécessaire d'enseigner.

Des textes de compositions (1), des livres de classe seraient évidemment fournis aux membres du corps enseignant par les soins de l'administration publique, mais plus encore que ces documents livresques, nous pensons que les initiatives personnelles des instituteurs seraient efficaces ; sachant dans quel sens agir sur les jeunes esprits, la plupart d'entre eux sauront trouver les mots qu'il faut dire, pour se mettre à la portée des écoliers. Seulement il est indispensable de donner aux maîtres des directives si formelles qu'ils ne soient pas tentés d'en sortir, même si leur sympathie va aux métiers « propres » et aux emplois de « messieurs ». D'ailleurs, ne s'agit-il pas, en l'occurrence, d'une sorte de patriotisme économique ? Ceux qui auront compris la portée de leur tâche n'y failliront point.

Enfin, à côté de cet enseignement très général, à tendance sociale plutôt que professionnelle, la prépa-

(1) Des suggestions intéressantes ont été faites également en vue d'utiliser les matières mêmes de l'enseignement primaire dans le sens de cette pré-orientation. Voir particulièrement le programme préconisé par l'office d'orientation professionnelle des Ardennes et inséré dans une brochure destinée au personnel enseignant (Charleville 1929). Nous reproduisons en appendice, à la fin du présent ouvrage, un extrait de cette brochure.

(2) Dans cet esprit on lira avec intérêt une causerie sur l'orientation professionnelle faite à ses élèves par M. R. Paucot, proviseur du lycée de Lorient (art. paru in « L'éducation », F. Lanore, éd., 48, rue d'Assas, à Paris, n° de mars 1929).

ration des écoliers nécessitera une initiation plus approfondie aux différents genres de métiers.

Cette culture pratique aura d'abord pour effet d'ouvrir l'intelligence des enfants aux réalités de la vie qui les entoure. Aux élèves sortant de l'école primaire, posez des questions sur les métiers de batteur d'or, de chaudronnier, de zingueur, de doreur sur bois, de typographe ? la plupart d'entre eux les ignorent complètement. Comment, dans ces conditions, pourront-ils réfléchir sérieusement à une vocation possible ? Pour choisir, il faut connaître, et pour se décider, il faut savoir à quoi l'on se décide. C'est donc à la fois une idée un peu générale sur les métiers existants, la façon dont le travail est réparti entre eux, la solidarité qui relie certaines branches d'activité, et d'autre part, une connaissance plus approfondie de certaines professions, qu'il faudra donner aux écoliers.

Il est bien certain que cette formation spéciale ne pourra utilement être commencée qu'assez tard, lorsque l'enfant sera capable de comprendre les explications du maître. Toutefois, dès dix ou onze ans, les programmes appliqués devront contenir obligatoirement des « leçons théoriques sur les métiers ». Enfin, concurremment avec l'enseignement professé dans la classe, la pré-orientation comprendra une initiation plus directe et plus vivante par des visites d'usines, de chantiers, d'ateliers, par des conférences agrémentées de projections cinématographiques.

Beaucoup d'écoles primaires, notamment dans le département de la Seine, sont déjà dotées d'ateliers où les écoliers peuvent s'exercer aux travaux du bois et du fer : ils n'y apprennent réellement aucun métier, mais il y prennent le goût des métiers manuels et font preuve de leurs dons naturels et de leur habileté

en ces sortes de travaux (1). Il serait à souhaiter non seulement que les classes de pré-apprentissage fussent multipliées, mais encore que celles qui existent rendissent possible l'initiation à des activités plus variées et plus nombreuses (2).

Une objection se pose immédiatement devant un tel programme pédagogique : les instituteurs ne pourront parler de tous les métiers possibles, comment choisiront-ils parmi tous ceux qui existent, afin d'y intéresser spécialement leurs jeunes élèves ?

Ce choix est si important que nous ne croyons pas devoir en laisser entièrement l'initiative aux maîtres. Selon les époques et, en un même temps, selon la région considérée, l'intérêt économique du pays tout entier peut varier. Il n'est pas toujours également opportun de tenter l'orientation d'un grand nombre d'enfants vers l'apprentissage de tel métier déterminé. D'abord, les besoins industriels, commerciaux, agricoles sont déterminés, sinon absolument par la situation du marché local, tout au moins par les débouchés propres à chaque région : il serait donc vain d'essayer, par une réglementation administrative, d'uniformiser les programmes de pré-orientation. D'autre part, d'une année à l'autre les conditions de l'équilibre des offres et des demandes d'emploi concernant une profession

(1) Il y a enfin des distinctions à faire dans la distribution du travail suivant la destination probable des écoliers. C'est ainsi qu'on peut lire dans les dernières instructions du nouveau plan d'études des Ecoles primaires (1923) : « Sans doute, le futur ouvrier agricole ne sera pas exclusivement astreint au travail du jardin ou du champ d'expériences; il sera initié à des travaux d'ateliers sans lesquels il serait incapable de réparer sa bêche ou sa charrue. Mais il n'en est pas moins vrai que le futur ouvrier d'usine devra consacrer plus de temps à l'atelier scolaire ou, s'il n'existe pas d'atelier, aux travaux manuels en relation directe avec son métier éventuel. Il ne sera pas plus exclu du jardin scolaire que son camarade de l'école rurale ne sera exclu de l'atelier. Mais, dans le dosage des exercices, l'instituteur rural fera la part plus grande à ceux du jardin, l'instituteur urbain à ceux de l'atelier. » In « Le problème de l'orientation professionnelle », fascicule publié par l'office départemental des Ardennes (Charleville 1929).

(2) Voir à ce sujet l'étude de M. J. Fontègne : « Manualisme et Education ».

peuvent se modifier, soit insensiblement, soit brusquement, à la suite d'événements les plus divers : grève, découverte, mode nouvelle, mouvements politiques intérieurs ou extérieurs. Les pré-orienteurs devront être avisés de ces changements et pouvoir aussitôt modifier leur action en conséquence. En principe, les orienteurs eux-mêmes sont tenus au courant de la situation économique et de ses variations ; il faudra parallèlement en informer les membres de l'enseignement, directeurs et maîtres d'école communale, puisque leur influence déterminera en partie les possibilités d'action des offices publics chargés de conseiller, en dernière analyse, les écoliers.

A notre avis, cette préparation à la vie professionnelle, cette détermination pédagogique des vocations les plus dignes d'être encouragées représente le fondement pratique le plus efficient de tout le système d'orientation professionnelle.

Et cela seulement, comme on pourrait le croire, du seul point de vue utilitaire de l'équilibre économique, mais encore en considération de l'intérêt individuel le mieux compris. C'est une lacune regrettable, dans notre culture générale, que de connaître si peu la vie professionnelle de notre pays. Même chez les adultes, qui donc peut se faire une idée sensée du travail représenté par les objets d'usage le plus courant ? Ceux qui ont un métier manuel (ou qui dirigent une entreprise de cet ordre) connaissent leurs spécialités et ignorent la plupart des autres.

Les parents, malgré l'intérêt qu'ils portent à leurs enfants, sont de mauvais juges d'un avenir professionnel qu'ils ne peuvent envisager qu'à travers des notions très vagues et le plus souvent erronées. Cette ignorance des métiers est peut-être plus grave que l'ignorance où sont les familles des capacités réelles des futurs apprentis. Et la pré-orientation, œuvre avant tout scolaire et confiée au corps enseignant, devra étendre son action morale, dans la mesure où une telle

propagande est possible, aux pères, aux mères qui, en définitive, seront maîtres du sort des enfants, libres d'accueillir ou de rejeter le conseil donné par l'office, comme ils auront pu combattre l'action sociale exercée par le maître d'école.

C'est pourquoi, après avoir étudié dans leur réalisation pratique les principaux modes de pré-orientation scolaire, nous aborderons la question, délicate entre toutes, de l'adaptation progressive de l'opinion publique.

CHAPITRE II

La vie sociale de la classe. — Théories de l'école nouvelle, école active et école du travail. — La réforme autrichienne de 1926.

Ce qu'on a reproché le plus vivement à l'école, en ce qui concerne son concours à l'œuvre d'orientation, c'est avant tout d'être un milieu factice où l'enfant ne peut être utilement ni étudié, ni formé à la vie professionnelle — et cette critique semblait devoir condamner toute pré-orientation tentée dans le cadre actuel de notre enseignement primaire.

Nos méthodes pédagogiques sont-elles réellement si étroites qu'on ne puisse les concilier avec un enseignement de préparation professionnelle efficace et vivant ? Car il s'agit avant tout, d'intéresser l'enfant, d'éveiller sa curiosité et de meubler sa mémoire de connaissances plus pratiques. Ces matières nouvelles ne demandent-elles pas, pour former l'écopier au sens de la vie réelle, une technique plus souple, inspirée elle-même d'un prit plus moderne ?

Sans entrer plus avant dans une discussion qui n'intéresse qu'indirectement le sujet de la présente étude, nous tenons à faire remarquer que le reproche adressé à notre pédagogie soulève en principe la même question, qu'il s'agisse de préparer les écoliers à une future orientation professionnelle, ou seulement de leur donner une instruction générale. Si la façon d'enseigner est mauvaise, elle l'est pour toute chose. Mais comme les hommes qui se sont intéressés à la pré-orientation, sont le plus souvent déjà gagnés à la cause d'une pédagogie plus large et plus compréhensive de l'âme enfantine, la théorie même de l'orientation scolaire

semble en contradiction avec la pratique actuelle systématique et formelle.

Faut-il faire la classe plus vivante, et toutes les matières du programme devront-elles porter la marque de l'idéal nouveau qui est l'appel de la vie professionnelle ? Ou bien, sans diminuer en rien le résultat qu'on peut espérer d'une telle formation économique, pourra-t-on se contenter de juxtaposer les deux enseignements, sans rien changer à la méthode habituelle ?

Du point de vue de l'administration intérieure, une telle question vaut d'être posée, car la réponse qu'on y doit faire fixe à peu près exactement l'étendue de la réforme.

Le fondement psychologique de l'école nouvelle est le suivant : Le maître doit seulement guider les élèves, tout en suivant le développement naturel de leur personnalité. L'éducation doit être dirigée tant en vue de la vie collective qu'en vue du développement de la personnalité. Donc, pas de règle rigide ni de plan immuable. c'est le désir de connaître, éveillé dans la classe tout entière, qui suscitera la leçon à faire. L'instituteur devient une sorte d'associé intellectuel des enfants et ceux-ci, en fait, dirigent le travail, sous son simple contrôle. Mais quels éléments viendront éveiller cette curiosité studieuse ? Nous touchons là au caractère le plus original de l'école *active* (1). Au lieu de puiser sa source dans les livres, toute l'activité scolaire s'exerce au sein même de la réalité vivante, les sujets d'études étant trouvés tant en dehors de l'école, grâce aux promenades dans la ville, dans la campagne, aux visites dans les usines, chez les marchands ; grâce au principe des « centres d'intérêt » ou de concentration déjà préconisé par le Docteur Decroly, il n'y a pas de coupures arbitraires entre les matières enseignées. Autour d'un même objet, le maître enseignera à ses élèves tout ce qui se rapporte à

(1) Cf. Ferrière. La pratique de l'école active. (Edit. Forum 1924.)

sa fabrication, à son usage, aux épisodes historiques que certains peuvent évoquer, à sa composition physique, chimique, etc... Il faut, suivant l'expression de Dengler (1), par tous les moyens et à tous les instants, « accorder l'appel de la vie sociale avec l'épanouissement de la personnalité ». Un peu différentes de cette conception de l'école active, mais cependant inspirée des mêmes principes psychologiques, nous devons également signaler les théories de l'école du Travail (en allemand Arbeitsschule) qui pose en principe que le travail de chaque enfant doit être personnel et en ce sens surtout, productif, « ce qui intéresse l'enfant, ce qui entraîne chez lui non pas l'attrait passager du caprice, mais l'effort soutenu, cela révèle une tendance profonde. Cette tendance, il faut la nourrir, la cultiver. en tirer parti » (2). Comme on peut le voir, ce système est très proche du but qu'on cherche à atteindre par la pré-orientation : permettre, grâce à une initiation plus directe aux choses de la vie, l'éveil des dispositions naturelles de l'écologiste. Bien que ces idées puissent sembler utopiques, quand on les compare à notre pratique scolaire, il n'en est pas moins vrai qu'elles ont donné naissance à des expériences fructueuses, voir à des institutions durables. La première école nouvelle a été fondée en 1889 par le Docteur Cecile Reddie, à Abbolsholme, dans le Derbyshire (Angleterre). En 1920, des expériences du même genre ont été faites à Bese, en Suisse. En Autriche, enfin, dès 1919, un décret ministériel du 4 juin appliqué à titre provisoire à partir de septembre 1920 annonce l'ouverture de classes d'essais, et la réforme, à partir de 1926, fut

(1) Article Bull. de la Société Alfred Binet (juin-juillet 1925).

(2) Ferrière: Le Fondement psychologique de l'école du travail.

adoptée à titre définitif par toutes les écoles élémentaires du pays (1).

A Vienne, « la classe, organisée en un petit atelier où le travail serait collectif, où chacun apporterait sa part personnelle à la tâche commune, est apparue comme l'organisation du travail scolaire le mieux adaptée à l'école active, ayant une valeur éducative et sociale dont on ne peut nier l'importance » (2).

Il y a de telles similitudes entre la pré-orientation et l'esprit dans lequel fut conçue une telle réforme, que sans préjuger de la valeur pédagogique de la méthode autrichienne, on a pu se demander si l'organisation pratique de la pré-orientation n'exigerait pas, pour être pleinement efficace, l'adoption d'un système analogue. Car il s'agit à la fois, nous l'avons vu, de connaissance et de formation morale du futur travailleur : la pratique de l'école active, voire de l'école du travail, en laissant à l'enfant la libre expansion de sa spontanéité, facilite également l'une et l'autre tâche.

L'orientation professionnelle est d'ailleurs organisée à Vienne avec un souci très net d'obtenir une *collaboration* constante entre les instituteurs, les médecins et les offices de placement ; et cette collaboration est rendue toute naturelle par le nouvel esprit qui anime l'enseignement public. Comme l'écrivait M. Fontègne, après la visite qu'il fit en septembre 1928 aux offices d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich : « Il est hors de doute que la réforme scolaire accomplie plus spécialement à Vienne grâce à Otto Glockel, a aidé puissamment les enfants à connaître les différentes branches de l'activité économique viennoise » (3) et,

(1) Cf. Dottrens: *L'éducation nouvelle en Autriche* (Neuchâtel, Suisse), p. 47 et ss. Voir également sur toute cette question l'article paru dans « *L'enseignement public* (1929, Delagrave), de MM. Ch. Lecomte et J. Fontègne.

(2) Dottrens, op. cit., p. 175.

(3) J. Fontègne: « Une visite aux offices d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich », in *Bull. de l'Inst. Nat. d'orientation professionnelle* (janvier 1929).

ajoute-t-il, « les monographies professionnelles mises à la disposition des maîtres et des enfants témoignent d'un sens pratique et pédagogique, d'un souci de la vérité et d'impartialité qu'il nous plaît de signaler ».

Est-ce qu'une telle harmonie dans l'éducation de la jeunesse est irréalisable en France sans rien changer à notre pédagogie traditionnelle ?

Nous pensons que la pré-orientation et l'instruction désintéressée sont deux domaines bien proches l'un de l'autre, mais qui peuvent et qui doivent aisément co-exister.

La préparation des écoliers à l'orientation professionnelle ne doit pas être subordonnée à la solution d'une question de pédagogie aussi grave et aussi générale. Le maître peut continuer à faire sa classe comme il a coutume de le faire, et l'histoire, l'orthographe seront enseignés de la même façon, pas très gaie, pas très amusante, il est vrai, mais dont on connaît les résultats. Et c'est également sous forme de leçons, de cours, de devoirs, que seront enseignées les matières nouvelles concernant l'activité professionnelle et la technique sommaire des métiers. Il n'est pas besoin d'invoquer un « centre d'intérêt ». Les leçons vaudront ce que vaudra le maître (comme lorsqu'il s'agit de calcul ou de dessin), mais il n'est pas à craindre que les enfants se lassent d'entendre parler sur la façon dont on fait le pain, dont on répare les pneus, dont on construit les avions !

Nous croyons pouvoir dire qu'il ne faut envisager qu'un simple enrichissement de l'enseignement public et non une révolution inutile, peut-être dangereuse.

Est-ce à dire que tout soit à négliger dans l'expérience dont nous sommes les témoins curieux (parfois un peu sceptiques) ? Il y a, au contraire, dans ce mouvement social et pédagogique, une source abondante de remarques judicieuses, de suggestions ingénieuses et pleines de vie.

Le fait, par exemple, de se préoccuper du désir des

élèves dans le choix des sujets d'études, doit être retenu utilement ; le maître pourra, quelques jours avant de donner son cours économique, soumettre à la classe une liste de quelques leçons portant sur des métiers très différents ; chacun choisira ce qui l'intéresserait le plus, votera dans ce sens et pour obtenir gain de cause, expliquera ses raisons à ses petits camarades ; finalement, le maître traitera les sujets ayant obtenus le plus grand nombre de suffrages : mais le grand intérêt de cette pratique sera, pour lui, l'examen du choix fait par chacun, l'étude de l'influence progressive de son enseignement sur l'opinion collective de la classe, les courants d'idées qui se dessineront. Il y a là une sorte d'embryon de vie sociale parfaitement compatible avec la discipline intérieure, et dont le pré-orienteur tirera le meilleur profit.

Ce qu'il faut, c'est garder *vivant* l'enseignement de ces matières pratiques. Pour cela, chaque enfant doit se trouver entraîné à une collaboration consciente et sentir lui-même sa curiosité, son goût s'affirmer dans le sens de sa nature profonde.

Avant toute chose, la spontanéité des écoliers devra scrupuleusement être respectée : c'est la condition même d'une pré-orientation intelligente et utile ; rien ne saurait être négligé pour en développer l'expansion. La vie sociale de la classe, même moins développée qu'elle peut l'être dans l'application des théories de Glockel, de Pestalozzi, du Docteur Lietz (en Allemagne) devra être encouragée dans la mesure où l'instituteur le jugera opportun. A ce sujet, nous tenons à signaler l'intérêt d'une curieuse expérience faite à Bruxelles, entre 1910 et 1913, dans l'école de la rue de l'Hermitage. Les écoliers, avec l'assentiment de leurs maîtres, avaient fondé un journal périodique rédigé, imprimé et vendu au sein de l'école. Grâce aux prix des abonnements, les frais d'impression et de fournitures se trouvaient toujours couverts. Or, il ne s'agissait pas d'un enfantillage : tout fonctionna parfaitement du-

rant plusieurs années. Les articles étaient rédigés par les élèves ; ils comprenaient des récits de voyage, des commentaires de la vie de la classe ; des annonces, des réclames, des dessins, des critiques sur les livres de lecture, les romans, lus par les enfants ; le tout agrémenté d'appréciations souvent judicieuses sur les leçons du maître, et cela beaucoup plus librement qu'on serait tenté de le croire (1). Il y a là, une suggestion originale et digne d'être méditée, sinon pour l'exemple, du moins pour la révélation qu'elle contient d'une discipline et d'une activité libre, entre écoliers.

Mais il s'agit d'initiatives personnelles dont on pourra seulement suggérer le sens et la portée au corps enseignant ; aucun règlement administratif ne peut apporter un perfectionnement réel dans l'application d'une méthode aussi hardie. Nous n'avons indiqué ces quelques exemples d'initiation de l'enfant à la vie sociale que pour souligner l'importance des innovations possibles et l'aide efficace qu'une initiative heureuse pourra toujours apporter au pré-orienteur.

Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que certaines organisations officielles sont susceptibles d'élargir le champ d'action du maître, tant pour le dépistage des capacités que pour l'orientation elle-même.

La multiplication des ateliers de travaux manuels (2)

(1) Cf. étude de Ferrière et reproduction des articles publiés dans le journal, op. cit. p. 119 à 138.

(2) « Le travail manuel n'est guère organisé dans les grands centres. Il serait désirable que, conformément aux programmes de l'enseignement primaire, l'enfant fût mis à même de manier des outils.

Ne finirait-il pas par aimer cette matière qu'on l'invente à travailler ? et cet amour ne se reporterait-il pas sur les différents métiers où cette manière est utilisée ?

Nous ne demandons nullement à l'école primaire d'être un lieu d'apprentissage, mais nous voulons que l'enfant appelé à choisir un métier ait été à même de connaître le plus grand nombre possible de gestes et mouvements professionnels qui sont à la base des métiers.

Nous demanderons donc la généralisation à l'école primaire du travail manuel éducatif auquel nous assignons les buts suivants :

- a) Education de l'œil et de la main ;
- b) Connaissance plus intime de l'outillage usuel ;

apporterait une aide précieuse non seulement dans les grands centres mais aussi dans les campagnes, où l'on ne peut retenir tous les enfants aux champs, mais où il serait bon de pouvoir encourager les petits métiers d'artisans, de plus en plus rares.

Si l'on en croit la théorie classique de Gross, le jeu est de, toutes les activités de l'enfance, celle qui prépare le plus pleinement à la vie dans toutes ses fonctions ; il est encore plus certain qu'il est propre à déceler les aptitudes et le caractère du sujet. Le jeu libre et collectif est effectivement social. Les Italiens en ont si bien compris toute l'utilité, qu'ils ont organisé des clubs scolaires où les enfants trouvent tous les jouets qu'ils désirent ; tous les jeux, tant en plein air qu'en salles closes aménagées pour la gymnastique. Le principe du « Ritrovo del Fanciullo » (1) est de laisser les enfants s'ébattre librement sous la surveillance des maîtres. Les jeux mis à la disposition de l'école peuvent être choisis parmi les plus instructifs (constructions mécaniques, jeux d'adresse, de précision, de patience, modelage amusant, panoplies d'employés, d'ouvriers, etc...). Les enfants ayant eux-mêmes la responsabilité du bon entretien et de la conservation du matériel font la police entre eux et acquièrent ainsi le sens de la responsabilité. On ne

c) Maniement du plus grand nombre possible de matières premières;

d) Possibilités plus grandes pour l'enfant de révéler ses aptitudes et en particulier ses aptitudes manuelles, conséquemment pour le maître de les découvrir et de les signaler. »

L'école primaire et la pré-orientation professionnelle. Rapport présenté à la section pédagogique de la Commission nationale d'orientation professionnelle et adopté dans la réunion du 8 février 1927. In: Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine N° 5 (août-septembre-octobre 1927), p. 632 et 633. On consultera également avec intérêt l'article de M. Lomont (de la Chambre de Commerce de Paris) sur une méthode expérimentale en orientation professionnelle par les ateliers-écoles: in « L'Education » (mars 1929).

(1) Cf. art. de Maria Diez Gasca. Congrès international d'orientation professionnelle féminine, p. 33 et ss.

saurait trop encourager les organisations de ce genre. Elles sont adaptables à toutes les pédagogies. Leur seul défaut est d'exiger une mise de fonds assez importante ; mais il est des sacrifices nécessaires et les pays voisins de la France n'hésitent pas à les faire. Dans notre pays, les gens sérieux ont tendance à considérer comme superflue toute innovation dont le résultat n'est pas immédiat.

Nous croyons cependant pouvoir espérer qu'en même temps que les pouvoirs publics permettraient le fonctionnement régulier d'une pré-orientation scolaire, des fonds seraient trouvés pour en améliorer très simplement les moyens d'action. Il vaut mieux perfectionner le matériel que multiplier les emplois. Mais c'est là un principe d'économie sociale qu'on respecte rarement.

CHAPITRE III

*Conférences et leçons sur des sujets professionnels.
Utilisation du cinéma et de la projection fixe.*

Durant les dernières années de fréquentation scolaire, les enfants recevront une instruction spéciale concernant la technique sommaire, l'activité sociale, le rôle économique des métiers dont l'apprentissage semble offrir le plus d'avenir dans chaque région considérée. Le maître devra donc ajouter au programme ordinaire des études primaires cette matière nouvelle. Pour que cette culture, qu'on veut donner aux écoliers, soit fructueuse et cohérente, il faut prévoir au moins une trentaine de leçons dans le cours d'une année : ce chiffre est un minimum, car s'il est possible de parler en quelques minutes de certains métiers, d'autres, plus complexes, se ramifiant en nombreuses branches, exigeront d'assez longs développements. Mais dans les campagnes, là où les enfants ne doivent pas être encouragés à se spécialiser dans les professions industrielles ou commerciales, le problème pédagogique se présente sous un autre aspect : en plus des leçons sur les métiers de l'artisanat, dont le cycle est vite parcouru, le maître devra s'efforcer de faire connaître à ses élèves les perfectionnements apportés à la culture par les découvertes scientifiques. Il leur montrera comment, à peu de frais, on peut rendre plaisant et propre un intérieur de ferme. Ce n'est pas qu'il faille espérer éveiller chez les jeunes campagnards, ni même chez les jeunes campagnardes, un goût prononcé pour l'art ménager moderne (les enfants ont, sur ces sortes de choses les idées de leur milieu et s'accommodent très bien des pires usages).

Mais ils parleront chez eux de ces choses nouvelles, et, s'y intéressant, penseront moins à l'attrait fallacieux des villes. Enfin, il faut reconnaître que dans les régions uniquement agricoles la pré-orientation générale, telle que nous l'avons définie dans un précédent chapitre, devra, proportionnellement, être plus développée que l'initiation aux différents métiers. Mais c'est là une question d'adaptation au milieu et aux circonstances, et nous ne voulons qu'indiquer le principe même que les services de l'enseignement devront appliquer.

Dans les petites villes, dans les centres industriels, les écoliers seront plus largement initiés à la vie des métiers ; et l'instituteur devra leur faire des cours, leur en demander la récitation, leur soumettre des sujets de composition comme s'il s'agissait d'une matière du programme habituel, avec cette différence que son but sera, d'une part, de convaincre de la supériorité d'un certain nombre de professions qui lui auront été signalées, à cette fin, par la direction dont il dépend, et, d'autre part, d'observer la portée de ses explications sur la personnalité de chaque élève.

Mais on pourrait craindre que cet enseignement ne parût fastidieux aux écoliers et c'est ce qui arriverait fatalement, quel que soit le talent du maître, si les leçons sur les métiers se confondaient avec les « leçons de choses ». Il ne s'agit plus ici de meubler la mémoire de l'enfant, mais bien d'éveiller son goût et son intelligence pratique. Il est donc *indispensable* de rendre la pré-orientation attrayante, sous peine de voir tout l'effort du corps enseignant rester vain. Il ne faut pas que les écoliers éprouvent à l'égard de cette matière nouvelle, le même ennui que leur inspire, trop souvent, le sujet des leçons ordinaires.

Pour que la pré-orientation soit une œuvre vivante, rien ne doit être négligé. C'est pourquoi les conférences organisées avec le concours et l'assistance de personnalités compétentes (orienteurs détachés des

offices voisines, techniciens, professeurs des écoles professionnelles, directeurs des bureaux de placement, voire même des ingénieurs, des commerçants, des industriels (1), seraient le complément indispensable des leçons sur les métiers. Certes, nous nous voyons dans l'obligation de faire encore appel à la bienveillance et au dévouement des particuliers, ainsi qu'il a été fait jusqu'à ce jour, en matière d'orientation professionnelle. Mais en admettant même que ces concours soient rétribués, dans certains cas, par des indemnités trop justes de frais divers et de déplacement, nous pensons qu'il serait encore moins onéreux pour l'Etat d'utiliser des compétences déjà existantes que de créer un corps nombreux de fonctionnaires spécialement recrutés en vue de cette œuvre économique et sociale. En outre, l'enfant ne verra pas dans celui qui lui parlera directement de son propre métier un professeur ordinaire. Il écouterait avec une curiosité renouvelée le monsieur qui est venu parler du pain qu'on pétrit, du beurre qu'on baratte, des livres qu'on imprime. Pour que les parents maladroits ou négligents n'empêchent pas leurs fils et leurs filles d'assister à ces conférences, il ne faudra pas hésiter à *comprendre celles-ci dans l'horaire officiel des études*. Et cela même si les circonstances conduisent à organiser certaines d'entre elles à des heures de la journée accessibles à tous.

Dans les régions éloignées des centres, dans les pays où l'on obtiendra difficilement la collaboration de conférenciers intéressants, c'est le maître lui-même, le directeur de l'école, ou encore l'inspecteur de l'enseignement public au cours de ses déplacements, qui seront chargés le plus souvent de cette tâche. Si nous faisons, même dans ce cas, une différenciation entre

(1) Pour ces derniers, il serait bon de prendre quelques précautions, en vue d'éviter la méfiance des parents: on pourra, par exemple, profiter de déplacements effectués par les membres des groupements syndicaux, des chambres de métiers ou de commerce, afin que le conférencier ne soit pas établi justement dans le pays.

ces conférences et les leçons scolaires sur les métiers, c'est que les moyens employés pour attirer et retenir l'attention du jeune auditoire seront infiniment plus nombreux au cours des premières. D'abord, les élèves de plusieurs classes, ou même, parfois, de plusieurs écoles voisines, seront groupés ; de plus, pour la commodité de la réunion, ils seront rassemblés dans une salle de mairie, une salle de théâtre ou de cinéma, locaux plus vastes que les classes et mieux aménagés. Il ne faut pas craindre, pour éveiller l'intérêt des écoliers, de faire de ces conférences des occasions de s'amuser : toute nouveauté est un sujet d'amusement pour la jeunesse.

Enfin, l'exposé du conférencier devra, dans la mesure où cela est déjà matériellement possible, et de plus en plus souvent grâce au développement du matériel de notre Enseignement, s'accompagner de projections illustrant le sujet de la causerie.

Du point de vue pédagogique le plus général, la question du cinéma et de son utilisation est encore très discutée. Certains membres de l'enseignement ont observé, en effet, que la portée éducative des films scolaires était moins satisfaisante qu'on aurait pu l'espérer. L'attention du sujet, dispersée par le mouvement incessant des images, est incapable de se fixer et de conserver un souvenir durable. La projection d'images fixes semble donc présenter de meilleures qualités pédagogiques par ce seul fait que la mémoire de l'enfant reste mieux impressionnée. Dans le même ordre d'idées, on a remarqué encore que le conférencier ou le maître donnait des explications plus précises, plus claires, lorsqu'il pouvait se reporter fréquemment aux détails d'une projection stable, tandis que la mobilité du film cinématographique s'accommode mal au rythme différent de la pensée et de la parole.

Mais malgré ces objections, il est bon de faire une distinction très nette entre le film d'orientation professionnelle et le film pédagogique : les fins qu'ils pour-

suivent sont différentes. Les projections utilisées en pré-orientation (au contraire de celles dont on illustre les leçons d'histoire naturelle, de physique, de géographie) sont avant tout destinées à éveiller l'intérêt de l'enfant, à satisfaire sa curiosité concernant les choses de la vie réelle : or, la vie professionnelle est faite de mouvements ; pour donner aux écoliers une impression vive et durable, le cinématographe est, à notre avis, incontestablement supérieur à la projection fixe.

La Commission nationale d'orientation professionnelle a émis sur les films déjà édités des critiques qui nous semblent judicieuses, sans toutefois qu'on en puisse inférer que le cinéma ne puisse être un jour intelligemment adapté aux besoins de la pré-orientation. « Le cinéma peut, en orientation professionnelle, comme ailleurs, faire beaucoup de bien et beaucoup de mal. Si le nombre des films se rapportant aux métiers était plus grand ; si les images présentées correspondaient davantage à la réalité ; c'est-à-dire ne laissaient pas dans l'ombre, plus ou moins volontairement, certains inconvénients des métiers ; si les personnages projetés sur l'écran ne paraissaient pas toujours se jouer des difficultés qu'ils rencontrent et des fatigues auxquelles, dans certaines occupations, ils sont inévitablement exposés... nous appellerions de grand cœur le cinéma à notre aide » (1), et les membres de la Section pédagogique d'ajouter : « Quoiqu'il en soit, nous ne le négligerons pas, car il est susceptible de susciter des vocations et de faire connaître *certain métiers qu'il y aurait peut-être intérêt à implanter à nouveau dans quelques régions.* » Quand ce ne serait que pour aider à cette propagande économique dont les techniciens eux-mêmes commencent à ne plus céler l'importance, il nous semble indispensable d'encourager la multiplication et le perfectionnement des films de pré-orientation. D'après un rapport fourni par

(1) Bull. de l'Instr. Prim. du Département de la Seine (août-septembre-octobre 1927, p. 632).

M. L. Ripault, il résulte qu'en 1920, lorsque le Musée pédagogique (dont M. Ripault est actuellement directeur) établit un premier service de films destiné à compléter celui des vues fixes, les prêts effectués durant l'année furent au nombre de 54. Or, depuis cette époque, les prêts se multiplièrent de la façon suivante (1) :

En 1921.....	3.541
— 1922.....	11.574
— 1923.....	19.525
— 1924.....	22.345
— 1925.....	24.563
— 1927.....	28.915

« En 1927, dans le désir de répondre à toutes les demandes qui risquaient de submerger le service, la direction est entrée hardiment dans une réforme profonde de décentralisation ; elle a organisé des cinémathèques départementales ou régionales. A la disposition des cinémathèques, le Musée pédagogique met un certain nombre de films qui varie, selon l'importance du nombre des appareils, de 25 à 200. A la fin de 1928, les films fournis par les Ministères de l'Agriculture et de l'Instruction Publique avaient été projetés plus de cent mille fois. Nous avons à notre disposition environ 5.000 bandes. »

Ce matériel comprend tous les films destinés à l'enseignement ; il est certain que le jour où les services de l'orientation professionnelle seront pourvus d'un matériel cinématographique (2) et d'un nombre de

(1) Cinéopse, janvier 1929, p. 86.

(2) D'un tableau récapitulatif dressé en 1928 par le Ministère de l'Instruction publique, il résulte que 14 offices publics sont pourvus d'appareils cinématographiques (Bellegarde, Saint-Quentin, Troyes, Marseille, Toulouse, Tours, Voiron, Chaumont, Laval, Lorient, Le Mans, Rouen, Auxerre, Montreuil). Des subventions sont déjà prévues pour l'achat d'appareils destinés aux offices publics qui n'en sont pas pourvus. (En 1927, l'Office du Mont-de-Marsans a reçu du Ministère 1.500 francs, spécialement affectés à cet achat.) Attendu qu'il existe déjà 74 offices publics, on peut aisément imaginer ce qui reste à faire dans ce domaine.

films suffisant pour réaliser complètement le programme que nous proposons, l'entretien des appareils de projection, et le renouvellement des bandes ne constitueront plus qu'une dépense relativement modeste (1).

Enfin, en attendant que l'Etat ait réalisé la mise au point de ces services de cinémathèques, la projection fixe peut et doit être utilisée dans toutes les écoles, pour l'illustration tant des conférences que des entretiens sur les métiers ; elle nécessite généralement un matériel simple et peu coûteux : l'inconvénient du procédé tient plutôt à la fragilité des plaques et à leur prix de revient assez élevé. Nous signalons l'ingéniosité d'un procédé utilisant, pour la projection fixe, la pellicule cinématographique : « On sait, écrit M. Fred Cornelissen, Secrétaire général du 1^{er} Congrès international du cinématographe, que, pour la projection animée, on impressionne la pellicule cinématographique à raison de 16 images par seconde, décomposant le mouvement. L'innovation consiste à impressionner le film, non plus à raison de 52 images par mètre en trois secondes, mais à raison de 52 images fixes, toutes différentes, destinées à être projetées comme des clichés sur verre. Ce procédé présente de gros avantages. D'abord le *film* de projection fixe est très économique, chaque vue revenant au maximum à 0 fr. 10. Pour chaque école un film de 100 vues reviendrait donc exactement au prix d'un petit manuel scolaire. Ensuite le film est incassable, très léger et occupe un volume insignifiant. » (2)

(1) Après la réunion du comité du cinéma (le 17 mai 1927), M. Bureau a publié un rapport ainsi conçu : « Il a été réalisé pour chacun des films de la collection d'orientation professionnelle une notice très étudiée qui a reçu l'approbation de M. Fontègne et qui a été envoyée dans nos diverses cinémathèques de province : 15 films d'orientation professionnelle ont été mis au point depuis le 1^{er} janvier 1927, 44 conférences avec films commentés ont été organisées par nos soins. » (Cinéopse, 17 juillet 1927.)

(2) Bulletin de Pédagogie de la Psych. et la Vie, p. 24 (N^o de janvier 1929).

Un tel procédé est susceptible de rendre dès à présent des services appréciables à la pré-orientation. Bien plus, même lorsqu'il existera des films d'enseignement professionnel assez nombreux et que l'usage du cinématographe sera tout à fait adapté aux besoins de l'Enseignement, au cours des conférences d'orientation, et alors que le film animé fera vivre devant les yeux des enfants les différents aspects d'une profession, la projection simultanée, sur un écran voisin d'une image fixe, apportera aux souvenirs de l'auditoire plus de netteté. Ce procédé aura l'avantage de synthétiser des notions que la rapidité et la complexité des images mouvantes pourraient rendre confuses.

On peut craindre que l'enfant, chaque fois qu'il viendra d'écouter une conférence de ce genre, ne s' imagine immédiatement qu'il a une vocation pour le métier dont on vient de lui parler. C'est un phénomène de suggestion, certes inévitable, mais sans danger. En effet, après quelques jours de réflexions, l'enfant aura oublié son engouement fugitif si celui-ci ne devait pas révéler un goût véritable. Sans cet enthousiasme, dont certains s'effraient, la pré-orientation n'atteindrait pas son but qui est, avant tout, d'éveiller chez les écoliers le sens et la compréhension de la vie économique.

CHAPITRE IV

Les visites d'usines et d'ateliers. — L'organisation des classes-promenades. — Avantages de l'initiation directe et difficultés pratiques. — La responsabilité édictée par l'article 1384 du Code civil et l'application de la loi du 20 juillet 1899.

Venant enfin achever l'impression produite par les leçons, les conférences et les projections, nous avons parlé des visites que les élèves, sous la conduite de leur maître, feraient sur les lieux même où le travail s'effectue (1). Ils verront (et c'est là toute l'utilité du système) la fabrication, la vente des objets qui les entourent ; ils verront l'ouvrier devant sa machine, l'employé à son poste, le vendeur à son comptoir. Et non seulement ils meubleront leur mémoire de souvenirs utiles, susceptibles de contribuer au développement de leur intelligence, mais ils ressentiront devant le spectacle qui se déroule sous leurs yeux des impressions plus ou moins vives de dégoût ou d'attrance.

Alors qu'on a pu, avec raison, reprocher à certains films d'éducation professionnelle d'être composés avec partialité, de laisser dans l'ombre bien des aspects déplaisant des métiers, dans le contact direct de l'enfant avec la vie des travailleurs, aucune mise en scène n'est à craindre. Certes, une visite, voire plusieurs visites successives dans un même atelier ne sauraient

(1) A cette formule générale il serait bon d'ajouter les expositions de travaux manuels exécutés par les apprentis et les artisans, les ateliers d'apprentissage et les écoles professionnelles, les musées nationaux : tous lieux où les écoliers trouveront sous toutes leurs formes le matériel professionnel et les objets fabriqués. Mais à notre avis, la vue même de la *vie des métiers* est infiniment plus suggestive.

révéler une *vocation* absolument sûre : mais c'est le moyen le plus rapide et le plus complet d'évoquer devant lui le genre d'activité qui caractérise chaque profession (1).

Dans les écoles autrichiennes, réorganisées comme nous l'avons dit, depuis 1926, cette méthode d'enseignement direct, qui consiste à mettre l'écopier en rapport immédiat avec la réalité, constitue presque entièrement la pédagogie nouvelle : « En général, dit Dottrens (2), tout le matériel d'enseignement par quoi nous entendons, aussi bien les objets que les observations et les expériences, est recueilli au cours de la promenade scolaire. L'excursion a pris à Vienne un développement extraordinaire : une demie-journée au moins lui est réservée chaque semaine. La promenade scolaire n'est pas une flânerie en plein air, c'est le moment le plus important de la leçon et c'est là qu'il faut discipliner son attention, ouvrir ses yeux et ses oreilles, pour pouvoir, en classe, demain et les jours suivants, apporter sa part personnelle, être capable de donner un compte-rendu fidèle de l'expédition. »

Est-ce dans cet esprit d'enthousiasme et avec l'espoir d'une réalisation aussi efficace, aussi large, que nous devons envisager, en France, le fonctionnement de cette orientation active ? Il faut avant tout tenir compte des exigences de l'enseignement traditionnel qui reste à la base de notre instruction publique. Un article

(1) En ce qui concerne plus spécialement l'agriculture, les visites seront faites aux exploitations agricoles de la région, aux champs d'expérience, aux serres, aux fermes modèles, s'il en existe assez près de l'école pour que les élèves puissent s'y transporter. Mais dans l'ensemble, nous devons signaler que c'est surtout dans les agglomérations (agricoles, industrielles ou commerçantes) que les classes promenades auront une utilité réelle. A la campagne, dans les villages, d'une part l'orientation professionnelle est toute résolue, et les enfants, d'autre part, connaissent l'activité économique qui les entoure.

(2) Op. cit., p. 64.

récent paru dans le Manuel Général (1), nous fournit une mise au point assez précise de cette importante question : « Les classes-sorties, écrit l'auteur, sont d'autant plus difficiles à créer en France sur le plan viennois que notre édifice universitaire... ne se laisse pas entamer facilement par des tentatives isolées, par des efforts dispersés. On ne changera pas brusquement le régime de nos écoles publiques ; le règlement y est encore imposé avec une assez grande rigueur ; les horaires et les programmes, d'une désolante uniformité, les mêmes pour toute la France, du Nord au Midi, à la ville et à la campagne, à la mer et à la montagne, ne sont jamais laissés au choix des instituteurs.

« Aussi, les essais qui ont été tentés depuis huit ou dix ans, depuis la fin de la guerre, il a fallu les faire dans les cadres existants. Tout cela, est loin, on le voit, de la libre expérience des instituteurs de Vienne. »

Il faudra donc, pour réaliser l'application régulière et normale de ces méthodes à la pré-orientation professionnelle, modifier en conséquence les programmes actuels, sinon en ce qui touche aux études proprement dites, du moins relativement aux horaires obligatoires. Il y a là, comme nous allons le voir plus loin, un ajustement indispensable qui devra émaner de l'autorité supérieure.

Il en est d'autres, et d'ordres différents. D'abord, du point de vue expérimental, en considérant avant toute chose les résultats qu'on peut attendre de ces innovations dans l'œuvre finale d'orientation professionnelle : il n'est pas sûr que ces visites apportent régulièrement une révélation vraie de la vocation des écoliers. Les docteurs Laufer et Paul Boncour font

(1) E. Glay : in. Man. gén. de l'Instr. Publique (15 décembre 1928, p. 244).

observer (1) : « Pour quelques enfants, le choix avait été suggéré par la visite d'un atelier ou d'un magasin dont les métiers ne correspondaient nullement à leurs aptitudes : il y a là une objection aux visites et aux démonstrations fragmentaires qui suggestionnent l'enfant dans un sens étroit. »

Cette objection vaut d'être faite, car elle est exacte dans une certaine mesure. Mais le danger de cette « suggestion » sera d'autant moins grand que ces visites seront plus nombreuses (2). Comme nous l'avons fait remarquer au sujet des séances de projections, il n'est jamais à craindre que l'enfant réfléchisse trop vivement aux choses professionnelles : il est à souhaiter que son impression première soit toujours franche et marque dans son expérience personnelle. Or, l'écolier ne peut retenir *toutes* les vocations qui se sont présentées à son esprit, lorsque plusieurs fois dans le mois il s'est rendu sur place, avec ses camarades, pour se rendre compte de la vie des métiers les plus répandus dans la région : il fera un choix et il n'est pas sûr qu'il se fixe toujours sur la dernière impression reçue ; ces expériences fréquemment renouvelées, en le blasant un peu sur « l'amusement » que comporte chaque promenade, l'habitueront à réfléchir sur les choses de la vie réelle. On s'arrangera pour que ces visites ne se multiplient pas précisément à la fin de la scolarité.

D'ailleurs, le maître sera là pour veiller à ce que les

(1) Médecine scolaire (octobre 1924, p. 221).

(2) Le 8 février 1927, la section pédagogique reçut un rapport posant les premières bases d'une pré-orientation scolaire, dont nous avons déjà extrait plusieurs passages. Nous y relevons encore à propos des visites d'ateliers, la même observation signalée par les docteurs Laufer et Paul Boncour : « Il nous souvient que sur 82 enfants d'écoles primaires ayant visité récemment une usine de produits électriques, 81 revinrent si enthousiasmés, que le lendemain ils demandaient à devenir électriciens. » (op. cit. p. 631). Nous tenons à faire remarquer que le choix de cette usine est le dernier qu'on pourrait conseiller aux instituteurs, la profession dont il s'agit étant actuellement l'objet d'un engouement déjà excessif.

vocations qui semblent peu solides ou, encore, inconciliables avec un trait connu de la nature des sujets, soient rapidement détruites et remplacées par d'autres, qu'il puisse encourager. De plus, comme il n'est pas souhaitable que ces expéditions rassemblent un grand nombre d'enfants, comme l'instituteur choisira chaque fois ceux qu'il désire emmener, il lui sera aisé, par exemple, de ne pas tenter les tuberculeux et les débiles par l'attrait des machines industrielles dont le maniement est pénible, non plus qu'entraîner les myopes dans un atelier d'horlogerie.

En définitive, nous ne pensons pas que les difficultés matérielles soient de nature à faire abandonner les grands avantages d'un procédé si vivant, si instructif. Il s'agira, ici encore, d'une adaptation progressive et prudente aux besoins, et de la pédagogie scientifique, et de l'administration publique. Pour arriver assez rapidement à ce résultat, il suffira de permettre l'essai de quelques initiatives dont les expériences variées serviront d'enseignement aux pouvoirs centraux. Si le principe même de la pré-orientation introduite dans les programmes de l'instruction nationale est d'ordre législatif, la réalisation des réformes qu'un tel principe entraîne reste une question purement administrative.

C'est pourquoi nous ne pouvons, quant à présent, envisager que l'aspect théorique du problème, jusque dans ses détails d'application.

En ce qui concerne la pré-orientation exercée en dehors de l'école, la seule difficulté grave est de nature juridique et, par là même, législative. L'article 1384 du code civil, modifié par la loi du 20 juillet 1889, confère à l'Etat la responsabilité des actes commis par les enfants confiés à la surveillance des instituteurs publics. Tant que la fréquentation scolaire a lieu dans les locaux de l'école communale, les possibilités d'accidents sont assez circonscrites et la discipline intérieure des classes, même aux heures de récréation, est

assez forte pour permettre de maintenir l'ordre parmi les jeunes élèves. Lorsqu'il s'agira d'organiser fréquemment, et de façon régulière, des expéditions de ce genre à travers les villes et les campagnes, lorsque toute une bande d'enfants (rendus plus turbulents par l'attrait de la promenade et la liberté relative qu'on doit laisser à leurs réactions devant le spectacle) devront être introduits dans des ateliers encombrés où fonctionnent des machines, le moindre incident peut avoir des conséquences graves. On peut même dire que dans de telles circonstances, les tribunaux seraient dans l'impossibilité morale de prouver la « faute » du maître ; mais le fait d'emmener ainsi des enfants dans des usines serait considéré par les juges comme une imprudence suffisante pour entraîner ipso facto la présomption de faute. Le fait que les promenades aient été organisées d'accord avec les autorités administratives vient seulement renforcer la responsabilité de l'Etat; et cela, bien que la jurisprudence courante ait admis que la responsabilité de l'instituteur n'est pas encourue, toutes les fois que celui-ci peut prouver qu'il n'a pu empêcher le dommage (1). Sans ordre précis émanant de ses chefs hiérarchiques, aucun membre de l'enseignement ne consentira à prendre une initiative quelconque, quant au jour ou quant aux lieux. En effet, la loi du 20 juillet 1899, en déclarant que le recours prévu par le § 4 de l'article 1384 serait désormais dirigé contre l'Etat et non contre l'instituteur public, n'a pas voulu opérer une suppression de responsabilité, mais une simple substitution. Le rapport présenté à la Chambre par M. Samary le spécifie clairement : « Dans la proposition de votre commis-

(1) Rep. Dalloz ch. 4 Section I, N° 709 (Responsabilité). Voir également à ce sujet un arrêt de la Cour de Cassation en date du 13 décembre 1926 qui a jugé que l'Etat n'est pas responsable de l'accident survenu à l'élève pendant une absence justifiée de l'instituteur (Recueil hebdom. 1927, p. 35). Voir antérieurement à cette jurisprudence récente et dans le même sens: Req. 9 juillet 1907 (D.P. 1907-1-479), Civ. R. 21 janvier 1918 (D.P. 1918-I-9).

sion, y est-il dit, les membres de l'enseignement public restent toujours, en cas de négligence, d'imprudence ou de faute personnelle, soumis à l'action des articles 1382 et 1383 du code civil. Ils ne se trouveront déchargés que de la responsabilité civile inscrite à l'article 1384 *et même dans ce cas ils auront toujours à répondre de leurs actes devant l'autorité universitaire* » (1). Et lors de la discussion qui eût lieu au Sénat séance du 21 mars 1899) des restrictions encore plus formelles ont été énoncées par le Ministre de l'Instruction Publique lui-même : « La responsabilité de l'Etat sera substituée à la responsabilité civile des instituteurs, dit M. Rambaud, mais je voudrais qu'il fût bien entendu que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans *les cas où la loi scolaire place les enfants sous la surveillance des maîtres* »... « Nos instituteurs, ajoute-t-il, organisent le soir des cours d'adulte, des conférences; le dimanche, ils ouvrent l'école à des jeunes gens et à des enfants. Mais ce sont des œuvres auxquelles nos instituteurs se consacrent volontairement *et auxquelles les élèves sont libres de ne pas s'associer* » (2). Là encore, des accidents qui pourraient se produire ne nous paraissent pas devoir engager la responsabilité de l'Etat ».

Dans ces conditions, à moins d'une réglementation légale très complète et très formelle, les membres du corps enseignant n'accepteront jamais une charge personnelle si lourde et si dangereuse. Et alors même que la loi prendra toutes les précautions désirables pour assurer tant les parents que les maîtres du caractère scolaire des classes-promenades, l'Etat n'en sera

(1) Cf. D.P. 99-4, p. 85.

(2) En vertu de ce critérium, si, comme on l'a proposé, les promenades, les conférences restaient (elles le sont à présent) hors du cadre des obligations légales de fréquentation scolaire, et si les parents envoyaient de leur plein gré leurs enfants suivre le maître, l'Etat ne serait pas responsable. C'est en adoptant cette façon de voir que, dans un cas analogue, un arrêt du 13 novembre 1911, rendu à Bordeaux (D.P. 1915-2-289) a écarté l'application de la loi du 20 juillet 1899.

pas moins recevables à exercer l'action récursoire contre l'instituteur, s'il relève et établit à son endroit une faute personnelle dans l'exercice de la surveillance qui lui est dévolue. La pré-orientation active, du point de vue de la discipline administrative, pose donc là un problème d'autant plus délicat que les syndicats d'instituteurs, menant depuis plusieurs années une campagne ardente contre les aléas professionnels de leur fonction, ne se feront pas faute de s'élever contre une telle extension de la responsabilité des maîtres.

Ceux qui, dans la pratique, ont déjà tenté, d'accord avec leurs chefs hiérarchiques, des expériences de ce genre, ont toujours pris la précaution d'obtenir, par écrit, l'autorisation des parents de tous les élèves qu'ils emmenaient hors de l'école. Juridiquement, ce n'est pas là une solution satisfaisante.

Dans la circulaire préfectorale du 10 mai 1927, relative à l'orientation professionnelle, des visites d'ateliers, d'usines, de chantiers, de bureaux... sont *suggérées* aux membres de l'enseignement primaire (1). Nous savons bien qu'il s'agit encore « d'une œuvre qui prend naissance » (le préfet de la Seine, M. Paul Bouju, a le soin de signaler ce fait, qui excuse l'imprécision des directives données). Mais il est bien permis de prévoir, dès à présent, les difficultés que soulèvera bientôt une organisation plus complète, dans un domaine où l'expérience des initiatives dispersées a pu déjà nous instruire.

Il n'est pas dans notre rôle d'indiquer au législateur les moyens les plus sûrs de résoudre le conflit de responsabilité pouvant exister, à l'occasion de ces promenades scolaires, entre l'État, l'instituteur et les parents ; mais il nous semble que la loi de 1899, dans sa concision et sa généralité, s'adapte mal aux circons-

(1) Bull. de l'Inst. prim. du Département de la Seine (août-septembre-octobre 1927, p. 558).

tances nouvelles et multiples entraînées par le fonctionnement d'une pré-orientation obligatoire.

La difficulté serait d'autant plus grande pour les juges, dans l'application de l'article 1384 aux cas d'accidents causés durant ces visites, que la situation des patronages et des œuvres privées est, dans des circonstances semblables, juridiquement différente.

Nous avons signalé l'importance prise par ces initiatives charitables dans l'extension du mouvement d'orientation professionnelle et nous avons dit comment, dès le début, la pré-orientation avait été mise à la base de ces organisations privées.

Or, bien que l'action de ces œuvres soit identique à celle que préconise la circulaire préfectorale citée plus haut, bien que les mêmes dangers menacent les enfants, que ceux-ci fassent partie d'un patronage ou fréquentent l'école communale, la responsabilité des organisateurs de ces promenades peut être jugée très différente dans l'un et l'autre cas.

En effet, M. Demogue le fait remarquer : Là où il n'a pas mission d'instruction, il n'y a pas responsabilité. « Solution importante, écrit-il (1), pour les œuvres de caractère social plutôt qu'instructif qui se sont multipliées ». M. Léonce Thomas (2) estime, de son côté, que le juge doit procéder en pareille matière avec une extrême réserve et n'admettre l'assimilation de la personne poursuivie à l'instituteur public que lorsqu'elle est commandée par une identité absolue de situation ; pour lui, celle du président d'une société de patronage est toute différente de celle d'un instituteur par rapport à ses élèves, pour cette raison qu'il n'existe entre les directeurs et les sociétaires aucun lien de subordination ou de dépendance, les premiers n'ayant reçu des parents aucune délégation d'une parcelle quelconque de leur autorité sur ceux-ci.

On voit combien une telle interprétation de la doc-

(1) *Traité des Obligations*, t. 5, N° 847, p. 38.

(2) En note in *D.P.* 1912-11-385.

trine permet de hardiesse et de tranquillité aux membres de ces œuvres de relèvement social qui s'intéressent au développement de l'orientation professionnelle. Et malgré quelques arrêts assez récents, qui semblent, d'ailleurs, réagir contre l'irresponsabilité personnelle des surveillants bénévoles, plutôt que contre la distinction établie par la doctrine (1), il reste certain que la situation morale de l'instituteur public surveillant les élèves en dehors de l'école est plus délicate que celle des pré-orienteurs privés, agissant de leur propre initiative, avec l'assentiment libre et l'autorisation des parents qui acceptent les risques courus par leurs enfants au cours de ces visites.

Il faudra donc non seulement comprendre les jours de classes-promenades dans le temps réservé à la fréquentation scolaire, donner aux membres de l'enseignement des instructions assez précises pour que chacun d'eux sache exactement ce qu'il peut et doit faire dans cet ordre d'idées (2), mais encore adapter aux difficultés de leur tâche nouvelle la responsabilité administrative des instituteurs publics.

Sans ces précautions indispensables, l'œuvre envisagée se briserait contre l'opposition franche ou l'inertie encore plus dangereuse du corps enseignant.

(1) Arrêt du Trib. civ. du Havre, 5 avril 1924 (Gaz. du Palais 1914-11-139) ; de Rouen, 5 novembre 1924, et de Caen, 28 janvier 1926, rapportés au D.P. 1927-11-123 ss.

(2) Entre autres choses, le nombre d'élèves à promener ensemble, sur les lieux du travail, devra être limité très sévèrement.

CHAPITRE V

*Traité de pré-orientation destinés aux maîtres. --
Brochures, tracts et livres de lecture à l'usage des
écoliers.*

Pour compléter enfin cette éducation économique, on doit prévoir la création et l'usage obligatoire de manuels spéciaux destinés à diriger tant l'enseignement du maître que le travail personnel de l'élève.

Nous avons fait remarquer, en traitant des cours et leçons, que l'instituteur lui-même saurait bien adapter certains exercices scolaires aux besoins de la pré-orientation. En ce qui concerne l'enseignement oral, en effet, on peut espérer d'heureuses initiatives, et plus les directives resteront souples, mieux elles permettront de perfectionner la méthode. Toutefois, il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit des devoirs écrits qu'il faudra introduire dans le programme ordinaire de l'instruction publique. Malgré les directives qui leur seront données à cet égard, il peut sembler difficile à certains instituteurs d'adapter eux-mêmes et immédiatement, au travail de leur classe, une matière si nouvelle. C'est pourquoi nous pensons qu'il est indispensable de prévoir des manuels rédigés, en vue d'aider à cette adaptation progressive, par des hommes déjà spécialisés dans les questions d'orientation professionnelle — ouvrages ayant reçu l'approbation des services de l'Enseignement public.

Faut-il souhaiter que ces traités soient choisis et distribués (comme les autres livres d'étude destinés aux écoles communales) par les soins de l'administration centrale de l'Instruction publique? Nous croyons pouvoir dire que cette méthode, tout en présentant des

garanties très sûres de choix sérieux, aurait pour effet de « cristalliser » prématurément l'enseignement pré-professionnel; et cet inconvénient paraît à nos yeux d'autant plus grave qu'il s'agit de matières essentiellement variables. Le temps d'examiner les ouvrages présentés, de faire imprimer les livres adoptés, de les distribuer, dans toute la France, aux écoles de tous les villages... et les données les plus importantes de ces études ne seraient plus au point, et risqueraient par là même de fausser entièrement le sens de la formation économique à quoi l'on veut aboutir. Les manuels, une fois distribués et utilisés, ne seraient pas renouvelés aussi fréquemment qu'il est souhaitable.

Nous pensons donc qu'il serait préférable de laisser le soin de composer, de choisir et de renouveler ces manuels à la Direction même des services d'orientation professionnelle. Avec la collaboration des membres et des professeurs de l'Institut national, avec le concours des offices régionaux (qui signaleront à la direction les observations suscitées par les besoins économiques de chaque pays) avec, enfin, le contrôle et l'approbation des services de l'enseignement (mais sans passer par toutes les formalités administratives qui accompagnent la distribution des livres de classe) on arrivera très vite à établir une bibliothèque assez complète pour répondre aux besoins différents et variables de la pré-orientation scolaire. Les livres devront être nombreux, différents et renouvelés aussi souvent qu'il sera nécessaire. S'il s'agit de manuels officiels, uniformément répartis et remplacés lorsqu'il leur manque la moitié des pages, mieux vaut renoncer à instruire les enfants des choses de la vie professionnelle. L'actualité est la seule raison d'être d'un tel enseignement.

Parmi les ouvrages de ce genre déjà parus, nous signalons particulièrement l'étude de M. J. Fontè-

gne : « Avant d'entrer en apprentissage » (1) et celle de MM. Lefeuvre et Marcel Henry : « La préorientation professionnelle » (2). Ces recueils, dont le contenu n'est évidemment pas définitif et qui seront sans doute l'objet de remaniements nombreux, nous donnent cependant une idée assez complète de ce que devront être les manuels destinés aux maîtres d'école.

Ils comprennent, l'un et l'autre, une première partie consacrée à ce que nous avons appelé la préorientation générale, celle dont l'action peut être commencée dès les petites classes. Les auteurs à qui nous empruntons ces suggestions donnent des textes de devoirs, des sujets de composition appropriés aux principes les plus importants. Ils donnent ensuite quelques études monographiques sur les métiers les plus répandus. M. Fontègne indique une liste fort complète des brochures et des périodiques où les instituteurs trouveront des renseignements plus détaillés et des sujets de conférences.

En ce qui concerne les professions générales, comme celle de l'alimentation, de la mécanique, de l'ameublement, etc..., MM. Lefeuvre et Henry font précéder leurs monographies d'un article économique sur l'état actuel de la main-d'œuvre dans le métier considéré. Ces articles sont rédigés par des ingénieurs, des membres de syndicats et de chambres de commerce. Il y a là une formule de vulgarisation très heureuse. Toutefois, peut-être y aurait-il intérêt à éditer ces études, émanant de spécialistes, en brochures séparées, aisément renouvelables, alors que le fonds même de l'enseignement : les caractéristiques des métiers, qui varient peu, pourraient être enseignées assez longtemps d'après le même livre.

A propos des professions commerciales, M. Fontè-

(1) J. Fontègne: Avant d'entrer en apprentissage (Paris). Nous signalons également du même auteur les « Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle ».

(2) Op. cit. (Ed. Librairie de l'Enseignement technique).

gne fait judicieusement observer : « Mieux vaut se borner à l'établissement de quelques groupes commerciaux généraux à caractère nettement tranché d'où ressortira l'opposition véritable existant par exemple entre le commerçant et l'employé de bureau; quitte ensuite à greffer sur ces groupements toute une série de fonctions intermédiaires (magasinier, facturiste, archiviste) que nous trouvons dans les maisons rationnellement organisées ». Ces leçons augmentées des conférences, des projections, des visites, du travail à l'atelier de préapprentissage, auraient donc pour but de déterminer chez l'élève l'éveil d'un goût assez marqué pour découvrir une vocation. L'orientation proprement dite (même faite dès l'école par le maître) ne consistera plus qu'en un aiguillage plus précis vers tel emploi spécialisé d'une branche d'activité professionnelle. Et l'on choisira ce métier (pour le faire ensuite étudier et commenter par l'enfant)) en considération, cette fois, non du goût, mais des aptitudes du sujet.

Les maîtres auront enfin, pour les aider dans leur tâche, les monographies, recueils déjà nombreux, dont nous avons signalé l'importance dans l'œuvre d'orientation professionnelle (1); des conférences toutes préparées sur les sujets les plus importants (la librairie Delagrave en a publié de fort complètes et facilement utilisables par les membres du corps enseignant).

Les enfants, de leur côté, auront des livres d'étude, très simples et se référant au programme de préorientation générale. Un livre faisant double emploi avec le livre de lecture actuellement en usage nous semble bien suffisant. Pour être efficace, la méthode ne doit pas adopter une apparence trop scolaire : les notes prises pendant la leçon orale, des rédactions suivant les visites d'usines ou d'ateliers, les entretiens où la classe

(1) En plus des monographies dues à M. Fontègne et celles signalées dans notre première partie, signalons le recueil de Mouvet (publié par la librairie Dunod).

commentera les conférences et les projections, tous ces moyens directs peuvent conserver à l'éducation professionnelle son attrait vivant. Donc pas de livres concernant la technique des métiers, mais des tracts, des guides courts que le maître distribuera à bon escient et dont la collection pourra aisément être renouvelée (1).

Nous ne pouvons donner sur ce point que des indications très sommaires. C'est après une expérience assez longue, des tâtonnements et des échecs, qu'on arrivera à fixer une méthode de pré-orientation à peu près stable et cohérente.

(1) A ce sujet consulter J. Fontègne, op. cit., p. 220.

CHAPITRE VI

La collaboration des parents à l'œuvre scolaire de pré-orientation. — La préparation de l'opinion publique et les moyens d'action les plus efficaces.

Dès le début de cet ouvrage, nous avons fait remarquer qu'une orientation professionnelle généralisée n'aurait une portée économique appréciable que si les avis donnés à l'Office étaient effectivement suivis par les familles; en effet, ce qui importe n'est pas tant le nombre d'enfants présentés à l'Office, mais leur docilité et leur placement final dans la profession conseillée.

Par la pré-orientation scolaire, l'enfant sera non seulement préparé à la vie professionnelle qui sera la sienne en quittant l'école, mais il pourra lui-même choisir une activité qui corresponde à ses goûts, et dans la mesure où l'instituteur, aidé du médecin inspecteur, a pu en juger, conforme à ses aptitudes et à sa situation sociale.

Mais comment obtenir l'adhésion des parents à cette œuvre d'orientation économique ? De quelle façon, surtout, les intéresser eux-mêmes à cette initiative professionnelle dont les enfants recevront l'influence sans s'en rendre compte en même temps qu'ils apprennent la vie des animaux, des fleurs, de la terre ? Si l'on espère modeler sans peine le jugement des écoliers, guider leur goût, orienter leur activité, c'est que l'école possède à leur égard des moyens de persuasion directs et très forts, grâce au contact quotidien, à la formation lente au cours des sept ou huit années de fréquentation scolaire.

Mais si cette action du maître est systématiquement

combattue par la famille de l'élève? Dans les cas où cette opposition serait irréductible, mieux vaudrait cesser tout contrôle de la vie intellectuelle des sujets, que de provoquer des conflits pénibles. Ce qu'il faut conquérir, c'est donc la confiance et l'aide morale des pères et des mères.

C'est d'eux seuls que dépendra en définitive l'avenir des enfants et même leur présentation à l'Office. Il faut donc que, parallèlement à la pré-orientation, une action d'éducation sociale soit tentée envers les parents. Il est certain que les gens ne savent rien de précis sur les métiers qui ne sont pas le leur et que, mal renseignés, conseillés de façon tendancieuse (et sans qu'ils s'en doutent) par les partis politiques, trompés par les journaux, ils ont sur ces matières des idées non seulement fausses, mais dangereuses. L'enfant ne peut juger sainement parce qu'il ignore encore tout de la vie, et l'homme, au contraire, juge mal, parce qu'il a eu le temps d'acquérir des idées fausses.

Aux pères aussi, il faut donc faire connaître les grandes lignes et les caractéristiques de la technique des métiers les plus répandus dans chaque région. Et plus encore que cette culture spéciale, il est souhaitable de leur voir acquérir une certaine connaissance de la vie économique du pays, de la situation des industries; de celle de la main-d'œuvre, de l'avenir réservé au commerce des matières d'exportation ou de consommation nationale. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'en profiter pour développer des théories plus ou moins tendancieuses d'économie politique, mais de mettre à la portée des parents les notions techniques élémentaires et les renseignements d'actualité qui leur permettront de guider plus sainement leurs enfants dans le choix d'une profession.

Pour mettre l'école en rapport avec les familles et faire participer celles-ci à l'œuvre d'orientation professionnelle, certains pays ont employé le système des

enquêtes sous forme de questionnaires, de correspondance écrite. En France, on se montre, avec juste raison, assez opposé à ces procédés. Par exemple, même pour connaître les habitudes et les goûts manifestés par l'enfant au milieu des siens, M. Fontègne a perdu toute confiance dans l'utilité des questionnaires : « Nous croyons, écrit-il (1), qu'il ne faut rien demander d'écrit aux familles : l'expérience est là pour prouver que les renseignements arrêtés un soir en petit « conseil de famille » sont fréquemment sans utilité... Nous pourrions montrer quelques élucubrations écrites, de parents, qui détruiraient bien vite l'enthousiasme de ceux qui ont la mission délicate d'orienter la jeunesse. Au questionnaire écrit, nous préférons la conversation avec la famille. »

Mais la « conversation » dont on nous parle ici est un moyen d'enquête plus qu'un moyen d'éducation sociale.

Tout d'abord, nous pensons que le système le plus immédiatement applicable consisterait dans la présence des parents eux-mêmes aux conférences avec projections organisées soit par l'instituteur, soit par une personnalité compétente. Dans les petites villes, dans les villages, on arrivera à s'adresser aux pères de famille du pays, qui, exerçant un métier, seront invités à en parler aux enfants de l'école. Ils pourront commenter, mieux que ne le ferait le maître, les films ou les plaques dont l'Office public aura confié la projection à l'école communale. En admettant même que leur causerie ne soit pas très scientifique, il importe peu : les autres parents, par curiosité, viendront l'écouter et c'est ainsi que se forment peu à peu des groupements de chefs de famille, des « associations de parents », comme on les appelle en Autriche.

(1) Article paru in l'Information professionnelle, décembre 1928, p. 66 (Ed. Delagrave, Paris). On trouvera à la suite de cette étude le questionnaire écrit utilisé à Vienne et dont nous avons nous-même parlé quelques chapitres plus haut.

Il est souhaitable que notre pays suive en cette matière l'intéressant exemple des pays étrangers. En Amérique, en Belgique, le contrôle des familles sur les écoles publiques est admis sans que le corps enseignant en prenne jamais ombrage. En Grande-Bretagne, dès avant la guerre, les municipalités et les comités scolaires collaborent dans le domaine de l'orientation professionnelle (1). Deux lois, en 1908 et en 1910, avaient, la première pour l'Ecosse, la seconde pour l'Angleterre et le Pays de Galles, encouragé cette collaboration officielle. A l'exemple de ce qui se faisait déjà en Allemagne, la ville d'Edimbourg organisa un service de propagande à l'école et des « soirées de parents » où l'on discutait, sous la direction des instituteurs et d'un fonctionnaire spécial, en présence des parents et des enfants, les questions relatives à l'avenir professionnel des jeunes élèves.

Il ne s'agit donc pas d'une chose nouvelle. L'idée est ancienne : peut-être fut-elle (en Amérique surtout) une des premières réalisations efficaces dans le domaine de l'orientation professionnelle. En France, entrés plus tard dans ce mouvement social, nous avons dès les premiers essais utilisés strictement des formules plus scientifiques. Mais insensiblement nous revenons à une méthode plus large et plus souple qui, pour être un peu empirique sans doute, n'en est pas moins efficace.

Dans tous les pays, cette idée d'éducation sociale des familles est à la mode (2), Glöckel, l'organisateur de la récente réforme pédagogique effectuée en Autriche, lançait le 28 avril 1919, une circulaire concernant l'action commune de la famille et de l'école. Pour la réaliser, il préconisait les moyens suivants : augmenter

(1) Cf. à ce sujet Borremans-Ponthière, Mlle Monchamps, J. Maquet, etc. *Op. cit.*, p. 225 et ss.

(2) On lira avec intérêt l'article de J. A. Charters dans le *Journal of Educational Research* de mai 1928, intitulé « Elaboration d'un plan d'études pour l'éducation des parents ».

les heures de réception des instituteurs afin que les parents puissent les voir souvent; organiser des réunions régulières entre parents et maîtres; créer dans chaque école un comité de parents qui s'occupera de mettre au point le programme de cette collaboration (conseils, conférences, excursions, concerts, etc.). C'est sur cette base qu'a pu fonctionner en 1926 toute la réforme amorcée par Glœckel (1). Cependant il y eût, au début, bien des difficultés et une discipline rigoureuse dut intervenir pour éloigner des débats toute question politique. Tel qu'il est organisé le système fonctionne très bien. Ces associations de parents ont beaucoup travaillé : les unes ont patronné de véritables voyages scolaires; d'autres ont fourni les fonds nécessaires à l'acquisition de matériel d'enseignement (des lanternes à projection entre autres choses) (2).

En France, sans espérer une participation aussi régulière et aussi étendue des pères de famille, on peut sans doute introduire dans nos mœurs un mouvement de bienveillance et d'intérêt en faveur de l'orientation professionnelle, mouvement qui, organisé par les instituteurs eux-mêmes, durant les dernières années de pré-orientation pour chaque enfant, assurera à l'école un nouveau prestige aux yeux des jeunes élèves.

Bien peu d'enfants n'évolueront pas dans le sens où les dirigera l'action simultanée de leurs parents et de leur maître. Ce qu'il faut obtenir, c'est donc la docilité des parents touchant l'avenir professionnel de leurs enfants.

Mais nous tenons à préciser notre pensée : la propagande faite auprès des familles (conformément aux directives économiques reçues par les instituteurs), ne

(1) Voir Dottrens, op. cit., p. 184 et ss. et p. 191.

(2) Dans l'étude précitée on nous signale que durant l'année scolaire 1925-1926, ces associations ont installé 20 salles de lecture, acheté 39 appareils de projection, organisé 52 cours complémentaires. Voir également ce que dit Dengler (article paru in Bull. de la Société A. Binet, juillet 1925).

sera pas aussi catégorique, ni surtout aussi partiiale qu'elle peut le paraître.

En effet, il s'agit seulement de mettre les parents en mesure de réfléchir sur des questions qu'ils ne connaissent pas et de pouvoir ainsi décider plus sainement de l'avenir possible pour leurs enfants.

Certes, il est très utile de faire connaître aux écoliers les avantages, par exemple, des métiers manuels dits « qualifiés » sur les emplois ne demandant aucune connaissance spéciale. Il est bon que l'enfant sache de telles choses; mais, en pratique, à quoi servira cette mise au point si le père veut faire engager son fils comme groom ? L'écolier, rentré chez lui, aura vite oublié les paroles du maître, et l'orientation déjà amorcée à l'école ne tiendra pas devant l'offre d'une place où l'enfant, sans apprentissage, recevra immédiatement un gain appréciable. Le choix est fait au dernier moment, quand l'occasion s'en présente. Comment lutter contre ces erreurs sinon en intéressant les parents eux-mêmes, derniers juges, à l'œuvre accomplie à l'école autour de leurs enfants.

Personne ne discutera plus l'utilité d'une telle propagande le jour où la pré-orientation sera formellement incorporée aux programmes de l'enseignement public.

Sans envisager, toutefois, des groupements aussi disciplinés que ceux dont nous venons de signaler l'exemple, il faut donc amener les parents à suivre leurs enfants aux conférences qui seront organisées. Pour cela, chaque directeur d'école, chaque maître, selon les rapports qu'il entretient avec les familles des élèves, trouvera les moyens les plus opportuns.

Jusqu'à présent, ce sont les offices d'orientation professionnelles qui ont pris l'initiative de faire envoyer par les maîtres, des tracts destinés aux parents (1).

(1) On trouvera dans l'Information professionnelle du 15 janvier 1929 (p. 114), la formule des derniers tracts distribués à l'initiation de l'office de Nantes. Voir également dans le même numéro, p. 146, un article de M. Fontègne sur les conférences destinées aux parents.

Certaines conférences *publiques*, traitant de questions d'orientation professionnelle en général pourront être faites régulièrement dans tous les grands centres au début de la dernière année de fréquentation scolaire, et d'autres, résumant l'enseignement qu'on peut tirer des études faites sur les métiers de chaque région, termineront la série des réunions et engageront les parents à venir s'entretenir avec le directeur de l'école, puis à conduire leurs fils ou leurs filles à l'office le plus proche (1).

Alors que la propagande directe et hâtive présentée au dernier moment, sous forme de circulaires adressées par les offices, reste le plus souvent sans effet, soit que les parents ne se rendent pas à l'invitation, soit qu'ils viennent avec une idée préconçue dont ils ne changeront pas aisément, au contraire l'action parallèle et simultanée exercée sur les familles et sur les enfants, pendant une ou plusieurs années saura créer le mouvement d'opinion indispensable à la réussite d'une œuvre aussi considérable : la répartition rationnelle des activités économiques de la nation.

(1) A Charleville, l'un des centres les plus actifs et celui peut-être où la pré-orientation est déjà le plus développée, le Comité local d'orientation professionnelle adresse aux familles, à la fin de la dernière année de fréquentation scolaire, une lettre rédigée en ce sens.

CHAPITRE VII

La formation du personnel enseignant

La culture générale donnée aux instituteurs publics, les connaissances exigées d'eux pour l'obtention des diplômes d'enseignement primaire, permettront-elles à tous de remplir cette nouvelle tâche pédagogique ?

On sait qu'une des critiques les plus graves opposées à l'orientation scolaire s'adresse justement à l'incapacité des maîtres tant en matière d'enseignement professionnel, qu'en matière de psychologie expérimentale.

Nous avons dit ce que nous pensions d'une objection de cette nature; loin de condamner le principe d'une pré-orientation scolaire, elle ne peut qu'indiquer la voie des réformes souhaitables. Et nous avons ajouté qu'en attendant d'avoir pu former des générations d'instituteurs préparés à ce rôle complexe, on pouvait dès à présent obtenir des membres de l'Enseignement une collaboration active et efficace. Toutefois, le problème pratique étant résolu en ce qui concerne les premiers essais indispensables il reste à se demander de quelle façon l'on concevra cette préparation spéciale des maîtres d'école de demain.

On pourrait songer à délivrer aux élèves des écoles normales un diplôme supplémentaire d'orienteur professionnel, le même, dont les conseillers de vocation des offices publics devront désormais être munis. Il s'agit en effet de connaissances semblables, et, si la tâche des derniers est plus spécialisée, leur compétence viendra plutôt du nombre et de la fréquence de leurs expériences que de leur science théorique.

A notre avis, il sera inutile d'exiger des instituteurs

un nouveau diplôme distinct de celui qui leur confère le droit d'enseigner dans les écoles communales.

En effet, bien que situées dans le même domaine et concourant au même but final, les tâches respectives de l'instituteur et du conseiller de vocation présentent des caractères fort différents. Leur comparaison fait apparaître la tâche de l'instituteur comme plus complexe que celle de l'orienteur. Ce dernier est en quelque sorte récepteur ou scrutateur de qualités objectives; il constate un état à un certain moment, et en tire des conclusions sur l'orientation de l'activité future du sujet.

L'instituteur, au contraire, doit non seulement observer l'enfant, mais agir sur lui.

Enfin, il ne faut pas oublier que la pré-orientation ne constituera qu'un des éléments de l'activité de l'instituteur et qu'elle devra se concilier avec les autres matières du programme de l'enseignement public. Cela conduit à la nécessité d'un ajustement, dont les grandes lignes seront évidemment tracées par les programmes qu'établira l'administration supérieure, mais dont le succès, dans chaque école, dépendra surtout de l'esprit d'initiative et de l'intelligence du maître. Cela conduit à cette conclusion que, la pré-orientation étant surtout d'ordre pédagogique, ce serait une erreur certaine d'exiger du préorienteur scolaire un diplôme analogue à celui que doit posséder l'orienteur de l'office.

L'œuvre de pré-orientation n'en tirerait aucun profit; et cela présenterait l'inconvénient d'amener bien vite les esprits à considérer le système de l'orientation professionnelle comme une organisation à deux degrés, se superposant hiérarchiquement l'un à l'autre : le degré inférieur étant l'école; le degré supérieur, l'office. Etat d'esprit qui pourrait avoir, avec le temps, les plus fâcheuses conséquences.

Ce qu'il faut, c'est former des pré-orienteurs scolaires, c'est-à-dire des instituteurs susceptibles de réa-

liser le programme précis de la pré-orientation tel que nous l'avons défini précédemment.

Comment réaliser cette formation ? Il faudra, d'une part, élargir le cours de préparation pédagogique de l'Ecole normale, de façon à initier soigneusement les instituteurs à l'observation méthodique et intelligente de l'enfant, et leur donner, d'autre part, les connaissances nécessaires à la partie économique de leur rôle.

Reprenons l'examen du premier point. Certes, déjà la culture donnée dans les Ecoles normales comporte d'intéressantes notions de psychologie, et notamment de psychologie de l'enfance. Cependant, il faudra se dégager de l'esprit traditionnel de l'enseignement, qui tend à apprécier, un peu mécaniquement, l'enfant en tant qu'élève, à travers les résultats scolaires qu'il obtient. A cet effet, il ne sera pas nécessaire de réformer, à proprement parler, la méthode actuelle, mais, ainsi que nous le disions, de l'élargir et d'en modifier quelque peu l'esprit, en ajoutant au programme des notions plus désintéressées concernant le fonctionnement mental de l'enfant.

Il conviendra notamment que les instituteurs acquièrent à l'Ecole normale des connaissances approfondies sur la psychométrie. Nous avons indiqué précédemment l'extrême difficulté de cette science, et sa complexité redoutable, sous une apparence de simplicité; il est bon que les instituteurs soient éclairés convenablement sur ces points, de façon à ne pas être tentés de sortir, en cette matière, des limites d'une extrême circonspection.

Enfin, quelques notions de psychiatrie complèteraient utilement le programme de l'Ecole normale; on pourrait s'inspirer en l'espèce des leçons prévues au programme des cours de l'Institut national d'orientation professionnelle, pour la préparation des conseillers de vocation. On peut voir par l'énoncé des leçons prévues pour l'année 1928-1929 (et que nous repro-

duisons en note) (1) que les sujets sont choisis dans un but très direct et très circonscrit. Comme il s'agit ici, de même qu'en pré-orientation, de diagnostiquer les anomalies pouvant se rencontrer tant dans le fonctionnement mental que dans le comportement social de l'enfant, il y aurait peu de choses à modifier à ce plan d'études pour en incorporer les éléments dans les programmes de l'Ecole normale. Peut-être pourrait-on seulement insister davantage sur les questions de méthodes. Ce qui est en effet délicat, dans ce genre de recherches, c'est la façon de rassembler et de provoquer les symptômes. Un conseiller de vocation n'a pas loisir d'ajouter beaucoup d'imagination à son diagnostic, qui risque d'être trop superficiel plutôt que trop chargé. Mais pour le maître d'école dont le contact avec l'enfant peut durer plusieurs années, il n'en va pas de même : et c'est la prudence autant que la curiosité scientifique qu'il faudra inculquer aux futurs pré-orienteurs.

Examinons maintenant le côté économique du programme. Il comporte l'étude de certaines notions d'économie politique, et de la technique des métiers.

En ce qui concerne l'économie politique, il sera nécessaire que l'instituteur possède une vue d'ensemble très nette et bien comprise de tout ce qui, en cette matière, touche aux questions professionnelles. Cela comprend, avec les éléments des théories fondamentales (besoins, utilité, biens; définition, formation et utilisation du capital; monnaie et crédit; circulation et répartition des biens), des notions générales sur l'organisation du travail, les formes d'entreprise, la concen-

(1) Psychiatrie, 4 leçons:

1° Les maladies nerveuses et les maladies neuropsychiques de l'enfant et leur rapport avec l'orientation professionnelle;

2° La débilité intellectuelle chez l'enfant et son rapport avec l'orientation professionnelle;

3° Le déséquilibre psychique d'origine affective chez l'enfant et son rapport avec l'orientation professionnelle;

4° Les perversions instructives chez l'enfant et leur rapport avec l'orientation professionnelle.

tration, le salaire, le chômage, l'épargne, l'assurance, etc...

Ces leçons devront être conçues, non point en vue d'un enseignement étendu et scientifiquement approfondi de la science économique, ce qui serait incompatible avec les exigences du programme général de l'Ecole normale et, sans doute, peu opportun, mais simplement en vue du développement de la culture générale des instituteurs, par une vue d'ensemble bien coordonnée des aspects les plus importants de l'activité économique.

Quant à la technique des métiers, plutôt que des connaissances précises concernant chaque spécialité — qui seront le fait de l'orienteur — il suffira que l'instituteur possède quelques notions économiques générales concernant les groupes de métiers, les diverses branches d'industries intéressant la région ainsi que les pays voisins.

Cet enseignement pourrait être par exemple inséré au programme de géographie.

En outre, quelques démonstrations seront faites à l'Ecole normale, sur l'utilisation raisonnée des monographies qui seront mises à la disposition des instituteurs.

Une série assez brève de démonstration sera suffisante pour assurer une préparation convenable en cette matière. En effet, le pré-orienteur n'ayant qu'à juger de la concordance entre le genre de métier envisagé et le type mental et physique de l'enfant, — et non à prendre une décision définitive sur le choix d'un métier déterminé — il n'est pas nécessaire qu'il connaisse à l'avance et dans tous leurs détails un grand nombre de monographies. Il suffira qu'il sache s'en servir correctement et dans la mesure où le besoin s'en fera sentir. Nous avons vu, en effet, que c'est à l'orienteur qu'incombera le soin d'examiner s'il n'y a pas de contre-indication formelle entre le métier envisagé à la suite de la pré-orientation et les diverses caracté-

ristiques de l'enfant; c'est, en conséquence, à lui qu'il appartiendra d'aiguiller ce dernier, en cas de contradiction révélée, vers une spécialité différente choisie dans le même genre d'activité. Connaître à fond les monographies, dans leur ensemble aussi bien que dans le détail, surchargerait inutilement le programme de préparation du pré-orienteur.

Enfin, il est bien entendu que l'ensemble de ces matières économique et techniques fera l'objet de cours pratiques d'application dans les classes de l'Ecole annexe de l'Ecole normale.

Au fond, il apparaît que la réforme changerait assez peu le programme matériel de l'Ecole normale, ainsi que nous l'indiquions précédemment; elle aurait cependant pour effet d'y introduire un esprit nouveau, moins « mécanique », plus nuancé et vivant. « En résumé, écrit M. Duthil (1), il convient d'accentuer le rôle professionnel et social des Ecoles normales; il faut que dans chaque département ces établissements soient des centres d'information, des laboratoires où tous ceux qu'intéressent les problèmes touchant à l'éducation soient certains de pouvoir se documenter. » Dans le vœu adopté en 1927 par le Congrès du Syndicat national des instituteurs, on trouve déjà la trace des mêmes préoccupations; il y est mentionné, notamment, la création d'un organisme de recherches psychopédagogiques tendant à perfectionner la technique éducative, et de conseils régionaux et locaux, spécialement chargés de l'adaptation au milieu.

Si l'on fonde l'orientation professionnelle sur les résultats pédagogiques d'une pré-orientation scolaire, l'avenir de l'institution tout entière dépendra, dans une large mesure, de la préparation des futurs maîtres de l'enseignement public. C'est pourquoi nous avons tenu

(1) « La réforme des Ecoles normales ». R. Duthil, in *Psychologie et la Vie*, janvier 1928.

à examiner l'adaptation possible des méthodes actuelles aux besoins nouveaux qu'entraînerait notre réforme.

CHAPITRE VIII

Le contrôle économique de la pré-orientation scolaire.

— Le rôle centralisateur de l'Institut National d'orientation professionnelle. — Jonction par l'intermédiaire des Offices publics. — Les Comités d'Ecoles.

Nous avons à plusieurs reprises, au cours de cet ouvrage, insisté sur la nécessité d'un contrôle sévère s'exerçant sur le sens de l'action économique engagée à l'école primaire.

Il s'agit, non seulement de combattre les engouements néfastes pour les carrières encombrées, mais aussi bien de diriger l'activité des futurs travailleurs vers les industries dont le besoin de main-œuvre est avéré. Or, par leur métier habituel, les instituteurs ne sont pas mieux placés que n'importe quel père de famille pour juger de l'équilibre économique des professions. Pour qu'ils soient à même d'influencer utilement l'opinion publique, les membres de l'enseignement devront donc être renseignés sur ces questions qu'ils ignorent.

Dès études générales sur cet ordre de phénomènes ne seraient certes pas superflues, et nous avons signalé combien il serait désirable de voir introduites dans les études primaires supérieures et les examens des écoles normales, des notions d'économie sociale. Mais cette culture, même conçue plus largement encore que nous ne l'avons suggéré, serait trop rapide et trop isolée (dans l'ensemble des autres ordres d'études professées) pour rendre les instituteurs capables de se tenir eux-mêmes au courant des questions professionnelles. D'ailleurs, en auraient-ils le goût et la capacité qu'il

serait matériellement difficile à la plupart d'entre eux de recueillir les renseignements indispensables à leur nouvelle tâche pédagogique.

Même les services administratifs de l'Enseignement public seraient incompétents pour diriger la pré-orientation professionnelle, dans son rôle de distribution des forces productrices.

Il y a, au fond même de cette préparation officielle au prochain apprentissage, un souci de coordination économique tellement important que l'examen d'orientation professionnelle par l'Office ne sera plus qu'un contrôle scientifique destiné à éviter les seules erreurs individuelles, dans des cas particuliers.

La plupart des conseils donnés par l'orienteur ne seront que le prolongement et l'aboutissement logique d'une lente préparation du sujet.

Dans ces conditions, toute la portée nationale de l'institution reposera sur le sens plus ou moins opportun des directives données aux pré-orienteurs.

Deux questions restent donc à résoudre : quel organisme chargera-t-on de donner au personnel enseignant les ordres nécessaires ? De quelle façon enfin, s'établira la liaison administrative entre cet organisme et l'école communale ?

Il nous semble que deux interventions des pouvoirs publics ont déjà, sinon résolu nettement ce problème pratique, (le problème n'a pas été posé officiellement, sous une forme aussi catégorique), tout au moins rendu possible, dès à présent, la perspective d'un système d'information et de décentralisation parfaitement coordonné.

Nous voulons parler, en premier lieu, de la création d'un Institut national d'orientation professionnelle. L'autre initiative est contenue dans la circulaire de M. le Préfet de la Seine, en date du 10 mai 1927 : c'est l'organisation dans chaque école communale, d'un comité chargé de centraliser tout ce qui a trait à

l'orientation des élèves et notamment de se mettre en rapport avec les offices » (1).

Nous n'oublions pas que le texte précité n'a que la valeur d'un vœu, tandis que le premier organe duquel nous attendons la collaboration existe et fonctionne depuis plusieurs mois déjà. Il n'importe : l'orientation professionnelle est une œuvre inachevée encore, et nous sommes bien obligés de considérer les choses au point où elles se trouvent. Il suffit de savoir si le principe en est bon.

Dès lors, on voit aisément le cycle des opérations. L'Institut national (d'accord avec la Commission nationale d'orientation professionnelle) recevant de tous les organismes de documentation économique (ministère du Commerce, de l'Agriculture, du Travail, etc., offices de la main-d'œuvre, statistiques générales, enquêtes, services de l'Enseignement technique...) les données précises touchant la situation économique du pays, l'état des marchés, les besoins de l'industrie nationale, prévoit ainsi les crises de chômage ou de surproduction. Puis, à mesure que les renseignements de tout ordre arrivent de ces sources différentes, l'Institut en tirera les conclusions pratiques qui s'imposent, afin de faire parvenir aux Offices publics les directives concernant particulièrement chaque région.

Ce rôle de centralisation et de recherches concernant toutes les questions professionnelles est d'ailleurs l'une des fins à quoi tendent la création et le fonctionnement de ce service (2).

Il nous semble donc qu'il saura, mieux que tout autre organe de notre administration, d'une part, fournir aux maîtres par l'intermédiaire des offices régionaux les grandes lignes de l'action économique conte-

(1) In Bull. gén. de l'Inst. Primaire du Département de la Seine (août-septembre-octobre 1927), p. 553.

(2) Lire à ce sujet le discours, prononcé par M. Labbé, directeur général de l'Enseignement technique, lors de l'inauguration, et reproduit dans le Bulletin de l'Institut de décembre 1928.

nue dans la pré-orientation, — d'autre part, se tenir en rapport constant avec la direction de notre Instruction Publique, afin que les inspecteurs d'académie exercent, sur le travail des maîtres d'école, un contrôle nouveau inspiré des mêmes directives transmises par l'Institut. La tâche de l'instituteur sera, en effet, assez complexe et assez délicate; si celui-ci doit recevoir de ses chefs hiérarchiques des ordres en contradiction avec les injonctions données par les services d'orientation professionnelle, cette tâche deviendra non seulement incohérente, mais immédiatement dangereuse. C'est pourquoi nous insistons sur le principe de cet équilibre, de cette espèce d'harmonie administrative sans quoi la pré-orientation scolaire ne saurait fonctionner utilement.

Il ne nous appartient pas de prévoir, dans ses détails, la réalisation pratique d'une liaison effective, entre les différents services intéressés, mais nous en signalons le principe.

Nous avons dit que l'Institut national tiendrait au courant de l'actualité économique les offices régionaux d'orientation professionnelle. Ceux-ci, à leur tour, devront transmettre aux maîtres d'école, ou mieux aux directeurs de l'enseignement primaire les données susceptibles de guider leur action pédagogique sur les futurs apprentis. Etant eux-mêmes en rapport avec les chambres de commerce, les chambres de métiers, les bureaux de placement, les syndicats professionnels, les offices signaleront aux pré-orienteurs les faits intéressant plus spécialement l'état de la main-d'œuvre et les débouchés professionnels de la région.

Enfin, au sein de l'école, ces renseignements seraient reçus et commentés par le comité dont nous parlions plus haut. D'après la composition prévue dans le texte de la circulaire préfectorale, on peut conclure que cet organe ne fonctionnerait utilement que dans les écoles très importantes.

Reportons-nous au texte :

« Le Comité d'une école pourrait comprendre :

« Le directeur de l'école,

« Les maîtres des élèves intéressés,

« Le médecin-inspecteur,

« Un conseiller d'orientation professionnelle,

« Deux délégués des offices : un patron et un ouvrier. »

Il nous semble, *a priori*, que cette combinaison est un peu compliquée et plus coûteuse que le seul concours entre le maître et le médecin scolaire (sous la surveillance du directeur, pour la régularité administrative). Dans les écoles de villages, cette organisation serait bien inutilement coûteuse. Ce projet prévoit, en effet, que « la rétribution éventuelle de certains membres des Comités des Ecoles sera imputée sur le budget des Offices ».

Pour les grands centres, le seul avantage de ce système serait d'opérer, sur place, une sorte de décentralisation des Offices publics. Et cette suggestion apparaît dans le texte même auquel nous nous référons :

« Chaque comité se réunira au début de l'année scolaire et fixera son programme d'action pour l'année en cours.

« A la fin de l'année, il procédera, après avoir pris connaissance des besoins de l'apprentissage, à l'examen des dossiers des élèves, à propos desquels il aura été consulté, à l'audition des parents et des enfants, et il arrêtera le conseil à donner. »

Toutefois la circulaire renvoie les sujets devant les Offices publics, dans tous les cas où ceux-ci, *ainsi orientés*, demanderont à être placés, en apprentissage.

On remarquera que cette combinaison nouvelle demanderait à l'école primaire de faire, après la préorientation, de l'orientation proprement dite. Ici c'est l'Office qui délègue plusieurs de ses membres à l'école, et non le maître qui transmet les dossiers au conseiller de vocation afin de soumettre à celui-ci son avis personnel.

En réalité, bien que cette manière de procéder nous semble moins facile à généraliser que celle dont nous avons esquissé le fonctionnement, elle aurait cet avantage pratique de ne pas obliger dans tous les cas, au déplacement des familles dispersées dans le canton (voire dans le département).

Mais à notre avis, cette orientation effectuée à l'école, ouvertement, par le maître (même assisté d'un conseiller) prête à des critiques trop graves.

Aussi, pratiquement nous rangerions-nous à une solution intermédiaire : Chaque fois qu'il existera un Office Public, déjà organisé, dans un secteur assez étroit pour permettre qu'on y conduise les écoliers, ceux-ci seront orientés par le conseiller de vocation, après communication du dossier scolaire; et là, il sera examiné tant du point de vue mental que du point de vue physique et médical.

Dans les pays, au contraire, éloignés de tout centre d'orientation professionnelle, c'est l'Office régional qui enverra à l'école, *mais seulement à la fin de l'année scolaire*, un conseiller de vocation spécialisé dont l'avis viendra renforcer ou infirmer, après examen et discussion, la conclusion personnelle du maître (1).

De toute façon, en ce qui concerne la pré-orientation générale et l'enseignement élémentaire de la technique des métiers, c'est directement des offices publics que les écoles recevront les tracts, les films, voire les sujets de leçons et de conférences propres à guider les instituteurs dans leur tâche particulière.

(1) Dans certaines régions, ce système de délégation, que nous préconisons, a déjà donné voici plusieurs années d'excellents résultats; l'Office de Strasbourg, notamment, dès 1922, a procédé de la sorte: « Au cours de l'année, 1.036 garçons ont reçu un conseil d'orientation professionnelle. Sur ce total, 623, soit plus de 60 %, ont passé par l'Office et ont été orientés d'une façon complète: 393, soit 38 %, ne se sont pas adressés à l'Office, mais ont été orientés cependant dans des conditions satisfaisantes (conseils donnés en classe en présence du médecin scolaire, de l'instituteur et du directeur de l'Office). » (cf. R.I.T. mars 1928, p. 451.)

CONCLUSION

L'orientation professionnelle s'affirme, depuis plusieurs années, comme une nécessité sociale. On ne peut plus attendre du libre jeu des forces économiques la juste répartition des capacités humaines. Les erreurs sont trop graves en un temps où la production nationale doit, par sa qualité et par son volume, compenser les pertes subies du fait de la dernière guerre, et se défendre contre la concurrence étrangère, chaque jour plus pressante.

A considérer attentivement l'ensemble de notre législation du travail, nous sommes loin, déjà, du libéralisme classique et de son harmonie idéale. Toutes les tentatives d'amélioration apportées par le législateur au fonctionnement des activités économiques sont le signe d'un interventionisme qu'on ne songe pas à dissimuler. Le fait de prévenir les erreurs imputables aux mauvais choix des individus touchant leur carrière future, n'est-il pas l'une des manifestations les plus significatives de cette réaction contre l'individualisme ?

Et l'on remarquera qu'il ne s'agit, ici, en aucun cas, de sacrifier l'intérêt particulier à celui, plus important, de la collectivité. Qu'au contraire, l'orientation professionnelle, sagement conduite, tend à obtenir le plein épanouissement de chaque personnalité dans l'exercice de la fonction économique la plus profitable au pays.

C'est sous cet aspect, à la fois philanthropique et social que se présente l'institution nouvelle — la forme scientifique de son activité ne doit être considérée que comme un moyen d'atteindre le but économique qu'en définitive elle se propose.

D'une part, il est vrai, la possession, par chaque travailleur, des aptitudes nécessaires à l'accomplisse-

ment de sa tâche est de nature à réaliser une amélioration générale de la production.

Mais, en outre, chacun ne pourra donner son plein rendement qu'à la condition d'accomplir une tâche vraiment utile dans le cadre de l'économie nationale.

C'est cet ajustement qu'il s'agit d'obtenir, dès l'instant qu'on intervient.

Le problème comporte deux éléments; la demande de main-d'œuvre, la nature du futur apprenti. Or, non seulement le premier est plus facilement connu que le second, mais alors que les débouchés du marché économique sont des données objectives dont la réalité s'impose, les ressources de chaque personnalité humaine sont, au contraire, multiples et transformables.

Un même individu pourrait donc être amené à accomplir, avec une égale capacité, des tâches différentes et présentant, pour l'économie nationale, un intérêt inégal.

C'est pourquoi nous pensons qu'une orientation professionnelle ne peut être efficace et durable qu'à condition de fonder son intervention sur les besoins, connus, de la production.

S'il n'y avait qu'à organiser une sélection obligatoire et systématique, la question serait simple. Mais la réalité l'est moins. En définitive, c'est encore la volonté individuelle qui l'emporte. Les pouvoirs publics ne peuvent, pour pallier aux dangers d'une mauvaise distribution, que donner des conseils bénévoles, d'une valeur scientifique incertaine. La seule action véritable et possible sera donc d'éviter que les écoliers (futurs apprentis), n'acquièrent des goûts incompatibles avec leurs aptitudes, et, d'autre part, d'éclairer les parents sur l'intérêt véritable de leurs enfants afin qu'ils puissent juger, en connaissance de cause, d'un avenir professionnel.

Tant que l'opinion publique ne sera pas gagnée à l'institution nouvelle, l'effort tenté restera vain. C'est là une conséquence inéluctable de ce fait que le pro-

blème posé n'est pas d'ordre anthropologique, mais politique.

La seule sélection scientifique ne nous semble pas devoir le résoudre entièrement. C'est pourquoi nous croyons pouvoir conclure à la nécessité d'une évolution progressive de l'orientation professionnelle, dans le sens d'une pédagogie sociale fermement contrôlée.

Vu : *Le Président de thèse,*

RENÉ MAUNIER.

Le 25 avril 1929.

Vu : *Le Doyen,*

BARTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

APPENDICE

ANNEXE I

FICHE SCOLAIRE UTILISEE A VIENNE (Autriche)

1° RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

1. Nom et prénoms de l'enfant :
2. Date et lieu de naissance :
3. Nationalité :
4. Langue maternelle :
5. Religion :
6. Nom, profession et domicile du père :
Nom, profession et domicile de la mère :
7. Nom, profession et domicile du tuteur :
8. Nom, profession et domicile du représentant légal :
9. Nombre et âge des frères et sœurs :
10. Quelles personnes, en dehors des parents, se sont occupées de l'éducation de l'enfant : grands-parents, oncles, précepteurs, etc., etc.
11. En quelle année a commencé la scolarité ?
- 12 à 15. Renseignements divers relatifs à certaines dispenses d'enseignement, à des dispenses de fréquentation scolaire, etc.

2° CONNAISSANCES.

Le 2° feuillet est destiné à recueillir les notes obtenues en conduite, application et dans toutes matières d'enseignement, ainsi que les excuses d'absences et les retards de la 1^{re} à la 8^e année de scolarité. Ces notes sont portées 2 fois par an.

3° LE RENDEMENT DE L'ENFANT EST DÙ

- 1° aux aptitudes ? (aptitude générale, aptitude spéciale, insuffisance intellectuelle);
- 2° à l'application (ou à la paresse) ?
- 3° au goût (ou à l'aversion) ?
- 4° aux conditions de famille ?

Structure physique.

Cette partie du 3^e feuillet indique, tout d'abord, les renseignements fournis au maître par les parents sur les maladies (opérations) de l'enfant avant son entrée à l'école primaire.

Puis, chaque année, en décembre et en juin, l'instituteur porte :

- 1^o la taille (en cm.);
- 2^o le périmètre thoracique (en cm.) à l'inspiration et à l'expiration;
- 3^o le poids (en kg. avec une décimale).

4^o ANAMNÈSE DU MÉDECIN.

1. Peau et muqueuses extérieures :
2. Organes de mouvement (os, articulations, muscles) :
3. Glandes :
4. Gorges et nez (troubles du langage) :
5. Dents :
6. Yeux (troubles visuels) :
7. Oreilles (troubles auditifs) :
8. Organes internes (respiration, circulation, digestion, voies urinaires) :
9. Cerveau et système nerveux (troubles organiques, crises, anomalies psychiques) :
10. Vaccination :
11. Etat général du corps et de la santé :
12. Maladies graves et accidents survenus pendant la scolarité et conséquences :
13. Par quoi le rendement de l'enfant est-il plus influencé ?

5^o, 6^o et 7^o STRUCTURE INTELLECTUELLE.

Sens.

1. Des observations ont-elles été faites relativement aux sens de l'enfant (sensibilité, pouvoir de différenciation). Lesquelles ?

Représentation.

2. Y a-t-il prédominance d'un domaine sensoriel quant à la façon de saisir, de retenir, de rendre une impression ?

Attention.

3. L'attention est-elle facilement ou difficilement excitable ?
4. L'attention se fixe-t-elle d'elle-même pour un certain temps ? Est-elle vacillante ou bien l'enfant est-il encore incapable d'une longue attention ?
5. L'attention se laisse-t-elle facilement détourner ou bien est-elle incapable de résister à certains troubles ?

Mémoire.

6. La mémoire montre-t-elle des préférences spéciales ou des défauts particuliers, et dans quelle direction (mémoire immédiate, fidélité, durée, étendue, vitesse de reproduction) ?
7. Y a-t-il une certaine aptitude ou une inaptitude frappante à retenir les noms, les nombres, les sons, les couleurs, les formes, les lieux, etc. ?
8. L'acte de mémoire se fait-il mécaniquement ou est-il fait appel au raisonnement ?

Observation.

9. L'enfant observe-t-il de lui-même ?
Observe-t-il avec précision ?
Quels domaines aime-t-il le mieux observer ?

Imagination.

10. Son imagination est-elle facilement ou difficilement excitable ?
Est-elle claire ou confuse ?
S'exprime-t-elle par imitation ou par création ?

Pensée logique.

11. Le mode de penser de l'enfant accuse-t-il une aptitude critique, autrement dit distingue-t-il le vrai du faux, l'essentiel du secondaire ; montre-t-il une certaine compréhension pour les rapports d'espace, de temps et de cause ?

Dynamique du travail.

12. Comment se comporte l'enfant vis-à-vis d'une tâche nouvelle ?
13. Qu'y a-t-il à dire sur le comportement de l'enfant au début et au cours d'un travail ?
Travaille-t-il vite, avec soin, avec persévérance ?
14. L'enfant manifeste-t-il une certaine adresse manuelle et dans quel domaine en particulier ?
Préfère-t-il le travail intellectuel au travail manuel ou inversement ?
L'enfant est-il gaucher ?
15. Y a-t-il tendance au travail machinal ?
16. Le meilleur rendement de l'enfant est-il dû à des influences extérieures ou bien l'enfant travaille-t-il bien de lui-même ?

Fatigabilité.

17. L'enfant se fatigue-t-il facilement et plus particulièrement dans quel genre de travaux se fatigue-t-il rapidement ?

Sentiments et volonté.

18. L'enfant s'énervé-t-il facilement ou difficilement ?
Est-il plutôt gai ou sérieux ?
Y a-t-il tendance à une vie affective exagérée ?
19. Se décide-t-il vite à vouloir — ou lentement — ou prudemment ?
20. Se laisse-t-il facilement influencer ou est-il ferme dans ses décisions ?

Situation dans la communauté.

21. Comment se trouve l'enfant dans la communauté scolaire ?
Manifeste-t-il un amour de la vérité, de l'honnêteté, de l'obéissance, de l'ordre, de la patience, un sentiment de la responsabilité, de la maîtrise de soi, un esprit de dépendance ?

Qu'y a-t-il à dire sur le sentiment d'orgueil, d'ambition et de compassion de l'enfant ?

22. L'enfant a-t-il le don, l'instinct du commandement ?
Se soumet-il volontiers et volontairement ?
23. La conduite de l'enfant laisse-t-elle supposer de sérieux défauts nerveux ?

Langage.

24. La langue maternelle de l'enfant est-elle celle qui est employée à l'école ?
Dans le premier cas s'agit-il d'un véritable dialecte ou d'un idiôme se rapprochant de la langue écrite ?
A côté de la langue maternelle, l'enfant parle-t-il des langues étrangères ? Lesquelles ?
25. Le langage de l'enfant est-il normal ? Y a-t-il des défauts de prononciation ?
26. S'exprime-t-il avec aisance ou difficilement ? Aime-t-il parler ou doit-il y être contraint ?

8° ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE.

1. L'enfant a-t-il manifesté un goût sérieux pour une occupation déterminée (groupe professionnel, métier...) ?
2. A-t-il connaissance des exigences et difficultés de cette occupation ?
3. L'enfant a-t-il déjà été employé dans certains travaux.
Si oui, quelles observations utiles ont-elles pu être faites concernant son orientation professionnelle ?
4. Quelle est l'opinion des parents sur les goûts et aptitudes de leurs enfants ?
Quels désirs ont-ils eux-mêmes exprimés quant à la future profession de leurs enfants ?
5. Les parents sont-ils en situation de donner ou faire donner à l'enfant l'éducation répondant au choix fait ?
6. Observations diverses.
7. Pour quel métier ou groupe de métiers l'Ecole considère-t-elle l'enfant particulièrement approprié ? Vis-à-vis desquels fait-elle des réserves ?
8. Avis du médecin.
9. Quelle école, quel métier recommande l'Ecole ?

10. Quel conseil (avis motivé) a été donné par l'Office d'O. P. ?
11. Quelle école, quel métier l'enfant a-t-il choisi ?

OBSERVATIONS.

Signatures des maîtres des 8 classes fréquentées par l'enfant,
du Directeur,

.....

In: Une visite aux offices d'orientation professionnelles de Vienne, article précité de M. J. Fontègne (Bull. de l'Inst. Nat. d'O.P. Janvier 1929.)

ANNEXE II

FICHE SCOLAIRE UTILISEE EN BELGIQUE

OEUVRE NATIONALE DES ORPHELINS DE GUERRE

Avenir Professionnel des Orphelins de la Guerre

Province :

Commune :

Dossier A. P. :

Dossier B. :

Questionnaire annuel destiné à l'instituteur

Nom : Prénoms : Age :

Désignation de l'école :

Année d'études :

Nom de l'instituteur :

La fréquentation scolaire est-elle régulière ?

Si non, y a-t-il un motif ? Lequel ?

L'enfant paraît-il en bonne santé ?

Paraît-il développé normalement ?

Est-il bien soigné à la maison ?

Son tempérament est-il lymphatique, nerveux, ou sanguin
ou bilieux ?

Paraît-il vite fatigué en classe ?

Fait-il bien la gymnastique ?

Est-il adroit aux jeux ?

L'attention en classe est-elle bonne, régulière ?

Lève-t-il le doigt pour qu'on le questionne ?

Attend-il qu'on s'adresse à lui particulièrement ?

Répond-il rapidement ?

Les réponses sont-elles réfléchies ?

S'exprime-t-il bien ?

Est-il bavard ?

Distrait-il les autres ? Par quoi ?

Sait-il habituellement ses leçons ?
Fait-il ses devoirs à domicile ?
Retient-il ce qu'on lui enseigne ?
Est-il classé dans le 1^{er}, le 2^e ou le 3^e tiers de sa classe ?
Si possible place ? Sur...
Quelles sont ses branches fortes ?
Quelles sont ses branches faibles ?
La famille venait-elle s'intéresser à ses études ?
Est-il observateur ?
Est-il rêveur ?
Que dessine-t-il de préférence ? Avec goût ?
Fait-il du travail manuel à l'école ?
Si oui, montre-t-il des aptitudes spéciales ? Pour quelle
branche ?
L'enfant est-il franc ?
L'enfant est-il honnête ?
L'enfant est-il obéissant ?
L'enfant est-il poli ?
Reçoit-il bien les remarques et les conseils de l'instituteur ?
Subit-il son influence ?
Est-il sensible à l'encouragement ?... à l'émulation ?
Est-il discipliné ?
Désire-t-il apprendre ?
Sait-il faire un effort ?
Joue-t-il avec ses camarades ?
Est-il querelleur ? Emporté ?
Est-il aimé ?
Est-il sensible ?
Se laisse-t-il mener par ses camarades ?
Est-il plutôt autoritaire ? dominateur ?
Le milieu familial semble-t-il favorable ?

Date : Signature lisible de l'instituteur :

ANNEXE III

FICHE SCOLAIRE UTILISÉE PAR L'OFFICE DES ARDENNES

DÉPARTEMENT DES ARDENNES

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Année Fiche N° II

INDICATIONS

à fournir par l'INSTITUTEUR

1. Conduite : Application :
Résultats d'ensemble : A-t-il le C.E.P. ?
2. Comment l'élève s'exprime-t-il : oralement :
par écrit :
3. Note moyenne annuelle (sur 10) en orthographe :
Calcul mental : Calcul écrit :
4. Quel dessin a ses préférences ?
Comment réussit-il ?
5. Avez-vous constaté chez lui une aptitude spéciale ?
Laquelle ?
6. Manifeste-t-il une aptitude marquée ?
7. Travaille-t-il vite ou lentement ?
8. Observation complémentaire (sur l'attention, la mémoire, le jugement, le caractère, la tenue, etc...)
.....
9. Résultats en gymnastique :

Travail manuel

1. Genre de travaux exécutés :
2. Résultats obtenus :
3. Conseilleriez-vous le métier désiré ?
Sinon, lequel ?

ANNEXE IV

TYPE DE FICHE SCOLAIRE ADOPTE CONFORMEMENT AUX DECISIONS PRISES PAR LA SECTION PEDAGOGIQUE DE LA COMMISSION NATIONALE D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

FICHE SCOLAIRE

I. — *Indications à fournir par l'élève*

1. Ecole : Indication de la classe :
2. Nom et prénoms de l'élève sortant :
3. Date et lieu de naissance :
4. Domicile :
5. Nom et profession du père :
6. Nombre d'enfants dans la famille :
7. Profession désirée par l'élève :
8. Motif du choix de cette profession :
9. Dans le cas où il ne pourrait exercer cette profession, quelle autre ou quelles autres auraient ses préférences ?
10. Accepterait-il d'entrer en apprentissage hors de :
11. Ses parents peuvent-ils le nourrir et le loger ?
12. Ses parents peuvent-ils supporter les frais d'apprentissage ?
13. Ses parents ou lui ont-ils déjà quelque chose en vue ? ..
14. Si oui, où et pour quelle date ?

II. — *Indications à fournir par l'instituteur*

1. Conduite : .. Application : .. Résultats d'ensemble : ..
A-t-il le certificat d'études ?
2. Comment l'élève s'exprime-t-il : oralement ?
- par écrit ?
3. Note moyenne annuelle (sur 10) en orthographe :
Calcul écrit : Calcul mental :

4. Quel dessin a ses préférences ?
Comment réussit-il ?
 5. Avez-vous constaté une aptitude spéciale chez lui ?
 6. Manifeste-t-il une inaptitude marquée ?
 7. Travaille-t-il vite ou lentement ?
 8. Observations complémentaires : attention,
mémoire,
ordre et propreté,
caractère,
 9. Résultats en gymnastique :
- III. — *Indications à fournir par le maître de travail manuel*
1. Genre de travaux exécutés :
 2. Résultats obtenus :
 3. Conseilleriez-vous le métier désiré ?
 4. Sinon, lequel ?

ANNEXE V

EXTRAIT D'UNE BROCHURE PUBLIÉE PAR L'OFFICE DÉPARTEMENTAL D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES ARDENNES. — 1929.

Tous les enseignements de l'Ecole peuvent s'adapter au milieu de l'O. P., sans nuire à la bonne marche des études et sans négliger la culture générale. Le programme qui suit donne un court aperçu de ce qui est réalisable à l'Ecole primaire :

I. — *Morale* :

Le travail ; sa nécessité, son obligation.

Le travail bien fait; les joies qu'il procure.

Le bon emploi des loisirs.

Le respect qu'on doit au travailleur.

Le choix d'un métier.

L'apprentissage progressif et méthodique; le perfectionnement professionnel.

La routine, les préjugés.

Les devoirs de l'apprenti et de l'ouvrier.

Le devoir professionnel, la conscience professionnelle.

Les devoirs de l'employeur.

L'exemple des grands hommes, etc...

II. — *Instruction civique* :

Les ordres d'enseignement; les carrières auxquelles ils préparent.

La formation professionnelle : les cours professionnels, les écoles pratiques, les écoles d'agriculture.

L'intérêt des cours professionnels. La nécessité de l'apprentissage.

Le contrat d'apprentissage.

Les lois qui protègent les travailleurs, etc...

III. — *Hygiène* :

La santé de l'ouvrier; l'air pur, la poussière, les microbes.

La vie au champ, à l'atelier.

Les maladies et les déformations professionnelles.

Hygiène du corps, des vêtements, de l'habitation.

L'alcoolisme, ses ravages.

IV. — *Lectures :*

Les belles pages des écrivains qui ont su immortaliser le beau et noble travail humain (Zola, P. Hamp, R. Rolland, G. Duhamel, A. France, etc...).

Les biographies des grands hommes qui se sont élevés par le travail et la volonté (Palissy).

Les lectures de Franchet (Au seuil de la Vie laborieuse, Lectures de l'apprenti...), coordonnées pour la préorientation professionnelle et l'enseignement du français sont tout indiquées. « Il se dégage du livre, disent les auteurs, une sorte de philosophie du travail qui ne dépasse pas le niveau intellectuel des enfants et qui est tout à fait propre à orienter leur esprit vers une carrière prochaine ».

V. — *Français :*

a) Dictées choisies dans les textes précédents.

b) Rédactions sur les métiers, les occupations : le peintre, le menuisier, le forgeron, le faucheur... au travail; la sortie de l'atelier; la foire, le marché; la description d'une scène champêtre, d'une ferme modèle; le réveil de la ferme; l'abatage des arbres; les inconvénients et les avantages de la ville, de la campagne; le portrait d'un ouvrier consciencieux; le métier que vous choisirez, etc... (soit en quelques mots le spectacle de la vie et du labeur aux champs et à l'atelier).

VI. — *Calcul :*

Exercices pratiques, dont les données réelles sont empruntées aux opérations de la vie courante :

a) calcul mental, calcul rapide;

b) problèmes sur les salaires comparés (ouvriers qualifiés et manœuvres), sur le prix de revient des denrées; sur les frais d'exploitation d'une usine, d'une propriété; sur les frais de transport d'une marchandise; sur les bénéfices résultant de l'emploi des engrais, les avantages de la coopération, etc...;

c) mercuriales, statistiques, graphiques;

d) exercices de mesure (longueurs, surfaces, volumes, poids, densités);

e) emploi des instruments usuels : règle, équerre, compas, rapporteur, pied à coulisse, fil à plomb, niveau, équerre d'arpenteur, etc.

VII. — *Dessin* :

Notions de dessin convenant plus spécialement à l'ouvrier moderne :

a) croquis cotés d'objets simples, de forme géométrique, sur lesquels on puisse relever facilement les cotes; d'objets fabriqués en leçon de travail manuel; plan très simples (cour, jardin, trottoir, terre, maison)...

b) lecture d'un croquis côté simple (en grandeur réelle ou à l'échelle);

c) constructions géométriques usuelles;

d) arrangements décoratifs, etc...

VIII. — *Travail manuel* :

Tous les exercices du programme officiel, en raison de leur valeur éducative pour la profession future, et de leur importance dans la détermination des aptitudes.

IX. — *Sciences* :

Origine et transformation des matières premières (industries de la région).

Les instruments dont on fait un usage fréquent (thermomètre, baromètre, balances, boussole, etc.).

Enseignement pratique et théorique de l'agriculture.

X. — *Histoire* :

L'histoire du travail (les corporations, la liberté du travail; les grandes inventions; les progrès réalisés dans l'alimentation, le vêtement, la construction, l'éclairage, etc...; le développement de l'industrie, du commerce, de l'agriculture; l'usine moderne; la comparaison du présent et du passé), etc...

XI. — *Géographie* :

La géographie économique de la France. Les colonies fran-

çaises: Les grands pays producteurs de blé, de coton, de laine, etc...

En résumé, adapter les programmes d'enseignement aux réalités (manière de vivre, travail, occupations, besoins, etc...), sans négliger l'éducation de l'homme et du citoyen, dans l'intérêt des enfants qui doivent abandonner leurs études à la sortie de l'Ecole primaire et de ceux qui doivent les poursuivre dans nos établissements divers d'enseiⁿemnt.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET BROCHURES

- AMAR (D'). — Le Travail humain. (Plon, 1923, éd.)
- AMAR (J.). — Organisation Psychologique du travail. (Paris, Dunot et Pinat, 1907.)
- BALDWIN (J.-M.). — Mental development in the child and race. (London, Macmillan, 1895. Traduction française par Nourry; Alcan, 1897.)
- BERGSON. — L'énergie spirituelle. (Alcan, 1919.)
- BINET & SIMON. — Le mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants. (Paris, 1917.)
- BINET (A.). — L'étude expérimentale de l'intelligence. (Alcan, 1903.)
- BINET (A.). — Les idées modernes sur les enfants. (Paris, Flammarion, 1909.)
- BORREMANS-PONTHIÈRE (D'), Mlle MONCHAMPS, MAQUET, VANDERVEST (A.). — L'orientation professionnelle. (Bruxelles, 1923. Librairie Falk.)
- BOURREAU (D'). — Quelques notes sur la morphologie des enfants. (Tours, 1920.)
- BOURREAU (D'). — Comment la dominante fonctionnelle d'un enfant doit influencer le choix de sa profession. (Tours, 1923.)
- BUYSE (O.). — Méthodes américaines d'enseignement. (Paris, Dunot et Pinat, 2^e édit., 1909.)
- CALONNE (J.). — La psychologie appliquée à l'exploitation rationnelle des entreprises. (Lausanne, la Concorde, 1928.)
- CARRARD (D'). — Le développement de la psychotechnique en Suisse. (Hofer et Cie, Zurich, 1927.)
- Comment former les chefs (ibid).
- Jubilé du 25^e anniversaire de l'Association suisse des Conseils d'apprentissage.
- CHRISTIAENS (A.-G.). — L'Orientation professionnelle des enfants. (Bruxelles, 1914. Lamartin, éd.)
- Une méthode d'orientation professionnelle. (Bruxelles, 1925. Lamartin.)
- Le caractère en orientation professionnelle. (Bruxelles.)
- Rapport sur les travaux de la sous-commission chargée de la préparation d'un avant-projet d'organisation d'office intercommunal pour le placement des apprentis. (Bruxelles, 1916. Impr. Lucifer.)
- CLAPARÈDE (Ed.). — L'orientation professionnelle, ses problèmes, ses méthodes. (Edition du Bureau International du Travail. Genève, 1922.)

- CLAPARÈDE (Ed.). — Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale. (Genève, Kundig, 1926.)
- CLAPARÈDE (Ed.). — Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers. (Paris, Flammarion, 1924.)
- CLÉMENT (Mlle J.). — Le mouvement d'orientation professionnelle, thèse pour le doctorat. (Aix, 1924.)
- DECROLY (D' O.). — Les aptitudes innées et les aptitudes acquises. (Atti di Milan, 1923.)
- DECROLY & MONCHAMPS. — L'initiation à l'activité intellectuelle et motrice.
- DEMOGUE. — Traité des obligations (t. 5, N° 847 et 849).
- DOTTRENS (R.). — Education nouvelle en Autriche. (Neuchâtel, Suisse, 1927.)
- DUFFIEUX (F.). — L'orientation professionnelle telle qu'elle est organisée par la Chambre des métiers de la Gironde et du Sud-Ouest. L'enfant, ses aptitudes et son milieu. La situation économique de la main-d'œuvre. (Bordeaux, 1923. Editions littéraires et politiques.)
- DURKHEIM. — De la division du travail social. (Paris, Alcan, 1893.)
- FÉRÉ (D' Ch.). — Travail et plaisir. (Alcan, 1904.)
- FERRIÈRE (A.-D.). — Transformons l'école. Appel aux parents et aux autorités. (Bâle. Edition du Bureau international des Ecoles nouvelles, 1920.)
- FERRIÈRE (A.-D.). — La pratique de l'école active. (Edition Forum, 1924.)
- FLEURY (M. de). — Le corps et l'âme de l'enfant. (10^e édition. Paris, Colin, 1910.)
- FONTÈGNE (J.). — Entretiens sur l'orientation professionnelle à l'usage des enfants, des parents, des instituteurs et des conseillers de vocation. (Strasbourg, sept. 1921.)
- FONTÈGNE (J.). — L'activité de l'Office d'orientation professionnelle de Strasbourg pendant l'année 1922 (janvier. 1923).
- FONTÈGNE (J.) et SOLARIS (E.). — Le travail de la téléphoniste. (Genève, 1919.)
- FONTÈGNE (J.). — L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes. (Paris et Neuchâtel, éditions Delachaux et Niestlé, 1921.)
- FONTÈGNE (J.). — Le choix d'un métier et les aptitudes physiques. (Paris 1921, Ravisse.)
- FONTÈGNE (J.). — Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelles. (Paris, 1925. Librairie de l'Enseignement technique.)
- FONTÈGNE (J.). — Monographies professionnelles. (id.)
- FONTÈGNE (J.). — Manualisme et éducation. (id. 1923.)
- FONTÈGNE (J.). — L'orientation professionnelle de notre jeunesse (Paris, 1924.)
- FONTÈGNE (J.). — Avant d'entrer en apprentissage. (Recueil de monographies professionnelles. Paris, 1924.)
- FONTÈGNE (J.). — Essai d'orientation professionnelle pour employés de commerce. (Rapport présenté au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences. Rouen, 1921.)

- FRANQUINET (L.). — Le choix d'une profession (publié par l'Association du commerce et de la petite industrie de Verviers, secrétariat des apprentis).
- GAUCHER. — L'orientation professionnelle par les écoles pratiques de commerce et d'industrie. (Librairie de l'Enseignement technique, 1927.)
- GLEY (E.), MAGNE (H.), PIÉRON (H.), FROIS (G.), CHRISTIAENS (A. G.). — Dix conférences sur l'orientation professionnelle, organisées par l'Institut Lannelongue d'hygiène sociale, sous la présidence de A. Fontaine. (Paris, Alcan, 1923.)
- GODIN (D'). — Manuel d'Anthropologie pédagogique basée sur l'anatomo-physiologie de la croissance, méthode auxologique. (Paris-Neufchâtel, Delachaux et Niestlé, 1920.)
- GROSS (K.). — Das Seelenleben des Kinders. (Berlin, 1911.)
- IMBERT (D'). — Le système Taylor. Analyses et commentaires. (Paris, Ravisse, 1920.)
- KASS (G.). — L'orientation professionnelle et l'apprentissage. (Paris, 1925. Béranger.)
- LABBÉ. — Rapport présenté au premier Congrès international de l'enfance. (Genève, 1925.)
- LAPIE (P.). — L'école et les écoliers. (Ed. F. Alcan.)
- LAUFER (R.). — L'organisation physiologique du travail. (Paris, 1907.)
- LAUFER (R.) et PAUL BONCOUR (G.). — L'orientation professionnelle du point de vue particulièrement scolaire. La Préadaptation scolaire. (Paris, 1924.)
- LAUFER (R.). — Rapport à M. le Directeur de l'Enseignement primaire de la Seine. (Delagrave, 1924.)
- LA VAISSIÈRE (J. de). — Psychologie pédagogique. (3^e édition, Paris, 1916.)
- LEFEUVRE et HENRY. — La préorientation professionnelle à l'école primaire. (Librairie de l'enseignement technique, 1927, Paris.)
- LIPMANN (O.). — Bibliographie der Berufspsychologie. (Heft 20, der Schriften. Psychol. der Berufs. Leipzig, Barth, 1922.)
- MAUVEZIN (F.). — Etude sommaire de l'organisation des Chambres de métiers (Bordeaux, J. Bière.)
- MAUVEZIN (F.). — Conseils aux jeunes filles et aux fillettes sur leur orientation. Conseils aux enfants sur le choix d'un métier. (Publications de la Chambre des Métiers de Bordeaux.)
- MAUVEZIN (Mlle L.). — Rose des activités féminines pour l'orientation professionnelle des jeunes filles (Bordeaux.)
- MAUVEZIN (F.). — Rose de métiers pour l'orientation professionnelle des garçons. (Bordeaux, 1922.)
- MENDOUSSE. — L'âme de l'adolescent. (Paris, Alcan, 1909.)
- MYERS (Ch. S.). — Text book of experimental psychology. (London, Arnold, 1909.)
- PAPY (G.). — Une méthode d'orientation professionnelle. (Bruxelles, Vanderlinden, 1922.)
- PAULHAN (A.). — Les transformations sociales des sentiments. (Paris, Flammarion, 1920.)

- PÉREZ (B.). — Le caractère de l'enfant à l'homme. (Paris, Alcan, 1892.)
- PERRET (J.), MAZEL (P.), NOYER (B.). — L'orientation professionnelle. (Flammarion, 1926.)
- PETER et STERN. — Die auslese befahigter volkschüler in Hamburg. (1919, à Leipzig.)
- PIAGET. — Le langage et la pensée chez l'enfant. (Neuchâtel et Paris, 1923.)
- PIÉRON (H.). — Une expérience d'orientation professionnelle.
- PROUD'HON. — La justice dans la Révolution et dans l'église (tome III).
- RASMUSSEN. — Child Psychology. (London, Copenhague, 1921.)
- RAUH et REVAULT D'ALLONES. — Psychologie appliquée à la morale et à l'éducation. (Paris, Hachette, 1900.)
- RAZOUS. — Guide pratique des femmes et des jeunes femmes dans le choix d'une profession. (Paris, Société d'Edit. techniques, 1910.)
- RAZOUS (P.). — La valorisation du travail humain. (Paris, Eyrolles, 1921.)
- REMY (Mlle M.). — Un essai d'enseignement sur mesure. (Paris, A. Colin, 1926, in-16.)
- REVAULT D'ALLONES. — Les inclinations. (Paris, Alcan, 1906.)
- RËELS (D' F.). — Aanleg en Beroep. Prédispositions et professions. (Boek centrale, Amsterdam, 1920.)
- SAND (R.). — Organisation industrielle, médecine sociale et éducation civique en Angleterre et aux Etats-Unis. (Paris, Baillière et fils, 1920.)
- SIMON (O.). — L'orientation professionnelle en France et à l'étranger. — Thèse pour le doctorat en droit. (Paris, 1927, chez Alcan.)
- STERN. — Die Intelligenz des Kinder.
- THOMPSON (C.-B.). — Le système Taylor. (Paris, Payot, 1919.)
- TOULOUSE et PIÉRON. — Technique de psychologie expérimentale (2^e édit.). — 2 vol. Douin, 1911.
- TURMANN (M.). — Problèmes sociaux du travail industriel. (Paris, Gabalda, 1923.)

ARTICLES in REVUES ET PÉRIODIQUES

- BINET. — Diagnostic de l'intelligence générale (in Ann. Psychol., t. XVII, p. 169).
- BOURDON (A.). — Influence de l'âge sur la mémoire immédiate. (Revue philosophique, 1894, XXXVIII, p. 148.)
- BOURREAU (D'). — La fonction professionnelle technique et artistique (in Gazette Médicale du Centre, oct. 1923).

BULY (A.). — Rôle de l'instituteur. (Manuel général, 4 juin 1927, p. 676.)

CHARTERS (J.-A.). — Elaboration d'un plan d'études pour l'éducation des parents. (Journal of Educational Research, mai 1928.)

CLAPARÈDE. — Rousseau et la conception fonctionnelle de l'enfance. (Revue de métaphysique et de morale, Mai 1912.)

CLIFT (E.). — L'orientation professionnelle en Grande-Bretagne. (Revue Intern. du Travail, avril 1927, p. 587.)

CORNÉLISSSEN (F.). — L'enseignement par la projection fixe (in la Psychologie et la vie, jany. 1929.)

DECROLY (D' O.) et SCHEPERS. — La sélection des mieux doués. (Bulletin de la Ligue de l'Enseignement, supplément mars-avril 1923.)

DENGLER (P.). — Nouvelles méthodes d'éducation en Autriche (in Bulletin de la Société A. Binet, juin-juillet 1925).

DUPIN. — Vers l'orientation professionnelle. (La formation professionnelle, 5 mars 1923.)

DUTHIL (R.). — La réforme des Ecoles normales (in Psychologie et la vie, janvier 1928).

FESSARD (A.). — La précision et la cohérence des résultats dans les examens par tests (in Année Psychol. 1927, p. 204).

FONTÈGNE (J.). — Le problème de l'orientation professionnelle (in Information Professionnelle, 1^{er} octobre 1928, p. 3).

— L'instituteur doit participer à l'orientation professionnelle (in Revue de l'Enseignement Primaire et Primaire supérieur, 16 octobre 1927, p. 37).

— Instabilité de main-d'œuvre et orientation professionnelle (in Psychologie et la vie, oct. 1927, p. 15).

— L'école primaire et l'orientation professionnelle (in Information Scolaire, nov. 1926, p. 32).

— L'école primaire et la Préorientation (in Information Scolaire, déc. 1926, p. 64).

— L'orientation professionnelle en Allemagne (in Formation professionnelle, 5 mai 1927, p. 405, et 5 mars 1928, p. 345).

— Lausanne (in Education, mars 1927, p. 353).

— L'orientation professionnelle en Grande-Bretagne (in Education, juin 1927, p. 557).

— L'école primaire et l'orientation professionnelle (in Revue de l'Enseignement public, mai 1927, p. 421).

— Préorientation professionnelle (in Education, n° 5, févr. 1929).

— Faut-il demander aux parents de remplir un questionnaire écrit ? (in l'Information professionnelle, déc. 1928, p. 66 — Paris-Delagrave).

— L'orientation professionnelle de notre jeunesse. (Gazette des métiers d'Alsace-Lorraine, 1920, N° 13, p. 95-99); — La question d'orientation professionnelle est une question morale et social. (id. N° 22, p. 174-175); — Chambres de métiers et orientation professionnelle. (id. N° 24, p. 192-193.)

- Le film d'orientation professionnelle (in le Cinéopse, Paris 1926).
- Répertoire bibliographique sur la question d'orientation professionnelle de la jeunesse. (Bulletin de l'Association française pour la lutte contre le chômage), juin-juillet 1920, août 1922.
- FRYER (D.). — In Predicting ability from interest (in Journal of applied Psychol. XI, mars 1927, p. 212-225).
- GAUTHIER (E.). — L'orientation professionnelle, sa nécessité, ses difficultés, etc... (in la Revue Internationale du Travail, mai 1922).
- LABRUNE. — L'orientation professionnelle et l'école (in Bull. Chambre des métiers de la Gironde et du S.-O., oct. 1923).
- LACOMBE (R.). — Mesure-t-on les fonctions intellectuelles? (in Revue philosophique, ch. IV, 1927, p. 407-446).
- LANGEVIN (P.). — Orientation professionnelle et orientation scolaire (in Education, mai 1926, p. 483).
- LAMPARTER (H.). — Untersuchung über Zusammenhänge Zwischen Schulleistung und Wertestattleistung Lehrlinger der Maschinenfabrick Weingarten, in Psycholog. Zeitung, t. II (févr. 1927, p. 37-41).
- LAUFER (R.) et PAUL BONCOUR (G.). — Sur le contrôle biométrique de l'enfant en vue de l'orientation professionnelle. (Médecine scolaire, Paris, 1^{er} décembre 1922.)
- LEHMANN (H.) et WITTY (P.). — « The compensatory fonction of the movies » (in journal of appl. Psycholog., t. XI, janvier 1927, p. 33-41).
- MAUNIER (R.). — Vie religieuse et vie économique. La division du travail. (in Revue de sociologie, 1908, p. 100-105).
- MAUVEZIN (F.). — Pour que vos enfants réussissent dans leur métier ou profession. (Bordeaux, Edit. litt. et polit., 1923).
- Avant de choisir son métier ou sa profession. (ibid. 1922.)
- MAUVEZIN (Mlle). — L'orientation professionnelle aux Etats-Unis (in Bull. Chambre des Métiers de la Gironde et du S.-O., décembre 1926, p. 254).
- POIREINE. — L'orientation professionnelle en 1940. (Bull. de la Chambre des métiers, déc. 1925, p. 308).
- RIBOT (Th.). — De la valeur des questionnaires en psychologie. (Journal de Psychologie, janvier 1904.)
- RIOU. — L'orientation professionnelle à l'école primaire (in Ecole et la vie, 16 juin 1928, p. 621).
- ROGER (M.). — L'école publique et l'orientation professionnelle (in Documents du Travail, août 1922, p. 197-203).
- ROUSSEIN. — L'étude des métiers à l'école primaire (in Educateur, de Lausanne, 25 juin 1927, p. 234).
- SECHEHAYE. — L'orientation professionnelle et scolaire aux Etats-Unis (in Bull. de la Société A. Binet, août-octobre 1928).
- SOULIER. — Rapport sur l'orientation professionnelle (en réponse à une demande du B.I.T.), in Bulletin des Chambres de métiers, déc. 1928.

TEMPLIER. — Comment préparer l'enfant (in *Ecole et la vie*, 24 nov. 1928, p. 152).

WELLENS (P.). — Diagnostic de l'anormalité chez les écoliers (in *Psychologie et la vie*, juin 1928).

BULLETINS, REVUES, PERIODIQUES

L'Atelier.

Bulletin de la Chambre de Commerce de Marseille.

Bulletin de la Chambre des métiers de Bordeaux (Bordeaux, 57, rue des Trois-Conils).

Bulletin de la Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest (avril 1921, p. 145-155; mars 1922, p. 61-67; mai 1922, p. 112-117; mai 1927, p. 17 et ss.).

Bulletin du Comité de Patronage des apprentis du 13^e arr. (Paris).

Bulletin de l'Institut national d'orientation professionnelle (déc. 1928, p. 24 — Ed. Hofer et Cie, Zurich).

Bulletin de l'instruction primaire du Département de la Seine (Paris, F. Deshayés, 83, rue de la Santé).

Bulletin International de la protection de l'enfance. L'orientation professionnelle à l'école primaire, à Genève (juillet 1922).

Bulletin de l'Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre.

Bulletin de la Société pédagogique Genevoise.

Bulletin de la Société de Pédotechnie.

Bulletin de la Société de Protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures (Paris).

Bulletin de la Société A. Binet (mars-avril 1919, p. 123-124, et oct.-nov. 1928).

Bulletin de la Société belge des Ingénieurs et des Industriels (juin 1921, tome II, N^o 1, p. 10 et ss.).

Bulletin trimestriel de l'Office intercommunal pour l'orientation professionnelle (Bruxelles).

Bulletin de l'enseignement au Maroc (vocation des élèves au Maroc), N^o 15.

Le Cinéopse (1^{er} janvier 1925, p. 35; 1^{er} juillet 1927). — Réunion du Comité du Cinéma (rapp. de MM. Bruneau et Larcher), janv. 1929, (rapport de M. Ripault), p. 86.

L'Ecole et la vie. — L'orientation professionnelle à l'école normale primaire (2 mai 1925).

L'Education (juin-sept. 1918, p. 163-178; janvier 1921, p. 400; février 1929, p. 274; mars 1929 (Lomont et Paucot), p. 305 (Ed. Lanore).

L'éducation professionnelle (Bâle).

La formation professionnelle (bi-mensuel); Paris, 31, rue de Bour-

- gogne (juin 1914, p. 43-46; juin 1920, N° 25, p. 13 à 30; juin 1921, p. 170-172; 20 avril 1926, p. LIX; 5 mars 1928.
- Gazette des Métiers d'Alsace-Lorraine (Strasbourg).
- L'intermédiaire des Educateurs (Genève).
- L'Information Professionnelle (1^{er} déc. 1928, p. 66; 15 janv. 1929, p. 114; 15 févr. 1929, p. 146; Paris-Delagrave).
- Journal de Psychologie, 1924. (Numéro exceptionnel consacré à la psychologie de l'enfant.)
- Manuel Général de l'instruction primaire (14 févr. 1920, N° 21; 18 déc. 1920, N° 13; 19 mars 1921, N° 26; 3 juil. 1926, p. 820; 25 févr. 1928, N° 23; 19 mai 1928, p. 609; 15 déc. 1928, p. 244; 29 déc. 1928, p. 306.
- Médecine scolaire (sept. 1924, p. 195; oct. 1924, p. 221). (Documents officiels). — 1^{er} juillet 1927, p. 136.
- L'Orientation professionnelle (Paris, 20, rue Chardin). — Août 1919, N° 1; décembre 1919, N° 5, p. 1-7; avril 1920, N° 8; juillet 1920, N° 12, p. 1-8; mars 1921, p. 1-10; janvier 1922, p. 1-19; octobre 1922.
- La Psychologie et la vie (mai 1928) (article de M. J. Fontègne; janvier 1929, p. 27.
- Revue de l'Ecole.
- Revue du Bureau (nov. 1928, p. 734).
- Revue de l'Enseignement technique.
- Revue Pédagogique (août 1925, p. 97-118).
- Revue Philosophique.
- Revue Psychologique.
- Revue internationale du travail (septembre 1921; mars 1922, p. 451; mai 1922, p. 760-773; juin 1922, p. 1066-1074; août 1922, p. 300-308; septembre 1922, p. 493; octobre 1922, p. 658-669; novembre 1922, p. 849-854; décembre 1922, p. 1051-1060; janvier 1923, p. 129-135; février-mars 1923, p. 446-453; mai 1923, p. 840 et ss.; sept. 1923, p. 367-383; sept. 1927, p. 421; février 1928, p. 449.
- Revue de l'Union Industrielle Métallurgique et Minière (octobre 1928, p. 135; février 1929, p. 36).
- Les Tests (sous la rédaction de M. Bernstein, P. Blonski, M. Zaretzki, A. Smirnov et A. Choubert), publications non périodiques. Moscou 1928.
- Vocational Guidance (New-York, 1914, p. 27).

DIVERS

Institut national d'orientation professionnelle (inauguration, 9 nov. 1928). Discours de MM. Labbé, Baudet, Sellier, Dubreuil, Piéron.

Discours de M. Gaston Vidal (sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique) à l'Association des anciens élèves des Ecoles nationales professionnelles, 6 février 1921.

Congrès international d'orientation professionnelle féminine (art. de Maria Diez Gasca, p. 33).

Journal Officiel. (Rapp. de M. Ducos, député de la Haute-Garonne, portant fixation du budget général de 1928), p. 1649-1667.

Troisième cours d'orientation professionnelle. Conférences données à Genève à l'Association suisse de conseils d'apprentissage et de protection des apprentis et à la Société d'Utilité publique (Genève, E. Mayer, 1920).

Conférences d'orientation professionnelle (éditées par la Chambre de Commerce de Paris. Libr. Delagrave).

Répertoire Dalloz (ch. 4, section I, N° 709, Responsabilité).

Dalloz Périodique : 1899, IV, p. 85 (discussion de la loi du 20 juillet 1899) ; 1907, I, p. 479 (Requêtes, 9 juillet 1907) ; 1912, II, p. 385 (note de M. Léonce Thomas) ; 1915, I, p. 51 (Requêtes, 10 juin 1912) ; 1915, II, p. 89 (Bordeaux, 19 nov. 1911) ; 1918, I, p. 9 (Civ. R., 21 janvier 1918) ; 1927, II, p. 125 (en note) ; 1927, II, p. 123 et ss. (arrêts : Rouen, 5 nov. 1924 ; Caen, 28 janv. 1926).

Dalloz Hebdomadaire : 125, p. 12 (Paris, 3 nov. 1924) ; 1926, p. 292 (Dijon, 1^{er} mars 1926) ; 1927, p. 35 (arrêt de la Cour de cassation, 13 déc. 1926)

Gazette du Palais, 1924, II, p. 138 (arrêt tribunal du Havre, 5 avril 1924).

Code Civil annoté (t. 3, art. 1384).

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

Avant-propos

I^{re} PARTIE 3

SECTION I

Chapitre I^{er}. — Le caractère économique de l'orientation professionnelle. Son importance sociale. — Orientation et sélection. — Fondement scientifique de l'interventionnisme moderne 9

Chapitre II. — La pratique de l'orientation professionnelle en France. — Son caractère désintéressé et facultatif. — L'objectivité des examens par les offices publics 25

Chapitre III. — Le problème de l'orientation obligatoire 39

SECTION II

Chapitre I^{er}. — La préorientation 47

Chapitre II. — Discussion théorique. — Différentes conceptions de la préorientation. — Le préapprentissage 58

Chapitre III. — Thèse positive 67

Chapitre IV. — Thèse négative 77

Chapitre V. — Conciliation 88

II ^e PARTIE	93
------------------------------	----

SECTION I

<i>Chapitre I^{er}.</i> — La collaboration des maîtres et des orienteurs	95
<i>Chapitre II.</i> — La question de la méthode en préorientation	103
<i>Chapitre III.</i> — La connaissance de l'enfant. Observation de son activité spontanée. — Détermination de l'intelligence générale. — Importance du rendement scolaire....	114
<i>Chapitre IV.</i> — La recherche des vocations. — Le goût et les aptitudes. — L'éducabilité. — La formation du goût.....	121
<i>Chapitre V.</i> — Recherche des aptitudes et sélection scolaire	127
<i>Chapitre VI.</i> — Etude des réactions provoquées. — Les questionnaires. — Les interrogatoires. — Les tests.....	132
<i>Chapitre VII.</i> — La sélection des bien-doués et des arriérés mentaux.....	142
<i>Chapitre VIII.</i> — Les fiches scolaires. — Différents types proposés et utilisés. — La supériorité des fiches brèves. — La question du secret professionnel. — Rapport psychologique et rapport médical.....	149

SECTION II

<i>Chapitre I^{er}.</i> — Utilité d'une formation scolaire en vue de l'orientation. — Sens de cette préorientation active	157
<i>Chapitre II.</i> — La vie sociale de la classe. — Théories de l'Ecole-Nouvelle : école active et école du travail. — La réforme autrichienne de 1926.....	168

<i>Chapitre III.</i> — Conférences et leçons sur des sujets professionnels. — Utilisation du cinéma et de la projection fixe.....	177
---	-----

<i>Chapitre IV.</i> — Les visites d'usines et d'ateliers. — L'organisation des classes-promenades. — Avantages de l'initiation directe et difficultés pratiques. — La responsabilité édictée par l'article 1384 du Code civil et l'application de la loi du 20 juillet 1899.....	185
--	-----

<i>Chapitre V.</i> — Traités de préorientation destinés aux maîtres. — Brochures, tracts et livres de lecture à l'usage des écoliers.....	195
---	-----

<i>Chapitre VI.</i> — La collaboration des parents à l'œuvre scolaire de préorientation. — La préparation de l'opinion publique et les moyens d'action les plus efficaces.....	200
--	-----

<i>Chapitre VII.</i> — La formation du personnel enseignant	207
---	-----

<i>Chapitre VIII.</i> — Le contrôle économique de la préorientation scolaire. — Le rôle centralisateur de l'Institut National d'Orientation professionnelle. — Jonction par l'intermédiaire des offices publics. — Les Comités d'Ecoles	214
---	-----

CONCLUSION	220
------------------	-----

APPENDICE	223
-----------------	-----

<i>Annexe I.</i> — Fiche scolaire utilisée à Vienne (Autriche)	225
--	-----

<i>Annexe II.</i> — Fiche scolaire utilisée en Belgique	231
---	-----

<i>Annexe III.</i> — Fiche scolaire utilisée par l'Office des Ardennes	233
---	-----

<i>Annexe IV.</i> — Type de fiche scolaire adopté conformément aux décisions prises par la section pédagogique de la Commission nationale d'orientation professionnelle...	234
---	-----

<i>Annexe V.</i> — Extrait d'une brochure publiée par l'Office départemental d'orientation pro- fessionnelle des Ardennes 1929.....	236
---	-----

Bibliographie.

Livres et brochures.....	240
Articles (Revue et périodiques).....	243
Bulletin. — Revues. — Périodiques.....	246
Divers	247

